

TURQUIE:

DÉNIS DE JUSTICE



Turquie côté soleil : les eaux scintillantes du Bosphore, la Corne d'Or, les monts bleutés d'Anatolie. Un Orient magique qui fait partie de notre imaginaire. Pays où chaque année près de 2 millions de visiteurs s'émerveillent devant la beauté des palais et le pittoresque des ruelles des bazars.

Turquie côté ombre : les prisons, la torture, l'injustice, la mort. C'est ce que découvre Amnesty lorsqu'elle part en mission d'enquête, alertée par des centaines et des centaines de témoignages. Ce dossier est le résumé d'un rapport publié aujourd'hui par Amnesty. Les informations qu'il contient - souvent récentes - prouvent la nécessité d'une campagne. Pour que le soleil enfin chasse l'ombre.

Fin des années 70 La Turquie traverse une période de violences sans précédent. Grèves, émeutes, attentats, affrontements sanglants entre partis de gauche et de droite (dont les trop célèbres "loups gris") feront plus de 5.000 victimes. En décembre 78, la loi martiale est décrétée dans près d'un tiers du pays. En septembre 1980, c'est le coup d'état militaire du général Evren. Rien de bien nouveau puisque déjà en 1960, puis en 1963, les militaires avaient pris le pouvoir. Mais du nouveau tout de même, car cette fois la loi martiale est étendue à tout le territoire, le Parlement est dissous, la Constitution suspendue et tous les partis politiques, tous les syndicats interdits. Pendant trois ans, le pouvoir total va appartenir au Conseil National de Sécurité. Avec tout ce que cela peut impliquer, des dizaines de milliers d'arrestations, plus de 30.000 pour les 4 premiers

taux réagissent. La Turquie est suspendue de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et l'aide des communautés est interrompue. Elle reste cependant membre de l'OTAN.

En mai 83, le carcan se relâche. Certaines activités politiques sont admises et trois partis autorisés. Ce sont les mêmes que de nos jours.

En novembre, des élections sont organisées. Le Parti nationaliste conservateur (ANAP) emporte une majorité de sièges à la Grande Assemblée Nationale (l'équivalent de notre Parlement). Son chef, Turgut Ozal, devient premier ministre.

Dès ce moment, la Turquie cherche à se refaire une image de marque. En 1984, elle est réintégrée dans le Conseil de l'Europe avec cependant l'exigence d'une amélioration réelle dans le domaine des droits de l'homme.

En juillet 87, levée de la loi martiale sauf dans les 9 provinces du Kurdistan. Des élections générales - en novembre - maintiennent au pouvoir le parti nationaliste. En avril, la Turquie avait demandé à entrer dans la Communauté européenne.

POUR AVOIR CHANTE...

Ils étaient des milliers et des milliers de prisonniers après le coup d'Etat. Ils sont maintenant encore plusieurs centaines de prisonniers d'opinion.

Emprisonnés, torturés, jugés pour des actes aussi anodins que celui d'écouter une certaine musique, de signer une pétition, de prononcer en public certains mots "défendus", ou même pour avoir chanté telle chanson L'emprisonnement politique est facilité en Turquie par l'existence de quelques articles du Code Pénal (part, les art 141, et 142) Ceux-ci permettent de condamner à des peines sévères - elles peuvent aller jusqu'à 15 ans de prison - quiconque est convaincu d'avoir appartenu à une organisation "illégale" (et il y en a beaucoup ...) ou tout simplement de parler avec sympathie de certaines idées "défendues".

Cibles de choix dans cette chasse à la pensée, les journalistes, les écrivains. Rien de plus facile, selon les fameux articles du Code, que d'incriminer tel ou tel mot. "Dictature



Je ne vous dirai rien, je veux voir mon avocat...



Mais je suis là, mon frère!

mois... Des opposants politiques, des syndicalistes, bien sûr, mais aussi des enseignants inculpés pour ce qu'ils enseignent, des étudiants coupables d'assister à leurs cours, des écrivains à cause de leurs livres ou des religieux pour leurs sermons. De nombreux éditeurs seront même poursuivis pour avoir publié certains textes dans leurs journaux avant l'interdiction. Et des avocats sont jugés coupables de défendre trop farouchement leurs clients. C'est l'étouffement total de la pensée, de la parole et de l'écrit.

Les gouvernements occiden-

Peu de temps avant, le gouvernement avait fait quelques gestes prouvant sa volonté d'améliorer ses pratiques dans le domaine des droits de l'homme. En effet, en janvier, il avait signé puis ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture et la Convention contre la torture des Nations-Unies. Malgré cette évolution et ces marques de bonne volonté, Amnesty n'a cependant pu constater aucun changement fondamental dans la nature des violations des droits de l'homme. C'est une des raisons principales de cette campagne.

du prolétariat" peut se traduire par "propagande communiste". Donc délit. Toute référence à la "résistance kurde" s'interprète comme "propagande communiste". Délit encore.

La censure est féroce. Pour les 4 premiers mois de l'année plus de 40 publications ont été confisquées. Quant aux peines infligées, elles frisent l'absurde. Plusieurs années de prison - jusqu'à 7 ans 1/2 - peuvent sanctionner la publication d'un seul article. Ce qui mène à des condamnations aussi aberrantes que 800, 900 ou même 1170 années de prison.

Cependant, celles-ci sont généralement ramenées en appel à 36 ans, le terme d'une condamnation à vie.

Tous les partis politiques étant interdits après 1980, les députés, les parlementaires du parti précédemment au pouvoir ont été traduits en justice. Les membres des partis de gauche, le Parti des travailleurs turcs (TIP), le Parti des travailleurs et paysans turcs (TIKP), tous deux légaux avant le coup d'Etat et opposés à la violence, ont été arrêtés en masse. Huit ans plus tard, certains d'entre eux sont toujours en prison.

Le Parti communiste turc -illégal depuis sa fondation dans les années 20 - a été lui aussi l'objet de poursuites incessantes.

Quant aux syndicalistes arrêtés par centaines en 1980, ils ont été jugés en cours de procès-fleuves s'étalant sur plusieurs années. En décembre 86, la Cour militaire d'Istanbul rendit son verdict dans le procès de la DISK (Fédération des syndicats turcs -légal jusqu'en 80). Il y avait 1400 accusés dont 264 se sont partagé des peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement et la perte à vie de leurs droits.

La Turquie est un Etat laïc depuis sa fondation en 1923. Toute tentative de modifier cet état de chose tombe sous le coup de la loi (art 163).

Depuis l'an dernier le nombre de personnes poursuivies pour activités religieuses a considérablement augmenté. A Istanbul seulement 44 procès concernant 128 accusés ont eu lieu dans les 6 derniers mois. Les activistes religieux, pour la plupart des membres de confréries islamiques, ont été condamnés à plusieurs années de prison.

Enfin un grand nombre de prisonniers politiques, dont certains sont des prisonniers d'opinion, sont des Kurdes. Leur cas est évoqué en encadré dans ces pages.

Malgré le danger que cela représente, il existe en Turquie une association pour la défense des droits de l'homme. Ce qui témoigne d'un certain courage si l'on sait que la moindre tentative de protestation est réprimée. Deux nouvelles lois introduites entre 80 et 83 prévoient des

peines de prison pour l'organisation de manifestations non autorisées. Et comme ces autorisations peuvent légalement être retardées jusqu'à 90

jours réclamant l'abolition de la peine de mort.

MUSTAFA KEMAL: CÔTÉ PILE, CÔTÉ FACE.

Mustafa Kemal est mort en 1938. Mais son effigie hante encore la plupart des lieux publics et privés de Turquie. Sa doctrine politique, qui regroupe six principes -républicanisme, nationalisme, populisme, étatsisme, laïcisme et révolutionnarisme-, reste l'évangile du peuple, le sujet de prédilection dans les écoles, "la" référence politique, même si elle a prêté et prête encore à de multiples interprétations.

Intransigeant et résolu, ce rebelle devenu dictateur sauva la Turquie et lui offrit une seconde naissance. Mais au prix de quels efforts!

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Mustafa Kemal, brillant militaire, refuse -à l'opposé du sultan Mehmed VI- la ruine de son pays, son occupation par les troupes étrangères. Pour contrecarrer le gouvernement du sultan, il crée en avril 1920 à Ankara la première Grande Assemblée nationale, lui confère les pouvoirs législatifs et exécutifs. Et forme un gouvernement national et populaire. Les victoires militaires qu'il remporte sur les Grecs et les Alliés permettent à celui désormais surnommé le *Ghazi* (le Victorieux) de remplacer en 1923 le traité de Sèvres par celui de Lausanne, beaucoup plus avantageux pour la Turquie.

Des scènes horribles ponctuent pourtant cette lutte pour l'indépendance: des femmes grecques violées et crucifiées aux arbres, des enfants coupés en morceaux...

En faisant voter par la G.A.N. l'abolition du sultanat et du califat, Mustafa Kemal consacre la séparation de l'Etat et de la religion. Et contraint le sultan à se réfugier à l'étranger.

En 1923, il fonde le Parti républicain du peuple qui, parti unique, interdit toute opposition légale et proclame la République. Jusqu'à sa mort, il en sera le président. La ville d'Ankara est confirmée dans son rôle de capitale.

Libérer ses concitoyens de leurs entraves séculaires, les conduire à un niveau avancé de civilisation, occidentaliser, laïciser la Turquie: tels sont les buts de Mustafa Kemal. Parmi ses multiples réalisations, citons pêle-mêle: l'adoption de nouveaux codes civil, criminel et commercial, l'interdiction de la polygamie, l'interdiction du port du fez pour les hommes, du voile pour les femmes, l'établissement du droit de vote pour les femmes, le développement des établissements d'enseignement, l'adoption des caractères latins à la place des caractères arabes, la nationalisation de nombreuses sociétés étrangères, le développement des voies de communication...

Mais pour mener à bien cette oeuvre gigantesque, "le Père de la Turquie nouvelle" (Atatürk) réprima impitoyablement ses opposants: les musulmans traditionnalistes, les ethnies minoritaires -les Kurdes et les Arméniens-. Et c'est souvent sous la menace de ses fidèles soldats que les membres de la G.A.N. votèrent les lois de la Turquie moderne.

Martine Gayda.

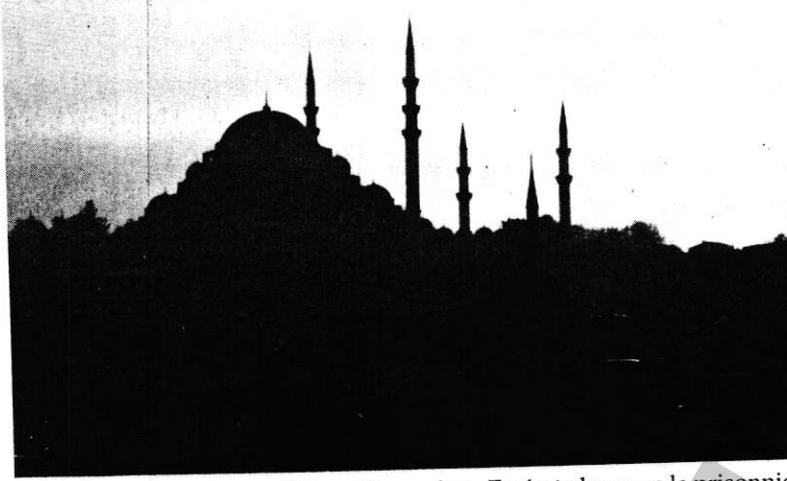
jours ... Récemment des militants des droits de l'homme ont été condamnés à trois mois de prison pour avoir recueilli des signatures sur une péti-

TORTURES ... BAVURES ?

...ou "une réalité que personne ne peut nier", selon les propres paroles de Muzaffer Uyzbarak, l'ancien

chef de police de la ville d'Urfa. Bien que la torture soit formellement interdite par la Constitution, Amnesty reçoit depuis des années des allégations et des témoignages de cette affreuse pratique de la part d'anciens prisonniers et de membres de leur

même 30 jours, au mépris de toute légalité. La loi stipule, en effet, que nul ne peut être retenu sans inculpation plus de 24 h. Mais dans la pratique "selon la nature du crime" -et état d'urgence aidant- la durée de la mise au secret est fréquemment éten-



famille, mais aussi d'ex-policiers. "La torture a existé en Turquie, on torture toujours en Turquie et on continuera à torturer en Turquie" déclare froidement l'ancien général Turgut Sunalp interviewé en janvier dernier.

Mais d'autres nient. Et répondent "bavures", "cas isolés". En juin 87, Le Directeur général de la police turque rejette "l'allégation selon laquelle on pratique la torture durant les interrogatoires..."

Malheureusement, dit-il, certains de nos collègues ont été condamnés. Nous pensons cependant qu'ils avaient agi dans une bonne intention..."

On torture en Turquie. Quiconque est arrêté pour motif politique court ce risque grave. Le plus souvent dès après l'arrestation, période durant laquelle le prisonnier est mis au secret parfois durant 15 ou

due. Et c'est alors que le prisonnier, privé de toute assistance extérieure, est entièrement livré à ses interrogateurs.

Et à la torture. Nul n'y échappe. Ni les vieillards, ni les malades, ni les enfants. Des jeunes couples sont torturés l'un devant l'autre, des parents devant leurs enfants.

Les méthodes sont des plus variées: de la classique "raclée" à des pratiques telles que la "falaka" (bastonnade sur la plante des pieds), la pendaison par les poignets ou les chevilles, l'arrosage à l'eau glacée, les chocs électriques, les sévices sexuels et le viol. Parfois le prisonnier est privé de sommeil ou de boisson durant des heures et des heures. Il est drogué de force ou soumis à un simulacre d'exécution. Les femmes sont soumises à des tortures cruelles. Telles Sevim Erdem et

Nükhet Cevikoglu, deux jeunes femmes d'Istanbul, telle la petite Saadet Akkaya (voir Portraits de Femmes, plus loin dans ces pages). Et bien entendu, les décès en détention sont nombreux. Plus que ne l'avouent les statistiques officielles. Car chose curieuse, si la torture est généralement niée, il existe des statistiques d'ailleurs souvent contradictoires. Pour 1987 seulement, 17 personnes seraient mortes des suites de tortures. Entre 81 et 84, Amnesty a soumis aux autorités des informations sur plus de 100 cas; elle ne reçut de réponses qu'à propos de 82 d'entre eux et dans deux cas seulement les responsables ont été poursuivis. En juin 88, Amnesty a envoyé une nouvelle liste de noms au gouvernement et attend maintenant sa réponse.

Chaque année, une centaine de prisonniers portent plainte contre leurs tortionnaires. Mais sans grand résultat semble-t-il car le plus souvent les accusations sont déclarées sans fondement. S'il y a enquête, il n'y a guère de procès, encore moins de condamnation. Les juges demandent aux plaignants une identification formelle de leurs bourreaux. Comment faire lorsque durant tout le supplice on vous a bandé les yeux?

Ils exigent aussi des certificats médicaux. Pas toujours faciles à obtenir. Dans certains cas, des médecins ont aidé la police en établissant de fausses attestations.

Cependant afin de prouver leur opposition à la torture, les autorités publient de temps à autre des statistiques de poursuites à l'encontre de policiers. Selon le Bureau

LA POLICE

Les effectifs de la police ont considérablement augmenté depuis 1984. De plus de 50% selon le journal Cumhuriyet La plupart des allégations de torture sont attribuées à 2 branches de la police turque : la police politique et celle appartenant au département des crimes graves et violents.

La police politique se compose d'équipes spécialement entraînées dont les pouvoirs sont très étendus. Elles peuvent par exemple poursuivre des suspects au-delà des limites de la province où elles sont basées. Certains de leurs membres auraient suivi des cours de torture.

La gendarmerie fait partie de l'armée. Ses membres sont des conscrits ou des militaires de carrière. Ils exercent leur rôle dans les régions rurales où ils remplissent toutes les tâches dévolues à la police.

Ils ont parfois été accusés de torturer des suspects.

Un corps de police non officiel, le M.I.T. est souvent nommé aussi dans les allégations de torture. Les activités de cette organisation sont peu connues et restent entourées de secret.

Bien que la Turquie ait signé la Convention des Nations Unies et la Convention européenne contre la torture, il est clair que les membres de la police n'ont pas été informés de leurs dispositions. En mars 1988, le Ministre de l'Intérieur déclara devant des journalistes "Nous ne mettons pas la police au courant de chaque nouvelle loi".

du Premier ministre, 370 plaintes ont été reçues en 1982, et 97 policiers ont été traduits en jugement. Selon le Conseil de la Sécurité Nationale, 605 plaintes et 82 procès. En 1986, le Chef d'état-major général annonça que 521 membres des forces de sécurité avaient fait l'objet d'enquêtes entre 78 et 85. La même année, le Ministre de l'Intérieur cita le chiffre de 758 membres des forces de sécurité poursuivis entre 80 et 85.

Chiffres contradictoires, chiffres fantaisistes, qu'importe ...

Quels qu'ils soient, ils prouvent bien une chose. C'est que la torture est pratiquée en Turquie. C'est que la police, les forces de sécurité torturent les détenus. Mais la torture n'est pas une fatalité. Il est possible de la prévenir. En publiant des instructions claires établissant qu'elle n'est tolérée en aucun cas. Et en

mettant sur pied un système de contrôle. En permettant aux avocats, aux familles de voir le détenu dès après son arrestation. En refusant d'accepter comme preuve lors d'un procès des aveux obtenus sous la torture. Ce sont des règles simples. Tant qu'elles ne seront pas appliquées, la torture continuera à s'exercer sur des êtres sans défense. Signer des conventions ne suffit pas. Le juriste turc Hifzi Veldet Velideoglu déclara récemment : "Même si l'on peut établir que la torture existe, on ne la fera disparaître qu'en levant l'immunité des tortionnaires. Sinon cette situation persistera même si l'on signe des centaines de traités internationaux."

PROCES OU COMEDIE ?

"Ceci est le procès de gauchistes. Les preuves, mêmes si elles consistent en déclarations obtenues par la torture, sont suffisantes pour les inculper. Il n'est pas besoin de continuer des enquêtes, ni de rechercher des preuves légales." Cette déclaration est attribuée au Secrétaire pour la justice du Commandement de la Loi Martiale d'Erzincan, (Turquie Orientale) Elle a été rapportée en 1985 devant le tribunal par un des juges du procès mené contre les habitants de Fatsa, une petite ville sur la Mer Noire. Le procès de Fatsa (voir encadré) est un exemple de ce que peut être une justice déficiente. .

Entre décembre 78 et avril 88,

plus de 200.000 prisonniers politiques ont été jugés et plus de 60.000 condamnés à la prison ou même à mort, à l'issue de procès menés hors de toute équité.

Tout délit politique relève des cours militaires. Et bien entendu, celles-ci ne sont indépendantes ni légalement, ni en pratique, mais fonctionnent selon les ordres des autorités militaires. En 1980, les juges étaient nommés par le Conseil National de Sécurité; après 1983, directement par les autorités militaires. Actuellement, leur nomination dépend d'un Conseil composé de 5 magistrats appartenant à l'Etat-Major des Forces armées.

Plusieurs fois au cours des procès des juges militaires ont été transférés ou démis parce qu'ils étaient considérés comme trop indulgents ou pour avoir agi contre l'avis des militaires.

Les accusés traduits devant les cours militaires n'ont ni le temps, ni aucune facilité pour préparer leur défense. Les

visites de leurs avocats sont limitées et ils ne peuvent avoir avec eux aucun entretien privé. Quant aux avocats qui acceptent, avec quel cou-

LES LOIS

Le Code Pénal turc a été calqué dans les années 30 sur celui de l'Italie de Mussolini. Pour ce qui concerne certains articles (art 141 et 142) la version turque est cependant plus dure. En effet, toute référence à des actes de violence a été biffée du Code en 1950. Ce qui rend criminels les activités politiques les plus pacifiques. Les voici résumées :

| art. | délit | peines |
|------|--|------------|
| 140 | répandre des informations ou mener des activités pouvant nuire à la réputation de l'Etat turc à l'étranger | 5 ans min. |
| 141 | diriger une organisation dont le but est d'établir la domination d'une classe sociale sur une autre | 8 à 15 ans |
| | être membre d'une telle organisation | 5 à 12 ans |
| 142 | faire de la propagande pour établir la domination d'une classe sociale (propagande communiste) | 5 à 10 ans |
| | faire de la propagande visant à miner la fierté nationale | 5 à 10 ans |
| 163 | diriger une organisation dont le but est de réinstaurer la religion dans l'Etat | 8 à 15 ans |
| | être membre d'une telle organisation | 5 à 12 ans |
| | faire de la propagande dans le même but | 5 à 10 ans |

Le Code Penal turc est actuellement en cours de révision. Un comité a recommandé de réduire de moitié la durée des peines prononcées du fait des art. 141, 142 et 163. Un amendement aux textes de ces articles est également soumis tendant à exiger plus de preuves avant de pouvoir inculper des militants politiques ou des activistes religieux.

Cependant le Comité chargé d'examiner ces projets a conclu en déclarant que la révision de ces articles ne pouvait être envisagée sans amender la Constitution de 1982.

Deux autres lois ont été édictées par le Conseil National de Sécurité, entre 1980 et 1983. Il s'agit de :

La loi sur les associations qui interdit toute forme de déclarations politiques ou toutes activités d'une association autre qu'un parti politique légal - peines : 1 à 3 ans.

La Loi sur le droit de réunion et de manifestations qui stipule que celles-ci doivent être autorisées par le gouverneur et peuvent être retardées jusqu'à trois mois. - peines : 6 mois à 3 ans.

rage, la défense de prisonniers politiques, ils rencontrent quantité d'obstacles: trop peu de temps pour con-

sulter le dossier de leur client ou de préparer une défense adéquate.

En janvier 88, l'avocat Ibrahim Açan portait plainte devant le Commandement de la Loi Martiale d'Ankara déclarant qu'il n'avait plus eu l'autorisation de visiter son client à la prison militaire de Mamak (Ankara) depuis le 15 septembre 1987. Certains prisonniers de la prison Sigmalcilar d'Istanbul n'avaient plus vu leurs avocats depuis plusieurs années...

Ceux qui assument la défense de prisonniers politiques sont aussi souvent menacés, ou même inculpés, arrêtés, traduits en jugement du fait de leurs activités professionnelles. Ils peuvent être accusés de "conduite insultante" s'ils se risquent à déclarer au cours d'un procès que leur client a été torturé, ou s'ils se plaignent d'avoir été empêchés de préparer sa défense. Pendant le procès de la DISK, cinq avocats ont été démis sous ce prétexte par les juges militaires.

Procès inéquitables aussi, car selon que l'accusé appartient à la gauche ou à la droite le tarif des peines sera différent pour un même délit.

Selon la plupart des dirigeants politiques, la responsabilité des actes violents des années 70 doit être attribuée également aux groupements de gauche et de droite. Il semble que les tribunaux n'en jugent pas ainsi.

En effet, les gens de droite sont généralement inculpés d'"actes criminels", ce qui leur permet de bénéficier d'une amnistie éventuelle. Quant aux membres de la gauche, ils se voient accusés de "tentative de renversement du régime par la force", un crime passible de la peine de mort et qui - selon la Constitution actuelle - ne peut être pardonné.

Depuis 1984, il existe également des Cours de sécurité d'Etat. Créées par la Constitution de 1982, elles ont pour but de remplacer les Cours militaires. Huit de ces tribunaux couvrent tout le pays. Les juges sont au nombre de trois: deux civils et un militaire ayant généralement fait ses preuves dans une Cour militaire. Seuls sont jugés devant eux les prisonniers inculpés pour des actes commis après le 1er mai 1984.

Ce dernier type de tribunal a malheureusement hérité de toutes les pratiques adoptées par les Cours militaires: pas d'accès libre à un défenseur, visites d'avocat en pré-

sence de gardiens ou même enregistrées sur bande utilisée plus tard en guise de preuve lors du procès.

Enfin, l'un des plus grands reproches que l'on peut faire aux Cours de sécurité d'Etat c'est d'avoir souvent prononcé des condamnations sur la foi d'aveux extorqués sous la torture. Et de ne tenir aucun compte des plaintes émises par les accusés à ce sujet.

Mais quel que soit le type de tribunal qui le juge, l'accusé est toujours certain d'une chose: le procès sera long. La Turquie est partie à la Convention Européenne des droits de l'homme qui stipule (art 6) que les accusés doivent être présentés devant un tribunal dans un délai raisonnable ou être relâchés dans l'attente du procès. En pratique, il n'en est rien. La plupart des accusés des procès de masse qui ont suivi le coup d'Etat de 1980 ont passé des années en prison avant de comparaître. Le procès de la DISK a duré cinq ans et la plupart des inculpés étaient détenus depuis quatre ans lors de son ouverture. Ce procès est toujours en appel. Même lorsqu'il s'agit d'un procès individuel, le processus est d'une lenteur extrême, les séances de tribunal n'ont lieu qu'une fois par mois, ce qui peut aboutir à cette situation à la fois tragique et absurde: une détention préventive qui excède la durée de la peine prononcée.



LA PEINE DE MORT

Après le coup d'Etat de 1980, le moratoire concernant les exécutions est levé. Entre octobre 80 et octobre 84, cinquante exécutions ont lieu: 27 pour crimes politiques et 23 pour crimes de droit commun. Les dernières exécutions capitales ont eu lieu en 1984, mais cependant des

sentences de mort sont encore souvent prononcées (164 pour 1986 et 1987). Actuellement 700 prisonniers sont condamnés à mort et près de 200 d'entre eux ont épuisé tous les recours possibles. Seule la non-ratification de leur sentence par le Parlement et le Président peut les sauver de la potence. La plupart des condamnés à mort ont été jugés par des Cours militaires. Amnesty considère donc qu'ils n'ont pas eu droit à un procès équitable.

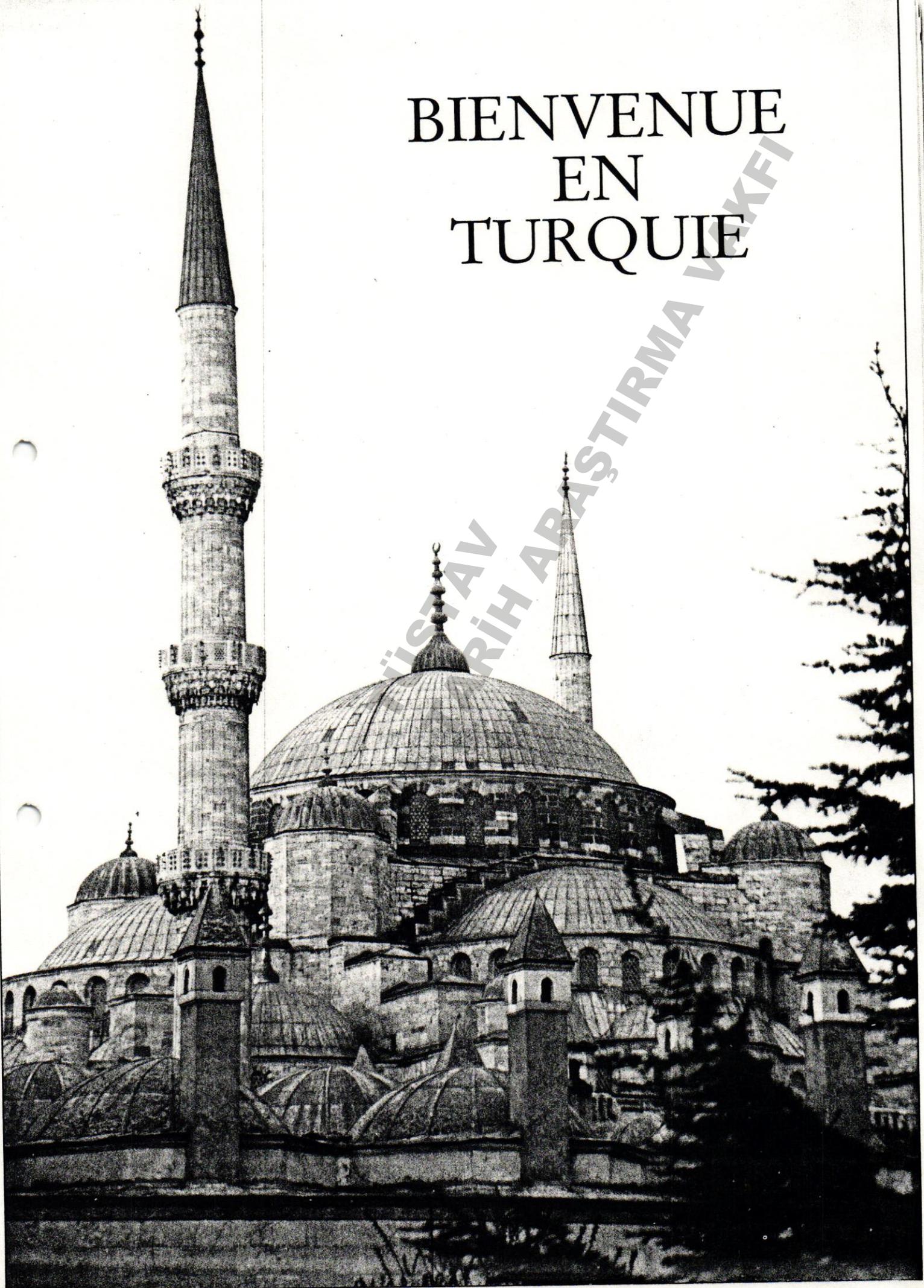
Actuellement, les crimes passibles de la peine de mort en Turquie sont au nombre de 47. Un amendement au Code Pénal vient d'être proposé qui ramènerait ce nombre à 7 seulement. Il ne recommande pas cependant l'abolition de la peine de mort. L'amendement est à l'étude devant le Comité Judiciaire. Il ne sera sans doute pas examiné par le Parlement avant 1989. Une proposition de commutation en prison à vie de toutes les sentences de mort non encore ratifiées doit encore être transformée en projet de loi. En juin 88, les autorités ont cependant assuré à Amnesty qu'elles n'avaient pas l'intention de procéder à des exécutions capitales. Il demeure que la Turquie est le seul pays d'Europe Occidentale où une exécution reste toujours possible.

Ces dernières années, une campagne pour l'abolition de la peine de mort a été menée en Turquie même. Le principal parti d'opposition (SHP) y est favorable. Un courant abolitionniste existe dans le pays. L'Association Médicale turque et l'Association des juristes turcs ont lancé plusieurs appels en ce sens. En 1987, l'Association turque pour les droits de l'Homme a recueilli 150.000 signatures sur une pétition réclamant l'abolition.

De plus, l'Association Médicale a proposé en 1987, une modification de ses statuts excluant les médecins de toute participation à des exécutions. Cette proposition doit encore être approuvée par la Haute Cour.

En janvier 1988, le Parlement Européen lançait un appel à la Turquie demandant qu'elle "commue toutes les sentences de mort en attente de ratification, jusqu'à l'abolition de cette abominable peine." Mais à ce jour, les autorités n'ont encore pris aucune mesure décisive pour y répondre.

BIENVENUE
EN
TURQUIE





La Turquie est un beau pays. Pont naturel entre l'Europe et l'Asie, c'est le berceau de civilisations depuis des milliers d'années. Son climat est excellent. Ses plages, ses baies superbes. Sa cuisine est délicieuse. Quant à la gentillesse et à l'hospitalité de ses habitants, elles sont légendaires. Oui, la Turquie est un haut-lieu du tourisme. Beaucoup de nos compatriotes y passent leurs vacances. Pourquoi pas vous? Oui, pourquoi pas? Pourtant, vérité avant tout.

Lorsque Amnesty International se rend en Turquie, comme elle vient de le faire récemment, que voit-elle sur ce paysage idyllique? Des points noirs.

Et de taille.

Car dans le domaine du respect des droits de l'homme, tout n'est pas idéal, tout n'est pas merveilleux en Turquie.

Sans vouloir jouer les empêcheurs de voyager en rond, nous voulons que vous sachiez que :

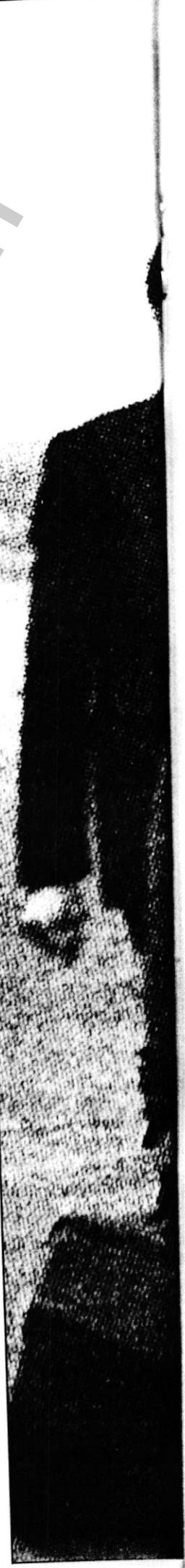
■ actuellement encore – bien que la loi martiale ait été levée en juillet 1987 – un grand nombre de personnes se trouvent emprisonnées. Plusieurs centaines d'entre elles n'ont commis aucun acte de violence, mais ont uniquement exprimé leurs opinions politiques ou religieuses de façon pacifique.

■ la torture est encore pratiquée quasi systématiquement dans les commissariats de police et les centres d'interrogatoire. Ceci bien que la Turquie ait signé et ratifié la Convention contre la torture de l'ONU et la Convention européenne pour la prévention de la torture. Rien que pour 1987, 17 personnes seraient mortes en détention à la suite de tortures.

■ entre décembre 78 et avril 88, les cours militaires et les tribunaux de Sécurité d'Etat de Turquie ont jugé plus de 200.000 prisonniers politiques (dont la plupart ont été torturés) et prononcé plus de 60.000 condamnations à l'issue de procès non équitables (aveux obtenus sous la torture, avocats de la défense menacés ou arrêtés).

■ la peine de mort, bien qu'il n'y ait plus eu d'exécutions depuis 1984, est encore toujours prononcée (164 sentences de mort en 86 et 87). La Turquie est le seul pays d'Europe occidentale où une exécution reste toujours possible.

La Turquie, membre du Conseil de l'Europe, sollicite son entrée dans la Communauté européenne. Au moment où l'idée de l'Europe de 1992 est au centre de tous les débats, Amnesty se doit d'attirer l'attention sur les graves violations des droits de l'homme qui se produisent dans ce pays. Et qui ne peuvent être tolérées plus longtemps.



**PEUT-ON AVOIR 16
ANS EN 1988 ET SE
PASSIONNER POUR
LES DROITS DE
L'HOMME?**



**COMMENT DAVID
EST-IL SORTI
DE PRISON?**

**QUE SE PASSE-T-IL
EN AMERIQUE
CENTRALE?**



TÜRKİYE SOSYAL FAKÜLTESİ İZMİR BİLİMSEL ARAŞTIRMA MERKEZİ

UN MOUVEMENT MULTIFORME



DES ACTIONS CONCRETES



A l'école Ste-Dominique à Bruxelles, ils sont une quinzaine à se retrouver chaque vendredi à 13 heures dans un local de l'école. Pour ces lycéens de 15 à 20 ans, la défense des droits de l'homme mérite bien trois quarts d'heure par semaine. Présenter des films dans les classes, réaliser des affiches, écrire des lettres demandant la libération de prisonniers, ... les projets ne manquent pas. Et les résultats concrets non plus. Amnesty International, ce n'est pas seulement une institution dont l'autorité morale est reconnue. C'est avant tout des GENS. Des jeunes et des moins jeunes, des femmes et des hommes, de tout milieu et de toute profession. Cette réalité bien vivante, nous vous invitons à la découvrir chaque mois dans le magazine "AMNESTY INTERNATIONAL", qui, à vous aussi, vous donnera l'envie d'agir.

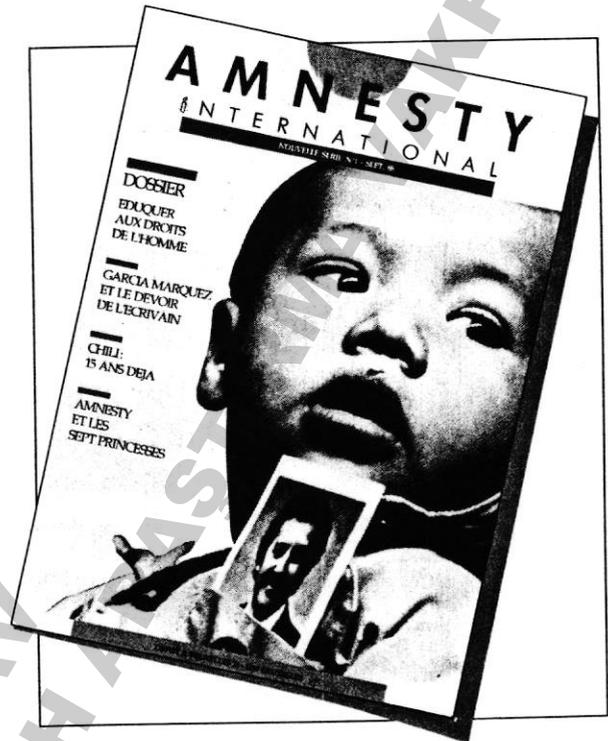
D avid est libre, aujourd'hui. Il y a trois ans, il avait été arrêté par la police de son pays, quelque part à l'autre bout du monde. Son crime? Ses idées. Torturé pendant cinq jours. Puis son procès a commencé. Il a duré deux ans et deux mois. Deux amis étrangers, ayant appris son arrestation, sont allés voir Amnesty dans leur pays. Lettres aux autorités. Coups de téléphone au directeur de la prison pour avoir de ses nouvelles. Jusqu'au jour où il a enfin été libéré. "Si je suis libre aujourd'hui, c'est sûrement un peu grâce à Amnesty", nous a-t-il confié.

Chaque mois, le magazine "AMNESTY INTERNATIONAL" vous rapportera des témoignages, comme celui-ci, qui vous donneront envie d'agir.

UNE INFORMATION RIGOUREUSE



UN MAGAZINE POUR AGIR



Parmi les communiqués officiels et officieux, dans le nombre de plus en plus élevé de nouvelles dont nous sommes bombardés, on ne s'y retrouve pas toujours facilement. AMNESTY INTERNATIONAL s'est forgé, depuis des années, une réputation de rigueur et de sérieux dans les dossiers traités. Seules des informations soigneusement contrôlées sont divulguées. C'est à ce prix que son action a pu se développer et que des millions de gens de par le monde lui font confiance.

Chaque mois, le magazine "AMNESTY INTERNATIONAL" vous permettra de partager cette information. Une façon de se procurer quelques repères solides pour évaluer ce qui se passe dans le monde.

Que se passe-t-il au Salvador? Pourquoi Angela est-elle en prison? Que peut-on faire pour l'aider à en sortir? Quels résultats ont obtenus les actions d'Amnesty International? Ces questions, et beaucoup d'autres, vous les retrouverez chaque mois dans le nouveau magazine d'Amnesty International. Nouvelle mise en page, nouvelles rubriques. Des reportages, des interviews, chaque mois un dossier complet sur un pays ou un sujet particulier, des informations culturelles, des nouvelles internationales, une rubrique "portes ouvertes" à d'autres associations, des suggestions d'actions concrètes (prisonniers du mois, campagnes d'Amnesty,...)

Chaque mois, le magazine "AMNESTY INTERNATIONAL" vous informera et vous donnera envie d'agir...

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT ET BENEFICIEZ DE NOTRE OFFRE DE BIENVENUE

A l'occasion du lancement de cette nouvelle formule du journal "Amnesty International", nous proposons une **offre spéciale** à tous les nouveaux abonnés: Pour **1.200 frs** tout compris: l'**abonnement au journal** (prix normal: 1.000 frs) et le **rapport annuel d'Amnesty International**, un outil indispensable pour avoir une vue d'ensemble sur la situation des droits de l'homme dans le monde entier, vendu en librairie au prix de 600 frs. Nous vous offrons le tout pour 1.200 frs, soit une **économie de 400 frs.**
Alors, faites-vite, rejoignez-nous!

BON A DECOUPER ET A RENVOYER A AMNESTY INTERNATIONAL, RUE BERCKMANS, 9 A 1060 BRUXELLES.

NOM: _____

PRENOM: _____

ADRESSE: _____

CODE POSTAL: _____ LOCALITE: _____

JE M'ABONNE ET JE CHOISIS L'UNE DES FORMULES SUIVANTES:

JE PRENDS UN **ABONNEMENT ANNUEL ORDINAIRE** (1.000FRS POUR 10 NUMEROS, 650 FRS POUR LES CHOMEURS, PENSIONNES ET ETUDIANTS)

JE PROFITE DE L'**OFFRE SPECIALE** : 1.200 FRS POUR L'ABONNEMENT ANNUEL (VALEUR 1.000FRS)+ LE RAPPORT ANNUEL D'AMNESTY (VALEUR: 600FRS)

JE VIRE DONC CETTE SOMME AU NUMERO DE COMPTE **001-0520520-94** D'AMNESTY INTERNATIONAL

Editeur responsable: Eric Gillet, Rue Berckmans, 9 à 1060 Bruxelles



Le Dr Nihat Sargin, chirurgien, secrétaire général du Parti des travailleurs turcs (interdit) est rentré en Turquie le 16 novembre 1987, après des années d'exil. A son arrivée à l'aéroport, il est immédiatement arrêté. Détenu durant 16 jours au siège de la police d'Ankara, il est cruellement torturé (coups, pendaison par les mains, privation de sommeil durant 170 heures). Amnesty le considère comme un prisonnier d'opinion, car il est détenu uniquement en raison d'activités politiques non violentes.

ALORS oui, voyageons, voyagez en Turquie!
Mais aussi, AIDEZ Amnesty à agir.
Nous vous proposons une action bien simple : signez et découpez le petit coupon ci-après et envoyez-le à l'Ambassade de Turquie, 4, rue Montoyer, 1040 Bruxelles.

J'aimerais beaucoup me rendre en vacances en Turquie, mais j'ai pris connaissance d'un rapport d'Amnesty International faisant état de violations des droits de l'homme. Pouvez-vous me faire savoir quelles sont les dispositions concrètes envisagées par le gouvernement de votre pays pour prévenir et enrayer la torture et éviter à l'avenir tout abus dans ce domaine.
Merci de me répondre.

Nom : _____

Adresse : _____

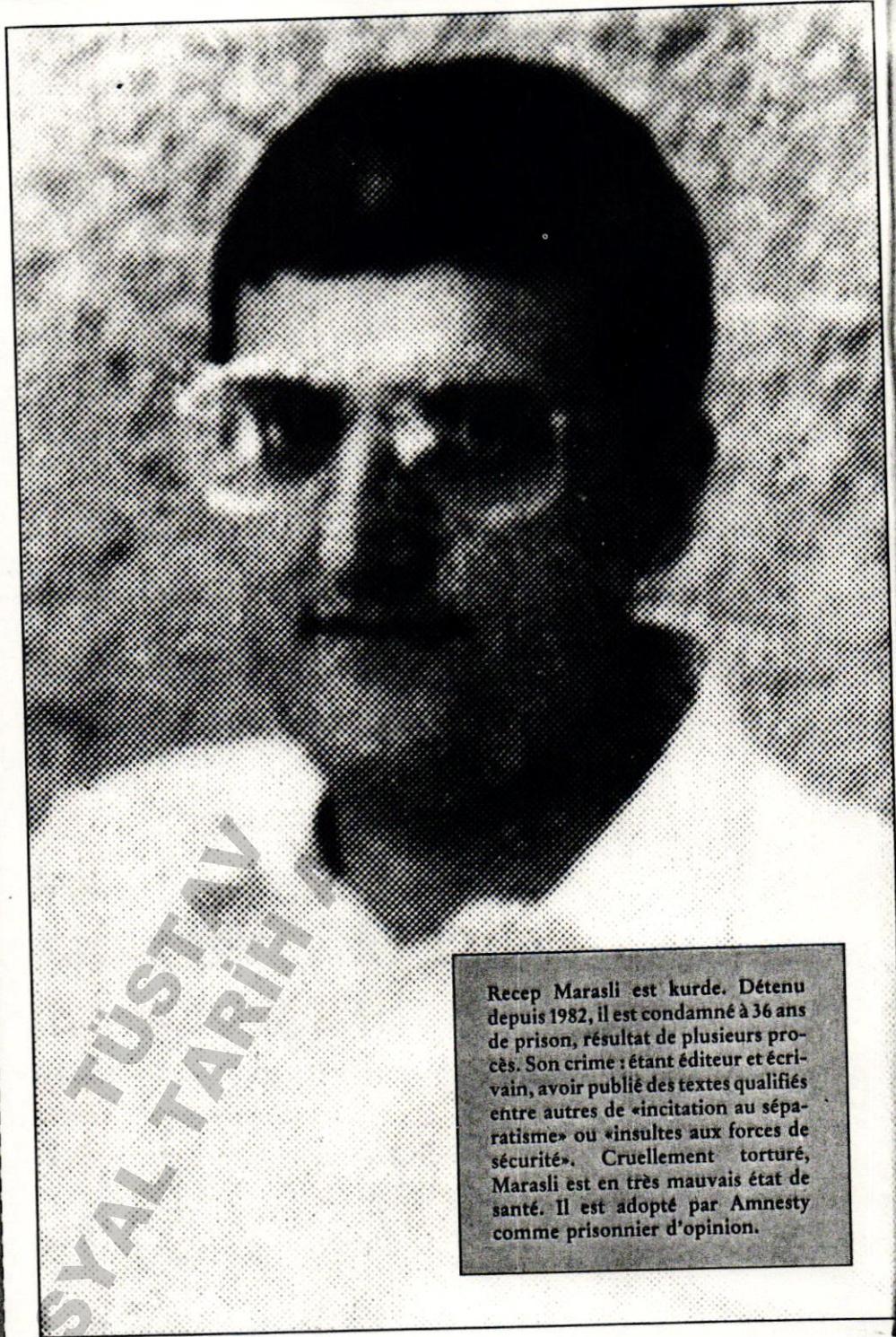
Signature : _____

AMNESTY INTERNATIONAL

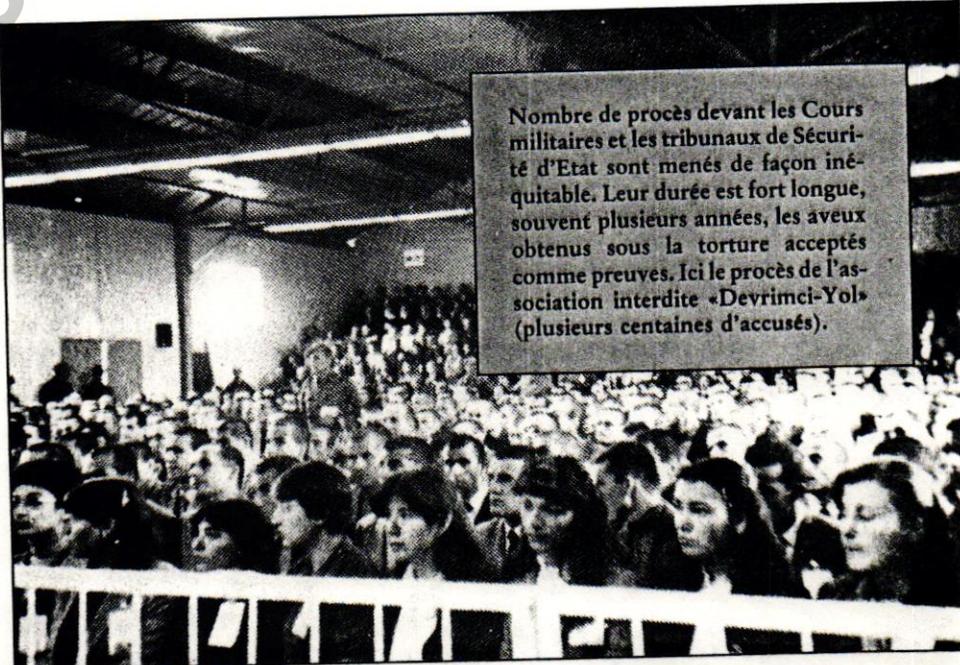
mouvement impartial d'interventions directes en faveur des prisonniers d'opinion partout dans le monde, pour l'abolition de la torture et de la peine de mort.

Pour plus d'informations :
9, rue Berckmans, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.81.77

Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : E. Gillet, 9, rue Berckmans, 1060 Bruxelles.



Recep Marasli est kurde. Détenu depuis 1982, il est condamné à 36 ans de prison, résultat de plusieurs procès. Son crime : étant éditeur et écrivain, avoir publié des textes qualifiés entre autres de « incitation au séparatisme » ou « insultes aux forces de sécurité ». Cruellement torturé, Marasli est en très mauvais état de santé. Il est adopté par Amnesty comme prisonnier d'opinion.



Nombre de procès devant les Cours militaires et les tribunaux de Sécurité d'Etat sont menés de façon inéquitable. Leur durée est fort longue, souvent plusieurs années, les aveux obtenus sous la torture acceptés comme preuves. Ici le procès de l'association interdite « Devrimci-Yol » (plusieurs centaines d'accusés).

FEMMES, COMMUNISTES, KURDES, LE HIT DE LA RÉPRESSION

LES KURDES

Depuis des millénaires, les Kurdes dans leurs montagnes n'ont pas cessé de résister. Aux Romains, aux Byzantins, aux Arabes, aux Mongols, aux Ottomans. Dans les années 20, plusieurs traités leur ont garanti l'indépendance, puis le respect de leurs libertés. En 1970, l'autonomie. Mais aucune de ces promesses n'ont été tenues et les Kurdes écartelés entre 5 pays continuent à se battre.

En Turquie, la minorité kurde compte de 8 à 12.000.000 de personnes, mais elle n'a toujours pas d'existence légale. La région du Kurdistan est sous le coup de la loi martiale depuis plus de 8 ans et l'état d'urgence est décrété dans huit provinces.

Les Kurdes ont une langue originale, des coutumes très fortes et une culture plusieurs fois millénaire avec ses bardes et ses conteurs, ses écrivains, et aussi ses cinéastes modernes comme Yilmaz Güney, le réalisateur du "Troupeau" et de "Yol". En Turquie, toute identité culturelle leur est déniée. La langue kurde ne peut être enseignée dans les écoles, ni parlée dans des endroits officiels comme les tribunaux, ni imprimée.

Il était interdit, par exemple, aux détenus de la prison militaire de Diyarbakir de parler kurde lors de la visite de leur famille, alors même que celle-ci ne connaissait pas d'autre langue. Depuis le début de 1988, les prisonniers ont arraché ce droit grâce à une grève de la faim.

Dans les années 70, les Kurdes ont créé, en toute légalité, un grand nombre d'associations culturelles. A la même époque, on vit naître également de nombreux groupements politiques kurdes - immédiatement interdits - dont certains engagés dans des activités violentes.

Après l'instauration de la loi martiale qui défendait tout droit d'association, beaucoup de leurs membres, violents ou pacifiques, sont emprisonnés. Selon le journal turc "Milliyet" (La Nation) plus de 9.500 personnes (des kurdes pour la

plupart) ont été détenues dans les prisons du sud-est entre août 1984 et juillet 1987. Parmi elles des activistes inculpés d'actes de violence, mais aussi des prisonniers d'opinion. Depuis 1984, l'armée mène des activités de contre-guerilla dans les régions du sud-est et de l'est où les sécessionnistes kurdes se sont retranchés. Au cours de ces opérations des villages entiers ont été ratissés et leurs habitants, jeunes et vieux, hommes et femmes, soumis à des mauvais traitements.

LE CAS DE RECEP MARASLI

Marasli est l'un d'eux. Ce jeune kurde est arrêté d'abord en 1971, à l'âge de 15 ans pour "propagande communiste". Il est relâché après trois années passées à la prison de Diyarbakir. Il travaille ensuite dans une maison d'édition (Komal) spécialisée en ouvrages traitant de la culture et de l'histoire du Kurdistan. Il en

fensé la mémoire d'Ataturk", "incité au séparatisme". Comme la plupart de ses co-détenus, il sera cruellement torturé à plusieurs reprises. Recep Marasli est condamné à plusieurs peines de prison totalisant ensemble 36 ans. Il a participé à plusieurs grèves de la faim pour protester contre la torture et les conditions inhumaines de détention. Toujours détenu à Diyarbakir, il est en très mauvaise santé. Emprisonné uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression, Marasli est considéré par Amnesty comme un prisonnier d'opinion. Il est adopté par une groupe d'AIBF.

LE PROCES DES HABITANTS DE FATSA

Fatsa, un petit port sur la Mer Noire, 23.000 habitants. Gens paisibles, leur activité principale étant la culture du noisetier. Mais très actifs, éveillés, puisque dès 1964, ils créent

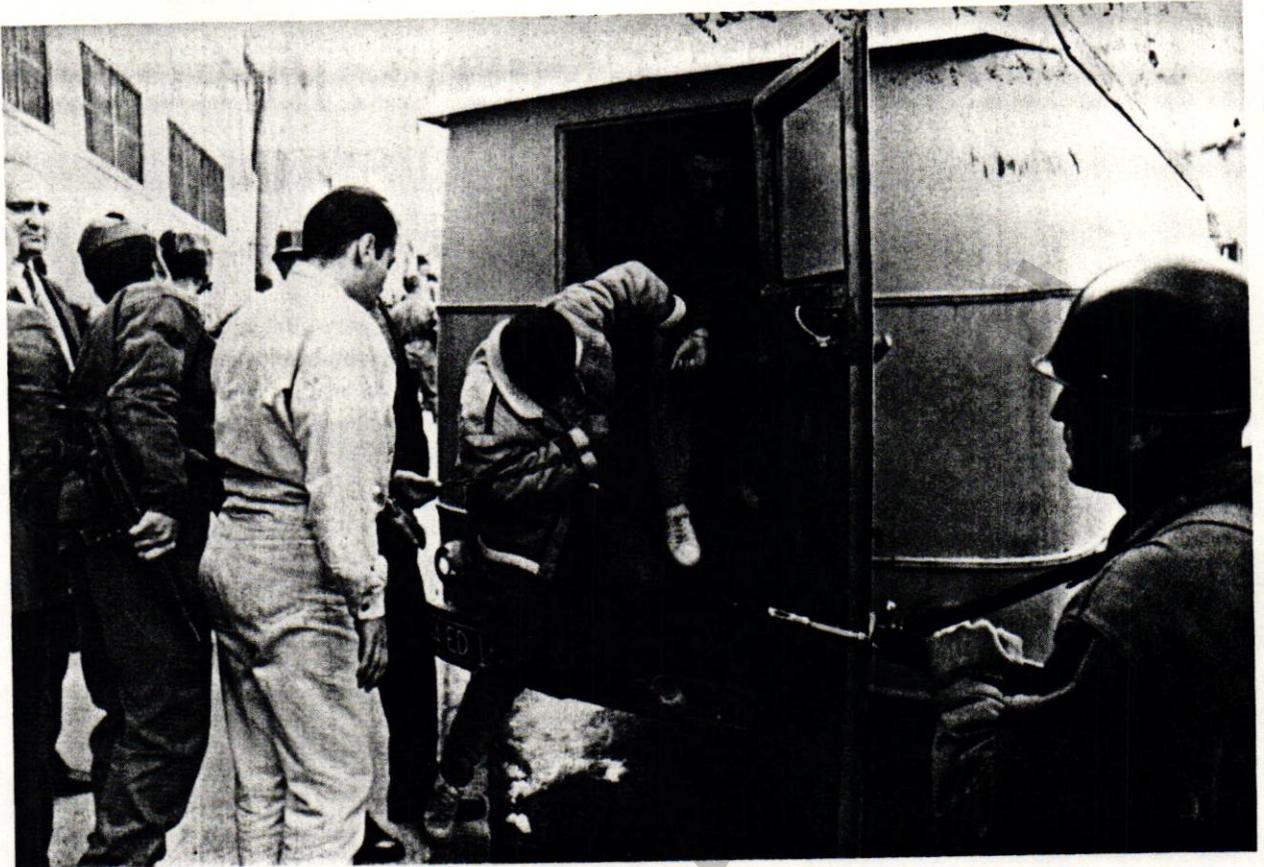


La prison de Diyarbakir, où est détenu Recep Marasli

devient propriétaire en 1979. Pour peu de temps car en 1980, dès le coup d'Etat militaire, sa maison d'édition est fermée. Marasli est arrêté en 1982. Depuis lors, traduit devant différentes Cours militaires à Istanbul et à Diyarbakir, il ira de procès en procès. Il est inculpé d'avoir "affaibli le sentiment national", "porté atteinte à la moralité des forces de sécurité", "of-

une "Association culturelle" qui organise concerts et représentations théâtrales. Dans les années 60/70, Fatsa n'échappe pas au climat de violence qui règne en Turquie. La droite et la gauche s'affrontent.

L' "Association Culturelle" prend le nom de "Les Maisons du Peuple". En 1979, un tailleur, Fikri Sönmez, est élu maire de la ville et



Transport de prisonniers politiques au tribunal.
Istanbul, avril 1988

met sur pied une nouvelle formule de gestion impliquant la participation des habitants. Au Conseil municipal se côtoient des conservateurs, des sociaux-démocrates et des membres de Dev-Yol (le Chemin de la Révolution), un mouvement plutôt qu'une organisation bien structurée. Il recrute ses adhérents parmi les syndicalistes et la population travailleuse. Jusqu'en 1980, il est légal. Cependant, il ne s'oppose pas à la violence politique et formera même des "comités de résistance" pour répondre aux attaques des mouvements d'extrême-droite (les "loups gris").

La gestion semble une réussite. En avril 1980, Fatsa organise une grande fête populaire. La presse parle du "modèle Fatsa". En 4 jours, la ville reçoit plus de 70.000 visiteurs. Mais ce "modèle" ne peut plaire à tout le monde, car il lèse certains intérêts et Fatsa est aussi appelée "la rouge", le "nid de l'anarchie". Un incident violent, l'assassinat d'un jeune homme par les "Loups gris", va mettre le feu aux poudres. Lors de son enterrement qui a lieu à Fatsa, plusieurs habitants sont abattus par les activistes. Et le gouverneur de la province décide une "opération éclair".

De nombreux habitants sont arrêtés, torturés dans les postes de police, pourchassés dans les rues. Le 2 juillet un millier d'entre eux orga-

nise une marche de protestation. On tire sur la foule. Le 11 juillet, la ville est encerclée par l'armée, le couvre-feu est décrété. Pendant la nuit, des croix sont marquées aux portes des maisons des "suspects". Plusieurs centaines d'habitants, maire et conseil municipal en tête, sont arrêtés. Les villages environnants sont ratisés. En septembre 1980, c'est le coup d'Etat militaire, les interventions de l'armée continuent. Le Général Evren, dans l'un de ses premiers discours officiels en janvier 1981, fait état de 850 arrestations et 7 morts à Fatsa.

Le 12 janvier 1983 commence le procès contre 759 inculpés. Le plus jeune avait 13 ans au moment des faits, dix autres avaient 14 ans, vingt-trois avaient 15 ans et trente et un seize ans seulement. Tous ont subi la torture. Les principales preuves retenues contre eux est leur "confession" arrachée justement sous la torture. Le Procureur militaire reçoit dès le début du procès plus de 300 plaintes contre des membres des forces de sécurité qui ont pu être identifiés. Mais il refuse toute investigation, étant d'avis que "la police a agi uniquement dans l'intérêt de l'Etat (c'est pourquoi) j'ai décidé de fermer ces dossiers sans enquête". Le procès a lieu dans la salle d'une caserne d'Amaya. Deux cent soixante-huit peines de mort sont demandées.

Selon certains journaux, les accusés sont coupables d'une trentaine de meurtres, selon d'autres cela va jusqu'à 60 ou 90 crimes. Les conditions de détention empêchent les accusés de se défendre normalement. Un seul avocat est nommé pour 100 accusés.

Actuellement, plus de cent d'entre eux sont détenus depuis le jour de leur arrestation en juillet 80. Le maire de Fatsa, Fikri Sönmez, est mort en prison d'une crise cardiaque en mai 1985. Il avait 48 ans.

Le procès de Fatsa est toujours en cours.

PORTRAITS DE FEMMES

Saadet Akkaya avait 16 ans lorsqu'elle est arrêtée avec sa soeur Gülten à Istanbul, en avril 1988. La veille, la police avait emmené son père. Saadet est accusée d'être membre du Parti (illégal) des Travailleurs et Paysans. Elle nie. Elle est cruellement torturée: "On m'a bandé les yeux et emmenée sous les coups jusqu'à un sous-sol. Là, j'ai été interrogée, un spot dans les yeux, par six ou sept policiers qui m'injuriaient sans cesse. Ils m'ont à moitié dévêtue, m'ont hissée sur une chaise et attachée avec des cordes à une croix. Lorsqu'ils ont retiré la chaise, j'étais suspendue par les bras. Ensuite, j'ai reçu des chocs électriques sur le bout

des doigts et des seins. On m'a arrosée d'eau. Après un moment, ils ont arrêté la torture à l'électricité et ils m'ont complètement déshabillée. "Elle décrit ensuite les sévices sexuels et le viol ordonnés par le policier le plus âgé. A un moment donné, à nouveau suspendue, elle s'évanouit. "Lorsque je repris conscience, j'étais dans une cellule. J'avais été interrogée pendant 7 heures. Mes sous-vêtements étaient pleins de sang. J'ai saigné pendant cinq jours. Et bien que j'aie réclamé sans cesse un médecin, je n'ai vu personne. Ils ont continué à me torturer pendant 15 jours" Sadet Akkaya a porté plainte devant la Cour Criminelle d'Istanbul.

Nükhet Cevikoglu a 27 ans, Sevim Erdem, 33. En avril 1987, elles sont arrêtées à Istanbul avec d'autres femmes. Elles sont gardées trois semaines au secret au Quartier Général de la Police. Accusées d'appartenir au Parti communiste turc (interdit) - elles distribuaient des tracts à propos du 1er Mai - elles sont torturées en présence d'un médecin.

Celui-ci doit effectuer plusieurs fois des massages cardiaques à Nükhet. En juillet 87, traduites devant un tribunal de Sécurité d'Etat, les deux jeunes femmes rétractent leurs aveux et déclarent qu'ils ont été obtenus sous la torture. Mises en liberté provisoire, elles sont condamnées le 3 décembre 1987 à 4 ans et 2 mois de réclusion criminelle, pour avoir appartenu à une organisation illégale. Nükhet et Sevim se trouvent actuellement à la prison fermée d'Adapazari. Durant leur procès, Amnesty avait demandé aux autorités l'ouverture d'une enquête à propos de leurs allégations de torture, mais n'a reçu aucune réponse. Nükhet et Sevim sont des prisonnières d'opinion.

En février 1988, Seviye Köprü, l'une des 13 accusés d'un procès de membres présumés du Parti communiste turc déclara devant la Cour de Sécurité d'Izmir qu'elle allait entamer une grève de la faim. Elle veut, en effet, que l'on enquête sur les sévices qui lui ont été infligés au Quartier Général de la Police. Elle avait été violée et dévoilée au tribunal le nom de son agresseur. "Les autorités disent qu'en prison il n'y a pas de violences et qu'on ne torture pas... Je mène une grève de la faim pour que

le public sache que la torture existe."

DE L'EXIL A LA CHAMBRE DE TORTURE

Haydar Kutlu, 43 ans, est le secrétaire général du Parti Communiste turc (TKP). Nihat Sargin, 61 ans, est médecin et secrétaire-général du Parti des Travailleurs turcs (TIP).



Kutlu (en haut) et Sargin (en bas), lors de leur arrivée en Turquie.

Après sept ans d'exil, tous deux prirent en novembre 1987, la décision de rentrer au pays. Tentative courageuse, mais risquée, d'obtenir la légalisation des activités de leurs partis, interdits jusqu'ici. Un mois auparavant, les deux partis avaient fusionné pour former le Parti Communiste Uni de Turquie (TBKP)

Dès leur arrivée, ils sont arrêtés, emmenés au Quartier Général de la police à Ankara et gardés au secret pendant 19 jours. Le 7 décembre seulement, ils peuvent rencontrer leurs avocats et raconter les traitements qu'ils ont subi. Privation de sommeil pendant 10 jours et interrogatoires incessants pour Kutlu

qui de plus fut torturé à l'électricité et arrosé d'eau glacée. "Nous ne vous laisserons pas sortir d'ici comme un héros. Les ordres viennent d'en haut. Vous répondrez à nos questions. Nous savons comment faire pour obtenir cela de vous." ont déclaré ses interrogateurs. Sargin aussi fut privé de sommeil, battu, drogué de force,

et suspendu par les poignets au plafond. Les défenseurs des deux hommes ont adressé alors une requête au Procureur d'Ankara en portant plainte pour tortures. Dès le 13 décembre, le journal turc "Cumhuriyet" reproduisait leurs témoignages.

L'enquête ouverte n'aboutit à rien, les allégations étant rejetées par le Procureur pour manque de preuves. Cependant, les policiers ayant participé à l'interrogatoire des deux défenseurs n'ont même pas été questionnés à ce sujet. Le procès de Haydar Kutlu et du Dr. Sargin est actuellement en cours.

Amnesty considère que ces deux hommes sont détenus uniquement pour leurs activités politiques non-violentes. Ce sont des prisonniers d'opinion.

Leur emprisonnement contrevient aux clauses de la Convention Européenne des droits de l'homme, à laquelle la Turquie est partie prenante, et qui garantit le droit à la liberté d'expression et d'association.

Si vous voulez participer à la campagne Turquie, si vous voulez aider Recep Marasli, et tous les autres prisonniers d'opinion, si vous ne faites pas partie d'un groupe, écrivez ou téléphonez-nous (9, rue Berckmans - 1060 Bruxelles - tél. 02/538.81.77).



ANGINE DE POITRINE

*Si la moitié de mon coeur est ici, docteur,
L'autre moitié est en Chine
Dans l'armée qui descend vers le Fleuve Jaune,
Et puis tous les matins, docteur,
Tous les matins à l'aube,
Mon coeur est fusillé en Grèce.
Et puis, quand les prisonniers tombent dans le sommeil,
Quand les derniers pas s'éloignent de l'infirmerie,
Mon coeur s'en va, docteur,
Il s'en va dans une vieille maison en bois, à Istanbul.
Et puis voilà dix ans, docteur,
Que je n'ai rien dans les mains pour offrir à mon pauvre
peuple
Rien d'autre qu'une pomme
Une pomme rouge, mon coeur.
C'est à cause de tout cela, docteur,
Et non pas à cause de l'artério-sclérose, de la nicotine, de la
prison,
Que j'ai cette angine de poitrine.
Je regarde la nuit à travers les barreaux
Et malgré tous ces murs qui pèsent sur ma poitrine
Mon coeur bat avec l'étoile la plus lointaine.*

Nazim Hikmet - 1948

(Né en 1902, le poète turc Nazim Hikmet a passé de longues années en prison, de 1938 à 1950. Il est mort en exil.)

- Histoire de la Turquie - (R. Mantran) - collection Que sais-je ? n° 539
- Histoire des Turcs - Deux mille ans d'histoire (Jean-Paul Roux) - Ed. Fayard - 1984. Mustafa Kemal invente la Turquie moderne (Paul Dumont) - Ed. Complexe - Coll. La mémoire du siècle - 281 FB. La Turquie dans l'impasse (Kamuran Bekir Harputlu) - Ed. Anthropos - Une analyse de la vie politique et sociale de la Turquie. La Turquie entre l'ordre et le développement - (Almet Insel) - L'Harmattan - 1984 - Les relations entre l'Etat et l'économie, dans un pays à mi-chemin entre l'Orient et l'Occident. Islam et Laïcité : naissance de la Turquie moderne (Bernard Lewis) Ed. Fayard
- Et aussi : Mémoires du Kurdistan . Un recueil établi par Joyce Blau - Ed. Findekly - "Paris 1984. On y trouve des poèmes, des proverbes, des nouvelles, des contes extraits de la riche tradition littéraire du peuple kurde. Signalons enfin que la revue "Vivant Univers" a publié un numéro très intéressant consacré aux Kurdes. Bien que datant de 1979, il garde toute son actualité (Ed. Grands Lacs - tél. 02/736.11.48 ou 081/22.28.91, et dans certaines librairies). Et parce que, non, cela ne peut s'oublier, cela fait partie de l'Histoire : Les Temps Modernes - n° spécial "Arménie" - janvier 1988 Le génocide des Arméniens - (G. Chaliand et Y. Ternon) - Ed. Complexe

ALORS, UNE CAMPAGNE ?

Huit années après le coup d'Etat militaire, cinq années depuis l'établissement d'un gouvernement civil la Turquie ne s'est pas décidée à prendre les mesures les plus élémentaires pour garantir à ses citoyens le respect des droits de l'homme. La Constitution, le Code Pénal et d'autres lois permettent toujours l'emprisonnement - souvent pour de longues années - des prisonniers d'opinion. Un amendement à ce Code pourrait réduire le nombre d'accusés et alléger les peines. Ce serait, bien sûr, un pas en avant. Amnesty le demande et le souhaite.

La loi martiale a été levée (partiellement) en 1987. Mais les Cours militaires fonctionnent toujours. Amnesty demande que les prisonniers politiques ne soient plus traduits devant ces tribunaux. Les tribunaux de sécurité d'Etat, suivant le triste exemple des Cours militaires, ne respectent pas les règles internationales pour des procès équitables. Amnesty demande qu'ils soient remplacés, ou qu'ils permettent aux accusés de se défendre.

Enfin la torture est toujours omniprésente. Des milliers d'allégations, des centaines de témoignages n'ont pas été pris en considération. Beaucoup de demandes d'enquêtes ont été purement et simplement négligées ou rejetées. Amnesty demande que des mesures sérieuses soient prises pour prévenir la torture et qu'en aucun cas les "aveux" obtenus sous la contrainte ne puissent constituer une preuve à charge.

Amnesty demande aussi l'abolition de la peine de mort dans la pratique et dans la loi et la ratification par la Turquie du Sixième Protocole de la Convention Européenne pour le protection des droits de l'homme qui abolit la peine de mort pour les délits en temps de paix.

Toutes ces demandes sont reprises dans le memorandum remis par Amnesty au gouvernement turc en juin 1988. Toutes ces demandes font l'objet de la campagne actuelle menée par Amnesty dans le monde entier. Une campagne nécessaire pour rétablir le respect des droits de l'homme dans ce grand pays au passé prestigieux qui souhaite aujourd'hui rejoindre les nations de la Communauté européenne.

Toutes les caricatures publiées dans ce dossier proviennent de la revue satirique turque Girgir.

LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME: SONT-ILS SUBVERSIFS ?

HAITI, 11 JUILLET,
PORT-AU-PRINCE.

Une voiture abandonnée. Un corps passé à tabac et tué à coups de couteau. C'est celui de Joseph Lafontant, militant haïtien des droits de l'homme, avocat et éducateur, tué dans la nuit par des agresseurs non identifiés. Co-fondateur de la Ligue Haïtienne des Droits de l'Homme, il avait souvent dénoncé les violations commises par les forces armées. Cet ancien prisonnier d'opinion savait de quoi il parlait. Il avait été maltraité et recevait des menaces de mort, et son nom figurait sur une liste noire. Le gouvernement a fait savoir qu'une enquête serait ouverte, dont les conclusions seraient publiées.

Joseph Lafontant n'est pas le seul à avoir été menacé, torturé, exécuté, parce qu'il défendait les Droits de l'Homme. Sur tous les continents, dans bien des pays, on persécute non seulement ceux qui osent parler librement, mais aussi ceux qui s'opposent à ces pratiques. On en trouve, de ces militants, dans toutes les régions du globe. Amnesty International compte elle-même des membres actifs dans quelque 60 pays. Ce qui signifie que les gouvernements ne peuvent plus violer les droits de l'homme sans risquer d'être dénoncés à l'échelon international.

En 1934, le massacre de 30.000 paysans en El Salvador par l'armée n'a été remarqué que par quelques personnes à l'étranger. Aujourd'hui, une seule mort peut avoir un reten-

La torture, la prison, voire la condamnation à mort, telles sont les sanctions que subissent régulièrement les militants des droits de l'homme. La campagne "Les droits de l'homme, je signe", vise précisément à les protéger.

tissement considérable. La mort sous la torture en janvier 1987 de l'étudiant sud-coréen Park Chong-col a déclenché des manifestations massives et entraîné la démission du Ministre de l'Intérieur et du Directeur de la police nationale.

Nous qui pouvons sans risque unir nos efforts pour diffuser ces violations, est-ce que nous réalisons le sort de ceux qui souffrent du fait d'un combat identique?

ILS CONNAISSENT LA PRISON.

Paul Nallanayagam, directeur d'un orphelinat méthodiste et dirigeant d'un Comité de citoyens au Sri Lanka, est arrêté après la publication dans la presse internationale d'articles relatant des meurtres secrets de Tamouls, meurtres sur lesquels il avait enquêté. Accusé d'avoir répandu cette histoire et fait de "fausses déclarations", il a été détenu pendant 3 mois 1/2.

En Namibie, Oswald Shivute recueille, depuis 83, des preuves de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité. Il a récemment été arrêté par les forces de sécurité aux ordres de l'Afrique du Sud, pour essayer de dissimuler, par exemple,

que ces forces auraient participé à l'attentat à la bombe contre une banque, dont la SWAPO avait été rendue responsable par les autorités sud-africaines. A sa libération, Oswald Shivute déclare: "Ils m'ont enjoint de cesser de donner des informations au journal The Namibian, mais je vais parler encore plus énergiquement qu'avant".

ILS SONT EXÉCUTÉS.

En Amérique latine, les militants des droits de l'homme tombent sous les coups d'assassins non identifiés agissant aux côtés des forces de l'ordre ou avec leur consentement.

En Colombie, par exemple, les meurtres se succèdent:

- août 87: assassinat du Dr. Hector Abad Gomez, président du Comité des droits de l'homme à Medellin.

- décembre 87: le successeur du Dr. Abad à la tête du Comité est exécuté dans sa camionnette alors qu'il allait acheter des semences pour sa ferme.

- janvier 88: Carlos Gonima Lopez, mandataire municipal et co-fondateur de ce comité, est assassiné par des tueurs non identifiés.

ILS SUBISSENT LA TORTURE.

Aux Philippines, Andres Rio, journaliste indépendant et président des défenseurs des droits de l'homme de Leyte, avant d'être exécuté par des soldats, a été obligé de danser, frappé à coups de crosse et brûlé avec des cigarettes.

Au Chili, où de nombreux critiques du régime ont été enlevés et maltraités, Alejandro Reyes Osorio, étudiant et membre d'un comité local des droits de l'homme, étudiant et membre d'un comité local des droits de l'homme, a été aspergé de pétrole, bourré de coups de poing, aveuglé d'une cagoule, déshabillé et torturé à l'électricité.

PARFOIS, ON SE "CONTENTE" DE LES HARCELER, DE LES TERRORISER.

Des militants sud-africains ont reçu des menaces par téléphone. On a détérioré leurs voitures et jeté des bombes incendiaires sur leurs maisons; ils se sont vu refuser un passeport, ont été bannis ou détenus sans jugement à plusieurs reprises ou pendant de longues périodes.

Au Chili, Maria Elena Collao, présidente de l'Association des parents de prisonniers politiques à Valparaiso, a reçu une menace de mort accompagné d'un article sur une séance de torture pendant l'inquisition espagnole, illustré d'une photographie d'une femme nue ensantée attachée à un cadre devant un interrogateur en cagoule.

LES AVOCATS SONT SOUVENT EN PREMIERE LIGNE.

Par exemple, Gibson Kaman Kuria, avocat connu au Kenya, détenu sans inculpation ni jugement pendant 10 mois, ou Paulo Cesar Fontenelle, avocat brésilien, tué par balles en juin 87 alors qu'il défendait des ouvriers agricoles.

IL NE FAIT PAS BON PARLER DES CONDITIONS DE DÉTENTION.

Quatre militants de Al-Haq, l'organisation palestinienne des droits de l'homme de la Rive occidentale, ont été arrêtés alors qu'ils recueillaient des informations sur

les violations des droits de l'homme - ils interviewaient notamment d'anciens détenus sur les conditions carcérales.

Au Bénin, deux anciens prisonniers d'opinion, l'étudiant en droit Didier d'Almeida et le Dr. Afolabi Biaou, demandent un entretien à la Présidence au nom du Comité de suivi des anciens détenus politiques... Ils seront arrêtés avant d'avoir pu parler au Président.

En Tchécoslovaquie, Juri Wolf, l'un des premiers signataires de la Charte 77, est condamné en 83 à 6 ans de prison pour avoir, entre autres, donné des renseignements sur les prisons tchèques à l'ambassade d'Autriche à Prague.

L'année dernière, aux Etats Unis, Stacey Merkt, militante bénévole au sein de l'Eglise, a été emprisonnée pendant 179 jours du fait de son action humanitaire en faveur des réfugiés salvadoriens. Elle était enceinte, et ses avocats ont dit que sa santé semblait s'être détériorée à la suite d'un régime alimentaire inadéquat en prison.

UN DERNIER PARADOXE: CEUX QUI SE RÉCLAMENT DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME SONT POURSUIVIS COMME SUBVERSIFS.

Et pourtant, tous les Etats membres des Nations Unies y ont officiellement souscrit.

Mais le gouvernement cubain en a confisqué des exemplaires à un comité des droits de l'homme lorsque plusieurs de ses membres ont été arrêtés en 86. Et le 10 décembre 87, journée des droits de l'homme, plusieurs militants ont été détenus brièvement en R.D.A. pour avoir essayé de remettre une déclaration à l'Association des Nations Unies.

La défense des droits de l'homme, partout dans le monde, dépend en grande partie des efforts déployés par les militants. Ce qui précède montre bien ce que risquent ceux qui sont en première ligne. L'un des objectifs de la campagne d'Amnesty International "Les droits de l'homme, je signe", est de travailler à leur protection. C'est bien la moindre des choses que nous nous sentions solidaires ! C.G.

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le 15 juillet, le Bureau de la sécurité publique à Lhassa, capitale de la région autonome du Tibet (R.A.T.), a mis en place de sévères mesures contre le crime en jugeant publiquement 36 prétendus criminels. Au cours des années précédentes, les arrestations pour motifs politiques auraient été faites sous couvert d'opérations de ce genre. On pense que certaines des personnes arrêtées depuis le 5 mars, jour où la police aurait tué des moines et des civils à Lhassa au cours d'une manifestation pour l'indépendance, vont bientôt être libérées, mais que celles accusées d'avoir sérieusement participé à des activités "séparatistes" seraient "sévèrement punies", ce qui est bien souvent un euphémisme pour exécution.

AFRIQUE DU SUD

Le second renouvellement, le 10 juin, de l'état d'urgence national expose quelque 1500 détenus politiques sud-africains à une seconde ou une troisième année de détention sans inculpation ni jugement. Parmi eux, Benny Modisane, qui avait 16 ans lorsqu'il a été arrêté en novembre 86. Et Zevelakhe Sisulu, journaliste, emprisonné pour son opposition à l'apartheid. Sisulu est à l'hôpital pour dépression et

autres troubles causés par sa détention prolongée.

TURQUIE:

Réfugiés iraniens en danger. A.I. craint que les procédures appliquées aux demandeurs d'asile iraniens en Turquie les protègent insuffisamment contre le risque d'être renvoyés de force en Iran. D'après des témoignages de première main provenant de réfugiés iraniens parvenus en Europe et de membres de la famille d'Iraniens en Turquie, des centaines d'Iraniens, se trouvant dans la région frontalière ou ailleurs, ont été renvoyés de Turquie en Iran sans avoir eu l'occasion d'adresser aux autorités turques compétentes ou au représentant du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (H.C.R.) une demande d'asile. A.I. a demandé instamment aux autorités turques de mettre fin à la pratique du refoulement immédiat des demandeurs d'asile. Elle a aussi demandé à d'autres pays d'accueillir un plus grand nombre de réfugiés chez eux et de ne pas renvoyer en Turquie les Iraniens qui la quittent pour se rendre dans d'autres pays. Les préoccupations d'A.I. sont décrites dans un document intitulé Turkey: an unsafe country of waiting for Iranian refugees, publié en juillet 1988 et qu'on peut obtenir en s'adressant au Secrétariat International.

LA TURQUIE EN CHIFFRES

| | |
|---|--|
| 674 prisons existent depuis 1982 | 5,1% de croissance économique en 1985 |
| 80.000 prisonniers peuvent y trouver place | 8,1% en 1986, 7% en 1987 |
| 800.000 hommes sont dans l'armée | 60% d'inflation par an |
| 1925, c'est l'année où Atatürk interdit le port des vêtements nationaux et du fez | 38 milliards de dollars de dette extérieure |
| 354 jours, c'est ce que comptait l'année turque avant Mustafa Kemal | 2,5% d'accroissement de la population par an |
| 3 à 5 millions de chômeurs | 60% de jeunes de moins de 20 ans |
| | 2,4 millions de touristes par an |

CHILI: LA JOIE REVIENT

Lorsque l'hélicoptère de la police apparut dans le ciel bleu comme un méchant bourdon, l'homme qui était à la tribune cria dans le micro : "Levez les mains, montrez que vous avez les mains nues. Que nous nous battons sans armes. Que les terroristes, c'est eux, pas nous". Et sur l'immense étendue de la foule qui remplissait l'espace, débordait des fenêtres, escaladait les toits, surgit un grand feuillage de mains, s'agitant pour saluer le ciel, et une fois de plus le "chant de l'alegria" retentit.

*"Parce qu'après l'orage
Je veux que naisse un arc-en-ciel
Parce que je veux que fleurissent
Mille manières de penser
Parce que, sans dictature,
La joie pourra revenir
Parce que je pense à l'avenir,
Je vais dire NON..."*

C'était le deux octobre, jour de la Marche de la joie. Interdite dans le centre de Santiago, elle avait envahi les faubourgs; des cortèges venus parfois de très loin s'étaient rejoints et mêlés, grossis de minute en minute par des cargaisons d'hommes et de femmes descendant de bus et de camions immobilisés dans la foule, une foule joyeuse, tranquille, étonnamment tranquille. Ils étaient beaucoup plus d'un million, estimèrent le lendemain les leaders du commando du NON, dont un petit avion de tourisme avait survolé la multitude. A peine descendus de l'avion, les amis qui nous attendaient avaient emmené puis déversé le petit filet d'étrangers que nous étions (douze belges), dans cette mer humaine. Ebahis, heureux, émus, perdus, retrouvés, oubliant d'un seul coup nos vingt heures de voyage, et l'automne laissé derrière nous, assourdis de musique, enivrés de couleurs et de parfums et de joie... nous étions au Chili. Et c'était le printemps! C'est fou ce que c'est beau, un peuple qui découvre l'espoir et dont les hommes et les femmes soudain réapprennent à parler, à sourire, à se serrer les coudes. Enfin, je voudrais dire un mot du cinq octobre, jour du plebiscite. Je voudrais parler de ces sept millions

Présente à titre privé comme observatrice du plebiscite chilien, Cécile Rolin tente de nous faire partager ce qu'elle a vu là-bas.

de Chiliens qui firent la file patiemment, sans colère, sans révolte, parfois pendant plus de quatre heures, pour avoir le droit d'exprimer leur avis. Ils n'avaient pas voté depuis quinze ans. Les visages étaient graves, tendus. Les femmes (qui, au Chili, votent séparément) portaient leurs enfants dans les bras ou dans le ventre. Le soleil était brûlant. Beaucoup d'entre-eux avaient été l'objet d'intimidations, de menaces. Mais ils étaient là, fabuleusement nombreux, avançant silencieusement les uns derrière les autres. On sentait l'attente, l'espoir, la peur. "Ce n'est pas possible qu'on gagne. Où avez-vous vu un dictateur organiser un plebiscite et le perdre? Et après, sans aller sans doute?", nous avait dit le matin même un jeune homme dans le bus qui nous emmenait à la campagne, au nord de Santiago dans des villages de campesinos. Nous y avons passé la journée, observateurs disciplinés, passant de classe en classe, pour regarder le déroulement du vote. Et la nuit venue, dans la camionnette qui nous ramenait à Santiago, nous avons appris la victoire. Malgré la fraude qui a précédé la consultation, (matraquage de la propagande à la télévision à tous les programmes, alors que l'opposition ne disposait que d'un quart d'heure tous les deux jours), malgré les scandaleux contrôles d'identité des cinq derniers jours accompagnés de saisie de la carte d'identité indispensable pour voter, malgré la fraude le jour même en plusieurs endroits (bulletins prémarqués, obligation de voter sur la table, intimidations dans la file)... le NON a gagné. C'est vrai Pinochet est encore là. C'est vrai aussi, l'opposition ne s'est pas trouvée de leader charismatique qui fasse l'unanimité, c'est vrai enfin que les divers mouvements de défense des droits de l'homme n'arrêtent pas de se réunir pour défendre, au cours des négociations qui se préparent le droit à la justice des victimes de la répression, car "ces victimes

n'appartiennent à personne et leurs droits ne sont pas négociables", m'a dit Andres Dominguez, coordinateur de la Commission des Droits de l'homme, qui a ajouté: "Notre combat sera long, nous le savons, nous ne sommes pas des coureurs de cent mètres, nous sommes des marathoniens". Mais un pas important a été fait, sans aucune violence. Le lendemain de la victoire, (au Chili, on dit "triumfo"), la foule chantait "Nous avons gagné avec un crayon". Je voudrais dire ceci aux membres d'Amnesty International: c'est que là-bas j'ai été très fière et très heureuse d'appartenir à notre mouvement. Très fière et très heureuse quand, en entendant le nom d'Amnesty, des Chiliens disent spontanément merci; très fière et très heureuse en voyant le grand panneau à la Vicaria sur lequel ont été affichés les photos et les articles du monde entier concernant la campagne de mai 88 sur les disparus; très fière et très heureuse quand des membres de la famille des victimes d'assassinats particulièrement odieux me disent ce qu'a représenté pour eux ces innombrables témoignages de sympathie de nos membres. Heureuse aussi, en visitant les deux petites pièces du sixième étage de San Antonio, siège de la courageuse section d'A.I. Chili, et fière encore quand une bande de jeunes d'extrême-droite, aveuglés par la haine et des lunettes noires, m'entourèrent le jour des élections pour m'expliquer, en crachottant de rage, qu'Amnesty ment, que les journalistes mentent, que le monde entier ment, car nous n'étions tous que des fumiers de marxistes à la solde de Moscou, dont ils auraient la peau. La violence de la haine qu'ils vouaient à Amnesty était à la mesure du traumatisme que provoquait en eux l'implacable dénonciation de nos rapports. C'est vrai que la dictature n'a pas encore désarmé et que notre travail n'est pas fini. Mais comme le disent les Chiliens, rien ne sera plus comme avant.

Cécile Rolin

TURQUIE: UNE AMBIGUÏTÉ RÉVÉLATRICE

Vous avez séjourné à plusieurs reprises en Turquie pour assister aux procès de Kutlu et Sargin. D'abord, une impression générale: la Turquie est-elle, selon vous, une démocratie ou une dictature?

- Je dois répondre non aux deux propositions. Toute l'ambiguïté de ce pays se résume de cette façon: la démocratie et la dictature se mêlent, et il est très difficile de discerner le seuil à partir duquel on a franchi la barrière de la démocratie ou celle de la dictature. Il est clair que dans l'affaire de Dev Yol ("La Voie Révolutionnaire"), on peut critiquer ces procès de masse, qui durent depuis six ans (j'assistais déjà aux premières audiences en 1982), même si l'on doit reconnaître une responsabilité tout à fait inégale selon les inculpés. Certains d'entre-eux ont commis des actes de terrorisme. Mais les audiences se déroulent dans un contexte qui n'est pas celui d'une justice se-reine telle qu'on l'aime ici.

- Le procès Kutlu et Sargin est à ce point encore plus "exemplaire"...

- La grande différence pour ces deux inculpés, c'est qu'il s'agit d'un procès exclusivement idéologique. Lorsqu'on entend l'acte d'accusation, et la réponse de la défense, ce sont deux lectures de l'histoire (partielles et partiales) qui s'affrontent. C'est ahurissant: il faut se pincer pour s'assurer qu'on ne rêve pas. Ce "procès" entre deux visions du monde est légitime lorsqu'il est sanctionné par un verdict électoral. C'est à l'électeur de trancher, pas à un tribunal! D'autant que la sanction pour appartenance à un parti illégal (depuis les années 20) est théoriquement la peine de mort.

Autour du procès, on retrouve bien vite cette ambiguïté dont je parlais tantôt: chaque audience est suivie par une conférence de presse -qui ressemble souvent à un meeting

Luc Beyer de Rycke s'intéresse de très près à la Turquie. Ce journaliste, parlementaire européen à l'heure actuelle, a assisté à plusieurs audiences du procès de Kutlu et Sargin, ainsi qu'au procès de Dev Yol.



politique- où sont présentes la gauche et l'ultra-gauche, sans qu'il y ait de pressions policières. Et le soir, un grand banquet rassemble bon nombre de personnalités, dont beaucoup de communistes, alors que Kutlu et Sargin restent en prison.

- Comment comprendre à la fois le retour au pays de ces deux accusés et leur procès?

- Il faut avancer prudemment. Je n'ai pas de certitude, mais j'ai l'impression qu'il y a eu de la part du premier ministre Ozal une interrogation, un doute: le P.C. ne lui semblait pas tellement dangereux. Par certaines déclarations, il a laissé croire qu'une légalisation de ce parti était possible. Il faut aussi se rappeler qu'après la mort de la leader charismatique du Parti Ouvrier, Behice Boran, en exil, son corps a été rapatrié en Turquie et des funérailles officielles ont été célébrées (elle avait été parlementaire). Bref, Kutlu et Sargin annoncent dans ce contexte leur retour, voulant par là mettre le régime devant ses responsabilités. Peut-être imaginaient-ils que tout allait se passer comme en Espagne, lors du retour de Santiago Carillo. En réalité, le ton des autorités turques changea brusquement, et celles-ci annoncèrent que si ces deux personnes mettaient un pied sur le sol turc, elles seraient arrêtées. Suite

à quelles pressions Ozal a-t-il changé d'avis? On peut penser que le poids des militaires et du Président Evren aura été déterminant.

Néanmoins, un visa leur est accordé. Bien qu'ils étaient conscients de ce qui allait leur arriver, ils ne pouvaient plus reculer, et ils ont décidé d'assumer leurs responsabilités.

- Vous avez pu rencontrer les deux inculpés. On dit qu'ils ont été torturés. Avez-vous pu le vérifier?

- Après de longues négociations avec le Procureur de la République, nous avons été conduits au Palais de la Sécurité, et, dans un couloir sombre, j'ai vu à travers la vitre Kutlu (de dos) et Sargin (couché sur un lit). En nous voyant, Sargin s'est levé en nous invectivant -sans doute nous prenait-il pour des officiers. Il s'est passé alors un événement chargé d'émotion: il a ouvert la porte, s'est rendu compte qu'il n'avait pas affaire à des policiers, et nous a fait un signe de la main pendant qu'on nous emmenait. Il est impossible de dire s'ils avaient été torturés, d'autant qu'il existe des techniques qui ne laissent pas de traces. Ce que j'ai appris par après, c'est que cette cellule, qui avait l'air décente, n'est pas occupée habituellement par ces deux prisonniers. Ils y avaient été transférés quelques heures avant notre visite...

ECHOS DES CAMPAGNES

COLOMBIE

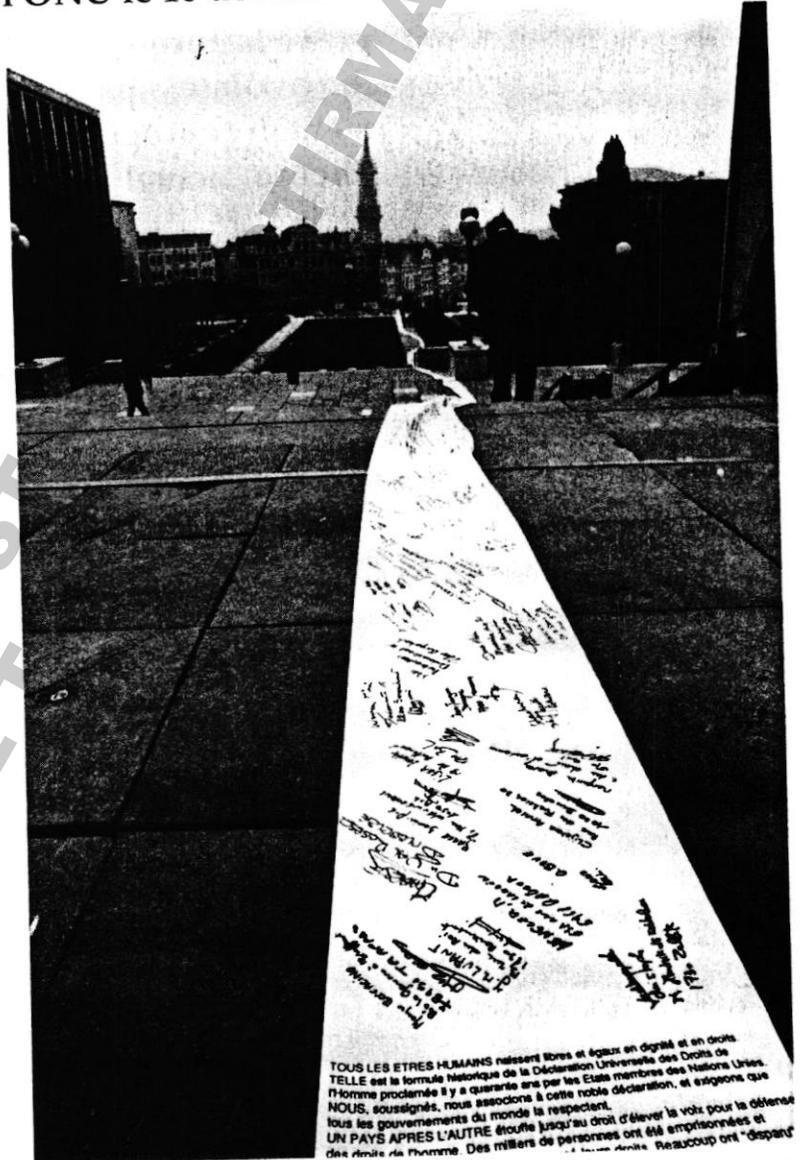
La campagne qui vient de se terminer a été pour les groupes une bonne occasion de contact avec le public. Celui-ci était, en effet, invité à répondre à un petit sondage comportant des questions sur la Colombie afin de pouvoir mieux cerner l'image que le public se forme de ce pays. Plus de 1700 questionnaires nous ont été rentrés.

Le 3 octobre, l'ambassadeur de Colombie à Bruxelles a reçu une délégation d'Amnesty composée de trois personnes d'AIBF et deux d'AI Vlaanderen. L'entretien a permis à la délégation d'exposer les préoccupations d'AI en insistant sur la responsabilité des forces armées dans de nombreux cas. L'ambassadeur a attiré l'attention sur la complexité de la situation dans son pays et a affirmé que son gouvernement faisait un maximum pour faire face au climat de violence. Il a assuré qu'il communiquerait les résultats des enquêtes menées au sujet des personnes assassinées ou "disparues" mentionnées dans le rapport. Un colis de 550 lettres de membres du personnel de l'Université de Gand lui a été remis.

PEINE DE MORT - USA

En suivi de la campagne contre la peine de mort aux Etats-Unis, Amnesty a publié un rapport "Peine de mort et discrimination en 1987". Celui-ci fait le point sur l'évolution du problème de la peine de mort dans ce pays depuis la publication du rapport précédent en février de l'an dernier. Il insiste sur le fait que la discrimination est manifeste dans l'application de la peine capitale, notamment quand on considère la race de la victime; Le rapport examine plusieurs affaires importantes impliquant la peine de mort dans différents Etats. Il étudie également les trois sondages d'opinion réalisés aux Etats-Unis sur ce problème, en 1987.

La plus grande pétition du monde pour les droits de l'homme a été signée le 15 octobre dans les rues de Bruxelles sur plus de 3 kilomètre. Toutes les signatures récoltées seront remises à l'ONU le 10 décembre.



TOUS LES ETRES HUMAINS naissent libres et égaux en dignité et en droits
TELE est la formule historique de la Déclaration Universelle des Droits de
l'Homme proclamée il y a quarante ans par les Etats membres des Nations Unies.
NOUS, soussignés, nous associons à cette noble déclaration, et exigeons que
tous les gouvernements du monde la respectent.
UN PAYS APRES L'AUTRE étouffe jusqu'au droit d'élever la voix pour la défense
des droits de l'homme. Des milliers de personnes ont été emprisonnées et
beaucoup ont "disparu".

CROISADE POUR LA LIBERTÉ.

Pour le groupe 90, ça avait commencé en 1982. Nous n'étions pas peu fiers alors de posséder un palmarès impressionnant de libérations, même si la clémence des gouvernements avait souvent plus été dans la balance que nos batouilles. Nous venions de clôturer un dossier polonais durant lequel nous avions pu avoir quelques contacts avec la famille du prisonnier et nous attendions avec impatience un nouveau cas.

Arrive un dossier turc, celui d'Orhan Taylan, peintre de sa profession, la quarantaine, marié et bientôt papa. Dans l'enthousiasme, nous prenons sans délai des contacts dans la profession des peintres en bâtiment, lorsque nous recevons de Londres des détails sur ses oeuvres. Ah...! C'est un artiste peintre...

Il avait fait partie d'une association pacifiste, le T.P.A., tout-à-fait respectable avant l'arrivée de l'armée au pouvoir et dont le grand oncle avait été d'organiser des conférences et de distribuer des informations sur le désarmement mondial. Elle rassemblait quelques personnalités importantes d'Istanbul. Il était aussi impliqué dans un procès de membres du parti communiste, charges qui ne furent pas maintenues par la suite, et accusé de connivence avec la centrale syndicale Disk, pour y avoir fait une conférence en tant que président d'une association d'artistes.

Le procès du T.P.A. devint un phare de la vie publique turque, tour à tour utilisé par le gouvernement turc pour montrer sa détermination, ou cité par ses partenaires européens comme l'exemple type du procès d'opinion en violation flagrante avec la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Résultat: les procédures judiciaires s'éternisaient, le dossier d'accusation s'épaississait au point

Les charmes de l'Orient ont tenté plus d'un Occidental. Sur un dossier de prisonnier turc, nous y avons aussi goûté, que ce soit à travers le sourire du représentant de la Disk ou par l'élégance avec laquelle le premier secrétaire de l'ambassade nous offrait le café. Et cette affaire de Droits de l'Homme devait nous plonger dans une belle aventure artistique.

de devenir illisible... Et nous passions beaucoup de temps à entretenir le plus de contacts possibles avec les parlementaires européens ou les membres du Conseil de l'Europe.

Entretemps, nous avons écrit quelques mots anodins à Orhan Taylan. Comparativement aux autres prisonniers, les membres du T.P.A. jouissaient de conditions de détention pas trop dures et il recevait notre courrier auquel il répondait parfois. Un jour de stand, plutôt que de demander aux gens d'écrire à une autorité, nous avons pris le risque de leur proposer d'envoyer une carte à Orhan Taylan. Nous ne savons pas combien de lettres il reçut, mais il apprécia soudain celle de Suzanne, qui lui parlait de sa participation à l'organisation du festival de musique de Stavelot et lui en envoyait le programme. Il répondit qu'il l'avait affiché à la cantine de la prison et prenait les réservations de ses codétenus aux différents concerts.

Et alors un contact régulier s'établit. D'abord en anglais, puis en français qu'il apprenait en prison, il racontait comment il se débrouillait pour peindre, comment une exposition que son épouse avait organisée à Ankara avait eu un énorme succès...

Et c'est là probablement que l'idée a germé chez nous. Puisqu'il n'a pas la liberté de peindre, demandons à ceux qui l'ont de peindre pour lui. Montons une exposition d'artistes de chez nous en son

honneur. Et une bonne couverture de presse de l'événement, les visites du public pourront peut-être débloquer sa situation en prison.

L'entreprise était de taille et devait prendre une année. Aidés d'une organisation locale de promotion artistique, l'A.P.I.A.W., et de la Ville de Liège qui nous ouvrait son musée Saint-Georges et nous fournissait l'aide nécessaire à rassembler les oeuvres et monter l'exposition, nous avons contacté quelque cent cinquante artistes. Plus de la moitié répondirent avec enthousiasme.

Un an de préparation durant lequel beaucoup de choses changeaient en Turquie. L'Europe se fatiguait un peu dans sa lutte pour les Droits de l'Homme et voyait certaines parts du marché turc s'échapper vers le Moyen-Orient ou les Etats-Unis. La Turquie voulait se rapprocher du Marché Commun. Bref, un accord était passé au Conseil de l'Europe où les mises en accusation cessaient si un retour vers la démocratie s'amorçait. Et dans un geste d'ouverture, la justice turque mettait les membres du T.P.A. en liberté provisoire en attendant la fin du procès. Juste à temps pour qu'Orhan Taylan puisse nous faire parvenir deux oeuvres qui purent prendre la place d'honneur le jour du vernissage de l'exposition en juin 1986. Une opération visant à libérer un peintre se transformait en un prodigieux témoignage de solidarité du monde artistique pour les Droits de l'Homme.

Georges Liébecq,
Gr. 90 - Liège.

Voici la
liste des re-
sponsables
régionaux
d'Amnesty
Internation-
al.
Il s'en
trouve
toujours
un(e) près
de chez
vous!

Luxembourg :

Patrice BORCEUX
rue Neuve, 49
6810 Jamoigne
061/31.34.41

Bruxelles :

David
GOETGHEBUER
Schoolstraat, 36
1650 Beersel
02/376.25.53

Hainaut centre:

Mauricette LOSSIG-
NOL
18, rue Taille-Coleau
7048 Obourg
065/35.22.28 (ap. 17 h.)

Hainaut**Orient.:**

Nicole GROLET
av. Elisabeth, 6
6001 Marcinelle
071/43.78.40

**Brabant
wallon:**

Jean-Philippe CHENU
Bois de Conins, 1
1488 Bousval -
010/61.37.73

Verviers :

Freddy JORIS
rue Six Cents, 118
4821 Andrimont
087/33.28.71

Liège :

J.-Claude DEHOUX
rue de Mehagne, 17
4920 Chaudfontaine
041/67.21.40
Permanence (mercredi
de 17 à 18 h.) : 9, rue
des Soeurs de Hasque,
et 19, rue Fabry, 4000
Liège
(dernier mercredi du
mois de 14 à 17h.)

Namur :

France ROUSSEL
rue P. Depoortere, 37
5030 Vedrin
081/21.16.30

Amnesty International
Belgique francophone asbl
Rue Berckmans, 9
1060 Bruxelles
Téléphone : 02/538.81.77
Compte : 001-0520520-94
Editeur resp. : Eric Gillet,
Av. de l'Hippodrome, 68 - 1050 Bruxelles

A tous les membres

Prière instante de rappeler votre numéro de carte de membre, tant à l'occasion du renouvellement de votre cotisation ou de vos dons que dans toute correspondance avec le secrétariat. Prière également de rappeler le numéro de la facture dont vous réglez le montant, ainsi que votre numéro de groupe. Responsabilité rédactionnelle
Les articles signés n'engagent que leur auteur et non le Conseil d'administration. Le choix des articles est sous la responsabilité du Comité de rédaction composé de Claudine Debekker - Claude Gouzée - Philippe Hensmans (rédacteur en chef) - Cécile Rolin - Pierre Trachte - Suzanne Welles.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Cotisation pour 1 an

Le paiement de la cotisation implique l'accord complet avec les objectifs du mouvement : libération des prisonniers d'opinion, abolition de la torture et de la peine de mort.

La cotisation est de **1.000 FB minimum**. Elle peut toutefois être réduite à 650 FB. pour les chômeurs, les pensionnés, les étudiants (moins de 25 ans) et les membres de familles nombreuses, qui estimeraient ne pas pouvoir payer la cotisation entière.

A virer au compte 001-0520520-94 d'Amnesty International.

Le versement de la cotisation donne droit au service du Bulletin mensuel. Les membres actifs qui le désirent peuvent obtenir le bulletin mensuel interne de l'association en s'adressant au Secrétariat national.

Abonnement de soutien

Le versement d'une somme de **1.200 F.** donne droit à un abonnement d'un an (10 numéros) au Bulletin mensuel et au Rapport annuel édité dans l'année de souscription.

Un abonné n'est toutefois pas considéré comme membre.

N.B. :

- Tout renouvellement de cotisation versé après le mois d'échéance prendra effet au début du mois suivant celui du versement.

- En cas de changement d'adresse, en avertir par écrit, au plus vite, le Secrétariat national.

Les personnes dont la situation est décrite à droite doivent être considérées comme des prisonniers d'opinion. Elles ont toutes été arrêtées en raison de leurs convictions religieuses ou politiques, à cause de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue. Leur maintien en détention constitue une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations-Unies en 1948.

Ces lignes sont lues partout dans le monde par les quelques 700.000 membres d'Amnesty International. Elles sont reproduites dans de nombreux pays par des centaines de journaux et constituent la clé de voûte de l'action du mouvement.

Les appels adressés du monde entier en leur faveur peuvent contribuer à leur libération et à l'amélioration des conditions dans lesquelles ces personnes sont détenues. Dans l'intérêt de ces prisonniers, les lettres que vous voudrez envoyer aux autorités seront rédigées en termes courts et mesurés. Si vous ne pouvez écrire une lettre personnelle, veuillez découper les vignettes ci-contre, les signer, et les glisser dans une enveloppe, ou les coller sur des cartes postales.

République Démocratique Allemande
SYLVIA SCHMIDT:

23 ans, mécanicienne originaire de Dresde, purge une peine de deux ans et 11 mois de prison pour avoir essayé de quitter la République démocratique allemande (R.D.A.) sans permission et pour avoir demandé cette permission.

Sylvia Schmidt a été arrêtée en Hongrie alors qu'elle essayait de franchir la frontière autrichienne. Les autorités hongroises l'ont renvoyée en R.D.A. où elle a été condamnée à une peine de prison pour "franchissement illégal de la frontière" (article 213 du code pénal), mais a été libérée fin 1987 par une amnistie. Peu après sa libération, elle a demandé la permission d'émigrer.

En janvier, elle a été arrêtée à nouveau, cette fois pour "transmission de renseignements présentant un caractère de trahison" (article 99 du code pénal) et en avril, elle a été condamnée à un an et huit mois d'emprisonnement. De plus, elle doit purger le reste de sa première peine.

Ce genre de procès se tient à huis clos; A.I. ne sait pas pourquoi elle a été inculpée aux termes de l'article 99. Cet article interdit d'envoyer des informations à l'étranger, même si elles ne sont pas "classées comme secrètes", si cela "nuît aux intérêts" de la R.D.A.

Sylvia Schmidt aurait aidé une amie, candidate à l'émigration, à écrire une lettre à une organisation en République fédérale d'Allemagne. Ce serait en raison de cela et de ses propres efforts pour obtenir l'autorisation d'émigrer qu'elle aurait été arrêtée une deuxième fois.

TAIWAN
SHIH MING-TEH:

47 ans, directeur d'une revue d'opposition, purge une peine de 15 ans de prison. Il est gravement malade à la suite d'une longue grève de la faim. Shih Ming-teh a été arrêté le 8 janvier 1980 dans le cadre de son travail pour la revue Formosa. Il est emprisonné surtout en raison du rôle qu'il a joué dans l'organisation de la manifestation du 10 décembre 1979 à Kaohsiung, qui s'est terminée par des affrontements entre les manifestants et la police anti-émeutes. En avril 1980, il a été condamné à l'emprisonnement à vie, commué à 15 ans en avril 1988 par une amnistie. C'est sa seconde période d'emprisonnement - il est resté en prison de 1962 à 1977 du fait de ses opinions politiques. A la connaissance d'A.I., il n'a jamais usé de violence ni préconisé son usage. Les éléments que l'on possède sur la manifestation de décembre 1979 ne corroborent pas la déclaration officielle selon laquelle Shih Ming-teh et ses co-accusés avaient projeté des actes de violence ou incité les manifestants à attaquer la police. Shih Ming-teh a fait plusieurs grèves de la faim en refusant d'absorber des aliments solides; notamment en mars 1986 pour appuyer sa demande que soient libérés ses co-accusés; ceux-ci ont été libérés par la suite. Depuis le 22 avril 1988, jour de l'amnistie aux termes de laquelle un certain nombre de prisonniers d'opinion ont été libérés et la peine de Shih Ming-teh réduite, celui-ci n'absorbe que de l'eau, mais on lui a fait avaler de force du glucose et des protéines au moins quatre fois. La première fois, 18 gardiens, deux médecins et trois infirmières étaient présents. Shih Ming-teh souffre de tension artérielle, d'artériosclérose et de douleurs à la colonne vertébrale. Il refuse de recevoir des soins mais accepte quelques médicaments. Il est à craindre qu'il ne meure si ses demandes de libération ne sont pas satisfaites.

TCHAD
MOUSSA KONATÉ:

professeur âgé d'une quarantaine d'années, est détenu sans inculpation ni jugement depuis le 28 avril 1986. Il a été arrêté immédiatement après que son neveu, Mahamat Sidi Baby, opposant au régime du Président Hissène Habré, se fut échappé de la Direction de la documentation et de la sécurité (DDS) où il était détenu. Mahamat Sidi Baby avait été enlevé de Kousséri (Cameroun), le 13 avril 1986, par des agents de la DDS. Emmené au Tchad, il était détenu au quartier général de la DDS. Il s'est échappé le 28 avril 1986 et s'est enfui à l'étranger. La DDS a immédiatement arrêté son oncle, Moussa Konaté, et d'autres membres de sa famille: sa tante, son frère, sa soeur et sa nièce. Détenus au secret pendant plusieurs mois, ils ont finalement tous été libérés, sauf Moussa Konaté, malgré l'absence d'inculpation. Moussa Konaté, qui est marié et père de sept enfants, serait détenu au Camp des martyrs à N'Djamena, capitale du Tchad. Il n'a pas vu d'avocat et n'a pas le droit de recevoir de visites. La détention illimitée sans jugement n'est pas prévue par la loi. D'autres prisonniers ont été détenus sans inculpation ni jugement du fait des relations de leur famille avec des opposants au régime emprisonnés ou exilés. A.I. croit que Moussa Konaté est détenu uniquement en raison de son lien de parenté avec un opposant au régime tchadien. L'organisation le considère comme un prisonnier d'opinion. Aucun prisonnier politique n'a été jugé depuis l'arrivée au pouvoir du Président Hissène Habré en 1982 et de nombreux prisonniers ont "disparu" pendant leur détention secrète. D'autres ont été tués après leur arrestation.

A l'attention de Son Excellence Monsieur Erich Honecker

Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous pour exprimer ma préoccupation au sujet de Madame Sylvia Schmidt, arrêtée en janvier 1988.

Je pense que cette personne est une prisonnière d'opinion détenue pour avoir exercé de manière non-violente son droit à la liberté d'expression. Ce droit a notamment été proclamé dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Je fais appel à vous pour que Madame Sylvia Schmidt soit remise en liberté pour motif humanitaire.

Veuillez agréer, Monsieur Erich Honecker, l'assurance de ma haute considération.

Nom:

Adresse:

Signature:

Prière d'envoyer des appels courtois demandant sa libération à:

M. Erich Honecker,
Président du Conseil d'Etat,
102 Berlin,
Marx-Engels-Platz,
République démocratique
d'Allemagne.

Affranchir à 24 frs

et copie à envoyer à l'ambassade:

Ambassade de R.D.A.:
boulevard St-Michel, 80,
1040 Bruxelles.

A l'attention de Son Excellence Monsieur Lee Teng-hui

Monsieur le Président

Je m'adresse à vous pour exprimer ma préoccupation au sujet de Monsieur Shih Ming-teh, arrêté le 8 janvier 1980 et qui purge une peine de 15 ans de prison. Il a été arrêté dans le cadre de son travail pour la revue Formosa, revue d'opposition dont il est le directeur.

Je pense que cette personne est un prisonnier d'opinion détenu pour avoir exercé de manière non-violente son droit à la liberté d'expression. Ce droit a notamment été proclamé dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Je fais appel à vous pour que Monsieur Shih Ming-teh, soit remis en liberté pour motif humanitaire.

Veuillez agréer, Monsieur Lee Teng-hui, l'assurance de ma haute considération.

Nom:

Adresse:

Signature:

Prière d'envoyer des appels courtois pour sa libération immédiate et inconditionnelle à:

President Lee Teng-hui,
Office of the President,
Chiehshou Hall,
Chingking S Road,
Taïwan,
République de Chine.

Affranchir à 24 F. + 4 f. par
5 gr. supplémentaires.

Pas d'ambassade en
Belgique.

A l'attention de Son Excellence Monsieur Hissène Habré

Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous pour exprimer ma préoccupation au sujet de Monsieur Moussa Konaté, arrêté depuis le 28 avril 1986. Depuis son arrestation, il est détenu sans inculpation ni jugement. Il serait détenu actuellement au Camp des martyrs à N'Djamena.

Je pense que cette personne est un prisonnier d'opinion détenu pour avoir exercé de manière non-violente son droit à la liberté d'expression. Ce droit a notamment été proclamé dans l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Je fais appel à vous pour que Monsieur Moussa Konaté soit remis en liberté pour motif humanitaire.

Veuillez agréer, Monsieur Hissène Habré, l'assurance de ma haute considération.

Nom:

Adresse:

Signature:

Prière d'envoyer des appels courtois pour la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Konaté, de préférence en français, à:

M. Hissène Habré,
Président de la République,
La Présidence,
N'Djamena,
Tchad.

Affranchir à 24 F. + 3 F. par
5 gr. supplémentaires.

et copie à envoyer à
l'ambassade:
Ambassade du Tchad
Boulevard Lambert, 52
1030 Bruxelles

10 décembre

MEDIATHON DE LA LIBERTE : MODE D'EMPLOI

Qu'est-ce que le "Médiathon de la Liberté" ?

Le "Médiathon de la liberté" est une opération d'une durée assez longue (comme un marathon) et qui implique de nombreux média : la TV, la radio, la presse écrite, la poste, etc.

Son objectif est de délivrer à l'opinion publique belge francophone le message suivant :

1. Les Droits de l'Homme sont inscrits dans une Déclaration Universelle adoptée, le 10 décembre 1948, par les Etats membres des Nations Unies.

2. Quarante ans plus tard, les Droits de l'Homme ne sont toujours pas respectés. La Déclaration est quotidiennement bafouée partout dans le monde.

3. Il ne faut pas se résigner. Chacun peut faire quelque chose, selon ses moyens et sa disponibilité, en posant des gestes simples et concrets qui combattent les violations des Droits de l'Homme.

Comment le public sera-t-il impliqué dans le Médiathon de la liberté ?

Il ne s'agit aucunement d'inviter le public à répondre à une opération de collecte de fonds traditionnelle mais de lui proposer de s'engager de manière simple et peu coûteuse. Comment ?

Les différents média, avant le 10 décembre et plus particulièrement le 10, présenteront au public trois cas de prisonniers d'opinion victimes de violations de Droits de l'Homme et inviteront à envoyer aux gouvernements concernés des cartes postales demandant leur libération (ou un procès équitable ou l'amélioration des conditions de détention, etc.).

Dès le début du mois de novembre, de multiples moyens seront utilisés pour inviter le public à participer au Médiathon. Ces "invitations" devraient être diffusées le plus largement possible. Elles seront lancées par de multiples canaux :

-des cartes postales (250.000) placées dans les présentoirs AI distribués dans les lieux très fréquentés par le public (commerces : épicerie, boulangeries, pharmacies, librairies, etc. ; salles d'attente, églises). Le public ayant très bien réagi à notre première campagne de cartes postales "Signer ou se résigner", il nous a semblé intéressant d'utiliser également ce moyen pour le Médiathon.

-des affichettes (40.000) qui sont diffusées à l'occasion de la vente des bougies, chaque acheteur recevant une ou plusieurs affichettes qu'il est invité à placer à sa fenêtre.

-des insertions publicitaires dans la presse (quotidiens, magazines, bulletins, etc). Ces insertions contiennent un coupon-réponse que le lecteur est invité à renvoyer à AI.

-des spots sonores seront également diffusés par le biais des radios (RTBF, radio 21, réseaux SIS, Contact, RFM, radios locales, etc). Le public sera invité à réagir en téléphonant à un n° AI.

-des spots TV seront également programmés dans la semaine qui précède le 10 décembre. Ici aussi un n° de téléphone et/ou une adresse sera communiquée aux téléspectateurs qui pourront, par ce biais, s'impliquer dans le Médiathon.

-des émissions TV et radio seront consacrées au quarantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Elles devraient fournir l'occasion de parler du Médiathon et d'inviter le public à y prendre part.

-des articles et dossiers seront, de même, consacrés par de nombreux quotidiens et magazines au 40ème anniversaire.

A travers tous ces canaux, le public sera informé du Médiathon et sera convié à se procurer 3 cartes (exigeant la libération des 3 prisonniers d'opinion)

Chaque "engagement" sera enregistré et son auteur recevra immédiatement après le 10 décembre une enveloppe contenant :

o une lettre de remerciement

o les 3 cartes postales prérédigées (cas d'appel) qu'il se sera engagé à expédier à ses frais (de timbres) aux chefs d'états concernés.

o une brochure d'information présentant les différentes possibilités d'action continue avec AI

o 1 bulletin de virement

Les enveloppes correspondant aux dizaines de milliers d'engagements reçus seront rassemblées, afin d'être visualisables, dans "une prison de verre" destinée à exploser sous le poids de ces milliers de messages de libération le soir du 10 décembre.

Tout cela se clôturera le 10 décembre par une émission TV en direct sur Télé 21, avec des reportages inédits, des appels au public par des vedettes, et la retransmission du dernier concert de la tournée Amnesty, à Buenos-Aires, avec Bruce Springsteen, Sting, Peter Gabriel, Youssou N'Dour, Tracy Chapman,...

Vous pouvez également agir pour cette opération, en diffusant autour de vous le matériel qui a été conçu pour supporter le Médiathon.

Vous pouvez:

- placer des cartes postales dans les magazines;
- proposer des spots d'annonces auprès de vos radios locales ;
- diffuser les affichettes;
- demander aux journaux locaux la publication de notre publicité;
- ...

Faites vous connaître! Renvoyez-nous le talon ci-joint, nous vous enverrons le colis promotion du Médiathon de la Liberté.

Nom:

Adresse:

Je désire recevoir le matériel de promotion du Médiathon.

UA 324/87

ai Index: EUR 44/78/87

19. November 1987 - emt

EXTERN

Rechtliche Lage/Gesundheitszustand

Türkei: Haydar Kutlu, 43 Jahre alt, und Dr. Nihat Sargin, 61 Jahre alt

amnesty international hat betroffen von der Verhaftung des Generalsekretärs der illegalen Türkischen Kommunistischen Partei (TKP), des 43jährigen Haydar Kutlu, und des 61jährigen Generalsekretärs der verbotenen Türkischen Arbeiterpartei (TIP), Dr. Nihat Sargin, erfahren. Dr. Nihat Sargin ist Facharzt für Lungenerkrankheiten und Chirurg. Beide sind am 16. November 1987 gegen 13.30 Uhr am Flughafen Esenboga in Ankara von der Polizei in Gewahrsam genommen, als sie jetzt aus dem Exil in die Türkei zurückgekehrt sind. amnesty international betrachtet sie als gewaltlose politische Gefangene.

Sie wurden dann zur Polizeihauptzentrale gebracht, wo sie augenblicklich immer noch ohne die Möglichkeit, Kontakt zu ihren Anwälten bzw. Familien aufnehmen zu können, festgehalten werden. Ihre Festnahme beruht auf Anklagepunkten, die auf ihre führenden Positionen in der TKP bzw. der TIP zurückgehen.

amnesty international ist davon unterrichtet worden, daß beide Männer am 18. November 1987 medizinischer Hilfe bedurften. Nihat Sargin leidet offenbar unter Bluthochdruck, und Haydar Kutlu soll einen Herzanfall erlitten haben. Er mußte daraufhin in die Krankenstation der Polizeizentrale in Ankara gebracht werden. Ein Arzt und zwei Krankenschwestern wurden zur Behandlung der beiden Gefangenen eingesetzt.

amnesty international betrachtet beide Männer als gewaltlose politische Gefangene, die wegen ihrer gewaltlos vertretenen politischen Position festgehalten werden. Soweit amnesty international bekannt ist, haben weder Haydar Kutlu noch Nihat Sargin jemals Gewalt angewendet oder propagiert. Von den beiden politischen Parteien, in denen sie Führungspositionen bekleiden, ist das ebensowenig bekannt.

HINTERGRUNDINFORMATION

Während die Türkische Kommunistische Partei (TKP) bereits seit ihrer Gründung in den frühen 20er Jahren illegal ist, war die Türkische Arbeiterpartei (TIP) bis zum Militärputsch im September 1980 zugelassen. Seit dem Putsch sind hunderte von Mitgliedern beider Parteien für ihre gewaltlos geäußerte politische Zugehörigkeit verfolgt, verurteilt und inhaftiert worden. Noch am 28. Oktober dieses Jahres erst wurden über 104 Mitglieder der TKP Haftstrafen bis zu 16 Jahren verhängt und vom militärischen Berufungsgericht bestätigt.

Die Höchstdauer der Haft in der Türkei beträgt 24 Stunden. Dieser Zeitraum kann auf zwei Wochen verlängert werden entsprechend der "Wesensart der begangenen Straftat" (diese Formulierung ist im allgemeinen üblich für politische Verstöße). Gleiches gilt für Fälle, in die drei oder mehr Verdächtige verwickelt sind. In dieser Zeit wird den Gefangenen der Zugang zu ihren Anwälten und die Möglichkeit der Kontaktaufnahme mit ihren Familien verweigert, obwohl das türkische Gesetz dieses Recht grundsätzlich einräumt.

EMPFOHLENE AKTION:

Bitte senden Sie Luftpostbriefe, in denen Sie

- die unverzügliche und an keinerlei Bedingungen geknüpfte Freilassung der beiden gewaltlosen politischen Gefangenen Haydar Kutlu und Nihat Sargin fordern und
- verlangen, daß beide Männer sofort fachgerechte medizinische Hilfe erhalten.

APPELLE AN:

Präsident Kenan Evren
Präsidialamt
Devlet Baskanligi
Ankara, Türkei

Telex: 0607 42303 kosk tr

Ministerpräsident Turgut Özal
Amt des Ministerpräsidenten
Basbakanlik
Ankara, Türkei

Telex: 0607 42203 sfa tr

KOPIEN AN:

Kanzlei der Botschaft der Republik Türkei, Utestraße 47, 5300 Bonn 2
Telex: 885521 oder 885596

BITTE SCHREIBEN SIE IHRE APPELLE SOFORT. DA INFORMATIONEN IN URGENT ACTIONS SCHNELL AN AKTUALITÄT VERLIEREN KÖNNEN, BITTEN WIR SIE, KEINE APPELL MEHR NACH DEM 19. DEZEMBER 1987 ZU VERSENDEN.



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/78/87
Distr: UA/SC

UA 324/87

Legal/Health Concern

19 November 1987

TURKEY: Haydar KUTLU, aged 43
Dr Nihat SARGIN, aged 61
=====

Amnesty International is concerned about the detention of Haydar Kutlu, Secretary General of the illegal Turkish Communist Party (TKP), aged 43, and Dr Nihat Sargin, Secretary General of the banned Turkish Workers' Party (TIP), aged 61, chest specialist and surgeon, who were taken into custody around 1.30 pm on 16 November 1987 at Ankara Esenboga Airport, upon returning to Turkey from exile. Amnesty International considers them to be prisoners of conscience.

They were taken to Ankara Police Headquarters and are reportedly still held there without access to their lawyers or families. Their detention is based on charges relating to their leading position in the TKP and TIP.

Amnesty International is informed that both men were in need of medical attention on 18 November. Nihat Sargin is reported to have high blood-pressure and Haydar Kutlu to have suffered a heart spasm. He had to be taken to the infirmary of Ankara Police Headquarters. One doctor and two nurses were called in for treatment of the detainees.

Amnesty International considers both men to be prisoners of conscience held on account of their non-violent political activities. According to Amnesty International's information neither Haydar Kutlu nor Nihat Sargin ever used or advocated violence and nor have the political parties in which they hold leading positions.

BACKGROUND INFORMATION:

The Turkish Communist Party (TKP) has been illegal since its foundation in the early 1920s. The Turkish Workers' Party (TIP) was legal until the military coup in September 1980. Since the coup hundreds of members of both parties have been prosecuted, sentenced and imprisoned for their non-violent political activities. As recently as 28 October this year sentences of up to 16 years' imprisonment, passed on 104 members of the TKP, were confirmed by the Military Appeal Court.

The maximum detention period in Turkey is 24 hours. This period may be extended to 15 days depending on the "nature of the crime" (this clause is generally used for political offences) or in cases involving three or more suspects. During this period detainees are denied access to their legal counsels or relatives, although Turkish law provides for immediate access.

Telephone 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the release of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed prisoners of conscience. It works for fair and prompt trials for all political prisoners and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the death penalty and torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of all prisoners.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/express letters/airmail letters

- appealing for the immediate and unconditional release of Haydar Kutlu and Nihat Sargin as prisoners of conscience;
- urging that the two men be given adequate medical treatment.

APPEALS TO:

President Kenan Evren
Office of the President
Devlet Başkanlığı
Ankara, Turkey

Prime Minister Turgut Özal
Office of the Prime Minister
Başbakanlık
Ankara, Turkey

Telegrams: President Kenan
Evren, Ankara, Turkey

Telegrams: Prime Minister Özal,
Ankara, Turkey

Telex: 42303 kosk tr

Telex: 42203 sfa tr

Copies of appeals should be sent to diplomatic representatives of Turkey in your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 19 December 1987.

— Please take action as soon as you receive this Urgent Action appeal. Carefully read the recommended action. If possible, send a telegram or express letter immediately to one or more of the addresses given. Other letters can be sent afterwards.

— Telegrams and letters should be brief and courteous. Stress that your concern for human rights is not in any way politically partisan. Refer to relevant provisions in international law, such as the United Nations Universal Declaration of Human Rights.

Article 3 — "Everyone has the right to life, liberty and security of person."

Article 5 — "No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment."

Article 9 — "No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile."

— The name of Amnesty International may be used, although letters written in a private or personal capacity may be more effective.

— Copies of appeals should be sent to relevant diplomatic representatives in your country.

— In Urgent Action cases, Amnesty International has to act rapidly to prevent the ill-treatment of prisoners. An appeal is issued when Amnesty International believes it has received reliable and accurate information in such cases. It is not always possible to verify all details independently and in some instances the situation outlined in the appeal may change. Urgent Action participants are always notified of any significant new facts.

— Copies of any replies received from government authorities should be sent immediately to your section's Urgent Action coordinator or direct to the Campaign and Membership Department of the International Secretariat. If appropriate, thank the official who has replied and ask to be kept informed about the case.

Amnesty International'ın arın tutuklusu kampanyası
Haziran 1988

Aşağıda hikayesi anlatılan kişiler düşünce suçlusudurlar. Herbiri politik inançları, derisinin rengi, cinsiyeti, etnik kökeni veya dili nedeniyle tutuklanmıştır. Hiçbiri şiddet kullanmamış veya savunmamıştır. Onların devam eden gözaltı süreleri İnsan Hakları Uluslararası Bildirgesinin ihlalidir. Uluslararası başvurular onların salıverilmesine ~~edebilir~~ veya gözaltı koşullarının iyileştirilmesine yardım edebilir. Bu tutuklularla ilgili olarak yetkilileri yazılacak mektuplarda dikkatli ve nazikane kaleme alınmalıdır. Düşüncelerinizi dile getirirken, insan haklarına olan ilginizin hiçbir biçimde politik ~~parti~~ partizanca olmadığını açıklamalısınız. Hiçbir halde tutuklulara gönderilmeyecektir.

TÜRKİYE

Dr. Nihat Sargın ve Haydar Kutlu; Türkiye İşçi Partisi'nin 61 yaşındaki genel sekreteri ve Türkiye Komünist Partisi'nin 43 yaşındaki genel sekreteri, 16 Kasım 1987 tarihinde yıl arca süren sürgünden dönüşlerinden beri tutuklu bulunuyorlar.

Ekim ayında TKP ve TIP birleşerek TBKP'yi kurmaya karar verdiler. TIP 1980'deki askeri darbeye kadar legaldi, ve diğer bütün politik partiler gibi yaslandı. TKP 1920lerden beri illegal. İki lider şiddetle ilgisi olmayan politik faaliyetlerini legalleştirmek için geri döndüler. ~~Türki~~

Türkiye'deki yasal gözaltı süresinin maksimum sınırı da ihlal edilerek Dr. Nihat Sargın, bir operatör, ve Haydar Kutlu Ankara Polis Merkezinde 19 gün gözaltında tutuldular, avukatları ve aileleriyle görüştürülmesizin. Avukatlarıyla görüşmelerine izin verilen ilk gün 7 Aralık'ta sorgu süresince işkence gördüklerini açıkladılar

Dr. Sargın savcıya yazdığı dilekçesinde, 170 saatlik bir uykuya sürüklendiğini, düldüğünü, kollarından havaya kaldırılarak askıya alındığını ve direncinin kırılması için ilaç verildiğini yazdı. Onur ve Haydar Kutlu'nun şikayetleri savcı tarafından geri çevrildi. Dr. Sargın daha sonra karşılaştığı kötü muamele sonucu sağ omuzunun zedelenmiş olduğunu belgeleyen bir rapor sağladı.

Onlar hakkındaki suçlamalar, illegal örgüt üyesi olmak, komünist

Propoganda yapmak, ~~ıkkı~~ yurtdışında devlet aleyhinde faaliyette bulunmak, yetkililere hakaret etmek ve suç işlemeye teşvik etmek. Eğer sağılı bulunurlarsa çok uzun yıllar sürecek hapis cezalarına ceptirilecekler.

X Lütfen çok çabuk ve koşulsuz olarak salıverilmeleri için nazikane başvurularınızı şu adrese gönderiniz:

Turgüt Özal

Başbakan

Başbakanlık/Ankara TÜRKİYE

TÜSTAY
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARASTIRMAVAKFI

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: EUR 44/87/87
Distr: UA/SC

7 December 1987

Further information on UA 324/87 (EUR 44/78/87 19 November, EUR 44/84/87 2 December 1987) - Legal/Health Concern

TURKEY: Haydar KUTLU, aged 43
Dr Nihat SARGIN, aged 61

Amnesty International is informed that Haydar Kutlu, Secretary General of the illegal Turkish Communist Party (TKP), and Dr Nihat Sargin, Secretary General of the banned Turkish Workers' Party (TIP), appeared at Ankara State Security Court on 5 December, after 19 days in incommunicado detention. The court committed them to prison after charging them with a number of offences, including "leading membership of an illegal organization", "making communist propaganda" and "insulting the state authorities". Should they be convicted, the maximum sentences could add up to 70 years' imprisonment.

When taken from Ankara State Security Court to Ankara Closed Prison Dr Nihat Sargin shouted to the waiting journalists that he and Haydar Kutlu had been tortured in detention. During talks with their lawyers on 7 December both defendants alleged that their torture had included electric shocks, hanging, beatings, being stripped naked, deprived of sleep and being forced to drink water doctored with drugs.

Amnesty International considers both men to be prisoners of conscience held on account of their non-violent political activities. According to Amnesty International's information neither Haydar Kutlu nor Nihat Sargin has ever used or advocated violence and nor have the political parties in which they hold leading positions.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/express letters/airmail letters:

-- appealing for the immediate and unconditional release of Haydar Kutlu and Nihat Sargin as prisoners of conscience

- urging that an impartial investigation be carried out into allegations that Haydar Kutlu and Nihat Sargin were ill treated during interrogation.

APPEALS TO:

President Kenan Evren
Office of the President
Devlet Baskanligi
Ankara

Prime Minister Turgut Ozal
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
Ankara

Telex: 42303 kosk tr
Telegrams: President Evren,
Ankara, Turkey

Telex: 42203 sfa tr
Telegrams: Prime Minister Ozal,
Ankara, Turkey

COPIES TO: diplomatic representatives of Turkey in your country.

UA 346/87

Fear of Torture/Legal Concern

7 December 1987

TURKEY: Atilla Coskun, lawyer
Rasim Oz, lawyer

Amnesty International is informed that lawyers Atilla Coskun and Rasim Oz, both members of the Istanbul Bar Association, were detained and taken to Ankara Police Headquarters today. Both lawyers were acting on behalf of Haydar Kutlu, Secretary General of the illegal Turkish Communist Party, TKP and Dr Nihat Sargin, Secretary General of the banned Turkish Workers' Party, TIP. Their clients were detained on 16 November upon their return to Turkey after several years in exile and on 5 December they were committed to prison by the Ankara State Security Court on charges which included membership of an illegal organization, making communist propaganda and harming Turkey's interests abroad.

On this occasion Dr Nihat Sargin had shouted to journalists waiting outside the court that they had been tortured during interrogation. One of the lawyers allegedly shouted back: "We congratulate you on your struggle for democracy". When the lawyers tried today to visit their clients in Ankara Closed Prison they were themselves detained. Nothing is known so far about the charges against the lawyers, but it is believed that their detention may be based on the assumption that they have direct links to the illegal organizations of which their clients are leading members. Amnesty International is informed that Haydar Kutlu and Dr Nihat Sargin had indeed been tortured during police detention and there is fear that their lawyers, Atilla Coskun and Razim Oz, may also be subjected to torture while being interrogated.

Amnesty International considers Atilla Coskun and Razim Oz to be prisoners of conscience, held on account of their professional activities. According to Amnesty International's information neither Atilla Coskun nor Razim Oz has ever used or advocated violence.

BACKGROUND INFORMATION

The Turkish Communist Party (TKP) has been illegal since its foundation in the early 1920s. The Turkish Workers' Party (TIP) was legal until the military coup in September 1980, when it was banned like all political parties.

The maximum detention period in Turkey is 24 hours. This period may be extended to 15 days depending on the "nature of the crime" (this clause is generally used for political offences) or in cases involving three or more suspects. During this period detainees are denied access to their legal counsels or relatives, although Turkish law provides for immediate access.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/express letters/airmail letters:

- urging that Atilla Coskun and Rasim Oz be given immediate access to their families and lawyers and that they not be ill-treated while in detention,

- appealing for the immediate and unconditional release of Atilla Coskun and Razim Oz as prisoners of conscience.

APPEALS TO:

President Kenan Evren
Office of the President
Devlet Baskanligi
Ankara, Turkey

Telex: 42303 kosk tr
Telegrams: President Evren,
Ankara, Turkey

Prime Minister Turgut Ozal
Office of the Prime Minister
Basbakanlik
Ankara, Turkey

Telex: 42203 sfa tr
Telegrams: Prime Minister Ozal,
Ankara, Turkey

COPIES TO: diplomatic representatives of Turkey in your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Please check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 7 January 1988.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ANIŞTIRMA YAKFI
TÜSTAN

Telegramm

Deutsche Bundespost

Verzögerungsvermerke

| | | | | | |
|-------|----------------------------|---------------|-------------|-------|---------------------------|
| Datum | Uhrzeit | Empfangen von | Leitvermerk | Datum | Uhrzeit |
| Platz | Empfangen Namenszeichen | | | Platz | Gesendet Namenszeichen |

| | | | | | |
|-----------------------------|-------------|----------|---------------|---------|-------------|
| Bezeichnung der Aufgabe-TSt | Aufgabe-Nr. | Wortzahl | Aufgabebetrag | Uhrzeit | Via/Leitweg |
| aus Münster | | | | | |

Die stark umrahmten Teile sind vom Absender auszufüllen. Bitte Vorderseite beachten.

Gebührenpflichtige Dienstvermerke

Name des Empfängers, Straße, Hausnummer usw.

Ministerpräsident Özal, Amt des Ministerpräsidenten

Bestimmungsort - Bestimmungs-TSt

Başbakanlık, Ankara, Türkei

Im Namen von 1800 Ärzten u. Psychologen des Arbeitskreises von

amnesty-international in der Bundesrepublik Deutschland fordere

ich die sofortige Freilassung von Haydar Kutlu und Dr. Nihat Sargin.

Dr. med. Diermar Schmitz-Burchartz,

427 Dorsten, Idastraße 65

| | | |
|-------------------|----|----|
| Wortgebühren | DM | PI |
| Sonstige Gebühren | DM | PI |
| Zusammen | DM | PI |
| Angenommen | | |

| | |
|--|--|
| Wörter geändert | |
| Wörter gestrichen | |
| Wörter hinzugesetzt | |
| Auf ungenügende Anschrift/ Platzbest. | |

Absender (Name und Anschrift, ggf. Ortsnetzkennzahl und Fernsprechnummer, diese Angaben werden nicht mittelegraphiert)

Dr. D. Schmitz-Burchartz

Idastraße 65

AS, KI, 78 m
Schl 5 78 / 6 5 4 3 2 1
00 095
2 1



| | | | | | |
|-----------------------------|----------------------------|---------------|-------------|--------------|---------------------------|
| Datum | Uhrzeit | Empfangen von | Leitvermerk | Datum | Uhrzeit |
| Platz | Empfangen Namenszeichen | | | Platz | Gesendet Namenszeichen |
| Bezeichnung der Aufgabe-TSt | | Aufgabe-Nr. | Wortzahl | Aufgabebetag | Uhrzeit |
| aus | | | | | Via/Leitweg |

Gebührenpflichtige Dienstvermerke

= =

Name des Empfängers, Straße, Hausnummer usw.

Prime Minister Turgut Özal, A

Bestimmungsort - Bestimmungs-TSt

Ankara - Türkei

DEEPLY CONCERNED ABOUT DETENTION OF HAYDAR KUTLU AND
 DR NIHAT SARGIN stop THEY ARE REGARDED AS PRISONERS
 OF CONSCIENCE stop WE URGE YOU TO GIVE THEM ADEQUATE
 MEDICAL TREATMENT stop WE APPEAL FOR IMMEDIATE
 UNCONDITIONAL RELEASE stop AMNESTY INTERNATIONAL WIESBADEN

| | | |
|---------------------------------------|----|----|
| Feste Gebühr (Nur bei Auslandstel) | DM | Pf |
| Wortgebühren | DM | Pf |
| Sonstige Gebühren | DM | Pf |
| Zusammen | DM | Pf |
| Angenommen | | |

Wörter geändert

Wörter gestrichen

Wörter hinzugesetzt

Auf ungenügende Anschrift/
 Besonderheiten/
 Dienstzeit hingewiesen

Absender (Name und Anschrift, ggf. Ortsnetzkennzahl und Telefonnummer, diese Angaben werden nicht mittelegraphiert)

amnesty international
 Schlichterstraße
 6200 Wiesbaden

Die stark umrahmten Teile sind vom Absender auszufüllen.
Bitte Rückseite beachten.



| | | | | | |
|-----------------------------|----------------------------|---------------|-------------|--------------|---------------------------|
| Datum | Uhrzeit | Empfangen von | Leitvermerk | Datum | Uhrzeit |
| Platz | Empfangen Namenszeichen | | | Platz | Gesendet Namenszeichen |
| Bezeichnung der Aufgabe-TSt | | Aufgabe-Nr. | Wortzahl | Aufgabebetag | Uhrzeit |
| aus | | Via/Leitweg | | | |

Gebührenpflichtige Dienstvermerke

= =

Name des Empfängers, Straße, Hausnummer usw.

President Kenan Evren

Bestimmungsort - Bestimmungs-TSt

A n k a r a - Türkei

DEEPLY CONCERNED ABOUT DETENTION OF HAYDAR KUTLM AND
 DR NIHAAT SARGIN stop THEY ARE REGARDED AS PRISONERS
 OF CONSCIENCE stop WE URGE YOU TO GIVE BOTH MEN
 ADEQUATE MEDICAL TREATMENT stop WE APPEAL FOR
 IMMEDIATE UNCONDITIONAL RELEASE stop AMNESTY INTERNATIONAL

Die stark umrahmten Teile sind vom Absender auszufüllen.
Bitte Rückseite beachten.

| | | |
|---------------------------------------|----|----|
| Feste Gebühr (Nur bei Auslandstel) | DM | Pf |
| Wortgebühren | DM | Pf |
| Sonstige Gebühren | DM | Pf |
| Zusammen | DM | Pf |
| Angenommen | | |

Wörter geändert

Wörter gestrichen

Wörter hinzugesetzt

Auf ungenügende Anschrift/
Besonderheiten/
Dienstzeit hingewiesenAbsender (Name und Anschrift, ggf. Ortsnetzkennzahl und
Telefonnummer, diese Angaben werden nicht mittelegraphiert)amnesty international
Schlichterstraße
6200 Wiesbaden

Sektion der Bundesrepublik Deutschland e.V.
Postfach 17 02 29 5300 Bonn 1
Telefon: (02 28) 65 09 81 Telex: 8 86 539
Telefax: (02 28) 63 00 36

EXTERN

UA 146/88

ai Index: EUR 44/44/88

8. Juni 1988 - khw

DROHENDE FOLTER

Türkei: Yasar Ayas, Ali Bicer und andere

Nach einem Brand am 17. Mai 1988 im Zivilgefängnis der Kategorie E für politische Gefangene in Aydin und der damit zusammenhängenden Entdeckung eines Fluchttunnels wurden die Insassen Berichten zufolge in ihren Flügeln eingeschlossen und drei Tage ohne Nahrung und Wasser gelassen. Am 20. Mai wurde eine Sondereinheit der Sicherheitskräfte dorthin gebracht, die Berichten zufolge die Häftlinge zusammenschlugen und ihre privaten Gegenstände zerstört hat. Mindestens vier Gefangene wurden, so heißt es, schwer verwundet, darunter auch Yasar Ayas und Ali Bicer.

Am 21. Mai traten Gefangene aus Protest gegen Folterungen und Mißhandlungen in einem Hungerstreik, zur Zeit sollen 285 Gefangene daran teilnehmen. Ihre Forderungen sind:

- Untersuchungen der Folter und Mißhandlung an Gefangenen,
- Untersuchung des Nahrungs- und Wasserentzugs,
- angemessene ärztliche Untersuchung und Behandlung,
- Wiederherstellung früherer Sonderrechte, z.B. private Gegenstände zurückzuerhalten.

Die meisten Hungerstreikenden sollen sich in Isolationszellen befinden, jeweils zu viert in einer Zelle von nur 1.50 m². Verwandte von Häftlinge, die sich in Ankara selbst aus Solidarität im Hungerstreik befinden, gaben an, die Häftlinge erhielten keinen Zucker und kein Salz. 32 Gefangene sollen inzwischen in andere Gefängnisse verlegt worden sein, die meisten von ihnen in kritischem Gesundheitszustand. Zu ihnen gehört auch Sait Bulut, der Verletzungen erlitten haben soll, Mehmet Can Yüce und Sabri Ok.

HINTERGRUNDINFORMATION

Die Türkei hat die Europäische Antifolterkonvention am 11. Januar 1988 unterzeichnet und am 25. Februar ratifiziert. Am 25. Januar 1988 unterzeichnete sie außerdem das Übereinkommen der Vereinten Nationen gegen die Folter und ratifizierte sie am 21. April.

Alle amnesty international zur Verfügung stehenden Informationen deuten jedoch darauf hin, daß Folter in der Türkei immer noch weiträumig und systematisch Anwendung findet. Folterwürfe gibt es auch nach der Machtübernahme an eine Zivilregierung im Jahre 1983. Die meisten Vorwürfe beziehen sich auf die Mißhandlung von Gefangenen in Polizeigewahrsam, wenn ihnen während der ersten Verhöre in der Regel der Kontakt sowohl zu Familienangehörigen als auch zu einem Rechtsbeistand untersagt wird. Mißhandlungen im Gefängnis, zumeist als routinemäßige Schläge, wurden seit dem Militärputsch von September 1980 aber ebenfalls häufig gemeldet. Versuche, die Lage zu verbessern, führten nicht zu grundlegenden Änderungen. amnesty international hat auch in diesem Jahr weitere Berichte über Mißhandlungen in türkischen Gefängnissen erhalten.

EMPFOHLENE AKTIONEN: Schreiben Sie bitte Telexe, Telegramme, Telebriefe, Luftpost- und Eilbriefe, in denen Sie

- dringend eine Untersuchung der Vorwürfe fordern, denen zufolge Gefangene im Aydin-Gefängnis der Kategorie E nach der Entdeckung eines Fluchttunnels mißhandelt wurden;
- darum bitten, daß alle Gefangenen angemessene ärztliche Behandlung erhalten.

APPELLE AN:

Justizminister
Mahmut Oltan Sungur
Adalet Bakanligi
Ankara, TÜRKIE

Innenminister
Mustafa Kalemli
İçişleri Bakanligi
Ankara, TÜRKIE

Telegramme: justizminister,
ankara, türkei

Telegramme: innenminister,
ankara, türkei
Telex: 0607 46369 icsl tr

KOPIEN AN:

Kanzlei der Botschaft der Republik Türkei, Utestraße 47, 5300 Bonn 2, Telex: 885521 und 885596

cicek yagci amnesty international'in londra'daki merkezine basvurdu

kutlu'nun esi cicek yagci bugun (20.11.87) dgm savcisi nusret demiral ile yaptigi gorusmeden sonra, amnesty international'in lindradaki merkezine basvurarak kocasinin durur mu konusunda ciddi olarak endiselendigini soyledi ve a'nin kutlu'nun durumavan "urgent case" olarak ele almasini talep etti.

ai yetkilisi mr. helmuth (soyadi) cicek yagci'ya sunlari soyledi:

--biz her ikisine de dusunce suclusu olarak bakmiyoruz. onun icin cezaevinde bulunmalarini gerekir. her iki orgutun siddet eylemlerinde bulduklarina, siddete basvurduklarina dair ipucu yoktur. onun icin cezaevine konulmalarina karsiyiz. bu avrupa sozlesmesinin orgutlenme ozgurlugunu iceren 11. maddesine de aykirurdir. turkiye de bu sozlesmeye imza atmis bulunuyor. onun icin cezaevine girmemeleri gerektigini soyledik. kendilerine tibbi mudahale yapilmasini talep ettik. kendilerini dusunce suclusu olarak gormuyoruz. biz girirsimlerimizi surdurecegiz ve size bilgi verecegiz.

genel Af çıkarılsın!

İdam Cezaları Kaldırılsın!

12 Eylül Askeri Darbesinin üzerinden yedi yıl geçtiği ve seçim ortamına girildiği halde, Türkiye hala insan hak ve özgürlüklerinin çiğnendiği bir ülkedir.

*Binlerce politik tutuklu cezaevlerindedir.

*İşkenceler sürmektedir.

*Askeri mahkemeler ve buralarda yürütülmekte olan politik davalar devam etmektedir.

*DISK ve TÖB-DER, BARIŞ DERNEĞİ gibi demokratik kitle örgütleri üzerindeki yasaklar sürdüğü gibi; sendikal alandaki baskı ve kısıtlamalar devam etmektedir.

*Kamu kuruluşlarında çalışanların sendika ve meslek örgütü kurma, dernekleşme hakkı yoktur.

*Üniversiteler özerk değildir, eğitim ırkçı, şoven ve asimilasyoncu niteliğini korumaktadır.

*Yüzbinlerce insanı kapsayan yurtdışına çıkış yasakları sürmektedir.

*Yurt dışında yaşayan demokrasi ve insan hakları savaşçıların üzerindeki baskılar sürmekte, "vatandaşlıktan çıkarılma" hala son bulmamaktadır.

*Kürt halkı ve azınlıkların politik ve kültürel hakları tanınmamaktadır.

*Düşünce ve örgütlenme özgürlüğü yoktur; toplantı, gösteri ve basın özgürlüğü üzerindeki kısıtlamalar sürmektedir.

*Ve hukuk devleti ilkeleriyle hiçbir biçimde bağdaşmayan "Generaller Anayasası" hala yürürlükte.

Ama tüm baskı ve yasal kısıtlamalara, yasaklara karşın, Türkiye' de sendikal haklar ve insan hak ve özgürlüklerinin kazanımı için yürütülen demokrasi savaşımı sürmektedir.

Bunun bir parçası olan "İnsan Hakları Derneği'nin yürüttüğü "Genel Af ve Ölüm Cezasına Karşı Kampanya"da, Türkiye' nin demokratikleşme sürecinde oldukça anlamlı ve dayanışma gösterilmesi gereken bir savaşımıdır.

AYRIMSIZ BİR GENEL AF İLE;

*Cezaevlerinde yedi yıldır fiziki ve psikolojik baskı ortamında yaşayan insanların özgürlüğü geri verilmelidir.

*Askeri mahkemeler kaldırılmalı, ologaniüstü yargılamalar ve genellikle işkenceler ortamında alınan anlatımlara dayalı verdiği tüm kararlar toplumsal sonuçlarıyla iptal edilmeli, 12 Eylül döneminde gözaltına alınan, tutuklanan, hüküm giyen 250.000 dolayında insanın uğradığı sosyal hak kaybına son verilmelidir.

*Yurtdışında binlerce kişiyi kapsayan vatandaşlıktan çıkarılmalar iptal edilmeli, tüm hakları geri verilmelidir.

Ayrıca, insanın yaşam hakkına doğrudan bir saldırı ve çağdaş infaz anlayışına aykırı olan ÖLÜM CEZASI KALDIRILMALI, insan yaşamına yöneltilen bu ilkel öç alma anlayışından kaynaklanan saldırı son bulmalıdır.

İnsan Hakları Derneğinin Türkiye' de başlatmış olduğu kampanyayla dayanışabilmek için, burada da imza kampanyası yürütüyor ve bir dayanışma gecesi düzenlemiş bulunuyoruz.

Bütün ilerici, demokrat kişi ve kuruluşları, politik tutukluların serbest bırakılması ve idam cezasının kaldırılması için yürütülen etkinliklere katılmaya, destek olmaya çağırıyoruz.

DAYANIŞMA GECESİ: 6 Aralık 1987, Saat 14.00' te,

Aula salonu - Fachhochschule Köln

Reitweg 1, 5000 Köln-Deutz

Konuşmacı: Nevzat Helvacı, İnsan Hakları Derneği Başkanı

Şakir Bilgin, Politikacı ve Sendikacılar

Sanatçılar: Fuat Saka, Rolly Brings ve grubu, Folklor ekibi v.s.

Giriş: 6 DM; İşsiz ve öğrenciler için 4 DM.

**EĞİTİM VE BİLİM
SENDİKASI(GEW)-Köln**

**TÜRKİYE İNSAN HAKLARI
DAYANIŞMA GİRİŞİMİ- Köln**

Destekleyen Örgütler:KOMKAR, Türkiyeli Öğrenciler Derneği, Initiative Solidaritaet mit den Demokraten in der Türkei,İşçi Gerçeği, İşçi Derneği-FIDEF, Initiative für Demokratie und Menschenrechte in der Türkei, VVN-Bund der Anti-Faschisten, ASTA-Fachhochschule Köln, ASTA-Universität Köln,SDAJ-Köln

Türkiyeli Öğretmenler Derneği Köln, KKDK, DKP-Köln, Sosyalist Birlik, Devrimci İşçi Köln, DIE GRÜNEN-Bundesverband

FÜR GENERALAMNESTIE UND ABSCHAFFUNG DER TODESSTRAFE IN DER TÜRKEI

Auch 7 Jahre nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 werden in der Türkei trotz anstehender Wahlen die Menschenrechte verletzt:

Immer noch gibt es Tausende von politischen Gefangenen.
Immer noch wird gefoltert.
Immer noch gibt es die Verfahren vor den Militärgerichten.
Immer noch werden dort Todesurteile beantragt und ausgesprochen.
Immer noch ist die Friedensbewegung verboten.
Immer noch werden die Gewerkschaften in ihrer Betätigung behindert.
Immer noch bestehen die Verbote des Gewerkschaftsbundes DISK und der Lehrerorganisation TÖB-DER.
Immer noch können im öffentlichen Dienst Beschäftigte keine Gewerkschaften und Berufsverbände bilden.
Immer noch haben die Hochschulen ihre Autonomie nicht zurückerhalten.
Immer noch wird in den Schulen nach chauvenistischen Grundsätzen unterrichtet.
Immer noch werden außerhalb der Türkei lebende türkische Staatsbürger wegen ihres Engagements für Menschenrechte und Demokratie ausgebürgert.
Immer noch werden Hunderttausenden die Pässe verweigert.
Immer noch werden dem kurdischen Volk und den Minderheiten ihre politischen und kulturellen Rechte verweigert.
Immer noch werden die Presse- und Versammlungsfreiheit eingeschränkt.
Immer noch existiert eine von den Generälen diktierte "Verfassung", die keinerlei Rechtsgarantien enthält.

Aber trotz aller Einschränkungen gibt es in der Türkei eine ständig breiter werdende Bewegung für Menschen-, Bürger- und Gewerkschaftsrechte. In diesen Wochen ruft der Menschenrechtsverein der Türkei dazu auf, sich an der Unterschriftensammlung für eine Generalamnestie und für die Abschaffung der Todesstrafe zu beteiligen.

Generalamnestie und Abschaffung der Todesstrafe ermöglichen:

- die endgültige Überwindung des Ausnahmezustandes;
- die Revision der Urteile der Militärgerichte; diese beruhen nämlich auf Aussagen, die unter Folter zustande gekommen sind;
- die Beendigung der physischen und psychischen Zerstörung der oft seit über 7 Jahren inhaftierten Gefangenen;
- die Beendigung der Diskriminierung der mehr als 300.000 Menschen, die nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 vor Militärgerichten angeklagt wurden;
- die Eliminierung des Rachedenkens aus der Rechtsprechung;
- die Verhinderung von nicht mehr revidierbaren Urteilen;
- die bedingungslose Anerkennung des Rechts auf Leben;
- die Rücknahme der Ausbürgerung vieler türkischer Staatsbürger seit dem 12. September 1980.

İSPANYA

İspanyol Halklarının Komünist Partisi yaygın
organ "Yeni Yol" un festivali 22 ülke komün-
nist partisi ortak çağrı yayınladı. Çağrıda
Kutlu ve Sorgun'un tutuklanmaları insan hakla-
rına saygısızlık olarak nitelendirildi ve her iki-
sinin avukatlarıyla görüşmelerini, kendilerinin de
onayladığı bir doktri tarafından muayene edilmele-
ri derhal serbest bırakılmaları ve politik faaliyet
lerini serbestçe yürütebilmeleri istendi.

Aynı festivalin 5000 kişim katıldığı kapa-
niz konuşmasında Türkiye'ye yer verildi. Aynı doğrudan
da bir karar tasarısı çıkarıldı.

İspanyol Komünist Partisinin Kutlu ve
Sorgun'da Türkiye'ye gönderdiği milletvekili diğer
iki komünist partisinin, sosyalist partiye ve Disiste-
ri bakanlığına bilgi verdi. Derhal harekete geçilme-
sini istedi.

3 Komünist Partisi (3-cü İspanya İşçi Partisi -
Komünistler Birliği) Türk elçiliklerinin bulunduğu
bölgelerde eylemler yapmak üzere bir komite o-
luşturacaklar. Ayrıca Avrupa Parlamentosunda ortak
tavır talebinde bulunacaklar.

Ayrıntılı haber
ve belgeler postala-
nacak.

- 17) Laurens MEERTEN - (V.C.N.) Hollanda -
daki Komünistlerin Partisi Polit Büro
üyesi ve "manifesto" Baş yazarı
- 18) Dick Emmanuel SOON - İsveç Emek-
çilerinin Komünist Partisi Polit Büro
üyesi
- 19) Lübnan Komünist Partisi adına:
Abdalah HASSUNA - MK üyesi
- 20) TÜDEH - İran Komünist Partisi adına
ABBAS - MK üyesi
- 21) Fedaiyan Örgütü (çoğunluk) adına
RAZI - MK üyesi
- 22) IRAK Komünist Partisi adına
Falah AHMED - temsilci

Not: Amirte oylanan kararlar ayrıca
fönderasyonun emal kuralı

- 3) İtalya Barış ve Sosyalizm Hareketi adına:
Roberto GABRIELLO ve Sergio CARARO
- 4) Hans Jore HENNEKE - DKP MK üyesi
- 5) Güney Afrika Ulusal Kongresi (ANC) adına:
Paul JOSEPH
- 6) Finlandiya Komünist Partisi (Birlik) adına:
Mirja RUIKKA - MK Uluslararası Bölüm Sekreteri
- 7) Manuel PEDRO - Portekiz Komünist Partisi MK üyesi
- 8) Andrea HAHMAN - Batı Berlin Sosyalist Birlik Partisi yayın organı "Die Wahrheit" yazı kurulu üyesi
- 9) Fred CARNESSON - Güney Afrika Komünist Partisi uluslararası ilişkiler komitesi üyesi
- 10) Roger TRASK - MORNINGSTAR Baş Redaktörü
- 11) Stavros XENIKOULAKIS - Yunanistan Komünist Partisi Temsilcisi
- 12) Andrea FLEURY - Fransız Komünist Partisi organ "L'Humanité" temsilcisi
- 13) INTERSTAMPA (İtalya) Yönetim Kurulu adına:
Fausto SORINI
- 14) Jakob HANNAI - SWAPO (Namibia) Batı Avrupa Temsilcisi
- 15) Felix TEJADA - PERU Partido unificado Marxalequista (PUM) Temsilcisi
- 16) Carlos GOMEZ - COMITÉ UNIDAO CAMPESINA DE GUATEMALA Temsilcisi

İspanya Halklarının Komünist Partisi'nin (PCPE) Merkez Yayın Organı NEURA RUMBO'nun Madrid'de yapılan festivaline katılan 22 komünist parti ve kurtuluş hareketi H.Kutlu ve N.Sargın'a özgürlük çağrısı yayınladı

İspanya Halklarının Komünist Partisi (PCPE)'nin merkez organı Nuera Rumbo'nun şenliği nedeniyle Madrid'te toplanan bizler Türkiye'de olanları özel bir dikkatle izliyor ve son gelişmelerden büyük kaygı duyuyoruz.

TİP Genel Sekreteri Nihat Sargın ve TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu'nun gözaltına alınmaları endişe vericidir. Yıllarca zorunlu olarak yaşadıkları gurbetten ülkelerine dönen bu iki politik liderin tek istemi Türkiye'de demokrasinin ve düşünce ve örgütlenme özgürlüğünün gelişmesine katkıda bulunmak, TBKP'ni kurmak ve yasal olarak çalışmaktır. Böyle iken onların tutuklanmaları düşünce ve örgütlenme özgürlüğü ilkelerine aykırıdır.

Kutlu ve Sargın beş gündür ne yakınları ne de avukatları ile görüşürülmüyorlar. Bu kabul edilemez. Üstelik Haydar Kutlu'nun kalpkrizi geçirdiği günlük basına yansdı.

Aşağıda imzaları bulunan bizler bu ciddi durum karşısında demokrasiden yana ve insan hak ve özgürlüklerine saygılı tüm kurum ve kuruluşları, herkesi bu iki politik tutuklu ile şu istemler için dayanışmaya çağırıyoruz.

- Sargın ve Kutlu derhal avukatları ile görüşürülmelidir.

- Sargın ve Kutlu derhal kendilerinin veya Türk Tabipler Birliği'nin tayin edeceği ek doktorların kontrolüne verilmelidir.

- Sargın ve Kutlu derhal serbest bırakılmalı ve serbestçe politik çalışmalarını yürütebilmelidirler.

Madrid, 21 Kasım 1987

İspanyol Halklarının Komünist Partisi Başkanı Igancio GALLEGO, Genel Sek. Juan RAMAS, Britanya Yeni Komünist Partisi Genel Sekreteri Ezie TREVERT, İtalyan Barış ve Sosyalizm Hareketi adına Roberto GABRIELLO ve Sergio CARARO, DKP MK üyesi Hans Jose HENNEKE, Güney Afrika Ulusal Kongresi (ANC) adına Paul JOSEPH, Fillandiya Komünist Partisi (Birlik) adına Mirja RUIKKA-MK Uluslararası Bölüm Sekreteri, Portekiz Komünist Partisi MK üyesi Manuel PENRO, Batı Berlin Sosyalist Birlik Partisi yayın organı 'Die Wahrheit' in yazı kurulu üyesi Andrea HAHMAN, Güney Afrika Komünist Partisi uluslararası ilişkiler komitesi üyesi Fred CARNESSON, Morningstar Başredaktörü

Roger TRASK, Yunanistan Komünist Partisi temsilcisi Stavros XENIKOUOLAKIS, Fransız Komünist Partisi organı L'Humanité temsilcisi Andrea FLEURY, Interstamper (İtalya) yönetim kurulu adına Fausto SORINI, SWAPO Batı Avrupa temsilcisi Jokelo HANNAL, PUM temsilcisi Felix TEJADA-(Peru), Comitéunidad Campasina de Guatemala temsilcisi Carlos GOMEZ, Hollanda Komünist Partisi (VCN) Polit Büro üyesi ve Manifest Başyazarı Laurens MEERTEN, İsveç Komünist Partisi Politik Büro üyesi Dick Emmenuel SOON, Lübnan Komünist Partisi adına Abdallah HASSUNA (MK üyesi), İran-TUDEH adına ABBAS-(MK üyesi), Fedaiyan örgütü (Çoğunluk) adına RAZI (MK üyesi), Irak Komünist Partisi adına Falah Ahmed.

TÜRKİYE SO

ro tong cin mun-isci gazetesi
(kore isci partisi organı)

kip mk,tkp mk'ne tkp mk gs ve tin gs'nin turkiye yone lnde
tutuklanmalarından duydugu derin zuntuyu dile getirir ve
onların serbest bırakılması için verdiginiz mücadele için
guclu dayanismasını acıklar.

onların derhal serbest bırakılmalarını ve özgurce faaliyet
gosterme haklarına kavusmalarını talep ederiz.mucadelerinde büyük
basarılar dileriz.

yoldasca selamlar

kip mk

10.12.87 pyong yang

152
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

der vorsitzende der sew, horst schmitt, erklarte gegenueber
vertretern der presse am mittwoch, 18.11.1987/1987 in
westberlin

der parteivorstand der sew erhebt schaeerfsten protest gegen die
verhaftung des generalsekraetaers des zk der kommunistischen
partei der tuerkei und des generalsekretaers der arbeiterpartei
der tuerkei bei ihrer ankunft in ankara.
beider sind bekanntlich am 16.11.1987 aus dem exil in die tuerkei
zurueckgekehrt, um mit der registrierung entsprechend den
tuerkischen gesetzen und dem zusammenschluss beider parteien
zur vereinigten kommunistischen partei der tuerkei sowie mit der
entwicklung von deren legaler taetigkeit einen gewichtigen
beitrag zur demokratisierung ihres landes zu leisten, die von der
gegenwaertigen tuerkischen regierung angeblich angestrebt wird.

mit dem versuch der tuerkischen regierung, durch die verhaftungen
und die ankuendungung eines prozesses gegen die beiden fuehrenden
persoenlichkeiten der tuerkischen arbeiterbewegung, diese zu
diskriminieren, verstoesst das tuerkische regime in uebelster form
gegendie eigenen verpflichtungen, die sie mit der unterzeichnung
der schlussakte der ksze-konferenz in helsinki uebernommen hat.
zugleich unterstreicht sie darueber hinaus, dass sie ungeachtet
ihrer fuer die oeffentlichkeit bestimmten aeusserungen von ihrem
antidemokratischen kurs nicht abgehen will.

die sew fordert die sofortige freilassung von haydar kutlu und
nihat sargin sowie die gleichberechtigte teilnahme am politischen
leben in der tuerkei, einschliesslich des rechts auf vereinigung
der duch sie repraesentierten beiden parteien und deren legale
mitwirkung an der oeffentlichen meinungsbildung.
wir fordern die mitbuerger tuerkischer nationalitaet und alle
an demokratie und freiheit interessierten politiker und kraefte
in unserer stadt auf, diesen forderungen durch entsprechende proteste
beim terkischen generalkonsulat in westberlin und der tuerkischen
regierung in ankara nachdruck zu verleihen.

18.11.1987 presseinformation der sew...9

184874 tpa d

183531 dwahr d*

855367 inmed d

184874 tpa d

EX-TELLEX-TELLEX-TELLEX

ali ileri
tkp mk üyesi
bss temsilcisi

XX

prage halkından kutlu ve sargin yoldaşlara yilbasi mesajlari
yagiyor.su ana kadar 279 yilbasi kart yalnız bizim denetimimiz
altında postalandı.bunlardan 202 isim bide kayıtlı.avukatların
kontrolü(ve yayınlanması gerekiyse yayınlanabileceği kaydıyla)
birkac örnek:

- prof.priborsky,ul.ar.isci har.pro.
- prof.filiper,felsefe profesoru
- prof.kovalovsky,sos.bil.komu.p.
- prof.valencik,ekonomiprof.
- valencik,ekonomi docenti
- macal,vecerni praha basred.yard.
- pappis
- hladikova
- jezkova
- klimovaxxxxxx klima
- dr.kristina
- loupez(portekizli)
- salem (afganistanli)

vb.

selam-bss

TÜRKİYE SOSYAL-TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TEL EX TEL

14.11. ve 28.11. cumartesi günleri Prag üniversitesi
Portekiz, Yunan ve Irak öğrenci örgütleri ~~kur~~
"Yasal TBKP girişimi ile dayanışma" belgisi altında
ayrı ayrı imeceler ("subbotnik") düzenlediler. Üç imecede
Avrupa, Asya, Afrika ve Latin Amerikanın çeşitli ülkelerinden
..... gönüllü salıyıp Kron kazandıları ve
Türkiye komünistlerine ibttiler. 5.12. Cumartesi günü de
Cekoslovakya öğrenci örgütü aynı amaçla bir imece
düzenleyecek. ~~Yunanistan öğrencileri ayrıca 21.11. ve 5.12.~~
~~cumartesi günleri örgütlediler~~

Norveç Parlamentosu

Norveç'te, parlamento isindeli dört parti-
nin (Halk Partisi, Hıristiyan-Dem. Part. Sosyal-Dem.
Parti) birleşimiyle Türkiye'ye bitişiprotanto taby
Hoydar Kvitla ve Nihat Sargın'ın tutuklanma-
sıyla ilgili bir protesto telgrafi çekildi:

Sosyalist Partiden bir milletvekilinin
konuyu parlamentoya getirmesiyle diğer
parti üyeleri de destek veriyorlar.

Norveç hükümeti tutuklanmalarla ilgili

özellik Ankara büyükelçisini görevlendirdi.
Daha sonra dışişleri bakanlığı bünyesinde
görüldüğü bir toplantıda, Sosyalist parti
milletvekilleri, iki genel sekretörün durumu
ele alıp, Türkiye'de durumu olmasını
belirtiler ve hükümetin bu konuda tavır
almamasını istedikler. Dışişleri bakanı bu
konuda daha sonra muhtemelen bir rapor ver-
ceğini açıkladı. (Rapor daha sonra bize
de iletilecek.)

Norveç, L.O tutuklanan genel sekreter-
lerin ve sendikaların durumuyla ilgili bir

2

protesto telgrafi çekti.

Ayrıca gıllıbağından sonra muhtemelen
bu konuyla ilgili bir İngiliz kampanyası
açılacağı söylendi.

İsviçre, TCO (Uluslararası sendikası),
Grafik sendikası ve Komünal (Genel-İş)
sendikasıyla görüşüldü.

Grafik ve Genel-İş birer protesto
telgrafi çektiler. Daha sonra da gündeme
olacaklarını söylediler. Bu görüşmeler ara-
sında İsviçreli politik görevlilerin
İsviçre dönüş konusunu da görüşüldü.

TÜSTAY TARİH SOSYAL ARAŞTIRMA VAKFI

87-11-22 20:45

*

855367 inmed d*

855367 inmed d

511700 press cu

245p

rg 84 jp palacio de las convenciones 22/1 ep 13

855367 inmed d (rfa)

16-19 kasim 1987 tarihinde kuba'nin boskenti havana'da toplanan ulustararasi 'ogrenciler birligi kongresinden asapidaki telegraf t.c. basbakani , turgut ozal'a gekildi:

"dunya uzerindeki on milyonlarca 'ogrenciyi temsil eden, 127 ulkeden 183 ulusal 'orgutun katildigi uluslararası ogresiler birligi 15. kongresi adına, kongre divani olarak: ogrenci haklarinin tam gercekleşmesi için bir butur olarak toplumda demokratik hak ve özgürlüklerin eksiksiz uygulanması, gereği irancı ile,

ve kukümetinizin demokrajije geçiş süreçlerinin özellikle 29 kasim 1987'de, yapılacak seçimler arifesinde somut eylemlerle tamamlanması gereğine işaret ederek, tipve tkp genel sekreterlerinin 16 kasim 1987 günü tkp'yi legal olarak kurma amacıyla sürgünden dönüşlerinde gözaltına alınmalarını kesinlikle tasvip etmediğimizi belirtir, ve derhal serbest bırakılarak hak ve özgürlüklerinin garanti altına alınmasını talep ederiz."

haberleriniz kesildi. iyiye mi, kötüye mi işaret merak ediyoruz. buradan artık ayrılıyoruz. ama vc saat içinde haber gelerseniz memnun oluruz.

gençönücü, 160

g

*

855367 inmed d

511700 press cu

247pm

TÜRKİYE DE İNSAN HAKLARINA SAYGI İÇİN
B İ L D İ R İ

İsanlığın olumlu-olumsuz ortak mirasını, tüm ayrılıklarımıza rağmen hepimiz paylaşıyoruz. Ve içinde bulunduğumuz ikinci bin yılın sonunda, kazanımlarımızdan enönemlisi, kuşkusuz her insanın hangi kökenden olursa olsun, uluslar topluluğundaki eşitliğidir. Evreselliği kabul edilen bu kazanım sözde kalmamalıdır. Bu Türkiye halkı için de elbette geçerlidir.

Neki bazı çevreler, Türkiye halkının günümüzde vazgeçilmez bazı demokratik kazanımlardan yoksun olabileceğini iddia etme cüretini gösterebiliyorlar. Bizler bunu kabul edemeyiz.

İşte bu karşı çıkışımızı vurgulamak, bugün Türkiye halkının insana insan yapan tüm evrensel değerleri elde etmesine, yarın ise bunları kalıcılaştırmasına yardım edebilmek için ~~birleşmeye karar verdik.~~

~~birleşmeye~~
karar verdik.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI DERNEĞİ

" AMIS DE LA TURQUIE "

- Liste au 23 Juin 1987 -

FRANCE

Jean-Pierre FOURRE (député, membre de C.E.) *M. vekili - Av. Kan. Öye*
Claude BOURDET (journaliste)
Jean FERRAT (compositeur - interprète)
Bernard GIRAudeau (comédien)
Claude LANZMANN (écrivain) } *Jazar*
Gilles PERRAULT (écrivain) }
Raoul SANGLA (réalisateur T.V.) *programcı*
Antoine SANGUINETTI (amiral C.R.)
Laurent SCHWARTZ (mathématicien)
René TAVERNIER (Pen Club)

ITALIE

Mme Silvia BOBA (CGIL) *sendikacı*
Luciano ARDESI (Ligue des Droits de l'Homme) -
Piero BASSO (Ligue des Droits des Peuples)
Mme Verena GRAAF (Ligue Internationale des Droits des Peuples) -
Mme Chiara MORRICONI (UIL)
Gianni PALUMBO (Ligue Internationale des Peuples)

SUEDE (*İSVEÇ*)

Karl-Axel ELMQUIST (secrétaire général Swedisch Free Church Council)
Bibi ANDERSON (comédienne)
Rune BACKLUND (député) *M. vekili*
Hadar CARS (député, ancien ministre) *M. vekili - Eski Bakan*
Jeanne CORDELLIER (écrivain) *Jazar*
Peter CURMAN (poète)
Peter DAHL (peintre)
Hans Göran FRANCK (député) *M. vekili*
Lennart GROLL (Helsinki Watch Suède) *Helsinki N. cenedi sözlencisi*
Nils KRISTOFERSSON (syndicaliste)
Lennart LARSSON (syndicaliste)
Tobias LUND (juriste) *Hukukçu*
Bengt Ove MOBERG (académicien)
Arja SAIJONMAA (chanteuse)
Olle SODERMAN (syndicaliste)
Oswald SODERQUIST (député) *M. vekili*
Krister STENDAHL (archevêque de Stockholm)
Margareta STROMSTEDT (écrivain) *Jazar*
Alf THOOR (journaliste)
Per VASTBERG (ancien président de PEN International)

SUISSE (ISVITZE)

Georges PETERS (professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne, député au Grand Conseil Vaudois)
Hansjörg BRAUNSCHWEIG (conseiller national, Dübendorf, Zurich)
Claude BRIDEL (Professeur de théologie à l'Université de Lausanne, ancien recteur, Lausanne)
Werner CAROBBIO (Conseiller national, Lumino, Tessin)
François GEYER (président du Grand Conseil Vaudois, Lausanne)
Michel GLARDON (Editeur, Lausanne)
Walter HABICHT (Psychologue)
René LONGET (Conseiller national, Président de l'Institut suisse de la vie, Genève)
Bernard ROSSIER (Professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne)
André ROUGEMONT (Professeur de médecine tropicale à l'Université de Genève)
Jean ZIEGLER (Professeur de sociologie aux Universités de Genève et Paris, Membre du Bureau de la 2ème Internationale, Genève)

ROYAUME UNI (INGILTERE)

John BOWDEN (juriste)
Richard BALFE (membre de P.E.)
Roland BOYES (député)
Anne CLWYD (député)
Thomas COX (député, membre du C.E.)
Lord Hugh JENKINS (of Putney)
Père Bruce KENT
Alf LOMAS (membre du C.E.)
Harold PINTER (écrivain)
Ron TODD (syndicaliste)
Arnold WESKER (écrivain)

NORVEGE

Theo KORITZINSKY (député, Président du parti Socialiste de gauche) *socialist*

GRECE

Prof. Marios NIKOLINAKOS
Andréas ANDRIANOPVOULOS (Mayor of Pireas)
Dimitris COSTOPOULOS (Président Athens Labour Center)
Maria DELIVANI (Rector University of Industrial Studies Salonica)
Vassilis EFREMIDIS (MP - European parliament)
Vasilis FILIAS (Professor)
Costas FILINIS (MP - European parliament)
Yiorgos KONDOYIORGIS (Rector Pantios University)
Costas KONSTANTINIDIS (General retired)
Yiorgos KOUMANAKOS (General retired)
Fotis KOUVELIS (Président Athens Bar Association)

GRECE (suite)

Aliko MARAGOPOULOU (Président Human Rights Foundation)
Miltiadis PAPATHANASIOU (Admiral retired)
Babis PROTOPAPAS (MP - Greek Parliament)
Yiorgos R. PSALIDOPOULOS (Mayor of Kallithea)
Yiannis RITSOS (poet)
Michalis STATHOPOULOS (Rector of the University of Athens)
Mikis THEODORADIS (Composer)
Nikiforos VRETAKOS (Academician)
Spiros YIATRAS (President High Command of Civil Servants Unions)

R.F.A.

Reinhard HOCKER (President Gew Koeln)
Gert BASTIAN (Ancien Général de l'OTAN)
Wilhelm DAMWERTH (écrivain)
Ludwig FELLERMAIER (Député P.E. - SPD)
Helmut FRENZ (Pastor)
Konrak GILGES (SPD - Député)
X Günter GRASS (écrivain)
Max Von Der GRUN (écrivain)
Karl-Heinz HANSSEN (SPD - ancien député)
X Petra KELLY (Députée et Membre PE)
Prof. Dr. Klaus LIEBE-HARKORT (Tuerkolog, Bremen Université)
Juergen MAIER (Député)
Prof. Norman PAECH (Juriste)
Josef REDING (écrivain)
Prof. Dr. Gerhaed STUBY (Bremen Univers. Fac. Droits)
Hans Werner ODENDAHL (Juriste)
Klaus THUESSING (Député SPD)

PAYS-BAS

Mme Andreas van ES (P.S.P. - Présidente)
Mme Nel van DYK (Membre du Parlement Européen)
Maarten van TRAA (Député)
Gerrit-Jan WOLFFENSBERGER (Député)

AUTRICHE

Hans HESELE (Député, SPO)
Ord. Prof. Dr. Leonhard BAUER (Economiste)
Anton BENYA (Président OGB)
Dr. Peter JANKOWICH (député - SPO - Ancien Ministre Affaires
Etrangères)
X Dr. Bruno KREISKY (Ancien Premier Ministre)
Dr. Gabriel LANSKY (Amnesty International - Autriche)
Karl-Heinz NACHTNEBEL (OGB)
Alfred STROER (OGB)
Fritz VERZETNITSCH (Vice-Président OGB - Membre du Bureau ICFTU)

BELGIQUE

Jef ULBURGHS (Membre du P.E.)
Mme Mireille SALMON (Avocate)

FINLANDE

Jörn DONNER (Député - écrivain)
Arja ALHO (Député)
Klas ANDERSSON (Député - écrivain)
Tutti ISOHAAKANA-ASUNMAA (Député)
Liisa JAAKONSAARI (Député)
Anna-Lisa JOKINEN (Député)
Arvo KEMPAINEN (Député)
Ension LAINE (Député)
Marja Liisas LOYTTYJARVI (Député)
Saara-Marja PAKINEN (Député)
Hannele POKKA (Député)
Marjatta STENIUS-KAUHONEN (Député)

DANEMARK

Prof. Erik SIESBY
Bernhard BAUNSGAARD (MP)
Lasse BUDTZ (MP)
Bjørn ELMQUIST (MP)
Herluf ERIKSEN (Bishop)
Hagen HAGENSEN (MP)
Flemming KOFOD-SVENDSEN (MP)
Bent MELCHIOR (Chief Rabbi)
X Ove NATHAN (President, University of Copenhagen)
Per NORGARD (Composer)
Pelle VOIGT (MP)
Dorrit WILLUMSEN (Author)

U.S.A.

Norman SOLOMON (Chercheur - Journaliste)
Prof. Ronald L. BIRKE
Prof. Frank BRESCIA
Prof. Vernon BOX
Prof. Thomas H. HAINES
Sorrel HAYS (Compositeur)
Rivka KASHTAN (Poëte - Journaliste)
X Jack I. MORROW (Directeur - City Collège of N.Y.)
Marilyn RIES
Prof. Charlotte S. RUSSEL
Prof. Hugh W. SALZBERG

12 mekci
2510... zamanında 4090r

TÜRKİYE SİYASAL ARAŞTIRMA VAKFI

U.S.A. (suite)

Prof. Horst SCHULZ
Prof. Donald L. SLOAN
Prof. Samuel H. WILEN
Prof. Arthur E. WOODWARD

PORTUGAL

Silas CERQUEIRA (Politologue)
Brito APOLONIA (Ingénieur - Député PE-PC)
Luis AZEVEDO (Avocat)
Carlos CANDAL (Avocat - Député PS)
Père Sousa FERNANDES (Commission Nationale PS)
+ Maréchal Costa GOMES (Ancien Président de la République)
Rui GRACIO (Ancien Ministre de l'Education)
Manuel LOPES (Comité exécutif Intersyndical)
Dr. Fernando LOUREIRO (Commission Nationale PS)
Joaquim MIRANDA (Député PE-PC)
Mme Gloria PADRAO (Professeur)
Cardoso PIRES (écrivain)
Francisco REBELO (Avocat)
Père Telles SAMPAIO
Prof. Piteira SANTOS
Cunha SERA (Ingénieur - Inspecteur Général PTT)
Parcidio SUMMAVIELLE (Maire de Fafé)

TÜRKİYE SOSYAL TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

Portekiz Komünist Partisi
Kutlu ve Sargın'ın serbest bırakılma-
sı için Türk elçiliğine başvurdu.

İtalya'da "Barış ve Sosyalizm
Hareketi" 2-3 hafta içinde Roma,
Milano ve Venedik'te yığınsal eylem
yapmayı öneriyorlar

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VE AKF
TÜSTAV

17. Aralık 1987 günü SPÖ milletvekili Horvath
ve arkadaşlarının Değışleri Bakan Dr. Alois Hoek'a
yöneltileri soru önergesi.

A n f r a g e

der Abgeordneten Mag. Waltraud Horvath
und Genossen

an den Bundesminister für Auswärtige Angelegenheiten
betreffend Demokratie und Menschenrechte in der Türkei

Bei den Parlamentswahlen am 29. November 1987 errang die Mutterlandspartei Turgut Özal mit 36,5 % der Stimmen die absolute Mehrheit der Parlamentssitze. Die türkische Regierung behauptet, in der Türkei herrschen wieder demokratische Verhältnisse und ihr Land sei ein Teil des demokratischen Europas. In der Realität aber gibt es in der Türkei noch eine Menge Mißstände, die zum Teil in der Verfassung und in Gesetzen begründet sind, die gegen die allgemein anerkannten demokratischen Regeln in Europa verstoßen.

Die Türkei ist das einzige Land Europas, das verschiedene politische Parteien verbietet, z.B. kommunistische, kurdische Parteien. In der Türkei finden nach wie vor Menschenrechtsverletzungen statt, in den Gefängnissen und durch die Polizei wird internationalen Presseberichten zufolge immer wieder gefoltert.

Zur Zeit befinden sich 54.000 politische Häftlinge in den Gefängnissen. Die beiden jüngsten Verhaftungen, gegen die alle demokratischen Kräfte Europas scharf protestierten, betrafen die heimgekehrten Generalsekretäre Haydar Kutlu (Kommunistische Partei) und Dr. Nihat Sargin (Arbeiterpartei). Die beiden Politiker wurden auch gefoltert, sie haben in der Zwischenzeit auch Anzeige gegen die türkische Polizei erstattet.

Die Politiker Kutlu und Sargin werden ab 15. Jänner 1988 in Ankara vor Gericht stehen. Dieser politische Prozeß trifft in der ganzen Welt auf größte Aufmerksamkeit, da sein Ausgang für die erwünschte demokratische Entwicklung in der Türkei von größter Bedeutung ist.

Die unterzeichneten Abgeordneten sind der Ansicht, daß Demokratisierungsbestrebungen in der Türkei durch Österreich beobachtet und unterstützt werden sollen, wie es auch in anderen Ländern geschieht, und stellen daher folgende

A n f r a g e:

1. Haben Sie als österreichischer Außenminister gegen die Verhaftung und Folter der türkischen Politiker Sargin und Kutlu protestiert, oder - falls dies nicht der Fall ist - werden Sie es tun?
2. Werden sie dafür eintreten, daß in der Türkei
 - alle politischen Parteien zugelassen werden,
 - die repressiven, die politische Freiheit einschränkenden §§ 141, 142 und 163 des türkischen Strafgesetzbuches abgeschafft werden,
 - eine Generalamnestie für politische Gefangene erlassen wird,
 - die Todesstrafe abgeschafft wird,
 - die politischen Flüchtlinge wieder in ihr Land zurückkehren und dort legal arbeiten können?
3. Welche Bedeutung messen Sie dem Prozeß und dessen Ausgang gegen Sargin und Kutlu bei; vor allem im Hinblick auf seine Bedeutung für die Demokratisierung in der Türkei?
4. Werden Sie diesen Prozeß verfolgen und darauf achten und drängen, daß er nach international fairen Regeln abläuft?

SK

international

vom 1. Dezember 1987

Horvath/Türkei/Mock

HORVATH: MOCKS GRATULATION AN TURGUT ÖZAL IST UNVERSTÄNDLICH
=====

(SK.) Die politische Situation in der Türkei kann keineswegs als demokratisch bezeichnet werden. Und mit einem Wahlrecht, das einer Minderheit die absolute Mehrheit zusichert oder garantiert, sind auch Wahlen in unserem Sinne nicht demokratisch legitimiert. Die Regierungsparteien und die Opposition hatten in keiner Weise die gleichen Chancen. Zum Beispiel durften an den Wahlen die Gewerkschaften nicht teilnehmen, einige Parteien sind überhaupt verboten, zum Beispiel die kommunistische Partei, die sozialistische Arbeiterpartei, alle Parteien, die dem linken Flügel angehören. Ebenso sind alle politischen Parteien verboten, die in ihrem Programm die Kurden unterstützen. Angesichts dieser in der Türkei herrschenden undemokratischen Zustände ist die von Außenminister Mock an Ministerpräsident Turgut Özal anlässlich seines Wahlsieges bei den türkischen Parlamentswahlen vom Sonntag gerichtete Gratulation unverständlich, erklärte die oberösterreichische SPÖ-Abgeordnete Waltraud Horvath Dienstag gegenüber der "Sozialistischen Korrespondenz".

Horvath hat als Vertreterin der SPÖ am ersten Kongreß der Freunde der Türkei in Paris vom 27. bis 29. November 1987 teilgenommen und in dieser Funktion die Solidarität der SPÖ mit dem Kampf um Demokratie und Menschenrechte in der Türkei bekundet. 150 Teilnehmer aus 50 Ländern trafen sich bei dieser Konferenz, um die politische und Menschenrechtsdiskussion in der Türkei zu diskutieren.

Ziel der Freunde der Türkei ist es, den Kampf um Demokratie und Menschenrechte in der Türkei zu unterstützen. In diesem Land werden nach wie vor die fundamentalsten Menschenrechte mißachtet, politische Verhaftungen und Folter stehen auf der Tagesordnung. Erst vor zwei Wochen wurden der Generalsekretär der türkischen kommunistischen Partei und der Generalsekretär der türkischen Arbeiterpartei vom Flughafen weg in Ankara verhaftet, obwohl der Ministerpräsident der Türkei ihnen keine Verfolgung zusicherte. Seit 1980 wurden 250.000 Personen aus politischen Gründen inhaftiert. Die meisten von ihnen wurden gefoltert, 145 von ihnen starben, sagte Horvath. Die kurdische Bevölkerung der Türkei, 15 Millionen Menschen, wird von Militär und Gendarmerie nach wie vor unterdrückt und mißhandelt, die Aktionen richten sich in erster Linie gegen Frauen. Die Haftsituation der politischen Gefangenen ist so schlimm, daß Leben und Gesundheit der politischen Gefangenen gefährdet sind.

Die Freunde der Türkei fordern daher:

- o Das Recht für Gefangene, Freunde, Verwandte und Bekannte zu kontaktieren,
- o regelmäßige medizinische Untersuchungen durch unabhängige Ärzte,
- o keine Folter, auch nicht durch die Polizei,
- o Abschaffung der Todesstrafe,
- o eine Generalamnestie für alle politischen Gefangenen,
- o die Garantie für die Rückkehr der mehr als 20.000 politischen Flüchtlinge in Europa,
- o Zulassung aller Parteien,
- o eine gerechte Wahlordnung,
- o Änderung der Gesetze und der Verfassung derart, daß die politische Versammlungs- und Meinungsfreiheit garantiert ist.

Die Freunde der Türkei fordern weiters, so Horvath, daß solange die türkische Legislative die europäischen Übereinkommen nicht respektiert, die Türkei als Mitglied der Europäischen Gemeinschaften nicht in Frage kommen kann.

Der erste Kongreß der Freunde der Türkei war nur der Anfang viel stärkerer Aktivitäten, die die Teilnehmer in ihren Ländern planen. Ziel ist es, ein optimales, internationales Solidaritätsnetz aufzubauen, das die Bestrebungen zu mehr Demokratie und zur Einhaltung der Menschenrechte in der Türkei durchsetzen soll, meinte Horvath abschließend.

Abgeordnete zum Nationalrat
der Republik Österreich
Parlament, 1017 W i e n

Turgut Özal'a gönderilen
ve 63 milletvekilinin (SPÖ,
ÖVP, FPÖ, Grünen) imzalı
tasuya protesto mektubu.
(İngilizce aslı mektup gönderildi,
fotokopisi burada)

S.E.
Ministerpräsident
Turgut Özal

* önemli imzaların imleri arkada!

Ankara
T ü r k e i

Wien, Dezember 1987

Sehr geehrter Herr Ministerpräsident!

Die unterzeichneten Abgeordneten zum Nationalrat sind besorgt und bestürzt über Meldungen betreffend die Verhaftung und Folterung der Generalsekretäre der Arbeiterpartei der Türkei Dr. Nihat SARGIN (61) und der Kommunistischen Partei der Türkei Haydar KUTLU (42).

Wir betrachten dies als eine besorgniserregende Menschenrechtsverletzung und ersuchen dringend um die Freilassung der beiden Politiker.

In einem Land, das zum demokratischen Europa zählt, muß eine freie politische Betätigung unter Wahrung politischer Grundrecht erlaubt sein.

Die unterzeichneten Abgeordneten ersuchen daher um:

- Freilassung von Dr. Nihat SARGIN und Haydar KUTLU,
- Amnestie für alle politischen Gefangenen,
- freie Rückkehr für alle politischen Flüchtlinge und
- Abschaffung der Todesstrafe.

Mit der Bitte um sorgfältige Prüfung dieser Anliegen, die Sie nicht als Einmischung in die inneren Angelegenheiten der Türkei sondern als Wahrnehmung einer gesamt-europäischen Verantwortung für politische Grundfreiheiten betrachten mögen und verbleiben mit

vorzüglicher Hochachtung

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

Parti Sekreterlerimizin ülkeye dönüşleriyle ilgili olarak bölge basınında yer alan yazıların ^{bir kısmını} çevirerek aşağıda size sunuyoruz.

"TBKP liderleriyle olan uluslararası dayanışma sürüyor!"

TİP Genel Sekreteri Nihat Sargın ve TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu, TBKP'ni yasal bir biçimde kurmak için Türkiye'ye döndüler. İki lider uçakta kendileriyle birlikte gelen otuz misafir önünde Türkiye'ye vardıkları an, 16-II-1987'de tutuklandılar.

Bu tutuklanma sonucunda serbest bırakılmaları için bir uluslararası dayanışma gelişti. Bu dönemde "Türkiye'nin dostları uluslararası I. kongresi toplanarak, KUTLU ve SARGIN'ın tutuklanmasını kınayarak, Avrupa parlamentosunun KUTLU ve SARGIN'ın hemen serbest bırakılmasını ~~isteyen~~ ve politik çalışmalarını karantilemek isteyen kararını desteklediğini duyurdu. Bu kongre, bildirisini, dünyadaki insan haklarına ve demokratik özgürlüklerine saygı gösteren herkesin imzasına açık tutmuştur. Fransız komünist partisi'nin (FKP) 26. kongresine katılan /72 komünist parti ve yurtsever hareket, Ankara'da tutuklu bulunan iki Türk komünist liderin serbest bırakılmasını istedi. Ve, Türk hükümetinin insanlık dışı uygulamalarını kınadığını ilan etti ve ~~uluslararası~~ uluslararası kuralların ve en basit insan haklarının çiğnenerek KUTLU ve SARGIN'ın tutuklandıklarını belirtti.

İki komünist liderin Avukatları onları cezaevinde ziyaret ettiklerinde savunma hakkına ve demokrasiye ters bir biçimde Türkiye'deki yönetimler tarafından tutuklanmışlardır. Ancak Türkiye ve uluslararası ilerici güçlerin baskısı sonucu Avukatlar serbest bırakıldı. Tutuklanan Avukatlar, iki komünist lider KUTLU ve SARGIN'ı savunmaya devam edeceklerini ilan etmişlerdir.

"NİDAL AL SHAB", uluslararası kamuoyu ve dünyadaki ilerici ve demokratik güçlerinin yanında yer alarak, Türkiye'deki yönetimin komünistlere karşı insan haklarıyla ilgili uluslararası kural ve gelenekleri çiğneyen tutumunu kınamaktadır.

NİDAL AL SHAB

Sayı: 405 Aralık ortaları

1987

ŞAM'daki Avukatlar Kutlu ve Sargın'ın serbest bırakılmalarını istiyorlar. KUTLU ve SARGIN'ın cezaevinden ~~2~~ gönderdikleri iki mektup, onlara uygulanan insanlık dışı işkenceleri açığa vurmaktadır.

ŞAM'daki Avukatlardan oluşan bir heyet Türkiye elçiliğini ziyaret ederek H. Kutlu ve N. Sargın'ın serbest bırakılmasını isteyen aşağıdaki mektubu verdiler:

Sayın Türkiye Cumhurbaşkanı, Sayın Türkiye Başbakanı, Sayın Şam'daki Türkiye Büyükelçisi;

Aşağıda imzası bulunan biz Avukatlar, Türkiye yönetimlerinin, tanınmış iki yurtsever savaşçı TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargın'ın yurtlarına kendi istekleriyle döndüklerinde tutuklandıkları haberi bizleri sarstı.

Bu uygulama, yönetimlerin, ilan ettiği demokratikleşme çizgisi izleme ve yurttaşlara yasama seçimlerinde haklarını kullanma özgürlüğünü serbest bırakma şeklindeki açıklamalarıyla çelişmektedir.

Bizler, insan haklarını savunmada insanlık görevlerimizden hareketle, Türkiye'deki yetkilileri, insan hakları beyannamesi ışığında iki liderin, ör-

gütlenme, inanç ve düşünce özgürlüğünden dolayı tutuklanmış bulunan bütün savaşçıların serbest bırakılmasını ve herkes için politik çalışma ve eylem özgürlüğünü karantileyen, demokratik ortamın yaratılmasını talep etmekteyiz. Bu mektuba 70'den fazla Avukat imzasını atmıştır.

(NOT: Aynı gazete ve aynı sayıda yayınlanmıştır.)

" KUTLU ve SARGIN'IN CEZAEVİNDEN GÖNDERDİKLERİ İKİ MEKTUP

İki komünist lider H. Kutlu ve N. Sargin, Türkiye Cumhuriyet Savcılığına mektup göndererek Ankara yönetimlerinin baskı uygulamalarını kınayıp, kendilerine uygulanan işkence yöntemlerini açığa vurdular.

Türkiye'deki en büyük gazetelerden biri olan Hürriyet gazetesi ilk sayfalarında bu iki mektuptan pasajlar aktararak yayınlamıştır. Türkiye'deki gazetelerin büyük bir bölümünde bu mektuplara 13-14 Aralık tarihli sayılarında yayınlamışlardır.

Haydar KUTLU Mektubunda şöyle diyor:

" On gün süreyle gözüm bağlı olarak ve uykusuz bir sandalye üzerine oturtular. Soruşturma sırasında beton üzerinde ve çıplak bir biçimde ayakta durma cezası verildi. Uzun saatler boyunca gözü bağlı olarak kaldım. Askıya aldılar ve tazyikli su sıktılar. Bir kaç gün sonra soruşturma odasına aldılar. Ve yeniden askıya aldılar. Elime ve cinsel organıma elektririk bağladılar. Soğuk su ile ıslattıktan sonra elektririk verdiler.

İşkenceden sonra sol bacağıma bir iğne batırıldığını duydum. Vücuda bir sıcaklık yayılmaya başladı. Bana ilaç verdiniz dedim. Soruşturmaya devam ettiler. Kısa bir süre sonra cevap veremeyecek duruma geldim."

Nihat Sargin'da mektubunda şöyle diyor:

" 170 saatlik bir süre boyunca ve uykusuz olarak bir sandalyeye oturtuldum. Bu süre içerisinde sorgu yapılıyordu. Sadece tuvalete gittiğim sırada gözümün bağı kaldırılıyordu. Soruşturma üç gurup halinde sürüyordu. Hap ve iğne verdiler. Moralimi bozup direnceme kırmaya çalıştılar.

Soruşturma sırasında küfür ederek ayaklarıyla tekmelediler. Aynı binada otel odasına benzeyen bir odaya götürdüler. İki saat kadar uyuya kaldım. Tutukluluk elbisesini giydirip işkence odasına geri götürdüler. Elbisemi soyup tazyikli soğuk su sıkmaya başladılar. Tavana iple bağlayıp işkenceye devam ettiler."

Türkiye'deki hiç bir hükümet yetkilisi, ya da polis veya yargı yetkilisi bu ~~ixxi~~ açıklamaları yalanlayamadı.

NİDAL AL SHAB

Sayı: 4II Ocak başları 1988"

"DEMİR PARMAKLIKLARIN ARDINDAN İKİ MEKTUP!

H. KUTLU ve N. SARGIN İŞKENCENİN ÇİRKİNLİĞİNİ AÇIĞA VURUYORLAR!

TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargin 16-II-1987 tarihinde Avrupa'lı parlamenterler ve hukukçulardan oluşan bir gurup heyetle ülkeye döndüklerinden beri hapiste bulunmaktadırlar.

Avrupa'da ve dünya demokrasi güçlerinin bütün çağrıları, Türkiye yönetimini iki komünist lideri tutuklamaktan vazgeçirmedi. Tam tersine bu yönetimler Türkiye halkının ve dünya ilerici kamuoyunun istemlerine şimdiye kadar bir despot yönetimde görülmeyen bir biçimde karşı koydu. Türkiye'deki işkencecililiğinin katıldığı terörist bir sorgulama, korkunç bir işkence ve askeri

savcı önünde gülünç bir mahkemeden sonra hiç bir kimseyle görüştürülmeden, tutuklama ve işkenceden paylarını alan Avukatlarıyla bile görüştürülmeden iki lideri tek kişilik hücrelere koymuştur.

İki komünist lider Ankara yönetimlerinin antidemokratik uygulamalarını açığa vurup kinemalardır. Bunu da Cumhuriyet başsavcısına gönderdikleri iki mektupla yapmışlardır.

Türkiye'nin en büyük gazetelerinden biri olan Hürriyet ve diğer gazeteler bu mektuplara geniş yer verdiler.

H. Kutlu mektubunda şöyle diyor: "On gün boyunca gözleri bağlı uykusuz, iskemlede oturarak sorgulandım. Soyularak çıplak biçimde beton zemin üzerinde dikildim. Gözüm bağlı olarak giyinik olarak saatlerce oturmadan ayak üzerinde durma cezası verildi.

- Askıya alma: Gözaltına alınmadan yaklaşık on gün sonra bu işkenceyi uyguladılar. Askıya almadan önce kestiremediğim bir süre tazyikli soğuk su altında tutuldum. Uykusuz ve ilaç verilmiş durumdaydım. Soğuk sudan sonra askıya alındım.

- İlaç verdiler. Sorgulamanın öncesinde verdikleri gibi elektirik işkencesinin ardından verildi. İşkenceden sonra otururken sol bacağıma bir iğne batırıldığını duydum. Bir süre sonra içime bir sıcaklık yayılmaya başladı. Bana ilaç verdiniz dedim. Birisi ayak parmaklarımın ucuna bastı. Duyuyordum ama ayaklarımı çekemiyordum. Bu arada sorgulama sürüyordu. Bir süre sonra konuşamaz hale geldim."

N. Sargın'da mektubunda şöyle diyor:

"Gözleri bağlı olarak ve uykusuz bir biçimde bir sandalye üzerinde 170 saat boyunca oturtuldum. Üç gurup halinde soruşturma sürdürülüyordu. Hakaret ve küfür ediyorlardı. Bununla morelimi ve direncimi kırmak istediler. Soruşturma sırasında işkence yaptıktan sonra yeraltında bir odaya götürdüler. İki saat sonra yeniden işkence odasına götürüldüm. Elbisemi soyduktan sonra tazyikli soğuk su sıktılar. Askıya aldılar ve işkence yaptılar."

Hiçbir yönetim, yargı veya polis yetkilisi bu tanıklıkları yada suçlamaları yalanyayamadı. Onbinlerce tutuklu zindanlarda yatmaktadır. Türkiye büyük bir cezaevine dönüştürülmüştür. Tutuklu yakınları ve dostları işkencenin Türkiye'de günlük bir olay olduğunu bilmektedir.

NİDAL AL SHAB

Sayı: 407 Ocak ortaları 1988

"TBKP, Türkiye'li sol güçlerin birliği yönünde olumlu bir adımdır!

7 Ekim 1987'de Belçika'nın başkenti Bürüksel'de TKP Genel sekreteri Vol-daş H. Kutlu ve TİP genel/~~başkanı~~ başkan ~~Yıldırım~~ Behice Boran yoldaşlar uluslararası basın toplantısı düzenleyip partilerinin TBKP adında tek parti içerisinde birliğini ilan ettiler. Bu partilerin ikisi, tek parti içerisinde birleşmelerinin Türkiye komünist hareketi bakımından tarihi bir önem taşıdığını, aynı biçimde bütün sol parti ve örgütlerin birliği yönünde bir adım olduğunu, geniş demokratik bağlaşıklıkların sağlanmasında yeni bir boyut olduğunu ilan ettiler.

Biz, Kürdistan Demokratik Halk Partisi Olarak bu önemli adım dolayısıyla iki dost partiyi içtenliğimizle kutlamaktayız."

" BEHİCE BORAN'IN ÖLÜMÜ!

TİP ve TKP'nin TBKP'sinde birleştiğini ilan ettikten bir kaç gün sonra ve tam 10-10-1987'de iki parti ve devrimci işçi hareketi, bilimin enternes-

yonalist savařçısı TİP Genel Başkanı Behice Boran yoldaşın kalp krizi sonucu ölmesi haberiyle sarsıldı. Boran yoldaş yurtdışında politik göçmen durumundaydı. 77 yaş üzerindeydi. Bu ömrün 47 yılı Türkiye'de barış, demokrasi, ulusal bağımsızlık ve sosyalizm için mücadelede geçmiştir.

Yoldaş Boran 1947 yılında TKP'ne katılmıştır. Ve 17 yıl boyunca TİP Genel Başkanlığında bulunmuştur.

Boran yoldaşın cenazesini uğurlama töreni 15-10-1987'de Bürüksel'de Sovyet-Belçika dostluk evinde yapılmıştır. Törene bir çok komünist, demokrat ve barış sever katılmıştır. Daha sonra Boran yoldaşın cenazesi kendisinin vasiyeti üzerine, Türk yönetiminin onu vatandaşlıktan atmalarına karşın Türkiye'ye gönderilmiştir.

Ankara'daki cenaze törenine Belçika, Fransız, Almanya Komünist partisi, Batı Berlin Sosyalist Birlik Partisi, Türkiye'li göçmen işçilerden ve DİBBAF Genel sekreteri katılmışlardır.

Boran'ın Türk bayrağına sarılı tabutu, daha önce üyesi bulunduğu TBMM önüne konmuş ve Mecliste yapılan törene de Meclis başkan vekili, DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, bu iki partiden ve DYP'den bir çok milletvekili, sendikacılar, yazarlar, sanatçılar, bilimadamları ve eski milletvekilleri katılmıştır.

SBKP genel sekreterliği tarafından da bir Buket çiçek gönderildi. ~~xxxx~~ Sovyet Elçiliği Müsteşarı da törene katıldı. Ancak burda dikkati çeken şeyin SBKP tarafından gönderilen Buket'in meclis tarafından kaldırılmasıdır. Sivasi Şube elemanları törene katılanların resinlerini çekmişlerdir.

Boran yoldaş İstanbul'da yapılan ve 25000 kişinin katıldığı bir törenle ~~tu~~ toprağa verildi.

KÜRT HALKININ DOSTU BORAN!

Behice Boran Kürt halkının yakın bir dostuydu. Sürekli bir biçimde onun varlığını savunmuş ve Türkiye Kürdistan'ında işlenen her türlü baskıya karşı sesini yükseltmiştir.

Boran 1965 yılında TİP yöneticisi olarak Türkiye Kürdistan'ının bir ilinden, ~~xx~~ Urfa'dan milletvekili seçilerek parlamentoya girdi. Milletvekilliği boyunca T. Kürdistan'ına giderek Kürt halkının uğradığı baskı ve kumando zulmüne tanık oldu ve ona karşı mücadele etti. Bu baskıları defalarca parlamento kürsüsünde, Radyoda, yazılarında ve konuşmalarında dile getirdi.

Türkiye tarihinde ilk kez yasal bir parti Kürt halkı üzerindeki baskı ve zorbalıklara karşı çıkıyor, Kürt halkının ~~xxx~~ varlığının kabul edildiği kongre kararları arasında yer alıyor. Bu da, Boran yoldaşın Genel Başkanlığa seçildiği TİP 4. büyük kongresinde Kürt halkının varlığının kabul edilmesi gerçeğidir. Boran yoldaş bu kongredeki konuşmasında şöyle diyor:

"Bugün kimsenin inkar edemeyeceği bir gerçek şudurki Türkiye'nin doğu ve Güney doğusunda sakin halkın büyük çoğunluğu Kürttür. Gerisi Arap asıllıdır. Bunu devlet istatistikleri belidlemektedir. Devletin resmi ~~xxxx~~ istatistiklerine göre doğu ve güney doğuda Kürtçe konuşan yurttaşlarımızın sayısı ~~xxx~~ milyonlara varmış ~~saxx~~ bu bir halktır. Binasandeyh Türkiye'de bir Kürt halkı vardır. Zaten tarihe bakıldığı zamanda tarihin geçmiş ... bu güne kadar süregelen bir Kürt halkının varlığı görülür."

B. Boran Kürt halkının haklarını, ulusal demokratik istemlerini yaşamının sonuna kadar kararlılıkla savunmuştur. 12 Mart döneminde 15 yıl ağır hapis

cezasına çarptırılması ve TİP'nin kapatılması onun bu zabıt enternasyonalist tutumunu etkileyemedi.

Türkiye mahkemelerinin tutumları B. Boran yoldaşın Kürt halkımızın ve ulusal demokratik haklarının savunucusu olduğuna şimdiye kadar tanıklık etmektedir.

Haydar Kutlu yoldaşla Bürüksel'de yaptığı basın toplantısında da, ölümünden bir kaç gün önce Türkiye'deki Kürt sorununun barışçıl, adil ve demokratik çözümünün yaşamsal önemini bütün basın mensuplarına belirtmiştir."

" KUTLU VE SARGIN'IN TÜRKİYE'YE DÖNÜŞÜ VE FAŞİST YÖNETİMLER TARAFINDAN TUTUKLANMALARI!

TKP ve TİP PK'leri Boran yoldaşın ölümü üzerine bir açıklama yayınladılar. Açıklamada: " Onunla birlikte başlayan ve tamamlanan her iki partinin TBKP olarak birleşmesi çalışmalarını en kısa zamanda ortak kongreyle noktalayacaklardır. Yine iki parti Türkiye'li komünistleri birleştirme görevini yerine getireceklerdir."

Ayrıca iki partinin yönetimi, TBKP'ni yasal olarak kurma ve legal çalışmayı başlatabilmek için TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. S Sargin'ı politik sığınmacı olarak buldukları sürgünden Türkiye'ye dönmekle görevlendirmiştir. Bu, iki genel sekreterin yaşamlarını tehdit eden tehlikeleri gözönünde bulundurarak alınmıştır. İki Genel Sekreter, Türkiye'deki antidemokratik despot yönetime ve komünist hareketin çalışmasını yasaklayan yasalara karşı dönme hazırlıkları içerisinde olduklarını ilan ettiler. Bu da, faşist cuntanın ilerici güçlere politik çalışma olanaklarına izin vermeye zorlamanın olanaklı olduğunu vurgulayarak gerçekleşmektedir.

İki partinin ortak açıklamasında; "çağdaş ve uygar bir biçimde değişik politik akımların bir arada yaşayabileceği yeni bir politik kültür oluşturulabilir." denmektedir.

Kutlu ve Sargin 16-II-1987'de Türkiye'ye döndüler. Ancak havaalanına varır varmaz antidemokratik bir tarzda tutuklandılar. Bu da, kendileriyle birlikte gelen otuz kadar yabancı heyetin önünde gerçekleşti. Bu heyet, Avrupa parlamentosu üyeleri, hukukçu ve gazetecilerden oluşuyordu. Kutlu ve Sargin' a ziyaretlerde yasaklandı.

Bundan sonra bu iki liderle dayanışma eylemleri yurtiçinde ve dışında yükselmeye başladı.

Evet bu olay Türkiye'de demokrasinin bir göstergesi olarak gösterilmek istenen seçimlerden kısa bir zaman önce gerçekleşti.

Kutlu ve Sargin'in tutuklanmalarından buyana içerde ve dışarda serbest bırakılmaları için geniş bir kampanya sürdürülmektedir. İçerde 500 Avukat savunmaya hazır olduklarını açıkladılar. Türkiye yönetimi üzerindeki kitlesel baskı Kutlu ve Sargin'in serbest bırakılmaları için yükselmektedir.

Dışardaki ilk adımlar Avrupa parlamentosu tarafından, sosyalist ve komünist parlamenterlerin girişimleriyle gerçekleştirildi. Tutuklu bulunan bu iki komünist liderle ilerici demokrasi güçlerinin dayanışması bölgede ve dünyada artmaktadır."

Kürdistan Demokratik Halk Partisi Yayın Organı KEHEL AL SHAB

Sayı: 27-28 Aralık sonları 1987. Sayfa:12 ve 17.

"TÜRKİYE'Lİ İKİ KOMÜNİST LİDERİN SERBEST BIRAKILMASI İSTEMLERİ ARTMAK-
DADIR!

Kasım ortalarında TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargın, iki partinin birleşmesinden oluşan TBKP'ni yasal olarak kurmak için yurda döndüklerinde Ankara'ya varır varmaz Ankara hükümeti tarafından tutuklanmışlardır.

Bu iki lider Türkiye'ye dönerken kendilerine Avrupalı birçok parlamenter ve hukukçu eşlik etmekteydi.

TİP ve TKP MK'leri ortak bir bildiri yayınlayıp şunu belirttiler:

"Partilerimizin Genel Sekreterleri ülkemize dönmüşlerdir. Aldığımız haberler şunu gösteriyorki, hükümet demokratik istikrarın sağlanmasını amaçlayan bu hareketi polis yöntemleriyle kaba kuvvetle önlemeye çalışıyor. Nevarki hiç bir çaba Kutlu ve Sargın yoldaşların demokrasi eylemlerinin başarıya ulaşmasını önleyemez. Daha şimdiden partilerimizin yasal çalışma fikri hem ülkemizde hemde dünyada geniş bir destek kazanmıştır.

Her iki parti dönüş kararlarını alırken bu belirtileri, Esenboğa'da ortaya çıkan risklerin bilincindeydi. Bu riskleri yapan sağ bir yönetimdir. Hak isteyenle hak kasbeden karşı karşıyadır."

Bildiri, komünist harekete karşı antidemokratik tedbirleri, terörü ve baskıyı ele aldı. Bütün Türkiye halkını ve yurtsever güçleri baskıya karşı özgürlüğü desteklemeye çağırdı.

Demokratik vicdan sahibi herkesin, Kutlu ve Sargın'ın serbest bırakılmaları için dayanışması gerekiyor.

Dünyadaki demokratik vicdan bu haklı istemi desteklemektedir.

İki komünist lider H. Kutlu ve N. Sargın'ın tutuklanması yurt ve dünya düzeyinde büyüyen bir kınama kampanyasıyla karşılaştı."

SAWT AL STIAWRA

Umman Halk Kurtuluş Cephesi Tarafından yayınlanan Dergi. Sayı:471

Kasım-Aralık 1987, Sayfa: 19

xxxxx

" HAYDAR KUTLU VE NİHAT SARGIN'A ÖZGÜRLÜK!

16-II-1987'de TKP Genel Sekreteri yoldaş H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri yoldaş Nihat Sargın 7 yıl süren zorunlu bir göçmen hayatından sonra Türkiye'ye döndüler. Dönüş, iki partinin TBKP adıyla birleşmesinden sonra oldu. Dönüş sırasında bu yoldaşlara Avrupa parlamentosundan bir çok parlamenter ve Avrupa ülkelerinden gazeteciler eşlik etmiştir. Havaalanında da, parlamenterler, Avukatlardan, işçilerden, edebiyatçılardan, gazetecilerden oluşan bir kitle karşıladı. Ancak Türkiye yönetimi buna karşın onları antidemokratik tarzda tutuklayarak cezaevine koydu.

İki komünist liderin hemen serbest bırakılması için dünyanın değişik bölgelerinde geniş bir dayanışma kampanyası sürmektedir. Ürdün Komünist Partisi, Irak Komünist Partisi, Dışardaki Mısırlı Yurtseverler Gurubu, Mısır Komünist Partisi, Bahreyn Ulusal Kurtuluş Cephesi, Iraklı Demokratik Gurup, Filistin Komünist Partisi, Filistin'in Kurtuluşu için Demokratik Cephe, Filistin'in Kurtuluşu için Halk Cephesi, Suidi Arabistan Komünist Partisi, Lübnan Komünist Partisi, Umman Halk Kurtuluş Cephesi, Suriye Komünist Partisi, Bahreyn

Halk Cephesi, Ürdün Mart Komiteleri, Kürdistan Demokratik Halk Partisi, Kürdistan Yurtseverler Birliği, Kürdistan Demokratik Partisi, Irak Kürdistan Sosyalist Partisi, Filistin Mücadele Cephesi, Filistin'in Kurtuluşu İçin Halk Cephesi-Genel Komutanlığı, Suriye Kürtleri Sosyalist Partisi, Filistin Kurtuluş Cephesi'nin temsilcileri aşağıdaki mektubu Türkiye Cumhurbaşkanlığına ve Başbakanlığına gönderdiler.

Biz ulusal kurtuluş güçleri olarak TKP MK Genel sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargın'ın 16 Kasım 1987 tarihinde kendi tabii haklarını kullanarak Türkiye'ye döndüklerini ve dönüş sırasında tutuklandıkları, ayrıca polis tarafından demokratik olmayan bir tarzda gözaltına alındıklarını öğrendik.

Demokratik olmayan ve insan hakları prensiplerini çiğneyen bu girişimi ve onların kendi Avukatlarıyla görüşürülmemelerini protesto ediyor, H. Kutlu ve N. Sargın'ın serbest bırakılmalarını, onların kendi demokratik ve doğal hakları olan politik faaliyet gösterebilme serbestilerinin tanınmasını istiyoruz.

AL JAMAHAH

Ürdün Komünist Partisi Yayın Organı.

Yıl: 40, Sayı I, Ocak ortaları 1988

Kıbrıs AKEL Partisiyle Umman Halk Kurtuluş Cephesi yayınladıkları 24-I-19-88 tarihli ortak bildiride Türkiye'yle ilgili olarak şöyle diyorlar:

"Heyetlerin ikisi; gerici yayılmacı, ABD'nin bölgedeki jandarmalık rolünü oynayan, Kürt halkına baskı yapan, bizzat Türk halkının insan haklarını çiğneyen Türkiye yönetimini kınayıp, Türkiye'li iki komünist lider Haydar Kutlu, Nihat Sargın ve Türkiye'deki bütün politik hükümlülerin serbest bırakılmasını insan haklarına saygı gösterilmesini istemektedirler."

" POLİTİK LİDERLERİN HAPSEDİLMESİ!

Yasaklı tutulan TİP ve TKP'nin tanınmış liderleri H. Kutlu ve N. Sargın, zorunlu göçmen olarak yaşadıkları yurtdışından Ülkelerine dönmüşlerdir. 16 Kasım'da ülkeye dönen bu insanlar hemen antidemokratik tazda yakalanarak tutuklandılar.

43 yaşında olan TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve 61 yaşındaki TİP Genel Sekreteri DR.N. Sargın Ankara polis karargahına götürüldüler. Üç hafta boyunca tek kişilik hücrelere koyuldular. Bir çok suçlama arasında "gizli örgüt liderliği" suçlaması da yöneltildi.

Sözü edilen iki partiye üye olduğu gerekçesiyle 1980'den sonra bir çok vatantaş tutuklandı. 28 Ekim'de Ankara'daki askeri temyiz mahkemesi 16 yıla kadar varan 104 tutuklu hakkında verilen cezaları sabitleştirdi.

Karar tarihinin bir kaç gün öncesinde sözü edilen partiler TBKP'si adında birleştiler.

İki lider Türkiye'ye komünist çalışmaların bir parçası olarak döndüler. Diğer politik parti liderleri de dönme istemlerini ilan etmişlerdi. Ancak bunlar larda bulunan yasalar koşullarında tutuklanma tehlikesiyle karşı karşıyadırlar.

Cumhurbaşkanı Kenan Evren ve Başbakan Turgut Özal komünist çalışmanın yasal olabilmesi için zamanın erken olduğunu ilan ettiler. Başbakan bununla ilgili yasanın değiştirilmesi en az beş yılı içericektir dedi.

Uluslararası Af Örgütü H. Kutlu ve Dr. N. Sargın'ın kayıtsız şartsız ola-

rak serbest bırakılmasını istedi. Örgütün elde ettiği bilgilere göre iki lider, veya partilerinin hiç birisi şiddeti kulmadığına veya kullanmaya çağırmadığına işaret etmektedir. Örgüt, bu insanların politik görüşlerinden dolayı tutuklanmalarına karşı çıkmıştır."

Uluslararası Af Örgütü Haber Bülten'i. Sayı: 8, Ocak 1988

(NOT: Ayrıca Bülten yoldaşların havaalanında tutuklanırken çekilen bir fotoğraflarını yayınladı ve altında şu ibareyi yazdı.

"Dr. N. Sargın ve H. Kutlu havaalanında tutuklandıklarının ilk haftasında kendilerine işkence yapıldığını Avukatlarına söylediler." (X))

"TÜRKİYE'Lİ KOMÜNİSTLERLE DAYANIŞMA!

Filistin Komünist Partisi MK'si, TC Cumhurbaşkanı Kenan Evren ve Başbakan Turgut Özal'a TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargın'ın, Türkiye'li komünistlerin yasal çalışmasını dayatmak, iki partinin birlik için pratik adımlar üzerinde anlaşmalarından sonra birlik kongresini toplamak için kaldıkları zorunlu sürgünden ülkelerine döner dönmez tutuklanmaları nedeniyle iki protesto telgrafı gönderdi.

Türkiye'deki yönetimlerin, iki yoldaşı döner dönmez tutuklaması uluslararası bir protesto kampanyasına ve Türkiye'li komünistlerle dayanışmaya yol açtı. Bu kampanya şimdiye kadar tutuklu bulduklarının serbest bırakılması ve Türkiye'de demokratik özgürlüklerin serbest bırakılması için genişlemektedir.

Burda ilginç olanlardan biride, yönetimin Kutlu ve Sargın'ı savunan Avukatları da tutuklamasıdır. Bu da, Türkiye'de insan hak ve özgürlüklerinin tehlikesinin arttığını göstermektedir."

SAWT AL WATAN

Filistin Komünist Partisi Dış Büro'su
Yayını. Sayı: 63, Kasım sonları 1987
Sayfa 3.

NOT: Bunlar bölge basınında yer alan yarıların özü. Diğer yarılarında çeviri çevirisini yaparak sizlere göndereceğiz.



الرفاق الأتباع واليهود كركلو وشهار ساكبين

بكل محبة ورفق في كتابكم هذا الرسالة التي تحمى في طبقاتها

مدى حقكم واطمئنانكم بالثبات

لقد تابعنا أخباركم وطمأنكم إلى وقتكم وكل شوق وسندي

هذه إلى الانتظار حتى نرى في أنفسنا أن الحقم برحلة

مسايلة إلى وطني ما طين المنهج يدرج تحت غير الأستعمار

العصري في الما صفة

وختامنا لكم أعظم تحية وأحد الأمانتكم بالسلام

التمام في وقتكم

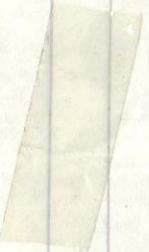
مع رجائي أن يبعثوا إليكم ويركم ~~متضمنة~~ توفيقكم

واللهم ادركواكم بركاتكم

العصر الاستعماري

الآن في ١٩٧٤م

لو



TÜRKİYE SOSYAL TARASTIRMA VE ARAŞTIRMA MERKEZİ

UYGAR DÜNYAMIZLA YENİ BAĞ KURAN, BARİŞ VE ÖZGÜRLÜK İSTEYEN BİR FİLİSTİN ÇOCUĞU!

Bebası ile TKP Genel Sekreteri H. Kutlu ve TİP Genel Sekreteri N. Sargın'ın durumları ve bu iki yurtsevere karşı uygulanan insanlık dışı yöntemler üzerine konuşuyoruz. Çocuk merakla irkiliyor ve bizi dinliyor. Bizim konuşmamız bitmeden annesinin kucağına fırlayarak onun aracılığıyla Kutlu ve Sargın'ın son durumlarını, onların çıkıp çıkmadığını soruyor. Bizim bu iki liderle yaptıkları anlatıp hala tutuklu bulduklarını söylememiz üzerine hemen kendi yaşamı, siyonist uygulamalarla Kutlu ve Sargın'ın durumu arasında bir bağ duyusuna dayanarak bağ kuruyor. Ve Kutlu ve Sargın'a mektup yazmak istediğini ve bizim bu mektubunu iletmemizi talep ediyor. Biz bu acı ve çileler içinde büyüyen, barış, demokrasi ve özgürlük isteyen filistin çocuğunun isteğini memnuniyetle kabul ediyoruz.

Bu özgürlük isteyen Filistin çocuğu mektubunda şöyle diyor:

"Sevgili yoldaşlar H. Kutlu ve N. Sargın; I9-3-1988

İçerisinde sizlere olan sevgimi, başarı dileklerimi taşıyan bu mektubumu bütün sevgi ve sevincimle yazıyorum.

Ülkenize olan yolculuğunuzu büyük bir sevk ve ilgiyle izledim. Bu da beni, yurdunuzda yaşam hakkını düşünmeye itti. Buna benzer bir yolculuğu da, gasp edici siyonist yönetimin boyunduruğunda bulunan ülkem Filistin'e yapmayı temenni ettim

Son olarak sizlere en büyük taktirimi, ülkenizde tam barış için olan en sıcak umutlarımı sunarım.

İmzalarınızı taşıyan fotoğraflarınızı göndermenizi sizlerden rica ediyorum. Vatandaşınız Türkiye için sağolasınız.

Yaş: 10 yıl

Luna UREYFAT

Filistin Çocuğu

(İmza) "

NOT: Bu mektuba yayınlanma imkanı sağlanmasında yarar görüyoruz. Ayrıca buna deha uygun bir giriş yazısı konabilir.

26 Mart 1988

İhsan YILMAZ

NOT: Bu mektupta dile getirilen istek yerine getirilebilirse oldukça yararlı olur. Buna bizim yapmamız olarsınız.

İ. Yılmaz

Ortadoğu'dan ulusal kurtuluş hareketlerinin dayanışma mesajı

Türkiye Cumhurbaşkanlığına, Başbakanlığa,

Biz ulusal kurtuluş güçleri olarak Türkiye Komünist Partisi Merkez Komitesi Genel Sekreteri Haydar Kutlu ve Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri Nihat Sargın'ın 16 Kasım 1987 tarihinde kendi tabii haklarını kullanarak Türkiye'ye döndüklerini ve dönüş sırasında tutuklandıkları, ayrıca polis tarafından demokratik olmayan bir tarzda gözaltına alındıklarını öğrendik.

Demokratik olmayan ve insan hakları prensiplerini çiğneyen bu girişimi ve onların kendi avukatlarıyla görüştürülmelerini protesto ediyor, Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın serbest bırakılmalarını, onların kendi demokratik ve doğal hakları olan politik faaliyet gösterebilmeleri serbestilerinin tanınmasını istiyoruz.

Ürdün Komünist Partisi, Irak Komünist Partisi, Dışındaki Mısırlı Yurtseverler Grubu, Mısır Komünist Partisi, Bahreyn Ulusal Kurtuluş Cephesi, Iraklı Demokratik Grup, Filistin Komünist Partisi, Filistin'in Kurtuluşu İçin Demokratik Cephe, Ürdün'deki Demokratik Cephe Örgütü, Filistin'in Kurtuluşu İçin Halk Cephesi, Ürdün'deki Halk Cephesi Örgütü, Ürdün Sosyalist Azar Komitesi, Suudi Arabistan Komünist Partisi, Lübnan Komünist Partisi, Umman Halk Kurtuluş Cephesi, Suriye Komünist Partisi, Irak Kürdistanı Yurtseverler Birliği, Bahreyn Halk Cephesi, Suriye Kürtleri Sosyalist Partisi, Filistin Kurtuluşu İçin Halk Genel Komutanlığı, Filistin Halk Mücadele Cephesi, Irak Sosyalist Partisi, Irak Kürdistan Demokrat Partisi, Irak Kürdistan Demokrat Halk Partisi, Filistin Kurtuluş Cephesi.

16.11.1987-Ankara



ODYSI

Organization of Democratic Youth and Students of Iran

An den
Botschafter der Republik der Türkei
Utestr. 47
5300 Bonn 2

24.11.1987

Sehr geehrter Herrn Botschafter

Mit Besturtzung haben wir von der Verhaftung des Generalsekretärs der Kommunistischen Partei der Türkei Haydar Kutlu und des Generalsekretärs der Arbeiterpartei der Türkei Nihat Sargin bei der Ankunft in Flughafen von Ankara erfahren. Die Nachricht über den Herzanfall Haydar Kutlus hat uns zutiefst über den Gesundheitszustand der Inhaftierten besorgt.

Bitte überbringen Sie Ihrer Regierung unseren dringenden Appell, Haydar Kutlu und Nihat Sargin sowie die anderen Inhaftierten Demokraten freizulassen.

In der Hoffnung auf baldige Freilassung der Inhaftierten verbleiben wir;
Hochachtungsvoll

Organisation der Demokratischen Studenten und Jugend Irans in der BRD

Kopie: BEM-Pressenzentrale Einheit

ODYSI

Winfried - Markgrafenstr. 13, 6000 Frankfurt 90 - BRD

Türkey ANKARA

President Kenaan Evren

We are informed that comrade Haydar KUTLU General Secretary of the Communist Parti of Turkey and Nihat SARGIN General Sekretary of the Workers party Were arrested and imprisoned after their return to their motherland to practice their national rights.

We demand the immediate release of comrade Kutlu and Sargin.

Ş AM, 26-II-1987

Khaled Bagdash
General Sekretary of the
Syrian Communist Party

Türkiye Komünist Partisi Genel Sekreteri yoldaş Haydar KUTLU ve Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri yoldaş Nihat SARGIN'ın doğal haklarını kullanmak üzere ülke topraklarına vardıkları zaman tutuklandıklarını öğrenmiş bulunuyoruz.

Haydar KUTLU ve Nihat SARGIN yoldaşların hemen serbest bırakılmalarını talep ediyoruz.

Ş AM, 26-II-1987

Halit Bekdaş
Suriye Komünist Partisi
Genel Sekreteri

NOT: Bu teyraf terviyege jandekob. Bu gibi bulgala
ni genetik elavak jandekomege salazmaçer

Buzam dibiçigle

29-11-1987

Sait Salak

Şam

Ortadoęu'daki 25 örgütün Cumhurbaşkanı'na ve Bařbakan'a
gönderdięi mesajı KUK-SE de imzaladı.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŐTIRMALARI VAKFI
TÜSTAV

16.11.1987-Ankara

Türkiye Cumhurbaşkanlığına, Başbakanlığa

Biz ulusal kurtuluş güçleri olarak Türkiye Komünist Partisi Merkez Komitesi Genel Sekreteri Haydar Kutlu ve Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri Nihat Sargın'ın 16 Kasım 1987 tarihinde kendi tabii haklarını kullanarak Türkiye'ye döndüklerini ve dönüş sırasında tutuldukları, ayrıca polis tarafından demokratik olmayan bir tarzda gözaltına alındıklarını öğrendik.

Demokratik olmayan ve insan hakları prensiplerini çiğneyen bu girişimi ve onların kendi avukatlarıyla görüştürülmemelerini protesto ediyor, Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın serbest bırakılmalarını, onların kendi demokratik ve doğal hakları olan politik faaliyet gösterebilme serbestilerinin tanınmasını istiyoruz.

✓ Ürdün KP.

✓ Irak KP.

Dışarıdaki Mısırlı Yurtseverler Grubu

✓ Mısır KP.

Bahreyn Ulusal Kurtuluş Cephesi

Iraklı Demokratik Grup

✓ Filistin KP.

Filistin'in Kurtuluşu için Demokratik Cephe

Ürdün'deki Demokratik Cephe Örgütü

Filistin'in Kurtuluşu için Halk Cephesi

Ürdün'deki Halk Cephesi Örgütü

Ürdün Sosyalist Azar Komitesi

✓ Suudi Arabistan KP.

✓ Lübnan KP.

Umman Halk Kurtuluş Cephesi

✓ Suriye KP.

Irak Kürdistanı Yurtseverler Birliği

Bahreyn Halk Cephesi

Suriye Kürtleri Sosyalist Partisi

Filistin Kurtuluşu için Halk Genel Komutanlığı

Filistin Halk Mücadele Cephesi

Irak Sosyalist Partisi

Irak Kürdistan Demokrat Partisi

Irak Kürdistan Demokrat Halk Partisi

Filistin Kurtuluş Cephesi



Tudeh Partei Iran (Sek. BRD)

22. November 1987

An die Pressezentrale Einheit

Liebe Genossen;

Wir möchten hiermit unsere scharfe Verurteilung zur der Verhaftung des Generalsekretär der Kommunistischen Partei der Türkei Genosse HAYDAR KUTLU und des Generalsekretär der Arbeiter-Partei der Türkei Genosse NIHAT SARGIN, durch die reaktionäre Herrschenden der Türkei zum Ausdruck bringen.

Wir sind davon überzeugt, daß die Kräfte des Friedens, Fortschritts und Sozialismus der Türkei mit ihren mutigen Schritten die herrschenden Reaktionäre in Knie zwingen und ihrem Recht erwerben werden.

Liebe Genossen;

Wir drücken herzlich Euren Händen für die Verwirklichung des neuen Parteiprogramms der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei, und fordern, daß:

- die beiden Kämpfer der Demokratie und des Fortschritts Heydar KUTLU und Nihat SARGIN und die anderen inhaftierten Demokraten müssen sofort freigelassen werden;
- der Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei muß das Recht zur einen legalen Tätigkeit gewährt werden.

Mit kommunistischen Grüßen

Organisation der Tudeh Partei Irans in der BRD

87-12-21 12:32
Speicher-Verzeichnis
389
Suchend

8094 Freie Zeichen

Nachricht Titel
389 hukümet

Art
P

87-12-21 12:32
Nachricht 389 Titel : hukümet

hukümet belli oldu

ankara 21.12.1987(bem) - turgut ozal tarafından 2. kez kurulan hukümetin uyeleri belli oldu.basbakan ozal ile birlikte 25 kiseden oluşan yeni bakanlar kurulunda 14 eski bakan yeniden görev aldı. basbakan ozal kardesi bozkurt yusuf ozal'i da devlet bakani olarak görevlendirildi.

hukümette, anap genel baskan yarımcisi mehmet kececiler yer alamazken, genel baskan yardımcilarından bulent akarcali ve fahrettin kurt bakanlar kuruluna girdi. yeni hukümetin calisma bakanligi görevi de isveren sendikalarında calismalariyla one cikan imren aykut'a verildi.

2. ozal hukümetinde su isimler yeraldi:

basbakan :turgut ozal ✓
basbakan yarımcisi :kaya erdem ✓
devlet bakani :kazim oksay ✓ bnci
" " :abdullah tenekeli ✓
" " :veysel atasoy ✓ mhp
" " :ali bozer ✓
" " :yusuf bozkurt ozal ✓ Dmc
" " :adnan kahveci. ✓
" " :mehmet yazar ✓
" " :cemil cicek ✓
" " :nihat kitapci ✓
" " :oltan sungurlu ✓
" " :ercan vurulhan ✓
" " :mustafa kalemlii ✓
" " :mesut yilmaz ✓
" " :ahmet kurtcebe alptemucin ✓
" " :hasan celal guzel ✓
" " :isafa giray ✓
" " :bulent akarcali ✓
" " :ekrem pakdemirli ✓ Dmc
" " :b. husnu dogan ✓ Akab
" " :imren aykut ✓
" " :isukru yuzur ✓
" " :fahrettin kurt ✓
" " :mustafa tinaz titiz ✓

İSV:Senar

TOBB edit.
1987

İSV:Senar

RESMİ İSİMLERİN KAYITLI VE KAYITLI OLMAYAN KULLANIMI VE SAHİPLİK HAKLARI
SOSYAL TÜRÜSTAN
KARASTIRMA VAKFI

- 1 -

2.2.1988

BEM aracılığıyla Türkiye Postası'na,

Değerli Arkadaşlar,

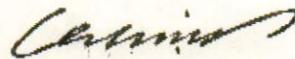
22 Ocak günü uluslararası radyolardan büyük bir coşkuyla öğrendiğimiz ve bu sabah "Türkiye Postası" gazetemizde tam metnini okuduğumuz; Aziz Nesin, Vedat Türkali, Emil G. Sandalca, Behir Yıldız ve Demirtaş Ceyhan'ın açmış oldukları "İMZA KAMPANYASI" na "AYDINLAR ÇAĞIRISI" na, Avustralya'dan biz aşağıda isimleri bulunan kişiler olarak destek veriyoruz ve bu imza kampanyasını burada da yaygınlaştırıyoruz.

- Muammer Toprakçı - İzmir TÖB-DER Şube başkanı
 Mehmet Fazlılar - Yüksek Makina Mühendisi
 Ali Ulutaş - Öğretmen ✓
 Nuran Toprakçı - Öğretmen ✓
 Ziynet Keskin - Sosyal Uzman ✓
 Güngör Coşkun - Öğretmen ✓
 Rıza Çolpan - Sendikacı ✓
 Mahmut Onay - Sosyal görevli ✓
 Bayram Özen - ekonomist ✓
 Durcan Özen - Türkiye'de İlerici Kadınlar Derneği başkanı ✓
 Aslan Aslan - sendikacı ✓
 Özdemir Işın - emekli işçi ✓
 Sema Yılmaz - doktor ✓
 Kenan Öztürk - iktisatçı - gazeteci ✓
 Suat Yılmaz - Yüksek Mühendis ✓
 Tahsin Babacan - eğitimci ✓
 Aşır Aslan - Avustralya Türkmenler Kültür Derneği başkanı
 Alperhan Babacan - müzisyen - siyaset bilimci

Adres

202/106 Elizabeth St.
 Richmond, Vic. 3121
 Australia

Selamlar



Kenan Öztürk

-2-

2.2.1988

BEM aracılığıyla Türkiye Postası yarı kurulu üyesi
Sayın Yücel Feyzioğlu'na,

Değerli Ağabey,

Uzaklıktan kaynaklanan aksaklıkları ve kurgulukları artık gidermeliyiz. Bu nedenle diğer mesajımızın gazetedeki tüm isimlerle yayınlaması bizim için çok önemlidir.

Ayrıca bundan böyle aydın, bilim adamı vb. düzeyde yapılacak açıklamalarda aşağıdaki isimlerin de Avustralya'dan eklenmesi için size yetki veriyoruz.

- 1- Muammer Toprakçı - İzmir Töb-Der Şube başkanı
- 2- Bayram Özen - ekonomist
- 3- Aslan Aslan - sendikacı
- 4- Tahsin Babacan - eğitimci

Adres

202/106 Elizabeth St.
Richmond, Vic. 3121
Australia

Selamlar

Kenan Öztürk

Kenan Öztürk

Türkei: Özals Buhlen um Stimmen von Links scheiterte

Eigenbericht der „Presse“ von ANDREAS SCHWARZ

WIEN/ANKARA. Knapp zehn Tage vor den vorgezogenen Parlamentswahlen in der Türkei, an denen sich auch die bis vor zwei Monaten mit einem Politik-Verbot belegten Ex-Premiers Demirel und Ecevit beteiligen, scheint der Sieg der regierenden Mutterlandspartei Turgut Özals ungefährdet. Der Plan des Ministerpräsidenten, die Mehrheit mit auf Seiten der gemäßigten Linken gefischten Stimmen noch zu vergrößern, ist aber gescheitert: Am Montag wurden zwei heimgekehrte Kommunistenführer verhaftet.

Die Affäre hatte Özal in eine Zwickmühle gebracht. Kommunistische Parteien sind seit der Staatsgründung verboten. Umso überraschender kamen zuletzt Andeutungen Özals, einschlägige Strafbestimmungen könnten möglicherweise aufgehoben und das Kommunisten-Verbot damit zur Diskussion gestellt werden.

Özal erhoffte sich dadurch (mit Blickrichtung EG) ein weiter verbessertes Demokratie-Image und erntete Beifall in Kreisen der türkischen Linken. Doch just dieser Tage gaben der exilierte Kommunistenführer Haydar Kutlu in Berlin und der Generalsekretär der verbotenen Arbeiterpartei, Nihat Sargin, in Brüssel ihre Rückkehr in die Türkei und die Gründung einer vereinigten kommunistischen Partei bekannt.

Um jetzt nicht Stimmen aus dem rechten Lager an seinen schärfsten Rivalen, Sulyeman Demirel, zu verlieren, blieb Özal nur, die (verfassungs- und gesetzeskonforme) Verhaftung der beiden Politiker anzuordnen. Das taktische Buhlen um linke Stimmen ist damit gescheitert. Aber auch bisher „sichere“ Stimmen könnten Özal, weil das Thema Kommunisten überhaupt angeschnitten worden ist, verloren gehen.

Die Presse - Günlük liberal - ultrafanatiker gazete !

Mittwoch, 18. November 1987

AZ / Tagblatt

Türkei: Linke Parteiführer festgenommen

Exilheimkehrer — vom Flugplatz ins Gefängnis

Ankara (afp, apa). Der Generalsekretär der Türkischen Kommunistischen Partei, Haydar Kutlu, und der Generalsekretär der Türkischen Arbeiterpartei, Nihat Sargin, sind bei ihrer angekündigten und mit Spannung erwarteten Rückkehr aus siebenjährigem Exil in Westdeutschland im Flughafen von Ankara festgenommen und sofort in das Polizeihauptquartier der türkischen Hauptstadt gebracht worden.

Die beiden Parteiführer waren an Bord einer Kursmaschine der Luft-hansa von einer Gruppe westeuropäischer EG-Parlamentarier, Richter und Journalisten begleitet worden. Sie waren mit dem erklärten Ziel heimgekehrt, das legale Wirken der durch den Zusammenschluß ihrer Parteien zu bildenden „Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei“ vorzubereiten und damit „einen maximalen Beitrag zum Prozeß der Demokratisierung“ in ihrem Land zu leisten.

Die türkische KP arbeitet seit ihrer 1922 erfolgten Gründung im Untergrund; die 1961 von linken Gewerkschaftern gegründete Arbeiterpartei ist seit dem Militärputsch vom September 1980 verboten.

Die Artikel 141 und 142 des türkischen Strafgesetzbuches aus den

dreißiger Jahren, deren Schöpfer sich an italienischen Bestimmungen der Mussolini-Ära orientierten, verbieten jede kommunistische Propaganda und Parteigründung.

Ministerpräsident Turgut Özal hatte die Rückkehr von Kutlu und Sargin als „Teil einer Verschwörung“ bezeichnet, die die Rechtmäßigkeit der Parlamentswahlen am 29. November in Frage stellen wolle.

Einflußreiche Kreise der regierenden ANAP-Partei um Özal hatten sich in jüngster Zeit bemüht, den EG-Kriterien hinsichtlich der Betätigungsfreiheit kommunistischer Parteien entgegenzukommen und auf eine Legalisierung kommunistischer Parteien hinzuwirken. Dies hatte heftige Angriffe rechtsgerichteter Kräfte gegen den Regierungschef zur Folge.

Dienstag, 24. November 1987

Verhaftungen in der Türkei

Bezugnehmend auf die Nachrichten in der Ausgabe Ihrer Zeitung vom 18. November 1987 betreffend die Mitglieder der illegalen „Türkischen Kommunistischen Partei“ und der illegalen „Türkischen Arbeiterpartei“ möchten wir Ihnen folgendes zur Kenntnis bringen:

Das türkische Rechtssystem verbietet seit der Proklamation der Republik die Gründung kommunistischer oder fundamentalistischer und faschistischer politischer Parteien. Daher wurde in der Türkei nie eine legale Kommunistische Partei gegründet. Die Organisation, die sich im Ausland als TKP vorstellt, ist gemäß den türkischen Gesetzen eine illegale Organisation. Die in den

sechziger Jahren gegründete Türkische Arbeiterpartei wurde im Jahre 1971 wegen Betreibung kommunistischer Propaganda und wegen Verletzung der Verfassung kraft eines Beschlusses des Verfassungsgerichtshofes aufgelöst. In demselben Jahr löste der Verfassungsgerichtshof auch jene Partei auf, die fundamentalistische Propaganda betrieben hat.

Die Entscheidung für eine Rückkehr von Herrn Kutlu und von Herrn Sargin in die Türkei just vor den Parlamentswahlen am 29. November hat das Ziel, auf die Parlamentswahlen einen Schatten zu werfen, und ist ein Teil der Bestrebungen, die Türkei von Westeuropa zu trennen.

Beide wurden bei ihren Ansuchen um die Rückkehr in die Türkei bei den zuständigen türkischen Generalkonsulaten davor gewarnt, daß sie bei der Ankunft wegen gegen sie eingeleiteter Ermittlungen in Untersuchungshaft genommen werden könnten.

Die Obengenannten wurden bei ihrer Ankunft in Ankara gemäß der türkischen Gesetzgebung im Rahmen der Vorbereitungsuntersuchung von der Polizei zur Vernehmung in Untersuchungshaft genommen. Während der Untersuchung werden sie mit ihren Rechtsanwälten sprechen können. Die zu unternehmenden Schritte nach der Untersuchung, sowie ob sie verhaftet werden oder nicht, liegen im Ermessen der unabhängigen Gerichte.

Die türkische Botschaft, Wien

Elektroschocks

ANKARA. Die bei ihrer Rückkehr aus siebenjährigem Exil im November in Ankara verhafteten Generalsekretäre der Türkischen Kommunistischen Partei und der Türkischen Arbeiterpartei, Haydar Kutlu und Nihat Sargin, sind nach Presseberichten vom Sonntag unter anderem mit Elektroschocks gefoltert worden. In einem Schreiben an die Staatsanwaltschaft schilderten sie detailliert die Folterungen und forderten eine Bestrafung der Beamten, die sie verhört hatten.

Kutlu wurde nach seinen Angaben gezwungen, mit verbundenen Augen und nach hinten gefesselten Handgelenken etwa zehn Tage auf einem Stuhl zu sitzen. Die Polizeibeamten haben ihn am Schlafen gehindert, aus einem Schlauch mit kaltem Wasser übergossen und an Genitalien, Händen und Füßen Elektroschocks zugefügt.

Ähnliche Mißhandlungen schilderte auch Sargin. Beide gaben an, man habe ihnen regelmäßig Injektionen verabreicht, um ihren Willen zu brechen. Der Präsident der türkischen Menschenrechtskommission, Nezhat Helvaci, hat in der vergangenen Woche an das neugewählte Parlament in Ankara eine Petition mit mehr als 100.000 Unterschriften gerichtet. Derzeit befinden sich rund 53.000 Gefangene in 537 türkischen Gefängnissen. Seit dem Putsch von 1980 seien 170 Personen an Foltern gestorben und fünfzig hingerichtet worden.

Auch die SPÖ-Abgeordneten zum Nationalrat, Günther Dietrich und Waltraud Horvath, forderten am Montag die sofortige Freilassung der aus dem Exil zurückgekehrten kommunistischen Politiker. Wenn Demokratisierungsbestrebungen in der Türkei ernstgenommen werden sollten, sei eine Amnestie für alle politischen Gefangenen notwendig, ebenso wie die Abschaffung der Todesstrafe, die Zulassung aller politischen Parteien und eine Liberalisierung der Verfassung.

Dienstag, 15. Dezember 1987

AKTUELLE POLITIK



WIENER ZEITUNG 3

MITTWOCH, 18. November 1987

Aus dem Exil ins Gefängnis

Ankara — Der Generalsekretär der Türkischen Kommunistischen Partei, Haydar Kutlu, und der Generalsekretär der Türkischen Arbeiterpartei, Nihat Sargin, sind am Montag bei ihrer mit Spannung erwarteten Rückkehr aus siebenjährigem Exil in Westdeutschland im Flughafen von Ankara festgenommen und sofort in das Polizeihauptquartier gebracht worden.

Wie der Staatsanwalt des Staatssicherheitsgerichtshofes, Nusret Demiral, erklärte, werde jetzt geprüft, ob gegen die beiden Exilpolitiker Klage wegen „Bildung illegaler Organisationen im Ausland zur Untergrabung der Verfassungsordnung der Türkei“ erhoben würde. Es drohen ihnen 15jährige Gefängnisstrafen.

Staatspräsident Kenan Evren, der durch den Militärputsch vom September 1980 an die Macht kam, erklärte am Dienstag in Ankara, Kutlu und Sargin hätten mit ihrer Rückkehr kurz vor den Parlamentswahlen das Ziel verfolgt, Europa glauben zu machen, daß es keine Demokratie in der Türkei gebe. (AFP, APA)

Gegen die Folterung aus dem Exil heimgekehrter und sofort verhafteter türkischer Parteiführer haben sozialistische Nationalratsabgeordnete anlässlich der Neukonstituierung des türkischen Parlaments protestiert. Die Abgeordneten Günther Dietrich und Waltraud Horvath fordern die sofortige Freilassung der politischen Gefangenen Haydar Kutlu, Generalsekretär der türkischen Kommunistischen Partei, und Nihat Sargin, Generalsekretär der türkischen Arbeiterpartei, die von der Todesstrafe bedroht sind.

Wenn Demokratiebestrebungen in der Türkei ernstgenommen werden

Folterungen in der Türkei — SPÖ-Abgeordnete protestieren

sollten, sei eine Generalamnestie für alle politischen Gefangenen notwendig, ebenso die Abschaffung der Todesstrafe, die Zulassung aller politischen Parteien und die Liberalisierung der Verfassung und des Wahlrechtes, unterstrichen Horvath und Dietrich.

Mit einer klaren Absage an solche Forderungen, die auch von der

Europäischen Gemeinschaft erhoben wurden, hat der türkische Staatschef Kenan Evren am Montag in Ankara die neue Legislaturperiode der Nationalversammlung eröffnet.

Die gegenwärtigen Bedingungen ließen die Betätigungsfreiheit für „kommunistische, faschistische und religiöse Parteien“ nicht zu.

Die ultrareligiöse Anhängerschaft des ehemaligen Vizepremiers Erbakan und die neugegründete rechts-extreme Partei des Führers der berüchtigten „Grauen Wölfe“ waren jedoch zu den Wahlen zugelassen, aber an der Zehnprozenthürde gescheitert.

Der frühere Ministerpräsident Demirel verweigerte zusammen mit den anderen 58 Abgeordneten seiner konservativen „Partei des richtigen Weges“ dem Staatspräsidenten demonstrativ den Applaus. Demirel hatte ein Referendum über die Aufhebung des Kommunistenverbotes vorgeschlagen.



WIENER ZEITUNG 3

MITTWOCH, 16. Dezember 1987

AUSLAND

Türkei: Politiker gefoltert

Wien/Ankara — Gegen die Folterung zweier aus dem Exil heimgekehrter und sofort verhafteter türkischer Linkspolitiker haben sozialistische österreichische Nationalratsabgeordnete anlässlich der am Montag stattfindenden Konstituierung des neugewählten türkischen Parlaments protestiert. Die Abgeordneten Günther Dietrich und Waltraud Horvath fordern die sofortige Freilassung von Haydar Kutlu, Generalsekretär der Türkischen KP, und Nihat Sargin, Generalsekretär der Türkischen Arbeiterpartei, die von der Todesstrafe bedroht sind.

Seit dem Militärputsch 1980 wurden 250.000 Türken aus politischen Gründen inhaftiert, die meisten von ihnen gefoltert. 170 Menschen sind an den Folgen der Folter gestorben. Zur Zeit befinden sich noch 54.000 Menschen in Haft.

Wiener Zeitung — Avusturya hükümeti-
nin gınlükte yayın organı

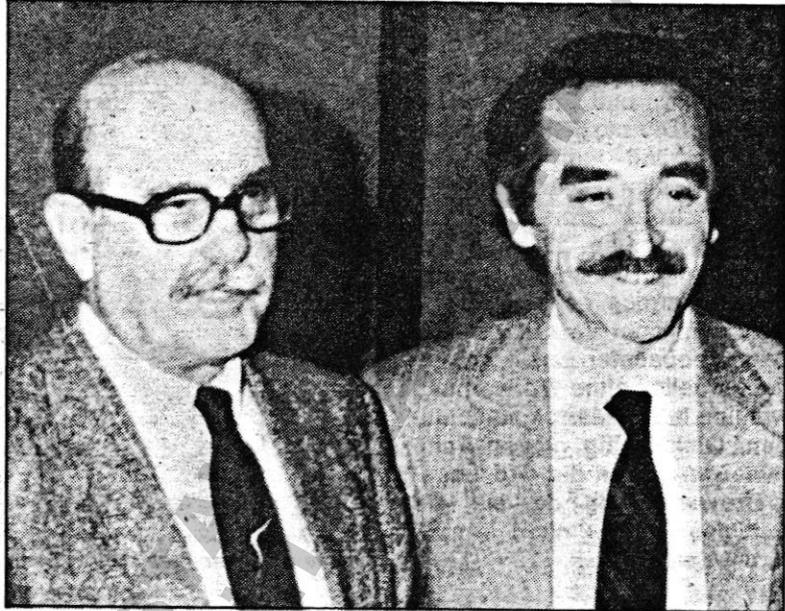
AZ — Avusturya Sosyalist Partisi (SPÖ)
merkez yayın organı, gün lük

AZ / Tagblatt

Dienstag, 15. Dezember 1987

Die bei ihrer Rückkehr aus siebenjährigem Exil im November in Ankara verhafteten Generalsekretäre der Türkischen Kommunistischen Partei und der Türkischen Arbeiterpartei, Haydar Kutlu und Nihat Sargin, sind während ihrer zweiwöchigen Polizeiverhöre gefoltert worden. In einem Schreiben an die Staatsanwaltschaft schilderten sie detailliert die Folterungen und forderten eine Bestrafung der Beamten, die sie verhört hatten. Die Verhaftung der beiden hatte schon eine Protestwelle in Westeuropa ausgelöst.

Kutlu wurde nach seinen Angaben gezwungen, mit verbundenen Augen und nach hinten gefesselten Handgelenken etwa zehn Tage auf einem Stuhl zu sitzen. Die Polizeibe-



Mit Elektroschocks traktiert: Nihat Sargin (l.), Haydar Kutlu (r.)

Heimgekehrte Linkspolitiker in der Türkei schwerst mißhandelt

amten hätten ihn am Schlafen gehindert, aus einem Schlauch mit kaltem Wasser übergossen und ihm an Genitalien, Händen und Füßen Elektroschocks zugefügt. Ähnliche Mißhandlungen schilderte laut Presseberichten auch Sargin. Beide gaben an, man habe ihnen regelmäßig Injektionen verabreicht, um ihren Willen zu brechen.

Der Staatssicherheitsgerichtshof hatte die beiden Politiker am 5. Dezember wegen „Verunglimpfung der Türkei im Ausland“, Beleidigung des Staatsoberhauptes sowie Verbreitung kommunistischer Propaganda und „Aufwiegelung zum Klassenkampf“ unter Anklage gestellt. Kutlu und Sargin droht nach einer Meldung der Nachrichtenagentur Anadolu Ajansi möglicherweise die Todesstrafe.

Die Artikel 141 und 142 des türkischen Strafgesetzbuches aus den

dreißiger Jahren, deren Schöpfer sich an italienischen Gesetzen der Mussolini-Ära orientiert hatten, verbieten jede kommunistische Propaganda und Parteigründung. Ministerpräsident Turgut Özal hatte die Rückkehr von Kutlu und Sargin als „Teil einer Verschwörung“ bezeichnet. Staatschef Kenan Evren, der durch den Militärputsch vom September 1980 an die Macht kam, hatte klargestellt, daß in der Türkei „derzeit kein Platz“ für eine marxistische Partei sei.

Kutlu und Sargin waren mit dem erklärten Ziel heimgekehrt, das legale Wirken ihrer zur „Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei“ zusammengeschlossenen Organisationen vorzubereiten und damit „einen maximalen Beitrag zum Prozeß der Demokratisierung“ in ihrem Land zu leisten.

Kutlu hatte unmittelbar vor seiner Heimkehr auf einer Pressekonferenz

in Westberlin dafür plädiert, daß die Türkei künftig eine „positive Rolle“ in der NATO spiele. Er hatte sich auch dafür ausgesprochen, das Kurdenproblem auf der Grundlage des Selbstbestimmungsrechts zu lösen. Die Kurden sind in der Türkei nicht als Volksgruppe anerkannt.

Das Europäische Parlament der EG-Staaten in Straßburg hat die sofortige Freilassung der beiden türkischen Linkspolitiker verlangt und sich in einer Resolution dafür ausgesprochen, daß „ihnen für die Zukunft die freie Ausübung der politischen Tätigkeit in ihrem Lande garantiert wird, um damit zur Herstellung des demokratischen Prozesses in der Türkei beizutragen“.

Derzeit befinden sich rund 53.000 Gefangene in 537 türkischen Gefängnissen. Seit dem Putsch von 1980 sind 170 Personen unter der Folter gestorben und 50 hingerichtet worden, erklärte Helvacı.

Zwei türkische Arbeiterführer kehrten zurück:

An der Gangway wartete die Polizei

ANKARA. Montag auf dem Flughafen Ankara: Eine Maschine der westdeutschen Fluggesellschaft Lufthansa rollt aus. An Bord der Maschine der Generalsekretär der Türkischen Kommunistischen Partei, Haydar Kutlu, und der Generalsekretär der Türkischen Arbeiterpartei, Nihat Sargin, die nach siebenjährigem Exil in Westdeutschland erstmals wieder Heimatboden betreten.

Begleitet werden die beiden Exilpolitiker von mehreren Mitgliedern des Europaparlaments, Rechtsanwälten und einem britischen Richter. Kaum haben Kutlu und Sargin die Gangway verlassen, werden sie von türkischen Polizeibeamten in Zivil festgenommen, in ein Auto verfrachtet und im Polizeihauptquartier der türkischen Hauptstadt abgeliefert. Weder die Parlamentarier des

Europaparlaments noch die Anwälte können das verhindern.

Der Staatsanwalt des Staatssicherheitsgerichtshofes gibt kurz darauf eine Erklärung ab. Jetzt werde geprüft, ob gegen die beiden Exilpolitiker Anklage wegen „Bildung illegaler Organisationen im Ausland zur Untergrabung der Verfassungsordnung der Türkei und Errichtung eines marxistisch-leninistischen Staates“ erhoben würde.

Sollte die Anklage Erfolg haben, drohen den Führern der beiden Arbeiterparteien Gefängnisstrafen bis zu der Höhe von 15 Jahren. Ziel der beiden Exilpolitiker ist es, nach dem Zusammenschluß ihrer beiden Parteien zu einer Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei, deren legales Wirken vorzubereiten und damit „einen maxi-

malen Beitrag zum Prozeß der Demokratisierung in unserem Lande zu leisten“.

Dienstag nahm auch Staatspräsident Evren, der 1980 durch einen Militärputsch an die Macht kam, zu der Rückkehr der beiden Politiker Stellung. Kutlu und Sargin verfolgten mit ihrer Rückkehr kurz vor der Parlamentswahl das Ziel, „Europa glauben zu machen, daß es in der Türkei keine Demokratie gebe“. Ihre Absicht sei es, ins Gefängnis zu kommen, „um sich als Helden präsentieren zu können“. Oberdemokrat Evren meinte weiter, daß es in der Türkei „derzeit keinen Platz für eine kommunistische Partei gibt“.

Die Festnahme der beiden Politiker hat nicht nur bei den Begleitern von Kutlu und Sargin Empörung ausgelöst.

Volks Stimme - Komunist Partisi merkez yayın organı - gürnlük

TÜRKİYE SOSYALİSTİK İŞÇİLER PARTİSİ HANİA VAKFI

amnesty international ist eine weltweite, von Regierungen, politischen Parteien, Wirtschaftsinteressen, Ideologien und Religionen unabhängige Menschenrechtsorganisation, die auf der Grundlage der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und anderer internationaler Abkommen handelt. amnesty international ist von der Unteilbarkeit und gegenseitigen Abhängigkeit aller Menschenrechte überzeugt. Durch die hier beschriebene praktische Arbeit beteiligt sich amnesty international innerhalb ihres Aufgabengebietes an der Förderung und dem Schutz der Menschenrechte im bürgerlichen, politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Bereich. amnesty international hat Menschenrechtsverletzungen durch zahlreiche Dokumentationen belegt. Das in dieser Publikation behandelte Land steht nur als Beispiel für viele Staaten dieser Erde, in denen ständig Menschenrechte verletzt werden.

Was tut amnesty international?

ai arbeitet für die Freilassung von gewaltlosen politischen Gefangenen, d.h. von Männern und Frauen, die irgendwo auf der Welt wegen ihrer Überzeugung, Hautfarbe, ethnischen Herkunft, Sprache, wegen ihres Glaubens oder ihres Geschlechts inhaftiert sind und Gewalt weder angewandt noch zu ihrer Anwendung aufgerufen haben;

ai setzt sich – unabhängig von der Gewaltfrage – zugunsten aller politischen Gefangenen für faire und zügige Gerichtsverfahren ein;

ai wendet sich in jedem Fall gegen Folter und Todesstrafe, gegen „Verschwindenlassen“ und extralegale Hinrichtungen;

ai versucht, die Abschiebung von Menschen in ihr Heimatland zu verhindern, wenn sie dort von der Inhaftierung als gewaltlose politische Gefangene, von Folter oder Todesstrafe bedroht sind. Sie hilft politisch Verfolgten, in einem anderen Land Schutz – etwa durch die Gewährung von politischem Asyl – zu finden;

ai spricht sich gegen den internationalen Transfer von Waffen, Ausrüstung und Know how für Militär, Polizei- und Sicherheitskräfte aus, wenn diese von den Empfängerländern dazu benutzt werden, gewaltlose politische Gefangene festzuhalten, Folter anzuwenden, die Todesstrafe oder extralegale Hinrichtungen zu vollstrecken;

ai schickt – soweit das möglich ist – eigene Missionen in Gefängnisse und Lager und setzt sich für die Beachtung der Mindestgrundsätze der Vereinten Nationen für die Behandlung von Gefangenen ein;

ai entsendet Beobachter zu politischen Prozessen;

ai leistet Beihilfe zum Lebensunterhalt von politischen Gefangenen und ihren Familienangehörigen;

ai übernimmt in Einzelfällen das Schulgeld der Kinder und trägt die Kosten für einen Rechtsanwalt oder für medizinische Betreuung.

Wir tun das, weil wir meinen, daß keine Ideologie die Inhaftierung und Folterung oder Tötung Andersdenkender rechtfertigen kann, und daß jeder Staat so beschaffen sein muß, daß seine Bürger abweichende Standpunkte einnehmen und vertreten können. Unsere Arbeit ist nur bei einer breiten Unterstützung durch die Öffentlichkeit möglich. Wie Sie uns unterstützen können, können Sie den Innenseiten dieser Publikation entnehmen beziehungsweise bei den aufgeführten Büros erfragen.

amnesty international finanziert ihre Arbeit aus Spenden, Mitglieds- und Fördererbeiträgen.

amnesty international hilft! Helfen Sie amnesty international!

amnesty international
Sektion der Bundesrepublik Deutschland
Heerstr. 178, 5300 Bonn 1

Postgirokonto Köln 2240 46-502
BLZ 370 100 50

BKD-Duisburg Konto-Nr. 30 000
BLZ 350 601 90

Falls Sie Ihre Spende einer bestimmten amnesty-Gruppe zukommen lassen wollen, geben Sie bitte folgende Kennziffer an:

September/November 1984, 80.000, VSDP: Reinhard Marx, Gesamtherstellung: Farbo Druck und Grafik Team GmbH
3. Auflage Mai 1986, 30.000

Luxemburgische Sektion
Case postale 1914, Luxembourg
C.C.P. Luxembourg 33-33

Österreichische Sektion
Erlinggasse 15/4, 1010 Wien
Erste Österreichische
Spar-Casse 003-16328

Schweizer Sektion
Postfach 1051, 3001 Bern
Pc-Kto/Chèque postal 30-3417
Kantonalbank Bern

Gefoltert in der Türkei



ai amnesty international — Sektion der BR Deutschland

Zur innenpolitischen Situation in der Türkei

Am 12. September 1980 fand in der Türkei ein Militärputsch statt. Ein „Nationaler Sicherheitsrat“, bestehend aus Generalstabschef Kenan Evren und den Kommandeuren der militärischen Waffengattungen und der *Jandarmas*, übernahm die Macht. Das Parlament wurde aufgelöst, sämtliche Parteien, politischen Vereinigungen und ein großer Teil der Gewerkschaften wurden verboten. Tausende von Menschen wurden verhaftet.

Im Oktober 1981 wurde vom „Nationalen Sicherheitsrat“ eine „Beratende Versammlung“ eingesetzt, die eine neue Verfassung und ein Parteiengesetz ausarbeitete.

Die neue Verfassung, in der die Grundrechte auf freie Meinungsäußerung, Pressefreiheit und Gewerkschaftsrechte erheblich eingeschränkt werden, wurde am 7. November 1982 durch Volksabstimmung angenommen. Gleichzeitig wurde damit General Kenan Evren für sieben Jahre zum Staatspräsidenten gewählt. Eine inhaltliche Diskussion der Verfassung vor der Abstimmung wurde stark beschränkt.

Seit Mai 1983 ist die Gründung von politischen Parteien erlaubt. Nach dem neuen Parteiengesetz sind jedoch Parteien mit kommunistischer, faschistischer und theokratischer Zielsetzung verboten.

Von den 15 Parteien, die sich ursprünglich gebildet hatten, wurden nur drei zu den Parlamentswahlen am 6. November 1983 zugelassen. Aus dieser Wahl ging die „Vaterlandspartei“ (Anavatan Partisi) unter dem Vorsitzenden Turgut Özal als stärkste Partei hervor. Anfang Dezember 1983 wurde Turgut Özal zum Ministerpräsidenten ernannt.

Nach der Wahl begann in der Türkei eine Diskussion um eine Amnestie. Nach der neuen Verfassung darf das Parlament jedoch keine Amnestie für politische Gefangene erlassen. Anstelle einer allgemein geforderten Amnestie verabschiedete das türkische Parlament im März 1986 ein Gesetz zur Reduzierung von Haftstrafen. Das neue Gesetz gibt darüber hinaus dem Parlament die Möglichkeit, Todesstrafen in Haftstrafen von 30 Jahren, statt wie bisher lebenslänglich, umzuwandeln. amnesty international fordert nach wie vor eine Amnestie für alle gewaltlosen politischen Gefangenen.

Das nach dem Militärputsch über das ganze Land verhängte Kriegsrecht wurde nach den Wahlen zunächst weiter verlängert, inzwischen jedoch weitgehend aufgehoben oder durch Notstandsrecht ersetzt. Seit dem 19. März 1986 herrscht in fünf Provinzen des Landes für weitere vier Monate Kriegsrecht, in 14 Provinzen Notstandsrecht, und 48 Provinzen stehen unter Zivilverwaltung.

Verfolgung der Kurden

Die Kurden bilden in der Türkei die zahlenmäßig stärkste ethnische Minderheit mit eigener (indogermanischer) Sprache und eigener Kultur. Ihre Versuche, die eigene Tradition zu pflegen und sich ihre kulturelle Identität zu bewahren, führen seit Jahrhunderten zu schwerster Verfolgung durch die jeweilige Zentralregierung. Nach offizieller Sprachregelung gibt es keine Kurden, sondern nur „Bergtürken“, der Gebrauch der kurdischen Sprache ist verboten. Allein die Behauptung der Existenz von Kurden kann zur Verhaftung führen.

Nach dem Militärputsch von 1980 wurde die Verfolgung von Kurden erheblich verschärft, insbesondere seit August 1984, als bewaffnete Widerstandsaktionen wieder aufgenommen wurden. Es wurden Massenverhaftungen und Razzien in kurdischen Dörfern durchgeführt. Tausende von Kurden sind in Massenprozessen angeklagt; vielen von ihnen werden Gewalttaten vorgeworfen, aber viele sind aufgrund gewaltloser politischer oder kultureller Aktivitäten angeklagt. Eine Verteidigung vor den Militärgerichten ist ihnen schwer möglich; es finden sich kaum noch Anwälte, die es wagen, Kurden zu verteidigen, da dies für sie selbst mit der Gefahr der Folterung und Verhaftung verbunden ist. amnesty international hat Informationen erhalten, daß viele kurdische Gefangene während ihrer Inhaftierung wiederholt gefoltert worden seien. Wegen Folter und schlechten Haftbedingungen sind die Gefangenen mehrmals in Hungerstreiks getreten, die für einige zum Tode geführt haben.

Wie uns berichtet wurde, konnten die Gefangenen aus Diyarbakir durch den Hungerstreik vom September 1983 vorübergehend Haft erleichterungen und längere Besuchszeiten für Angehörige und Anwälte durchsetzen. Diese Verbesserungen wurden jedoch Ende Dezember 1983 rückgängig gemacht, was zu einem erneuten Hungerstreik führte. An diesem Hungerstreik hat sich auch der Gefangene Recep Marasli beteiligt. Recep Marasli war Inhaber des Verlages Komal, der überwiegend Bücher über Geschichte, Kultur und Unterdrückung der Kurden veröffentlichte. Nachdem er bereits vor dem Militärputsch aus diesem Grunde für acht Monate inhaftiert war, wurde er im Januar 1982 erneut verhaftet und im Juli 1982 für die Publikation

von Büchern über Kurden zu vier Jahren Haft verurteilt. Im Januar 1983 wurde er im Zusammenhang mit den Publikationen zusätzlich zu zwölf Jahren Haft und im Mai 1983 zu weiteren drei Jahren Haft wegen separatistischer Propaganda verurteilt. Im Mai 1984 wurde er unter der Anklage des Separatismus zu acht Jahren, Ende desselben Jahres nach Artikel 159 aufgrund von Aussagen, die er in dem vorigen Prozeß bei seiner Verteidigung gemacht hatte, zu weiteren zwei Jahren Gefängnis verurteilt. 1985 wurde er unter Anklagen, die amnesty international nicht bekannt sind, zu siebeneinhalb Jahren Gefängnis verurteilt. Bis jetzt ist Recep Marasli zu insgesamt 36½ Jahren Gefängnis verurteilt worden. Recep Marasli wurde Berichten zufolge während seiner Haft schwer gefoltert. Insbesondere während eines Hungerstreiks Anfang 1984 wurden die Gefangenen in Diyarbakir verstärkt gefoltert, und Recep Marasli wurde in sehr kritischem Gesundheitszustand in das Militärkrankenhaus von Diyarbakir gebracht. Nach Zeugenaussagen konnte er auch nach seiner Entlassung aus dem Krankenhaus nicht ohne Hilfe gehen und litt an Sehstörungen. Berichten von Anfang 1985 zufolge hatte er auch zu dieser Zeit noch Schwierigkeiten beim Gehen. Offenbar litt er an Gleichgewichtsstörungen, die durch Schläge auf den Hinterkopf entstanden sein können. Sein Gesundheitszustand soll sich später weiter verschlechtert haben.

Ausführlichere Informationen zur Menschenrechtssituation in der Türkei und in 122 weiteren Ländern finden Sie im **amnesty international Jahresbericht 1985** (Fischer Taschenbuch 3450, 472 Seiten, DM 11,80), den Sie über den Buchhandel oder die oben aufgeführten ai-Büros beziehen können.



Der ehemalige Bürgermeister von Diyarbakir, Mehdi Zana, (1. Reihe, Mitte) und 90 Mitangeklagte in einem Prozeß wegen angeblicher separatistischer Aktivitäten. Nach ai vorliegenden Berichten ist auch Zana wiederholt und über längere Zeit schwer gefoltert worden.

Die Situation der Menschenrechte in der Türkei

Die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte fordert:

Art. 3: Jeder Mensch hat das Recht auf Leben, ...

Art. 19: Jeder Mensch hat das Recht auf freie Meinungsäußerung; dieses Recht umfaßt die Freiheit, Meinungen unangefochten anzuhängen und Informationen und Ideen mit allen Verständigungsmitteln ohne Rücksicht auf Grenzen zu suchen, zu empfangen und zu verbreiten.



Art. 23: Jeder Mensch hat das Recht, zum Schutze seiner Interessen Berufsvereinigungen zu bilden und solchen beizutreten.

(Bild oben: Prozeß gegen die Vorstandsmitglieder der türkischen Friedensvereinigung in Istanbul.)

Art. 20: Jeder Mensch hat das Recht auf Versammlungs- und Vereinigungsfreiheit zu friedlichen Zwecken.

Art. 2: Jeder Mensch hat Anspruch auf die in dieser Erklärung verkündeten Rechte und Freiheiten ohne irgendeine Unterscheidung, wie etwa nach Rasse, Farbe, Geschlecht, Sprache, Religion, politischer oder sonstiger Überzeugung, nationaler oder sozialer Herkunft, nach Eigentum, Geburt oder sonstigen Umständen.

Die Realität in der Türkei:

Nach wie vor ist die Todesstrafe in der türkischen Verfassung vorgesehen. Seit dem Militärputsch vom September 1980 wurden bis Mai 1986 50 Menschen hingerichtet.

Artikel 142 des türkischen Strafgesetzbuches besagt: „Mit Zuchthaus von fünf bis zu zehn Jahren wird bestraft, wer in der Absicht, die Diktatur einer Gesellschaftsklasse über eine andere Gesellschaftsklasse zu errichten oder eine Gesellschaftsklasse zu unterdrücken oder eine wirtschaftliche und soziale Ordnung des Staates völlig zu beseitigen, Propaganda in irgendeiner Form oder unter irgendeinem Namen betreibt.“

Auf der Grundlage dieses Artikels wurden nach dem Putsch zahlreiche Journalisten, Schriftsteller und Mitglieder linker Parteien festgenommen und aufgrund ihrer politischen Überzeugung und Aktivitäten zu hohen Haftstrafen verurteilt.

23 Mitglieder der türkischen Friedensvereinigung wurden wegen angeblicher „kommunistischer Propaganda“ und Leitung einer illegalen Organisation zu Haftstrafen von acht und fünf Jahren verurteilt.

Artikel 26 der türkischen Verfassung unterwirft „Veröffentlichungen durch Radio, Fernsehen, Kino oder ähnliche Mittel“ einem „Genehmigungssystem“. Kritik am Militärputsch und an sämtlichen Maßnahmen der Militärverwaltung ist generell verboten.

Nach dem Militärputsch wurden alle Gewerkschaften außer dem konservativeren *Türk-İs*-Verband verboten.

Tausende von Mitgliedern des Gewerkschaftsdachverbandes DISK und der angeschlossenen Einzelgewerkschaften, der Lehrervereinigung TÖB-DER und anderer Berufsverbände wurden aufgrund ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeit angeklagt und z. T. zu hohen Haftstrafen verurteilt. Im DISK-Prozeß wurden Haftstrafen bis zu 20 Jahren beantragt.

Artikel 68 der türkischen Verfassung besagt: „Politische Parteien, welche die Verteidigung oder Einrichtung der Herrschaft einer Klasse oder eines Standes oder irgendeiner Diktatur zum Ziel haben, dürfen nicht gegründet werden.“ (Dies richtet sich in erster Linie gegen marxistische Parteien.)

Richter, Staatsanwälte, Hochschullehrer, Beamte, Schüler, Studenten sowie Soldaten dürfen nicht in Parteien eintreten.

Artikel 3 der türkischen Verfassung besagt: „Der Staat Türkei ist ein in seinem Staatsgebiet und Staatsvolk unteilbares Ganzes. Seine Sprache ist Türkisch.“

Sprachen und Kulturen der ethnischen Minderheiten in der Türkei werden unterdrückt. Nach Artikel 26 und 28 der türkischen Verfassung sind Meinungsäußerungen und Publikationen in einer „durch Gesetz verbotenen Sprache“ untersagt.

Politische Verfolgung in der Türkei — Asyl in der BRD

Nach dem Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland, Artikel 16 Absatz 2 Satz 2, haben politisch verfolgte Anspruch auf Asyl. Dieser Artikel wurde im Bewußtsein der Situation von politischen Flüchtlingen aus dem Dritten Reich ohne jede Einschränkung in unsere Verfassung aufgenommen.

Trotz der weit verbreiteten politischen Verfolgung in der Türkei werden in der BRD über 90% der türkischen Asylsuchenden abgelehnt. Das Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge in Zirndorf und das Auswärtige Amt machen sich dabei die Rechtsauffassung des türkischen Staates weitgehend zu eigen.

Das Auswärtige Amt erklärte in Stellungnahmen zu Asylverfahren wiederholt, es gäbe in der Türkei keine politische Verfolgung, sondern es werde nur verfolgt und bestraft, wer gegen die türkischen Strafgesetze verstoße. Eine Verfolgung auf der Grundlage der Artikel 141 und 142 des türkischen Strafgesetzbuches, die allein politische Tätigkeiten und Anschauungen unter Strafe stellen, wird nicht als politische Verfolgung, sondern als legitime Maßnahme im Interesse des Staatsschutzes gewertet. Diese Wertung wird auch in den Asylentscheidungen des Zirndorfer Bundesamtes und den Stellungnahmen des Bundesbeauftragten für Asylangelegenheiten übernommen. Zur Kurdenverfolgung schrieb ein Beamter des Bundesamtes für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge an das Oberverwaltungsgericht Hamburg:

„Die Razzien in den kurdischen Gebieten dienen der Verfolgung und Abschreckung von Separatisten, selbst wenn darunter gelegentlich auch sich nicht zum Kurdentum bekennende Kurden zu leiden haben. Das Ziel staatlicher Verfolgung sind nur solche Kurden, die sich öffentlich zum Kurdentum bekennen und damit gegen Gesetze verstoßen.“ (Hervorhebung: ai)

In der Verfolgung von Kurden, die sich zu ihrer Volksgruppe bekennen, sieht das Bundesamt keine politische Verfolgung, da diese nur der „vorsorglichen Verhinderung des Entstehens separatistischer Tendenzen“ diene. Auch aus „rechtsstaatswidrigen Verfahrensweisen“ (gemeint ist die Anwendung von Folter) könne nicht auf eine politische Verfolgungsmotivation geschlossen werden.

Die Auffassung, daß Folter zu „Staatsschutzzwecken“ keine politische Verfolgung sei, wurde auch von verschiedenen deutschen Gerichten vertreten. Einem kurdischen Asylbewerber aus der Türkei, der in seiner Heimat bereits mehrfach festgenommen und gefoltert worden war, da er eine kurdische Zeitung verkauft hatte, wurde vom hessischen Verwaltungsgerichtshof das Asylrecht verwehrt. Begründet wurde dies damit, daß derartige Aktivitäten nach türkischem Strafrecht verboten seien, daher ei-

ne Verfolgung wegen des Verkaufs einer kurdischen Zeitschrift nicht als politische, sondern als strafrechtliche Verfolgung anzusehen sei. Die Folterung des Klägers wurde von dem Gericht gewertet als

„Bestreben der Polizisten und *Jandarmas*, ein als strafbar angesehenes Verhalten des Klägers aufzuklären und einer Wiederholung, nämlich einer weiteren Verbreitung der ‚Roja Vâlat‘ vorzubeugen“.

Vom Verwaltungsgerichtshof Baden-Württemberg wurde der politische Charakter der Folter darüber hinaus mit dem Argument verneint, die Folter sei in der Türkei ein „allgemeines kriminalpolitisches Phänomen“, wovon nicht nur Personen, die aus politischen Gründen festgenommen werden, sondern teilweise auch gewöhnliche Straftäter betroffen seien. Daraus wird gefolgert, daß eine bereits erlittene und wieder drohende Folterung des Asylbewerbers — auⁿier handelteⁿ ich um einen Kurden aus der Türkei — nicht als politische Verfolgung zu werten sei, obwohl in dem Urteil gleichzeitig eingeräumt wird, daß die Folter gerade im Bereich des politischen Strafrechts besonders stark verbreitet ist, was auf „kriminaltechnische Besonderheiten“ zurückgeführt wird:

„Angriffe auf den Staatsbestand oder die Verfassungs- und Gesellschaftsordnung versprechen in aller Regel nur dann Erfolg, wenn sie nicht von Einzelgängern, sondern von einer organisierten Gruppe ausgeführt werden. Ist es das Ziel der Sicherheitsorgane, derartige Organisationen zu zerschlagen, so konzentriert sich das Interesse in erster Linie darauf, die führenden Kräfte auszuschalten. Vor diesem Hintergrund dient die Folter, der tatsächliche oder vermeintliche Geheimbündler unterworfen werden, als Mittel, um durch die gewaltsame Erzwingung von Aussagen Erkenntnisse über den organisatorischen Aufbau und die Personalstruktur der Vereinigung zu erlangen. Mit politischer Verfolgung hat dies nichts zu tun.“

Diese beiden Urteile werden zwar vom Bundesverwaltungsgericht aufgehoben, abⁿauch dort wⁿ die Unterscheidung zwischen politisch motivierter Folter und „strafrechtlicher“ Folter, die als nicht asylbegründend angesehen wird, aufrechterhalten.

Nach Auffassung von amnesty international ist diese Unterscheidung nicht haltbar, da die Folter als rechtswidriges Vorgehen von Staatsorganen immer als politisches Handeln des Staates zu werten ist. Das absolute Verbot der Folter gilt unabhängig von der Art des Vergehens, das einer Person vorgeworfen wird. Jeder Staat ist verpflichtet, das völkerrechtlich verankerte Grundrecht seiner Bürger auf Schutz vor Folter zu gewährleisten.

FOLTER IN DER TÜRKEI

Auch vor dem Militärputsch vom 12. September 1980 wurde in der Türkei systematisch gefoltert, seit dem Putsch hat die Folter jedoch noch erschreckendere Ausmaße erreicht.

Zu den häufigsten Foltermethoden gehören:

Elektroschocks
Schlagen auf alle Körperteile
Falaka (Schläge auf die Fußsohlen)
sexuelle Folter
psychische Folter
(z. B. Todesdrohungen und Folter an Angehörigen)

Gefoltert wird von Polizisten und Militärs sowie von speziellen Folterteams.

Die türkische Regierung hat immer wieder erklärt, sie würde die Folter verbieten und gegen Folterer vorgehen. Entgegen diesen Behauptungen hat sich jedoch an Ausmaß und Verbreitung der Folter in der Türkei nichts geändert. Zu Prozessen gegen Angehörige der Sicherheitskräfte kam es meist nur, wenn der Vorwurf erhoben wurde, ein Häftling sei durch Folter ums Leben gekommen. Von den Militärgerichten werden Foltervorwürfe der Angeklagten sehr oft ignoriert, durch Folter erzwungene Geständnisse werden gegen sie verwendet.

Mehrere Polizisten, gegen die Verfahren wegen Foltervorwürfen anhängig waren, wurden von Staatspräsident Kenan Evren für ihren „Einsatz gegen Anarchie und Terror“ ausgezeichnet.

Zahlreiche Menschen sind seit dem Militärputsch in der Haft zu Tode gekommen. Im Oktober 1982 wurde in der Türkei offiziell gemeldet, es seien 204 Beschwerden wegen Folter mit Todesfolge erhoben worden, wobei es in vier Fällen zu Prozessen gegen Folterer gekommen sei.

Auch nachdem die Zivilregierung in der Türkei die Macht übernommen hat, wurden amnesty international Foltervorwürfe gemeldet.

Breites Aufsehen in der Türkei erregte dieses Thema, nachdem ein ehemaliger Polizist Anfang 1986 erklärt hatte, er sei an Folterungen von über 200 Personen beteiligt gewesen, und Namen von anderen Folterern nannte.

Hintergrundinformationen über die wirtschaftlichen und militärischen Beziehungen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Türkei

In den letzten Jahren wurden der Türkei von der BRD umfangreiche Wirtschafts- und Militärhilfen gewährt, um einen Zusammenbruch des hochverschuldeten Landes zu verhindern. Die Hauptmotivation der BRD und der anderen westlichen Staaten für diese Hilfen liegt in der strategisch wichtigen Lage der Türkei innerhalb der NATO.

Wirtschaftshilfen an die Türkei

- 1982 Zahlung von 52 Millionen Dollar durch die BRD im Rahmen einer Schenkungshilfe. Das Hilfskonsortium der OECD legte für das Jahr 1982 eine Gesamthilfe von 800 Mio. Dollar fest. Davon wird die BRD mittel- und kurzfristig je 50 Mio. DM zahlen.
- 1983 Unterzeichnung eines Hilfeabkommens mit der BRD über 384 Mio. DM, welches 30 Jahre laufen soll und zu 2% verzinst wird.
- 1985 Die Bundesregierung vereinbarte im November 1985 mit der Türkei eine weitere Finanzhilfe in Höhe von 130 Mio. DM.

Militärhilfe seit 1980

1980 wurde ein Militärhilfeabkommen mit dem Militärregime abgeschlossen, welches auf drei Jahre verteilt Hilfen im Wert von 600 Mio. DM vorsah.

Als Mitglied der NATO ist die BRD aus strategischen Gründen daran interessiert, die Türkei militärisch zu stärken. So bildet die BRD türkische Militärs aus, und die Türkei bekam in den Jahren 1983/84 militärische Lieferungen im Wert von 130 Mio. DM. Im Januar 1986 schloß die Bundesregierung ein erneutes Abkommen mit der Türkei über die Zahlung von „NATO-Verteidigungshilfe“ in Höhe von 130 Mio. DM, verteilt auf die folgenden 18 Monate. In der Türkei werden G3-Gewehre der Firma Heckler & Koch sowie Fregatten und U-Boote mit deutscher Unterstützung gebaut.

Die BRD unterstützt die Türkei nicht nur militärisch, sondern es wird auch ein Polizei-Ausrüstungshilfe-Programm durchgeführt. Im Rahmen dieses Programms wurden der Türkei in den Jahren 1982—1984 15 Mio. DM gezahlt.

Bundesinnenminister Zimmermann vereinbarte bei einem Besuch in der Türkei im Sommer 1983 eine „künftige engere Zusammenarbeit der türkischen und der bundesdeutschen Polizeidienststellen bei der Bekämpfung des Rauschgifthandels und des Terrorismus“.

(Alle Zahlenangaben wurden Pressemeldungen entnommen.)

ai
INFO

1 - JANUAR 88-A

HEYDRI

Menschenrechts=
erziehung

2

80 g holzfrei

amnesty international
Sektion der
Bundesrepublik
Deutschland e.V.

Malaysia:
Verhaftungswelle
Bundesrepublik:
Doppelbestrafung von
Totalverweigerern

A U S D E M I N H A L T

Thema des Monats

Überlegungen zur Menschenrechtserziehung 4

Malaysia

Eine Verhaftungswelle und ihre Hintergründe 7

Nepal

Politische Inhaftierung, Folter, Religionsverfolgung 9

Doppelbestrafung von Totalverweigerern 10

Gefangene des Monats 14

Nachrichten

Heerstraße 178, 5300 Bonn 1 3

Nachrichten aus den Ländern 12



Impressum

Verkaufspreis durch Mitgliederbeitrag abgegolten
Erscheinungsweise monatlich
Redaktionsschluß: 3. des Vormonats
Redaktion: Michael Wuliger (verantwortlich)
Layout: Michael Schreiber, 5010 Bergheim 5
Satz: Fotosatz Scanner Kottenforst GmbH, Meckenheim
Druck: Warlich Druck u. Verlagsges.m.b.H., Meckenheim
Namentlich gekennzeichnete Beiträge geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder.
Herausgeber: ai, Sektion der Bundesrepublik Deutschland e.V.
Heerstraße 178, Postfach 17 02 29, 5300 Bonn 1, Tel.: (02 28) 65 09 81
Postgirokonto Köln, Kto.-Nr. 2240 46-502, BLZ: 370 100 50
Bank für Kirche und Diakonie Duisburg (BKD),
Kto.-Nr. 30 000, BLZ: 350 601 90

Zu diesem Heft

Daß diese Aufgabe auf den ersten Blick an ein Schulheft erinnert, ist gewollt: Unser Leitthema im Januar heißt „Menschenrechtserziehung“ —, und die beginnt nun 'mal in der Schule. Peter Michael Friedrichs und Offried Gericke, beide Lehrer, stellen das Thema vor; das Titelbild stammt von Julia Erler, Schülerin, acht Jahre.

Der Beitrag »Eine Gewissensentscheidung — zwei Strafen« auf S. 10 fällt etwas aus dem üblichen Rahmen unserer Zeitschrift. Das Thema — Doppelbestrafung von Totalverweigerern in der Bundesrepublik — fällt nicht nur per se in das Mandat von ai; der Autor ist nicht Mitglied von amnesty, seine Meinung nicht die unserer Organisation. Der Mißstand, auf den er aufmerksam macht, schien der Redaktion allerdings dennoch gewichtig genug, um die Thematik aufzugreifen. Eine irgendwie geartete Stellungnahme von ai ist damit nicht beabsichtigt.

N.B. Zum Thema »Inhaftierung von Kriegsdienstverweigerern in der Bundesrepublik« ist gerade eine Kurzpublikation erschienen, die unsere Position wiedergibt; sie ist beim Nationalen Sekretariat von ai erhältlich.

Betroffensein genügt nicht

Überlegungen zur Menschenrechtserziehung

SPIRALE DER GEWALT

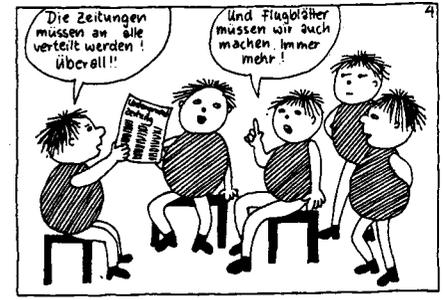
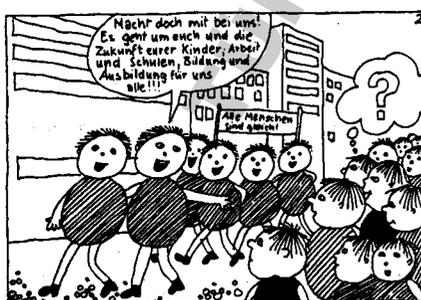
›... Die Verletzung der Menschenrechte in vielen Ländern der Erde ist eine alltägliche Erfahrung: Verweigern des Rechts auf politische Selbstbestimmung, die Verfolgung Andersdenkender und die Diskriminierung von Minderheiten gehören ebenso dazu wie die tägliche Bedrängnis durch Mangel und Not in vielen Ländern... Eine Behandlung der Menschenrechtsthematik soll Kenntnisse und Einsichten vermitteln über (u.a.) das Verhältnis von persönlichen Freiheitsrechten im Grundgesetz und die sozialen, ökonomischen und politischen Gründe der weltweit festzustellenden Menschenrechtsverletzungen.<

So heißt es in einer gemeinsamen Erklärung der bundesdeutschen Kultusminister aus dem Jahr 1980.

Menschenrechtserziehung ist damit offiziell Teil des Unterrichts an unseren Schulen. In der Erklärung heißt es weiter:

›Die Beschäftigung mit den Menschenrechten soll im Schüler die Bereitschaft wecken und stärken, für ihre Verwirklichung einzutreten und sich ihrer Mißachtung und Verletzung zu widersetzen. Eine Erziehung im Hinblick auf die Menschenrechte soll den Schüler befähigen, sich in seinem persönlichen und politischen Lebensumkreis für ihre Realisierung einzusetzen.<

Damit sind Inhalte und Ziele einer Menschenrechtserziehung angesprochen.

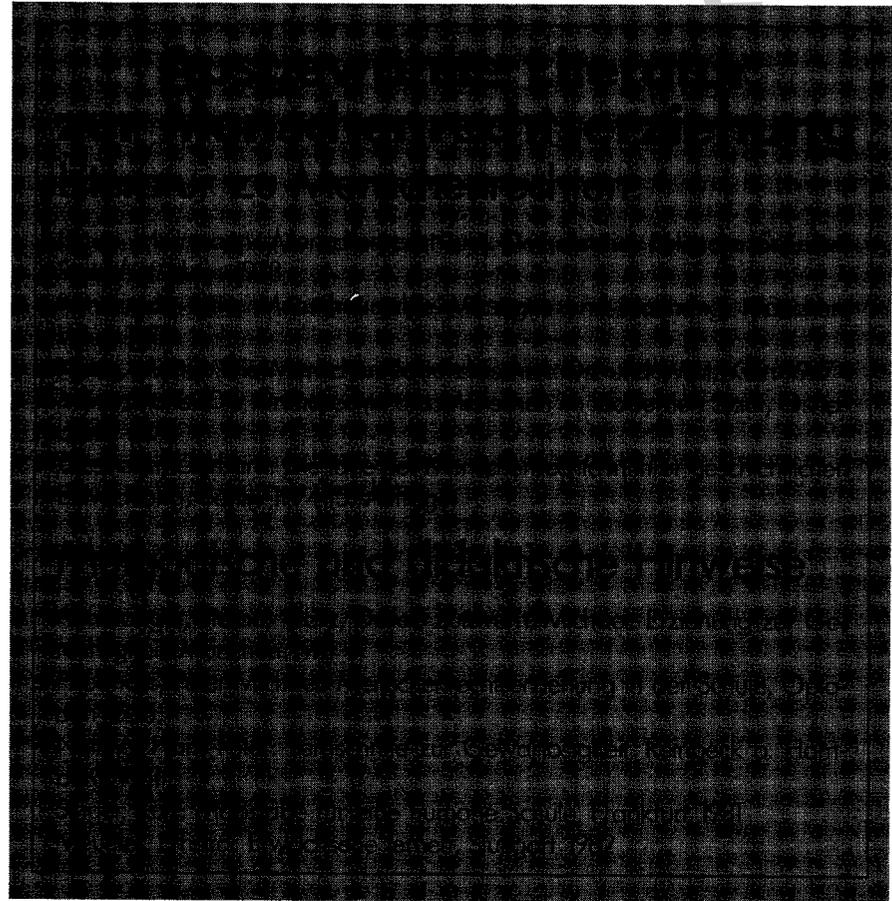


Es geht zum einen zunächst darum, eine Kenntnis der Menschenrechte zu vermitteln. Die Öffentlichkeit hat sich angewöhnt, das Wort Menschenrechte fast ausschließlich im Zusammenhang mit den sogenannten bürgerlichen und politischen Menschenrechten zu verwenden:

- Recht auf freie Meinungs-, Äußerungs- und Religionsfreiheit
- Recht auf Leben, Freiheit und Sicherheit der Person
- und Schutz vor Folter oder grausamer, unmenschlicher oder erniedrigender Strafe.

Der Katalog von Menschenrechten, wie er in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und in den Internationalen Pakten festgelegt ist, umfaßt aber neben den bürgerlichen und politischen Rechten auch wirtschaftliche, soziale und kulturelle Menschenrechte. Menschenrechtserziehung muß daher den Gesamtkatalog der Menschenrechte beinhalten und verdeutlichen, daß alle Menschenrechte voneinander abhängig sind und eines nicht ohne das andere verwirklicht werden kann.

Das ist das Wissen, das vermittelt werden soll. Das bloße Wissen aber macht noch keine Menschenrechtserziehung — sie soll die Schüler ja zum Handeln motivieren. Meinte noch Voltaire im 18. Jahrhundert, daß die Kenntnis der Menschenrechte genüge, »... denn kenne man sie (die Menschenrechte, d. Verf.), so verteidigte man sie von selbst«, so wissen wir heute aus pädagogischer und psychologischer Erfahrung, daß die Menschenrechte zu kennen



alleine nicht genügt. Es reicht auch nicht, Fälle von Menschenrechtsverletzungen vorzustellen. Die damit bestenfalls »vermittelte Betroffenheit« schlägt nur sehr selten in eine »persönliche Betroffenheit« um. Die Menschenrechte müssen als ein allgemeines und verbindliches Wertesystem begriffen werden:

- **Freiheits- und Schutzrechte** garantieren die Unantastbarkeit menschlicher Würde,
- **Gleichheits- und Sozialrechte** schaffen die formalen und materiellen Voraussetzungen für ein menschenwürdiges Leben,

— **Teilhaberechte** garantieren Mitbestimmung als grundlegendes Element aller Ordnungsstrukturen in demokratischen Staaten.

Nur wenn diese Rechte als gleichwertig und einander bedingend respektiert werden, ist der Kern aller Menschenrechte, die Würde des Menschen garantiert.

Um bewußtes Handeln zu erreichen, muß Menschenrechtserziehung durch geeignete Situationen und Fälle den Zusammenhang zwischen Menschenrechtsverletzungen in anderen Ländern und unserer



THEMA
DES MONATS

Verantwortlichkeit hier, sei es als Einzelner oder als Angehöriger einer Gruppe und Bürger unseres Staates, aufzeigen.

Dies kann gelingen, wenn die politischen und sozialen Voraussetzungen für die Beachtung und Geltung der Menschenrechte in dem jeweiligen Land und unsere kulturellen, außenpolitischen, wirtschaftlichen und militärischen Beziehungen dorthin verdeutlicht werden können. Dabei geht es auch darum, kritisch zu überprüfen, inwieweit bei uns Verfassungsauftrag und Wirklichkeit einander entsprechen und inwieweit die oben erwähnten Beziehungen zu betroffenen Ländern genutzt werden, die Verwirklichung der Menschenrechte dort zu fördern.

Zur Menschenrechtserziehung gehört aber auch eine geeignete Lernsituation. Gerade junge Menschen sind, noch mehr als Erwachsene, betroffen von den Widersprüchen zwischen dem Anspruch der Menschenrechte und ihren Alltagserfahrungen. Schließlich vermitteln die Schule, der Betrieb und unsere Umgebung oft Erfahrungen, die den Zielen der Menschenrechte widersprechen. Obwohl etwa die Schule oder Bildungseinrichtungen im gewerkschaftlichen und öffentlichen Bereich vielleicht einige oder wenige Orte sind, an denen beispielhaft das Modell einer humanen Gesellschaft vermittelt werden könnte, herrschen in ihnen oft Bedingungen, die alles andere als »ideale Sprechsituationen« mit »gleicher Verteilung der Chancen« (Habermas) sind. Lehrer- (Ausbilder-) Zentriertheit und angsterzeugende oder kommunikationshemmende, schematisierte Frage- und Antwortspiele sind pädagogisch immer ungeeignete Methoden; beim Thema Menschenrechte sind sie kontraproduktiv.

Peter Michael Friedrichs

Am 28. Oktober 1987 wurden über 100 führende Oppositionelle Malaysias verhaftet: Parlamentarier sowohl der Oppositionsparteien DAP (Democratic Action Party) und PAS (Pan-Malaysian Islamic Party) wie der Regierungsparteien UMNO (United Malays National Organisation), MCA (Malaysian Chinese Association) und GERAKAN (Malaysian People's Movement Party); Gewerkschafter; Aktivisten der Verbraucherorganisation »Consumer's Association of Penang«, der Umweltschutzverbände EPSM (Environmental Protection Society of Malaysia) und SAM; Kirchenmitarbeiter; Angehörige der sozialen Reformbewegungen ALIRAN; Journalisten; Hochschuldozenten; Menschenrechtsanwälte. Sie alle wurden ohne Anklage inhaftiert. Die Liste der Verhafteten liest sich wie ein Verzeichnis aller Kritiker des Ministerpräsidenten von Malaysia, Dr. Mahatir Mohamad. Verhaftet wurden Kim Lit Siang, Generalsekretär der DAP, Dr. K. David, Generalsekretär der DAP, Dr. K. David, Generalsekretär des Gewerkschaftsdachverbands »Malayan Trade Union Congress Arokia Dass«, Generalsekretär der Transportarbeitergewerkschaft, Ahmad Sibi Bin Abu Bakar, Direktor des Dritten Fernsehprogramms, der Menschenrechtsanwalt Krapal Singh, der Umweltschützer Harrison Ngau, die Verbraucheranwältin Meenakshi Raman. Als Begründung für diese Aktion, von der praktisch sämtliche Regierungskritiker von Rang und Namen betroffen waren, gab Ministerpräsident Mahatir an, »der Ausbruch gewalttätiger Rassenunruhen« sei dadurch verhindert worden. Der tatsächliche Hintergrund ist ein anderer.

Malaysia ist ein Vielvölkerstaat. Die Bevölkerung setzt sich aus ca. 55% Malayen, 33% Chinesen und 10% Indern zusammen. Lange galt das südostasiatische Land als Mu-

Malaysia: Eine Verhaftungs- welle und ihre Hintergründe

sterbeispiel friedlicher Koexistenz verschiedener Rassen und Religionen. Spannungen kamen jedoch bereits 1970 auf, als die damalige Regierung eine »Neue Wirtschaftspolitik« verkündete, deren erklärtes Ziel es war (und ist), bis 1990 den Malayen 30% des Produktivvermögens zu übertragen, das sich bisher vorwiegend im Besitz von Angehörigen der chinesischen Bevölkerungsgruppe befindet. Ebenfalls in den siebziger Jahren wurde die von der verbotenen Kommunistischen Partei CPM getragene Guerilla zum Anlaß genommen, Personen, die verdächtig waren, der KP anzugehören oder mit ihr zu sympathisieren, ohne Urteil zu inhaftieren. Der bloße Verdacht linker Neigungen genügte, um auf Jahre im Gefängnis zu verschwinden, und als Verdachtsmoment reichte oft öffentlich bekundetes Interesse an der chinesischen Sprache aus. Mit dem Amtsantritt des jetzigen Ministerpräsidenten Dr. Mahatir 1981 verbesserte sich die Lage zunächst. Viele der in den Siebzigern Verhafteten kamen frei. Der innenpolitischen Entspannung war jedoch nur

eine kurze Dauer beschieden. Die »Neue Wirtschaftspolitik« stieß auf Kritik nicht nur von den chinesischstämmigen Bürgern, sondern auch von Malayen selbst, nachdem sich herausstellte, daß nur eine kleine Gruppe von Angehörigen der Mittelschicht tatsächlich von dieser Politik profitierte. Ein Großteil der malayischen Bauern wandte sich daraufhin der islamisch-fundamentalistisch orientierten Oppositionspartei PAS zu. Gleichzeitig bildeten sich außerhalb des Parteiensystems Organisationen wie die Sozialreformbewegung ALIRAN, die Umweltschutzverbände, die gegen das ihrer Ansicht nach unsinnige Projekt des Bakun-Staudamms Sturm liefen, Verbraucherorganisationen usw. Auch innerhalb seiner eigenen Partei UMNO verlor Ministerpräsident Mahatir an Boden. Auf dem Parteitag im April 1987 wurde er nur mit äußerst knapper Mehrheit im Amt des Vorsitzenden bestätigt.

Der wachsenden Kritik im Lande begegnete der Premierminister mit Repression. Erstes Ziel war die Presse. Im Dezember 1986 wurde



Umweltschützer Harrison Ngau: verhaftet am 28. 10. 1987

ein Gesetz verabschiedet, das es erlaubt, jedes beliebige Staatsdokument für „streng geheim“ zu erklären. Jede Berichterstattung über den Gegenstand eines solchen Dokuments ist damit strafbar. Das Gesetz wurde zu einer Zeit verabschiedet, als in den Medien eingehend über Finanz- und Bauskandale berichtet worden war, in die Regierungsmitglieder verwickelt waren.

Etwa zum gleichen Zeitpunkt begannen wieder Verhaftungen, diesmal vorwiegend von islamischen Fundamentalisten. Diese Maßnahmen brachen der wachsenden Kritik an Mahatir jedoch keineswegs die Spitze ab. Im Gegenteil, die Stellung des Ministerpräsidenten wurde mehr und mehr geschwächt. Als die Regierung über 100 nicht-chinesische Lehrer zu stellvertretenden Schulleitern der chinesischen Schulen des Landes ernannte — ohne daß diese Lehrer auch nur über ausreichende Kenntnisse der chinesischen Sprache verfügt hätten — kam es zu Protesten der chinesischen Parteien MCA und GERAKAN — beide Mitglieder von Mahatirs Regierungskoalition — nahmen Kontakt zur größten Oppositionspartei, der DAP

auf. Eine Massenversammlung zum Jahrestag des Bestehens der Regierungspartei UMNO wurde angekündigt. Dies nahm der politisch geschwächte und umstrittene Ministerpräsident zum Anlaß dafür, mit seinen Kritikern reinen Tisch zu machen: Ein Versammlungsverbot wurde verhängt, mehrere Zeitungen verboten und die wichtigsten

Oppositionellen verhaftet. Das war am 28. Oktober. Wie lange die Verhafteten im Gefängnis bleiben werden, ist nicht abzusehen. Denn die Rechtsgrundlage für ihre Inhaftierung, der Internal Security Act (ISA-Gesetz über die innere Sicherheit), gestattet den Behörden, Personen, die nach offizieller Lesart »in irgendeiner Art und Weise die Sicherheit des malaysischen Staates... oder die Aufrechterhaltung... seiner wirtschaftlichen Existenz“ gefährden, zunächst bis 60 Tage lang ohne Kontakt nach außen festzuhalten; anschließend kann ohne richterliches Urteil eine zweijährige Haftstrafe verhängt werden, die nach Verbüßung beliebig oft um je zwei weitere Jahre verlängert werden kann. In anderen Worten: Ministerpräsident Mahatir kann, wenn er will, auf unbestimmte Zeit ohne störende Kritik oder Opposition regieren. Damit, so hat ihm einer seiner Vorgänger im Amt vorgeworfen, führt er Malaysia in die Diktatur. Dies, und nicht angeblich drohenden Rassenunruhen, ist der eigentliche Hintergrund der Verhaftungen vom 28. Oktober.

Gaby Stein-Za



Verbrauchsanwältin Meenakshi Raman: Verhaftet am 28. 10. 1987

NEPAL

Politische Inhaftierung, Folter, Religionsverfolgung

Der Fall des radioaktiv verseuchten Molkepulvers machte in der Bundesrepublik vor etlichen Monaten Schlagzeilen. Probleme mit den Spätfolgen der Reaktorkatastrophe von Tschernobyl gab es aber auch in anderen Ländern. Im Frühjahr 1987 kam in Nepal importiertes Milchpulver in den Verkauf, von dem weite Kreise der Bevölkerung annahmen, daß es verstrahlt sein könnte. Ein Boykott wurde organisiert. Die Behörden gingen rücksichtslos gegen die Boykottbewegung vor. Den Organisator, Radha Krishna Mainali, warfen sie ins Gefängnis.

Grundlage für Mainalis Verhaftung war ein Gesetz, das den Behörden gestattet, ohne Anklage, Verfahren oder richterliche Haftprüfung Personen bis zu drei Jahren festzusetzen, wenn diese »den Frieden und die Ruhe Nepals stören«. Dieses Gesetz ist nur eines aus einer breiten Palette von Rechtsvorschriften, die den Behörden zur Verfügung stehen, um unliebsame Kritiker zum Schweigen zu bringen.

Wer die offizielle Politik oder das Regierungssystem in Frage stellt, kann aufgrund des »Verrats-Gesetzes« inhaftiert werden. Verratsdelikte beurteilen in Nepal die sogenannten Zonenkommissare, die gleichzeitig als Ankläger und als Richter fungieren. Des Verrats angeklagt wurden beispielsweise ein 71jähriger Publizist und ein Parlamentarier, die nach dem Dafürhalten der Behörden in einem Gedicht den nepalesischen König Birendra kritisiert hatten.

Andere sitzen in den Gefängnissen des Landes, weil sie gegen ein seit 1960 geltendes Verbot jeglicher parteipolitischer Betätigung verstoßen haben. Mindestens einhundert Menschen, in der Mehrzahl Gewerkschafter, Journa-

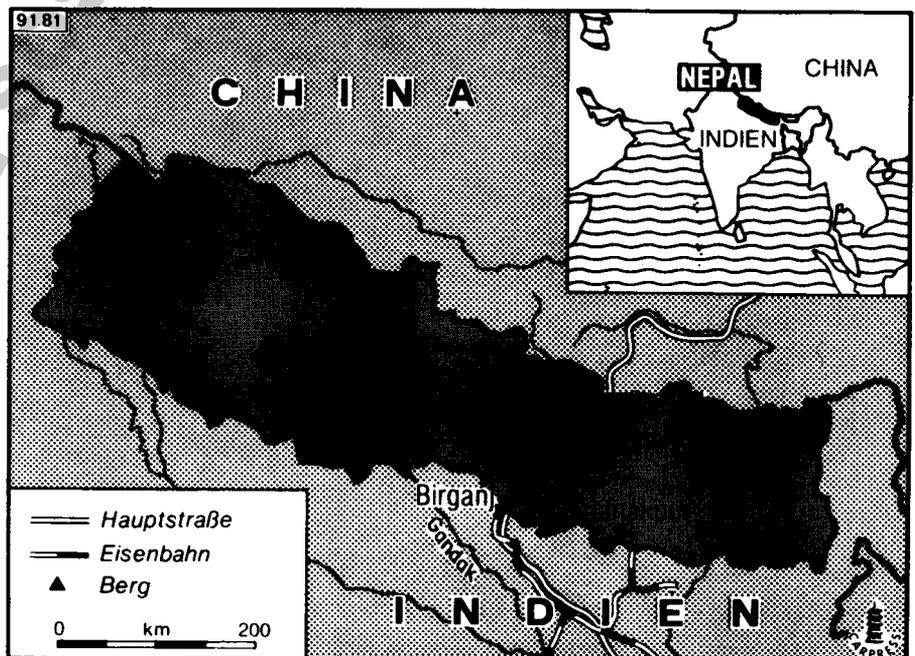
listen und Studenten, sind in Nepal aus politischen Gründen inhaftiert. Einige von ihnen wurden gefoltert.

Der Lehrer Sarbottam Dangol, der zwei Jahre lang ohne Anklage oder Gerichtsverfahren inhaftiert war, wurde eigenen Angaben zufolge an den Füßen aufgehängt, geschlagen und mit schweren Verletzungen vier Tage lang in seiner Zelle liegengelassen. Danach wurde er notfallmäßig behandelt, entgegen der ärztlichen Empfehlung verweigerten ihm die Haftbehörden jedoch eine längere Behandlung im Krankenhaus. amnesty international liegen Berichte vor, wonach während der letzten Jahre mindestens zwei Gefangene an Folterungen gestorben sind. Einer von ihnen war inhaftiert worden, weil er ein Fahrrad gestohlen hatte.

Auch das »Verschwindenlassen« mißliebiger Personen gehört zum Repertoire der Repression. amnesty international untersucht derzeit die Fälle von mehreren Männern, die Mitte 1985 im Zusammenhang mit einem Bombenanschlag »verschwunden« sind. Einer von ihnen, Dr. Laxmi Narayan Jha, soll nach seiner Festnahme 1985 infolge schwerer Folterungen geisteskrank geworden sein. Seine Angehörigen reichten im März 1986 ein Gesuch um richterliche Haftprüfung ein. Die Behörden haben jedoch bis heute seine Inhaftierung bestritten.

Verfolgt werden in Nepal aber nicht nur politische Gegner. Auch die Religionsfreiheit ist eingeschränkt. Zwar garantiert die nepalesische Verfassung, daß jeder Bürger »seine Religion haben und ausüben« darf. Das Strafgesetz dieses Landes beschränkt diese Freiheit jedoch mit dem Passus »niemand darf das Christentum, den Islam oder einen anderen Glauben propagieren, ... der die traditionelle Religion der Hindu-Gemeinde stört«. Auf der Grundlage dieser Vorschrift sind eine Reihe von nepalesischen Christen strafrechtlich belangt worden.

amnesty international hat die nepalesische Regierung aufgefordert, sämtliche gewaltlosen politischen Gefangenen des Landes umgehend freizulassen, gegen die Anwendung der Folter dringend wirksame Schritte zu unternehmen und die Religionsfreiheit zu gewährleisten.



Die Problematik, die der folgende Beitrag behandelt — die Doppelbestrafung von Totalverweigerern — ist eigentlich kein »amnesty-Thema« im klassischen Sinn: Totalverweigerer — also Personen, die sowohl Wehr- wie Ersatzdienst verweigern — fallen nicht automatisch unter das Mandat von ai.

Dennoch hält die Redaktion die Darlegungen von Christoph, der selbst Totalverweigerer ist, für zumindest nachdenkenswert. Denn zu den Grundsätzen allgemeinen Rechtsverständnisses gehört es, daß niemand wegen ein und derselben Straftat zweimal verurteilt werden darf. Wie im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte ist das Verbot der Doppelbestrafung auch im Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland explizit ausgesprochen. Und dieses Verbot wird offenbar in der Bundesrepublik in den Fällen von Totalverweigerern häufig ignoriert.

EINE GEWISSENS-SCHEIDUNG-ZWEI STRAFEN?

Wehrpflichtverweigerer (Verweigerer des Wehr- und Ersatzdienstes) werden, sofern sie der Bundeswehr fernbleiben beziehungsweise Befehle verweigern — wegen Fahnenflucht (§ 16 Wehrstrafgesetz — WStG) beziehungsweise Gehorsamsverweigerung (§ 20 Wehrstrafgesetz WStG) bestraft. Die einmalige Bestrafung von Wehrpflichtverweigerern ist laut Bundesverfassungsgericht möglich — die grundgesetzlich garantierte Gewissensfreiheit schütze hier nicht vor Strafe. Wehrpflichtverweigerer werden nun aber in der Regel nach oder vor Verbüßung ihrer Strafe abermals einberufen. In der Konsequenz ihrer Entscheidung, der Wehrpflicht keine Folge zu leisten, ignorieren sie den zweiten Einberufungsbefehl erneut. Können sie dafür ein zweites Mal bestraft werden?

Ja, meinen die Einen: Der Verweigerer habe sich ja erneut entschieden, der neuen Einberufung ebenfalls nicht zu folgen und damit eine neue Tat begangen. Nach dieser Interpretation ist Wehrpflichtverweigerung eine Dauerdelikt, das so lange vorliegt, wie die durch Handeln/Unterlassen des Täters geschaffene Lage besteht. Spätestens mit Rechtskraft des Urteils aus dem ersten Strafverfahren beginne eine neue Straftat.

Nein, meinen die Anderen: Die Wehrpflichtverweigerung sei ein

Zustandsdelikt. Die Gewissensentscheidung gegen Wehr- und Ersatzdienst werde mit dem ersten Mal ein für allemal getroffen und könne nicht künstlich in zwei Taten aufgetrennt werden. Auch beim Nichtbefolgen eines zweiten Einberufungsbefehls sei Tateinheit gegeben. Eine Zweifachbestrafung sei durch das Gebot des Art. 103 III Grundgesetz ausgeschlossen: »Niemand darf wegen derselben Tat aufgrund des allgemeinen Strafgesetzes mehrmals bestraft werden.« »Ne bis in idem« — ein alter Rechtsgrundsatz.

Aufgeworfen wurden diese Fragen durch das Aufkommen der »Totalverweigerung« durch die »Zeugen Jehovas« in den 60er Jahren. Doppelbestrafungen zu sehr hohen Gefängnisstrafen waren an der Tagesordnung: Bis 1967 wurden 153 Zeugen Jehovas rechtskräftig doppelbestraft, weitere 135 Verfahren in Sachen Doppelbestrafung waren anhängig, zwei weitere gar in Sachen Drittbestrafung! Diese Rechtsprechungspraxis der Oberlandesgerichte stieß bei Juristen überwiegend auf Ablehnung und Kritik. So heißt es in einem Aufsatz, die Doppelbestrafung sei »weder rechtlich noch ethisch noch politisch noch kriminalpolitisch haltbar.« Der Charakter der Gewissensentscheidung werde in der Rechtsprechung der Oberlandesge-

richte verkannt, von einem Dauerdelikt könne nicht ausgegangen werden. Auf die Verfassungsbeschwerde einiger »Zeugen Jehovas« hin fällte das Bundesverfassungsgericht am 7. 3. 1968 ein Grundsatzurteil zur Doppelbestrafung, das bis heute Bedeutung hat und bislang einzige Entscheidung des Gerichts zum Thema blieb.

Erster Leitsatz der Entscheidung: »Dieselbe Tat im Sinne von Art. 103, Abs. 3 Grundgesetz liegt vor, wenn die wiederholte Nichtbefolgung einer Einberufung zum zivilen Ersatzdienst auf die ein für allemal getroffene und fortwirkende Gewissensentscheidung des Täters zurückgeht; eine dazwischen ergangene Verurteilung wegen Dienstflucht steht dem nicht entgegen.« Die „Zeugen Jehovas“ trafen eine solche ein für allemal einheitliche Gewissensentscheidung gegen Wehr- und Ersatzdienst. Diese begegne dem Anspruch des Staates, der »mit dem ersten und allen folgenden Einberufungsbescheiden vom anerkannten Kriegsdienstverweigerer immer nur dasselbe verlangt, nämlich die einmalige Leistung von 18 Monaten zivilem Ersatzdienst.«

Trotz der Eindeutigkeit des Urteils, das Herumdeuteleien eigentlich überflüssig machen dürfte, wurde es bis heute auf unterschiedlichste und erstaunlichste Art und Weise interpretiert — inzwischen sogar durch Vorprüfungsausschussentscheidungen des Bundesverfassungsgerichts selbst.

Nach einer Auffassung gelten die vom Bundesverfassungsgericht aufgestellten Grundsätze zur Doppelbestrafung nur für »Zeugen Jehovas«. Diese extreme Auffassung vertrat zum Beispiel die Nürnberger Staatsanwaltschaft, die im Verbot einer Zweifachbestrafung ein »Privileg der Zeugen Jehovas« sieht. Hiervon weicht eine bisher noch häufig vertretene Auffassung zunächst ab: Das Verbot der zweiten Bestrafung gilt nach ihr auch für

solche Verweigerer, die nicht Zeugen Jehovas sind, sofern ein »den Fällen zivildienstverweigernder ›Zeugen Jehovas‹ vergleichbarer Gewissenskonflikt« vorliegt. Laut Bayerischem Oberlandesgericht gilt dies nur für Ausnahmefälle, »in denen die Verweigerung... auf einer zwar idealistischen jedoch extremen und wirklichkeitsfremden Denkhaltung beruht«. Noch deutlicher das Oberlandesgericht Nürnberg: »Typisch ist..., daß eine solche Einstellung nicht das Ergebnis sachlicher, rationaler Überlegungen, sondern die Folge sektiererischer Glaubensvorstellungen... ist.« Hier wird zum Kriterium einer Gewissensentscheidung gemacht, daß sie möglichst abwegig und realitätsfern zu sein hat. Die Gewissensentscheidung, die sich auf das Wissen um die Zusammenhänge von Wehr- und Zivildienst stützt, wird als »bloße Überzeugung« oder »Aversion gegen die vom Gesetzgeber zum Ausdruck gebrachte politische Zielsetzung« gewertet (so das OLG Düsseldorf in einer Entscheidung vom 3. 6. 1985). Hier wird ein künstlicher Gegensatz zwischen Vernunft und Gewissen geschaffen, offenbar mit der Absicht, nur »Spinner« und »Weltfremde« zu schützen, die ja ohnehin leicht ins politisch ungefährliche Abseits gestellt werden können. Viele Gerichte sehen bei Wehrpflichtverweigerern, die nicht in dem förmlichen Verfahren als Kriegsdienstverweigerer anerkannt werden, weil sie die Anhörung verweigerten oder abgelehnt wurden, von vornherein eine Gleichbehandlung mit den Zeugen Jehovas ausgeschlossen, da ja gar keine Gewissensentscheidung erwiesen sei! Dies stößt aber immer mehr auf Kritik — schließlich werden im staatlichen Prüfungsverfahren nur Gewissensgründe gegen den Kriegsdienst mit der Waffe geprüft. Im Ergebnis, so Rechtsanwalt Günter Werner, führe diese Auslegung des Entscheids dazu, daß letztlich wieder nur »Zeugen Jehovas« vor

Doppelbestrafungen geschützt werden.

Eine dritte Auffassung — lange Zeit die einer Minderheit — verlangt die Anwendung der Grundsätze aus dem Bundesverfassungsgerichtsurteil auf alle Wehrpflichtverweigerer aus Gewissensgründen. In dieser Weise wird das Bundesverfassungsgerichtsurteil etwa vom Amtsgericht Stade und vom Landgericht Duisburg angewendet. Das Amtsgericht Stade wendet gar das Verbot der Doppelbestrafung auf einen Wehrpflichtverweigerer, der nicht als Kriegsdienstverweigerer anerkannt ist, an. Auch er habe eine Gewissensentscheidung getroffen, die vom Gericht festgestellt werden könne, zumindest habe der Grundsatz »in dubio pro reo« — im Zweifel für den Angeklagten — zu gelten.

Anders die Vorprüfungsausschüsse des Bundesverfassungsgerichts. In der Entscheidungs Begründung des Vorprüfungsausschusses vom 20. 12. 1982 auf eine Verfassungsbeschwerde eines Doppelbestraften werden abenteuerlich anmutende Unterschiede zwischen dem Delikt totalverweigernder »Zeugen Jehovas« und dem anderweitiger Verweigerer hervorgezaubert: Zeugen Jehovas verweigerten die stets gleichbleibende, einmalige Forderung des Staates auf Ersatzdienst, der Beschwerdeführer hingegen weigere sich, einzelnen Weisungen (Tragen der Uniform, Schneiden der Haare) Folge zu leisten!

In einem anderen Fall wurde 1984 erneut eine Verfassungsbeschwerde nicht zur Verhandlung angenommen. Hier heißt es in der Begründung ähnlich lapidar: »Die Ernsthaftigkeit und Dauerhaftigkeit der Gewissensentscheidung der Zeugen Jehovas sei im Gegensatz zu der des Beschwerdeführers ›klar erwiesen‹.«

»Totalverweigerer« sind deshalb auf kritische Öffentlichkeit und Unterstützung angewiesen.

Christoph Kopp

Nachrichten +++ Nachrichten +++ Nachr:

USA/Chile

Ärzte gegen Todesstrafe

Unter Berufung auf standesrechtliche Prinzipien hat die Ärztekammer in Chile die Regierung von General Augusto Pinochet zur Abschaffung der Todesstrafe aufgefordert. Nach Auffassung des Vorsitzenden der Kammer, Juan Luis Gonzalez, ist es »nicht Aufgabe des Arztes, dem Henker behilflich zu sein«. In Chile werden Todesurteile im Beisein eines Mediziners von einem Erschießungskommando vollstreckt. Der Arzt hat festzustellen, ob die erste Salve zur Tötung des Verurteilten ausreichte. Bei »Negativ«-Diagnose wird ein »Gnadenschuß« angeordnet.

Auf einer Pressekonferenz am Montagabend in Santiago bezeichnete die Ärztekammer diese Praxis als »mit der Ethik des Arztberufes nicht vereinbar«. Ohne auf die zum Tode verurteilten Mitglieder chilenischer Linksorganisationen näher einzugehen, sprachen die Mediziner sich für die generelle Abschaffung der Todesstrafe aus, denn der Tod taue nicht als Mittel der Wiedergutmachung. (ips)

Somalia

Schauprozess im Februar

Am 1. Februar 1988 beginnt vor dem »Gerichtshof für nationale Sicherheit« in Mogadischu ein Prozeß gegen sechs frühere somalische Parlamentarier. Den sechs Angeklagten. Ismail Ali Abokor, Osman Mohamed Ghelle, Omar Arteh Ghalib, Omar Haji Mohamed, Mohamed Aden Sheikh, Mohamed Yusuf Weirah, die alle seit 1982 in Haft sind, wird Hochverrat vorgeworfen. Ihnen droht die Todesstrafe. amnesty international geht davon aus, daß einzig ihre politische Meinung Grund für die Inhaftierung und das angekündigte Verfahren ist. Einen fairen Prozeß, wie er internationalen Regeln ent-

Zum gleichen Thema schreibt Dr. Lawrence Egbert, Professor für Anästhesie aus Dallas: »Ich bin Anästhesist. Mein Beruf ist es, Menschen Narkosemittel zu verabreichen, und zwar in genauer Dosierung, damit sie nicht leiden und damit sie am Leben bleiben. Ich war entsetzt zu erfahren, daß ein Arzt in Huntsville, Texas die Aufsicht geführt hat als (bei einer Hinrichtung) eine tödliche Dosis Narkosemittel verabreicht wurde.

Ärzte wirken an Hinrichtungen mit, obwohl sie wissen müßten daß z.B. die Wahrscheinlichkeit, durch eine tödliche Dosis Narkosemittel zu sterben, schwarze Mörder eher trifft als weiße Mörder und daß früher oder später ein Unschuldiger diese todbringende Anästhesie wird erleiden müssen.

Es ist unerträglich, daß ein Berufsstand, der sich der Erhaltung von Leben widmet, bislang nicht erklärt hat: »Wir werden nicht töten. Schluß!«

(Aus: Dallas Coalition against the Death Penalty Newsletter)

spricht, können die Beschuldigten nicht erwarten. Die Richter sind Militärs ohne juristische Ausbildung, Kontakt zu Anwälten ist nur kurz vor Verfahrenseröffnung und unter Aufsicht gestattet. Die Verfahren selbst sind oft summarisch; Berufung der Revision sind nicht möglich. amnesty international hat den somalischen Generalstaatsanwalt aufgefordert, zu dem Prozeß internationale Beobachter zugelassen.

Philippinen

Oppositionspolitiker entführt

Vicente Labasbas, 37 Jahre, wurde am 17. November 1987 etwa um 16 Uhr entführt, als er an der »Banco Filipino« in Dagupan City vorbeiging. Nach Aussagen von Zeugen stiegen fünf Männer in Zivilkleidung aus einem Kleinbus aus, legten Vicente Labasbas Handschellen an und zwangen ihn einzusteigen. Labasbas war Koordinator der linksgerichteten Organisation BAYAN in der Provinz Pangasinan. Örtliche Menschenrechtsgruppen erkundigten sich beim Provinzhauptquartier der Polizei nach Vicente Labasbas. Dort hieß es, er sei nicht in Haft. Auch der Provinzgouverneur wurde gefragt; auch er wußte von nichts.

amnesty international geht davon aus, daß Labasbas von Angehörigen des philippinischen Militärs entführt wurde. Die BAYAN ist, wie andere linke Organisationen auf den Philippinen, bevorzugtes Ziel von Gewalttaten durch Gruppen, die mutmaßlich Militär und Polizei nahestehen; eine Reihe prominenter Linker, darunter der BAYAN-Generalsekretär, Leon Alejandro, wurden ermordet. Auch Vicente Labasbas schwebt in Lebensgefahr.

Todesstrafe

Im September 1987 wurden 65 Menschen in sieben Ländern zum Tode verurteilt, 50 Menschen in sechs Staaten hingerichtet.

ichten +++ Nachrichten +++ Nachrichten

Argentinien »Die Militärjungen und die Menschenrechte«

Unter dem Titel »Argentinien: die Militärjungen und die Menschenrechte« hat ai im 18. November 1987 einen umfassenden Bericht über die Bewältigung der von Menschenrechtsverletzungen geprägten Vergangenheit veröffentlicht.

In dem Bericht werden die wichtigsten Etappen der Menschenrechtsdiskussion nach der Etablierung der neuen Zivilregierung zusammengefaßt und die Anliegen von ai erörtert. Im Zentrum der Ausführungen stehen die Prozesse gegen neun Mitglieder der Milit-

arjungen, die sich wegen massivster Menschenrechtsverletzungen vor Gericht zu verantworten hatten. Auch die Vorgeschichte dieser Prozesse kommt im Bericht zur Sprache, insbesondere die Arbeit der »Comision Nacional Sobre la Desaparicion de Personas (Nationale Kommission zur Untersuchung des Verschwindens von Menschen) (CONADEP) und deren aufsehenerregender Bericht »Nunca mas«.

Daß amnesty gerade jetzt diesen Bericht veröffentlicht, hat einen wesentlichen Grund: das 1987 vom Parlament

verabschiedete »Gesetz über Gehorsamspflicht«. Dieses Gesetz, das nach der Militärrevolte von Ostern 1987 eingebracht wurde, bestimmte, daß Militärs unterhalb des Obristenranges als unter Befehlsnotstand stehend zu betrachten sind und für Menschenrechtsverletzungen, die sie begangen haben, nicht belangt werden können. Betroffenen von dieser de-facto-Amnestie sind mindestens 300 Angehörige der Streitkräfte.

amnesty international sieht im »Gesetz über Gehorsamspflicht« einen gefährlichen Präzedenzfall. Ein Gesetz, das Personen Straffreiheit garantiert, auch wenn sie schwerster Menschenrechtsverletzungen verdächtig sind, widerspricht nicht nur internationalem Recht; es birgt auch die Gefahr, als Freibrief für künftige Menschenrechtsverletzungen betrachtet zu werden.

Türkei Kommunistenhatz

Die Rückkehr zweier kommunistischer Politiker aus dem Exil hat offenbar die türkischen Behörden veranlaßt, tatsächliche oder vermeintliche Kommunisten im ganzen Land zu verhaften. Haydar Kutlu, Generalsekretär der verbotenen Türkischen Kommunisten Partei TKP und Dr. Nihat Sargin, Generalsekretär der gleichfalls illegalen Kommunistischen Arbeiterpartei TIP waren im Vorfeld der Wahlen vom 29. November aus dem Exil heimgekehrt. Sie wurden sofort nach ihrer Ankunft festgenommen und nach eigenen Aussagen während der 19tägigen Haft gefoltert. Ebenfalls verhaftet wurden Anwälte der beiden Parteiführer, Attila Coskun und Rasim Oz. Beide sind mittlerweile wieder auf freiem Fuß.

Nicht freigelassen wurden die beiden KP-Generalsekretäre.

Weiterhin in Haft ohne Kontakt zur Außenwelt sind auch eine unbekannte Zahl von Personen, die im Zusammen-

hang mit der Rückkehr Kutlus und Sargin festgenommen worden waren. Zu ihnen gehören u.a. Celal Özdoğan, Generalsekretär der Automobilarbeitergewerkschaft Otomobil-Is und sein Vorgänger Sami Atac, der Journalist Süreyya Uri aus Adana und der Lehrer Musa Kasa aus Istanbul. Es ist zu befürchten, daß sie — wie zahllose andere politische Häftlinge in der Türkei — während der Vernehmungen gefoltert werden. Folter und Mißhandlung politischer Gegner gehören zum türkischen Gefängnisalltag. (S. ai-Info 10/87 »Folterakte Türkei«)

Gefangene

Im Oktober 1987 wurden amnesty international die Freilassungen von 172 Gefangenen gemeldet, die von der Organisation betreut oder deren Fälle untersucht wurden. 93 neue Fälle wurden aufgenommen.

GEFANGENE DES MONATS

Alle hier vorgestellten Gefangenen sind politische Gefangene. Jeder von ihnen ist aus religiösen oder politischen Gründen, wegen seiner Hautfarbe, seines Geschlechts, der ethnischen Herkunft oder Sprache inhaftiert. Sie haben weder Gewalt angewendet noch befüwortet. Ihre fortgesetzte Inhaftierung stellt eine Verletzung der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte der Vereinten Nationen dar.

Internationale Appelle können dazu beitragen, die Freilassung der Gefangenen zu erreichen oder die Haftbedingungen zu erleichtern. Schreiben Sie bitte, im Interesse der Gefangenen, höflich formulierte Briefe an die Behörden des Landes und betonen Sie, daß Ihre Sorgen um die Menschenrechte rein humanitären Gründen entspringt und nicht mit irgendeiner parteipolitischen Orientierung zu tun hat. Richten Sie Ihren Brief unter *keinen* Umständen an den Gefangenen selbst.

Pastor Ho Hieu Ha — Vietnam

Im Dezember 1983 wurde in Ho-Chi-Minh Stadt, dem früheren Saigon, der damals 43 Jahre alte evangelische Pastor Ho Hieu Ha verhaftet. Seine Gemeindekirche wurde geschlossen und beschlagnahmt. Nach über dreieinhalb Jahren Haft wurde Pastor Ha im August 1987 zusammen mit zwei anderen Pastoren und einem Diakon vor Gericht gebracht und wegen »Predigens gegen die Revolution« zu einer Freiheitsstrafe von acht Jahren verurteilt.

amnesty international nimmt an, daß der tatsächliche Grund für seine Verhaftung und Verurteilung der ist, daß Pastor Ha, ein einflußreicher Kirchenführer mit wachsender Anhängerschaft, sich gegen die Beschlagnah-

mung seiner Gemeindekirche gewehrt hatte.

Pastor Ha ist einer von derzeit 15 evangelischen Pastoren, die in Vietnam inhaftiert sind. Mindestens neun von ihnen werden seit 1975 in »Umerziehungslagern« festgehalten.

Bitte schreiben Sie höflich formulierte Briefe, möglichst in Englisch, in denen Sie die sofortige und bedingungslose Freilassung von Pater Ho Hieu Ha verlangen, an:

**Vo Chi Cong
Chairperson
Council of State
Hoi Dong Nha Nuoc
HaNoi
Sozialistische Republik Vietnam
(Luftpostporto bis 5 g: 1,50 DM,
jede weiteren 5 g: 0,30 DM)**

Senden Sie bitte eine Kopie ihres Briefes an:

**Botschaft der
Sozialistischen Republik Vietnam
Konstantinstraße 37
5300 Bonn 2**

'Abd al-Majid Manjouneh — Syrien

Der Rechtsanwalt und frühere Staatsminister Manjouneh wurde 1980 verhaftet, nachdem er einen eintägigen Generalstreik der freien Berufe organisiert hatte. Ziel des Streiks war u.a. ein Ende des seit 1963 geltenden Ausnahmezustands und die Freilassung aller politischen Gefangenen, die ohne Urteil einsaßen. Nach dem Streik wurden die Anwalts-, Ärzte- und Ingenieurkammern des Landes aufgelöst, Hunderte ihrer Mitglieder verhaftet. Bereits im Dezember 1980 adoptierte amnesty international 23 der verhafteten Anwälte als gewaltlose politische Gefangene. Von diesen sind drei noch immer inhaftiert, darunter Rechtsanwalt Manjouneh. 'Abd al-Majid Manjouneh ist 49 Jahre alt, verheiratet und Vater von drei Kindern. Er wird im 'Adra-Gefängnis in Damaskus festgehalten. Sein Gesundheitszustand ist schlecht; er leidet an Nierenentzündung, Rheu-

matismus der Wirbelsäule und Diabetes. Er erhält keine ausreichende ärztliche Versorgung. amnesty international hatte bereits im Dezember 1985 in einer Eilaktion die syrischen Behörden auf Manjounehs schlechten Gesundheitszustand aufmerksam gemacht. Eine Verbesserung ist nicht eingetreten.

Schreiben Sie bitte höflich formulierte Briefe, möglichst in Englisch, und bitten um sofortige Freilassung von 'Abd al-Majid Manjouneh. Schreiben Sie an:

**President Hafez al-Assad
Presidential Palace
Abu Rummaneh
al-Rashid Street
Damaskus/Syrien**

und an:

**Mr. Mahmud Zu'bi
Prime Minister
Office of the Prime Minister
'Ab al-Rahman Shehbandar
Street
Damaskus/Syrien
(Luftpostporto bis 5 g: 1,40 DM,
jede weiteren 5 g: 0,20 DM)**

Senden Sie bitte eine Kopie Ihres Briefes an:

**Botschaft der
Arabischen Republik Syrien
Am Kurpark 2
5300 Bonn 2**

Gibson Kamau Kuria aus Kenia, der dritte Gefangene des Monats Januar, wurde überraschend am 12. Dezember 1987 freigelassen

Armin Barthel

Entwicklung und Menschenrechte

Das Recht auf Entwicklung als Menschenrecht.

Rader Verlag (Aachener Studien Sozialwissenschaften Bd. 1) 1986, 140 Seiten

Das Buch behandelt ein aktuelles Thema: Im Dezember 1986 hat die Generalversammlung der Vereinten Nationen mit großer Mehrheit die »Erklärung über das Recht auf Entwicklung« angenommen. Die USA stimmten dagegen, die BRD stimmte mit sieben anderen Ländern auf die in UN-Kreisen mittlerweile als »German-vote« bekannte Weise — mit Enthaltung!

Innerhalb von mehr als zehn Jahren hat so das von dem senegalesischen Völkerrechtler Keba M'Baye entworfene Menschenrecht auf Entwicklung als Menschenrecht der dritten Generation eine breite internationale Anerkennung erfahren. Nach der völkerrechtlichen Verankerung der politischen und sozialen Menschenrechte (den Menschenrechten der ersten und zweiten Generation) soll das Menschenrecht auf Entwicklung als eine Synthese dieser schon bestehenden Rechte den strukturellen Ursachen-zusammenhang ihrer Verletzung insbesondere in der Dritten Welt aufzeigen.

Die Aktualität des Themas wird noch dadurch unterstrichen, daß im Januar 1987 zum ersten Mal der neu ge-

schaffene UN-Ausschuß für wirtschaftliche, soziale und kulturelle Menschenrechte (bundesdeutsches Mitglied ist Prof. Bruno Simma) in Genf zusammengetreten ist. Entgegen den Behauptungen bundesdeutscher Kritiker am Menschenrecht auf Entwicklung führt die Anerkennung der Gleichwertigkeit von politischen und sozialen Menschenrechten sowie die Herausbildung des Menschenrechtes auf Entwicklung nicht zu einer Vernachlässigung der politischen und bürgerlichen Menschenrechte. Im Gegenteil wird die Partizipation der Bevölkerung als ein wesentliches Mittel zur innerstaatlichen Realisierung des Menschenrechtes auf Entwicklung hervorgehoben. Auf nationaler Ebene wird z.B. auch die häufig höchst ungerechte Einkommensverteilung als Behinderung der Realisierung des Rechtes auf Entwicklung kritisiert.

Weitreichende Folgen hat die zunehmende völkerrechtliche Verankerung des Menschenrechtes auf Entwicklung jedoch auch für die führenden Industrienationen. Barthel: »Ihre Kritik an den Menschenrechtsverletzungen in den Entwicklungsländern wirkt wenig überzeugend, solange sie Menschenrechtsverletzungen aus wirtschaftlichem Interesse stillschweigend hinnehmen und solange sie nicht zu einer echten Umverteilung im Sinne gerechter Weltwirtschaftsbeziehung bereit sind.«

Die Reichweite dieses neuen Ansatzes zur Schaffung einer Weltsozialpolitik erfaßt Barthel, indem er das Menschenrecht auf Entwicklung in die Diskussion um ein neues Entwicklungsvölkerrecht einordnet und deren Vertreter

zitiert: »Geordnete Veränderungen politischer, sozialer und wirtschaftlicher Systeme, aus welchem Grund auch immer sie angestrebt werden, bedürfen des Rechts als Instrument und machen manche Reformen des Rechts notwendig. Das trifft für den Nationalstaat ebenso zu wie für das internationale System«.

Barthel stellt dar, wie die Entwicklungsländer das Sozialstaatsprinzip auf der Ebene der Weltgemeinschaft durchzusetzen versuchen und somit ihre formale Unabhängigkeit durch eine ökonomische Unabhängigkeit ergänzt sehen wollen.

Der Autor erhebt mit seinem Buch nicht den Anspruch, die komplexe und erst in den Anfängen befindliche Theorie der Ursachen von Menschenrechtsverletzungen bereichern zu wollen. Er gibt vielmehr in lebendiger Sprache einen Überblick über den Diskussionsstand zu einem Thema, das in der BRD bislang vernachlässigt ist. Gerade in einer der reichsten Industrienationen ist dieses Buch deshalb auch ein sehr notwendiges Buch.

Tino Thun

Postvertriebsstück
Gebühr bezahlt
Z 7699 E
amnesty international
Postfach 17 02 29
5300 Bonn 1

3 FRAGEN,

die amnesty international an die Regierenden der Welt richtet:

1. Sind Sie bereit, in Ihrem Land die Gefängnistore für alle gewaltlosen politischen Gefangenen zu öffnen?

2. Sind Sie bereit sicherzustellen, daß in Ihrem Land politische Gefangene ein faires und zügiges Gerichtsverfahren erhalten?

3. Sind Sie bereit, in Ihrem Land der Folterung und Tötung von Gefangenen Einhalt zu gebieten?

In ihrem Jahresbericht schildert amnesty international die Situation in mehr als 125 Ländern und gibt Aufschluß darüber, welche Antworten die Regierungen der Organisation auf ihre Fragen gegeben haben.

amnesty international -
Jahresbericht 1987 (TB 3879)
528 Seiten, November 1987
(ISBN 3-596-23879-x)

Erhältlich im Buchhandel und bei amnesty international.

Die Menschenrechts-
situation
in 129 Ländern.

amnesty
international
Jahresbericht
1987

ai

amnesty international · Sektion der Bundesrepublik Deutschland e.V. · Heerstr. 178 · 5300 Bonn 1
Spendenkonto: Postgirokonto Köln 2240 46-502 (BLZ 370 100 50) · BKD Duisburg Kto. 30 000 (BLZ 350 601 90)

Turkey review

Published by the Unity Press Centre

November 1987/ Special Issue



**THE UNITED COMMUNIST PARTY—
A HISTORICAL STEP TOWARDS ACHIEVEMENT OF THE
RIGHT TO LEGALITY OF THE COMMUNIST MOVEMENT IN TURKEY**

**THE UCPT—
A PARTY WITH A DEEP ROOTED LEGACY
AND A GENUINELY NEW IDENTITY**

**BEHICE BORAN:
A LEADER IN THE STRUGGLE FOR PEACE,
DEMOCRACY AND SOCIALISM
IS NO LONGER WITH US**

A TIMELY STEP IN ACCORDANCE WITH THE CONCRETE SITUATION

**THE UNITED COMMUNIST PARTY OF TURKEY
IN THE TURKISH PRESS**

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

Publisher
ERMIS Verlag
Postfach 10 10 16
4300 ESSEN 1



At the Press Conference – WPT President Behice Boran with CPT General Secretary Haydar Kutlu

The United Communist Party -

A Historical Step Towards Achievement

Of The Right To Legality

Of The Communist Movement In Turkey

The Central Committees of the Workers' Party of Turkey and the Communist Party of Turkey announced through a statement dated October 27, 1987 their decision for the return of the general secretaries of both parties for Turkey, who have been living abroad as political refugees. General Secretary of the WPT, Nihat Sargin and General Secretary of the CPT, Haydar Kutlu will go to Turkey in a short time to start the struggle for achievement of the right of legality of the United Communist Party of Turkey, the party formed by merging of the WPT and the CPT.

Following the military takeover on September 12, 1980, the CPT which has been forced to work in illegal conditions for long years and the WPT which was banned after the military coup were subjected to severe onslaughts of the regime. Extensive arrests were accompanied by trials against both parties. Today one can no longer talk about a military dictatorship in Turkey, but undoubtedly there exists an authoritarian, anti-democratic regime and they intend to keep it going. Violation of human rights is still on the agenda

and the draconian laws are still in force. Existing legislation does not allow a communist party in Turkey. As for the government, it restricts by all types of methods and ways the right to fully participate in the political life to the opposition parties which were established in the framework of the present laws and it is obstinate about not recognising the right of existence of any political party on the further left of social democracy. From this angle, the step to be taken towards legalization of the communist movement in Turkey is a historical step towards the overcoming the present obstructions.

The leaderships of the WPT and the CPT believe, the return of general secretaries of two parties to Turkey in order to make necessary application for legality of the UCPT will open up a new stage in the struggle for democracy. The developments dragged Turkey into such a cross road that either due to the anti-democratic policy and the regime of the ruling forces, it will not come out of instability and military coups, or it will be oriented towards democratization with a new policy and a new regime. At present the principal

question of Turkey is the question of which path is to be followed. The WPT and the CPT are determined to lead Turkey towards democratization and to contribute to this process as much as possible. While taking this step, the leaderships of the WPT and the CPT are not only concerned about the interests of the UCPT. The fight to be launched for legality of the the UCPT is a step towards achievement of political freedom for all political forces who have been subjected to repression under the shadow of the ban on communists.

The merging of the CPT and the WPT as the United Communist Party of Turkey was also an expression of their responsibilities in the struggle for democracy. Now the step towards legality of the UCPT is the expression of the same responsibility too.

While taking this step, the leaderships of the WPT and the CPT rely on the potential force created by the idea of democracy that has been developed step by step after the military coup and on the people of Turkey. They are sure that the international democratic public opinion will also support them.

The UCPT – A Party With A Deep Rooted Legacy And A Genuinely New Identity



CPT General
Secretary Haydar
Kutlu and
WPT General
Secretary Dr. Nihat
Sargin

On October 7, 1987 Presentd of the WPT, Behice Boran and General Secretary of the CPT, Haydar Kutlu announced the merging of two parties in a single party under the name of the United Communist Party of Turkey in a press conference attended by large numbers of Turkish and foreign correspondents.

The CPT was forced to work in illegal conditions for more than 60 years and the WPT was founded in 1961 as a legal party but outlawed after the military coup in 1980. Due to specific historical conditions they carried out their activities long years as two separate revolutionary parties of the working class. But, as B. Boran and H. Kutlu stated in their press communique, the disunity of the left, existence of separate working class parties resulted in inadequacy in playing their role in the struggle for democracy. Following a long period of work for unity on various levels, the foundation of this unity was laid by elaboration of the draft programme of the United Communist Party of Turkey.

In the context of attainment of the unity of the communist movement

in Turkey, foundation of the UCPT is of a historical importance. At the same time it is a step towards the unity of different left parties, movements and forces.

A party with a new identity

The UCPT, the merger between WPT and the CPT appears with a genuinely new and different programme as compared with the previous programmes of two parties and as well as with the past programmes of the left movement. The UCPT draws its strategical line as making contribution to protection of peace, preventing Turkey from being a tool of the confrontation policy of the US imperialism and restoration of democracy. B. Boran and H. Kutlu explain the new identity and new approaches of the UCPT in their press communique as follows:

"The new identity is an effort to find realistic solutions to the topical problems of our people, to pursue such a policy that encounters the policies of pro-American, reactionary, militarist forces, a constructive and unflinching policy that promises unity.

The peoples of Turkey are in need

of a political and social renewal. They want a change and search the ways for it. Orientation in a democratic way of development, as an objective necessity makes itself strongly felt. On the other hand, at the edge of the 21. century we witness the development of a new world.

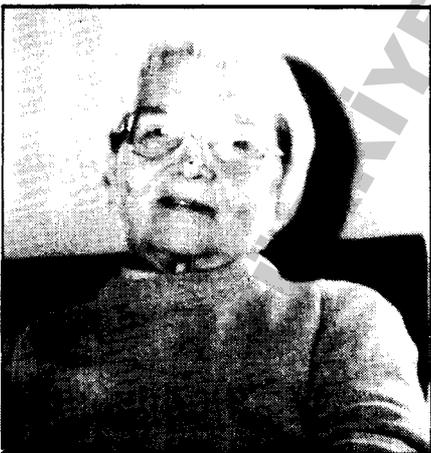
Our goal is to make the people the architects of democracy, democratization of the society in every field, existence of a democratic political regime that can reflect the real forces and the people are able to participate in. We want to disseminate as wide as possible the socialism's culture of democracy as socialism is our main target.

There is a strong wall facing the attainment for democracy. The Motherland Party leadership with the full support of imperialism and of big monopoly capital, in collaboration with President Evren and with the top ranks of the army, resorts to brutal force, threatens the people, channels their interests, expectations, fears and worries into its own direction. Opening up cracks on this strong wall, starting the process of democratization is possible only through the democratic cooperation of the broadest opposition forces."

*The Press
Conference in
Brussels on
7.10.1987 was of
historical
importance—
Boran and Kutlu:
comrades -in-arms*

The United Communist Party of Turkey considers the prevention of a nuclear war, maintaining the continuity of humanity and civilization as the primary question of our days and underlines that it is also the prerequisite of social progress. It considers such a foreign policy to be followed that enables Turkey to contribute actively to preservation of world peace.

Strengthening the European security and expand cooperation in Europe is one of the key questions of the international relations. In this context, from the angle of its own national security, Turkey should give support to all peace initiatives for protection of European security and make contribution to consolidation of cooperation. The UCPT departs from this point and approaches differently to the question of NATO membership as compared with the past. While being aware of negative results of Turkey's membership, it holds a realistic position with a broader perspective, such that Turkey should pursue a policy in the NATO in a way suitable to its own legitimate security interests and in favour of world peace, on the other hand should make efforts for preservation of the present parity between



Behice Boran



NATO and Warsaw Treaty and its continuous lowering on the basis of equal security and lastly dispersion of both military pacts.

The UCPT has a also realistic approach to Turkey's membership to the European Community. Turkey should develop its relations with each member of the EEC it can and should make bilateral treaties and establish relations with the EEC. As for its full membership, this matter should be dealt with in the framework of concrete conditions and in the context of Turkey's national interests. Of course, the economic relations with the ECC can not be taken as an alternative to the favourable economic relations to be established with other states outside the EEC.

Geographically Turkey occupies a place between Asia and Europe. It has historically established economic, political and cultural ties with Europe that have been developed during the period of the Republic. The European

policy of the UCPT is strengthening of these ties.

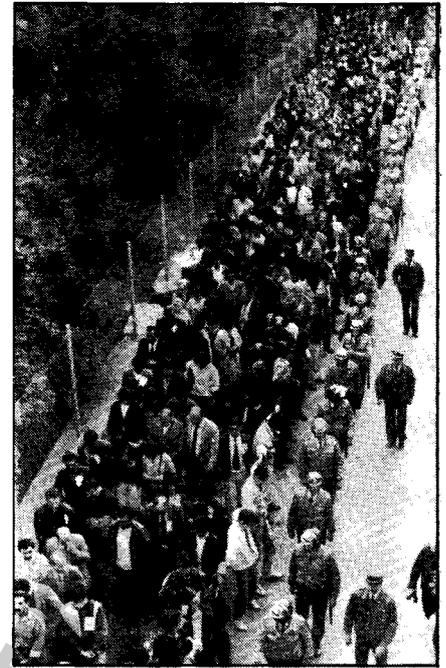
President of the WPT B. Boran and General Secretary of the CPT H. Kutlu stated other approaches that give a new identity to the UCPT as follows: "Our party will not be a sectarian party and closed in itself. We are

not claiming to be the sole representatives of the working class. Nor do we claim that the truth is only do our monopoly. We will always try to benefit from the views of other political forces, intellectuals and of the working people. We will make efforts to reflect the peaceloving, democratic and humanistic thinking potential of Turkey onto the political system, onto the parliament and onto the administration of country.

We are in favour of lively discussions. Therefore, different from the past, democracy will be the unalienable norm of our inner-party life. We shall always be in favour of constructive exchange of views with all other forces. What our country needs is a civilized political debate tradition with respect to freedom of expression of different views. There is no other way than establishing dialogues and production of common views on the solution of country's problems in order to rally the left and to obtain an understanding among the democratic forces. That is why we made our draft programme public and we would like to discuss it with everyone. When we come to power, our main principle will be discussing our policies with the people, with those political forces cooperating with us.



BEHICE BORAN: A Leader In The Struggle For Peace, Democracy And Socialism Is No Longer With Us!



The news about the press conference of Behice Boran and Haydar Kutlu occupied a considerable place in almost all Turkish daily papers. The weekly magazines were being printed to publish their interviews with Boran and Kutlu when the sad news appeared in the press. On October 10, 1987, B. Boran had passed away at the age of 77 due to heart failure.

Behice Boran was an exemplary fighter in the struggle for peace, democracy and socialism. Her struggle began in 1940s while she was a young scholar. She wrote many articles in progressive journals. Later she joined the political struggle of the working class. In 1950s she actively participated in the struggle for peace as the founder and President of the "Association of Peacelovers of Turkey". In 1965, she was elected to the Parliament as one of the leaders of the Workers Party of Turkey. In 1970, she became President of the WPT and remained its President until her death.

She was persecuted and imprisoned several times. After the military coup in 1980 the WPT was banned

and she was forced to live away from her motherland and was stripped off her citizenship.

At the age of 77, being deprived of her citizenship and forced to live abroad, she successfully fulfilled her last task in her uninterrupted and persistent struggle: a couple of days before her death she announced the historical step taken towards the unity of the communist movement in Turkey.

Her friends, democrats and peace-lovers from all over Europe came together to see B. Boran off on her last journey. The funeral ceremony organised by the CPT, the WPT, the communist group of the European Parliament and the World Peace Council was attended by representatives of a number of communist parties, parliamentarians, by Reinhold Hack representing the Social Democrat Group of the European Parliament and ex-parliamentarians Daniel Fedrigo and Jean Verstapen.

In Turkey:

Thousands share the sadness

The sad news about passing away of President of the WPT B. Boran

25.000 attended
Boran's funeral in Istanbul

created a great echo in Turkey. Workers, intellectuals, various organisations made announcements through the press either individually or with the signatures of hundreds of people appealing to the public to participate in the funeral in Ankara and in Istanbul. Writers and journalists with different political views wrote about B. Boran, about her struggle and expressed their respect to her decisiveness in the struggle.

The government, having taken into consideration this attitude of the democratic public opinion before the general elections, did not object to the funeral ceremony. As she was an ex-parliamentarian, an official ceremony had to be organised in the court of the Grand National Assembly. The funeral march in Istanbul was attended by nearly 25 thousand people, her coffin was covered by thousands of red carnations and roses.

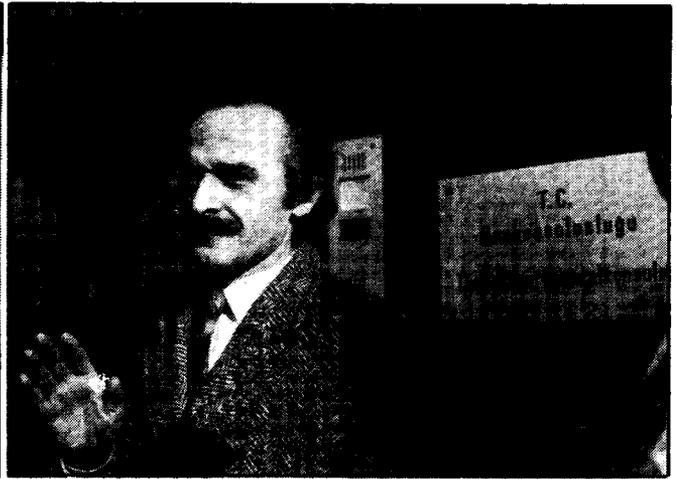
B. Boran was the leader of an outlawed party. She was deprived of her citizenship by those laws that are still in force. She had announced the merging of two outlawed parties and the forming of the UCPT only two days before her death. But there was in general a positive response from the public opinion to the merging of two parties and the broad left forces, democrats shared the sadness of her death, thousands marched in her funeral. All these were an expression of something, a reaction against those laws banning the activity of a communist party, an expression of an objective need and expectation of the public for legality of the communist movement in Turkey.



From Boran's funeral



Nihat Sargin



Haydar Kutlu

A Timely Step In Accordance With The Concrete Situation

The decision of the leaderships of the WPT and the CPT to launch legally the UCPT and the return of their general secretaries to Turkey to make the necessary applications is based on the evaluation of concrete circumstances in the country. Today ever broader forces express the need for a legal communist movement as an integral part of the democratization of Turkey. Legal opposition parties, a number of professional organisations and democratically minded intellectuals demand a change in the draconian laws that violate human rights, the freedom of expression and the legality of a communist party. Following the statement of the Central Committees of the WPT and the CPT about their step to legalization, the General Secretary of the Social Democrat Populist Party made a statement saying that they have always supported the legality of a communist party and demanded the necessary changes to be made in the Constitution. The spokesman of the Righteous Path Party criticized the government on this issue for not taking a clear-cut position: "If they were thinking of founding a legal Marxist Party in Turkey they should have prepared the legislative basis for it." Chairman of the Human Rights Association stated their demand to lift all restrictions on human rights and reminded the government of its promises given to the EEC and said that the general secretaries of the WPT and the CPT were entitled to form a party. Chairman of the Bar Associations of Turkey also defended the right to legality of the UCPT. All these are positive developments but it would be a mistake to draw the conclusion that to achieve the right of legal activity of

the communist movement is going to be an easy task.

Above all, the laws which ban the formation of a communist party are still in force. As for the government, it is facing a broad opposition and the general elections are to be held at the end of this month. For these reasons it is trying to give the impression that it has somehow a different approach on the issue of human rights and freedoms. Another reason of course is its efforts to enter the EEC. Because each time its application is discussed, it is confronted with the obstacle of violation of human rights in Turkey and receives sharp criticisms. As a matter of fact, Prime Minister Özal stated several times that he would make necessary changes for harmonization with the EEC, the residues of the military regime would be cleared before the general elections and, specifically about the legality of the communist movement he said that "it would depend on the demand of the people" and refrained from holding an apparent position.

Nevertheless, it is obvious that Özal will not recognise the right to existence of any party further left of Social Democracy. Leave aside a communist party, he was not even inclined to recognise the right to political activity of the Justice Party leader and ex-Prime Minister S. Demirel and Republican People's Party leader and also ex-Prime Minister B. Ecevit whose participation in political life was banned after the military coup. The PM made a manoeuvre by holding a referendum on lifting of the ban, but at the same time, he conducted a mass campaign against the lifting of the same ban. The referendum itself was anti-democratic. Des-

pite all, even though there was a small difference in the number of votes, the referendum resulted in the lifting of the ban on some of the former political leaders. Then Prime Minister Özal made an imposition onto the Parliament to hold early general elections and doing so, he forced the opposition parties to participate in the elections on unequal terms.

Following the announcement of the WPT and the CPT leaderships' of their decision for legality of the UCPT, in a reply to the correspondents' questions PM Özal said: "The existing legislation does not allow the forming of a communist party" and to the question about whether the related laws would be annulled, he said, that it was a matter of time and could be dealt with after the elections. He was again avoiding taking a clear-cut position. The Security Department in Istanbul, however, declared without any hesitation that "as soon as they arrive the General Secretaries would be taken into custody".

While taking this step towards legality of the communist movement in Turkey the leaderships of the WPT and the CPT have taken into consideration the barriers to be overcome and they are conscious of their heavy responsibility by assigning their general secretaries with this historical task. But they are convinced that they are taking a step to start turning the wheels of history. This step will start the struggle.

While taking this step, the leaderships of the WPT and the CPT rely on the solidarity of broad democratic forces on international scale and believe that each and every party or organisation or person who defends democracy and human rights will support them.

Milliyet Tercüman Cumhuriyet

Birleşen TKP'nin lideri Haydar Kutlu ile TİP'in Genel Sekreteri Nihat Sargın'ın Türkiye'ye dönme kararı



Haydar Kutlu (TKP Genel Sekreteri)

Nihat Sargın (TİP Genel Sekreteri)

DGM Savcısı, TKP'li Kutlu ve Sargın'ın Türkiye'ye gelişlerinde yakalanmalarını istedi

TBKP Kutlu'ya soruşturma

liderleri geliyor

Haydar Kutlu ve Sargın gözaltına alınacak ve tutuklama talebiyle savcılığa verilecek

KARVECI "OYALOG" İNİSİSİ İÇİN "PABURÇ" DEĞİ

ye'ye gelmeden, efendilerinden "son talimat"ları alacak

Haydar Kutlu'nun Cumhuriyet'e açıklamaları

TBKP'ye soruşturma açıldı

TKP'li Kutlu



Kutlu ve Sargın TBKP için Türkiye'ye geliyor

TKP lideri: Secimle

Özal'dan TKP'ye umut

The United Communist Party Of Turkey In The Turkish Press

Almost all daily papers in Turkey carried the news on their first pages about the press conference of B. Boran and H.Kutlu in Brussels and the merging of the CPT and the WPT as the UCPT. The newspapers, *Hürriyet* and *Milliyet*, weekly journals *Yeni Gündem*, *Akis*, 2000'e *Dogru* and *Nokta* published interviews with H.Kutlu and B.Boran and informed the public about programmatic approaches of the UCPT. Right after the press conference, as the sad news about the death of B.Boran and the funeral occupied a considerable place in the press, a number of columnists expressed their regret about the fact that she died abroad, stated their opposition to those laws which deprived B. Boran and many other democrats of their citizenship, those laws which restrict the freedom of expression and ban the formation of a communist party. Mehmet Kemal from the daily *Cumhuriyet* writes in his article entitled "Everything should be open" that Boran was a Marxist and remained as a Marxist until her death and follows "It is obvious that the CPT and the WPT are working for the unity of the working class movement. The oldest political party of Turkey wants to get out of illegality and to become legal. Those circles who disseminate fear and horrify the people will learn better what is what when it achieves a legal status. The long standing taboo should be broken. The bans should be lifted" (*Cumhuriyet*, Oct. 21, 1987). Again in *Cumhuriyet* Hasan Cemal in his article on B.Boran writes that

there should be respect for everyone's beliefs and opinions in the society and underlines the fact that the first step to this end should be abolishing off the anti-democratic articles of the Constitution and of other laws. (*Cumhuriyet*, October 17, 1987) A columnist of the daily *Milliyet*, M.A.Birand writes: "Turkey will be contemporary only when people are not persecuted and suppressed for their opinions and listened to patiently. (*Milliyet*, October 17, 1987) In *Hürriyet* O.Ekşi says, he does not share the views and beliefs of B.Boran but he has respect for Boran who carried on her struggle all through her life and writes: "Turkey should no longer be a country that does not give passport to its scientists and artists, forces her politicians to be political refugees in other countries, deprives her artists of their citizenship and learns the value of her own poets from others." İlhan Selçuk, a columnist of *Cumhuriyet* deals with vulgar anti-communist propaganda of the reactionary circles in Turkey in his article entitled "The Evil's Circle" and writes: "Marketing of anti-communism constituted the most effective media for the marketeers for the sale of Turkey to the USA. Today the allegation that Turkish socialists who live in exile in Western Europe are "traitors" is one of the propaganda methods of capitalism whose roots are outside the country. Anti-communism is a profitable trade in our country, but unfortunately this business leads Turkey into medieval darkness and loss of her independence". (*Cumhuriyet*, October 18, 1987)

The news about the return of the general secretaries of the WPT and the CPT for legalization of the UCPT was also given extensive publicity in the press. Soon after the news broke out, the daily *Milliyet* dealt with this in its leading article. In his article Altan Öymen reminds of the Özal government's wish to join the EEC and writes: "In an EEC member country these parties (WPT and CPT) cannot be "outlawed". From Sweden to Spain, from Portugal to Germany, in which EEC country is the communist party outlawed? He states that the ban on the communist party in Turkey is incompatible with the standards of human rights in the EEC and underlines the fact that whether Turkey joins the EEC or not, those standards were the basis of a normal democratic life that the people of Turkey deserve. (*Milliyet*, October 29, 1987) In *Milliyet*, Teoman Erel deals with the statement of Prime Minister Özal as "we cannot allow their illegal activities. As long as the present laws remain in force communist parties cannot be founded in Turkey" and says that the leaders of the CPT and the WPT will expose his false pretences for liberalism." (*Milliyet* October 30, 1987)

As for the position of the reactionary press on the legalization of the UCPT, these circles strongly oppose the legalization of the communist movement by out-dated anti-communist arguments of the cold war period and they even accuse the Prime Minister of not taking a firm stance and give a free hand to the communists.

Türkei aktuell

Zeitschrift der Kommunistischen Partei der Türkei

Dezember 1987



FREIHEIT FÜR KUTLU UND SARGIN

SEITE 3

INTERNATIONALE SOLIDARITÄT

SEITE 9

**DEMOKRATISCHE SOLIDARITÄT
IN DER TÜRKEI**

SEITE 14

KURZ VOR DEM DRUCK ERREICHTE UNS FOLGENDE BLITZMELDUNG !!!

DIE GENERALSEKRETÄRE VON DER ARBEITERPARTEI DER TÜRKEI

UND DER KOMMUNISTISCHEN PARTEI DER TÜRKEI

WURDEN DURCH DRUCKWASSER, ELEKTROSHOCKS

UND AUFHÄNGEN GEFOLTERT

Fortsetzung auf Seite 2

KURZ VOR DEM DRUCK ERREICHTE UNS FOLGENDE BLITZMELDUNG !!!

DIE GENERALSEKRETÄRE VON DER ARBEITERPARTEI DER TÜRKEI UND DER KOMMUNISTISCHEN PARTEI DER TÜRKEI WURDEN DURCH DRUCKWASSER, ELEKTROSCHOCKS UND AUFHÄNGEN GEFOLTERT

● Die Anwälte werden daran gehindert, das Gerichtsgebäude zu betreten.

Während der Generalsekretär der TIP, Nihat Sargin und der Generalsekretär der TKP, Haydar Kutlu, erklärten, daß sie im Polizeipräsidium durch Druckwasser, Elektroschocks und Aufhängen gefoltert wurden, wurden ihre Verteidiger, Rechtsanwälte Atilla Coşkun und Rasim Öz von der Polizei festgenommen. Die Staatsanwaltschaft beim DGM erklärte, daß die Akte mit den Aussagen von Kutlu und Sargin bei der Polizei den Anwälten nicht ausgehändigt wird.

Der TIP-Generalsekretär Nihat Sargin und TKP-Generalsekretär Haydar Kutlu, die 19 Tage lang ohne Kontakt mit der Außenwelt beim Polizeipräsidium in Ankara und der DGM-Staatsanwaltschaft vernommen wurden, berichteten gegenüber ihren Anwälten, daß sie gefoltert worden sind. In einer an die Staatsanwaltschaft gerichteten Beschwerde geben Kutlu und Sargin an, daß sie während der Verhöre im Polizeipräsidium von Ankara durch Elektroschocks, kaltes Druckwasser und Aufhängen gefoltert worden sind.

In ihrem Rundschreiben vom 7.12.87 erklärt die Amnesty International (AI Index EUR 44/88/87 UA 346/87) wörtlich: "Amnesty International is informed that Haydar Kutlu and Dr. Nihat Sargin had indeed been tortured during police detention and there is fear that their lawyers, Atilla Coşkun and Rasim Öz, may also be subjected to torture while being interrogated."

Der Rechtsanwalt Atilla Coşkun, der zusammen mit seinen Kollegen zum ersten Anwaltstermin zu den Generalsekretären der TIP und der TKP in das Zentralgefängnis von Ankara eintrat, indem die beiden führenden Politiker in der Isolationshaft gehalten werden, wurde von den Polizisten umzingelt. Die Polizisten sagten, sie seien gekommen, um ihn zum politischen Dezernat der Polizei mitzunehmen. Nach-

dem die zehn Anwälte erklärt haben, daß sie ins Gefängnis gekommen sind, um mit ihren Mandanten zu sprechen, konnten sie ca. eine Stunde mit Sargin und Kutlu sprechen.

Nach dem Besuch nahmen die Polizisten vom politischen Dezernat die Rechtsanwälte Rasim Öz und Atilla Coşkun fest.

Die übrigen Anwälte von TIP- und TIP-Generalsekretären wandten sich an das Präsidium der Anwaltskammer der Türkei, die Staatsanwaltschaft beim DGM und das Justizministerium und forderten sie auf, in erforderlicher Weise einzugreifen, da diese Maßnahme die Verhinderung des Erteilungsrechts darstelle.

Ferner ließ die Polizei an einige Zeitungen die Meldung durchsickern, die Generalsekretäre der TIP und der TKP hätten ihre Freunde in der Türkei verraten. Die ermittelnde Staatsanwaltschaft beim Staatssicherheitsgericht (DGM) lehnte ab, die Akte mit den Aussagen von Sargin und Kutlu bei der Polizei, der Staatsanwaltschaft und dem Untersuchungsrichter ihren Anwälten auszuhändigen.

Die Anwälte von Sargin und Kutlu erklärten, daß der Paragraph 143/3 der türkischen Strafprozeßordnung sehr deutlich ist und der Staatsanwalt beim DGM, Ülkü Coşkun, der die Akteneinsicht ablehnt, sich offen eines Vergehens schuldig macht. Die Anwälte gaben bekannt, sie würden gegen die Verhaftung ihrer Mandanten Einspruch einlegen und deshalb die Akte auf jeden Fall sehen müßten.

Die Anwälte von Sargin und Kutlu haben mit einem Antrag offiziell die Prozeßvorbereitungsakte von der Oberstaatsanwaltschaft beim DGM angefordert.

Am Dienstag, dem 8.12.87 gingen die Rechtsanwälte Ersan Sansal, Ahmet Tahtakılıç zusammen mit anderen Kollegen zum Gebäude des Staatssicherheitsgerichtes (DGM) in Ankara,

um noch einmal das gesetzliche Recht der Akteneinsicht in Anspruch zu nehmen. Sie wurden jedoch durch die Polizei daran gehindert, das Gerichtsgebäude zu betreten. Dieser in der türkischen Justizgeschichte einmalige Akt der Willkür wurde mit einem Protokoll festgehalten. Das Verhalten der Staatsanwaltschaft ist ein weiterer Indiz dafür, daß in diesem Verfahren selbst die elementarsten Regeln der Rechtsstaatlichkeit verletzt werden.

TIP und TKP protestierten gegen die Folterung, die Festnahmen von Anwälten und die Geheimhaltung der Prozessvorbereitungsakte durch die Staatsanwaltschaft.

Bei der von Osman Sakalsız und Mehmet Karaca unterzeichneten Erklärung wurde darauf aufmerksam gemacht, daß die Türkei sich weigerte, die Vereinbarung des Europarats gegen die Folter zu unterzeichnen. In der Erklärung heißt es u.a.: "Das derzeitige Regime in der Türkei weigert sich die Vereinbarung des Europarats gegen die Folter zu unterzeichnen. Die offiziellen Verantwortlichen sprechen nicht wahrheitsgemäß. Die Verteidigungsrechte der beiden Generalsekretäre werden beschnitten."

Wir protestieren gegen allen den Menschenrechten und den Rechtsgrundsätzen widersprechenden Praktiken, von denen die Özal-Regierung und der DGM-Staatsanwalt verantwortlich sind.

Wir fordern die Bekanntgabe der Zuständigen, die an der Vernehmung bei der Polizei teilgenommen haben sowie der Spezialisten, die sie gesundheitlich untersucht haben und die Einleitung der notwendigen Maßnahmen gegen sie."

8.12.1987

i.n. des Zentralkomitees der TIP
Osman Sakalsız

i.n. des Zentralkomitees der TKP
Mehmet Karaca

Freiheit für Kutlu und Sargin



Die Generalsekretäre von TIP und TKP sind für Freiheit und Demokratie in die Türkei zurückgekehrt

Die Anwälte von Kutlu und Sargin erklären: Die Vernehmung, die mit Folter gleichzusetzen ist, wird immer noch fortgesetzt

Die Inhaftierung von Kutlu und Sargin stößt im Heimatland und in der ganzen Welt auf breite Reaktionen

Es erfolgen Nachrichten und Kommentare von der türkischen und von der internationalen Presse

Nihat Sargin und Haydar Kutlu sind mit dem Ziel in die Türkei zurückgekehrt, die Arbeit der TBKP, welche durch die Vereinigung der beiden Parteien TIP und TKP entstanden ist, in legaler Weise anzufangen.

Mit diesem Schritt zielen sie darauf ab, daß die Kommunisten auf legale Weise einen größtmöglichen Beitrag dazu leisten, daß die Türkei demokratisch wird, daß die inneren Span-

nungen im Lande verringert werden, daß eine demokratische Stabilität herbeigeführt wird. Mit diesem Schritt zielen sie darauf ab, daß die Kommunisten einen größtmöglichen Beitrag dazu leisten, daß die Probleme der Türkei, die sich seit Zehn Jahren gesammelt haben, gelöst werden.

Dies ist ein berechtigtes Ziel, dessen Legitimität auch von all denjenigen

demokratischen Kräften anerkannt wird, die nicht unbedingt die politische Meinung der Kommunisten teilen. Das Erreichen dieses Zieles wird durch das gemeinsame Handeln aller demokratischen Kräfte verwirklicht werden.

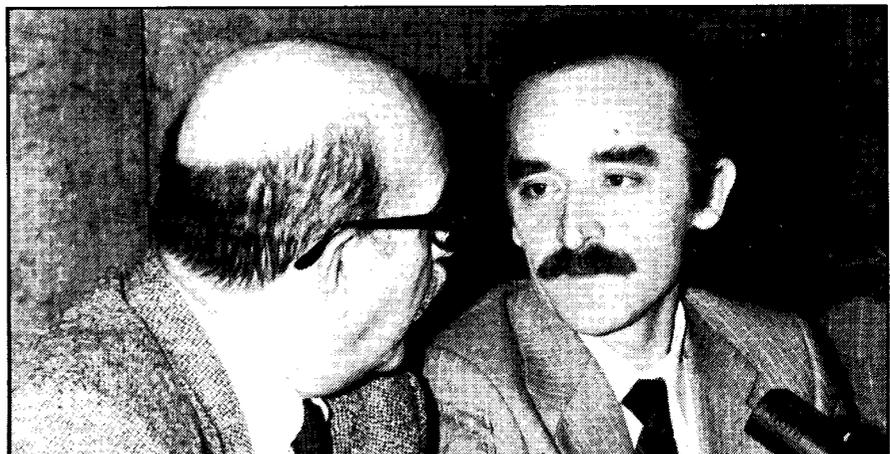
21. November 1987

Zentralkomitee
von TIP und TKP

Oben:

Die Generalsekretäre der Kommunistischen Partei der Türkei und der Arbeiterpartei der Türkei Haydar Kutlu und Nihat Sargin, bei ihrer Ankunft in Ankara am 16. November 1987.

Bevor die beiden Generalsekretäre der TIP und der TKP in ihr Heimatland zurückkehrten, gaben sie in West-Berlin ein Pressekonferenz.



Aus der Erklärung, die Mehmet Karaca und Osman Sakalsiz im Namen der Zentralkomitees von TIP und TKP veröffentlicht haben:

Seit die Genossen Kutlu und Sargin ihren Fuß auf heimatlichen Boden gesetzt haben, hat sich vor allen unseren Landsleuten, die die Sehnsucht nach Demokratie spüren, eine völlig neue Situation eröffnet: Es ist möglich, der Vergiftung des politischen Lebens, die fortschrittliche Gedanken in die Konspiration treibt, indem sie sie verbietet, ein Ende zu machen. Die Menschen können von Angst, Ruhelosigkeit und Mißtrauen, in die sie wegen ihrer politischen Meinungen getrieben wurden, befreit werden. Eine neue politische Kultur, in der unterschiedliche politische Strömungen und Meinungen gleichzeitig existieren können, kann entstehen.

Dieser Schritt wurde vor allem für die Freiheiten der breiten linken Kräfte getan. Auch wenn sie nicht einer Meinung mit uns sein sollten, so werden doch mit der Aufhebung der antikommunistischen Verbote auch alle

diese Kräfte frei am politischen Leben teilnehmen können.

Die Aufhebung der antikommunistischen Verbote wird auch die Behinderungen beseitigen, die dem Kampf, den die Arbeiter und Werktätigen für die dringenden Forderungen führen. Niemand wird es wagen, die heute existierende Repression gegen die Gewerkschaften in einem Land zu verteidigen, in dem das Verbot, das gegen die kommunistische Partei verhängt ist, aufgehoben ist.

Mit der Aufhebung dieses Verbots wird die Welt der Kunst und der Wissenschaft von Zensur und Unterdrückung befreit, wird sich das kulturelle Leben frei entwickeln.

Wenn das Verbot der kommunistischen Bewegung aufgehoben ist, kann man Menschen nicht mehr als "Kommunisten" im Rahmen dieses Verbots verfolgen, weil sie Frieden und Abrüstung gefordert haben.

All das zeigt den zutiefst demokratischen Charakter des Beschlusses über die Rückkehr der beiden Parteivorsitzenden.

Die Antwort darauf ist jedoch das genaue Gegenteil.

Die Regierung versucht, die Chance, die zwei Menschen für eine zeitgemäße Demokratie geschaffen haben, obwohl sie dafür ihr eigenes Leben in Gefahr gebracht haben, mit einer mittelalterlichen Gesinnung zu zerstören. Evren zeigte in seiner letzten Rede wieder einmal, daß er auch ein Vertreter dieser Gesinnung ist. Er befürwortete darin das Verbot von fortschrittlichen politischen Meinungen, daß jene Quelle von politischer Instabilität und politischen Spannungen ist.

Jetzt müssen sich alle demokratischen Kräfte, unser Volk, gegen die Verbote, an die Seite der Freiheit stellen. Vor allem anderen müssen Nihat Sargin und Haydar Kutlu unverzüglich aus den Händen der Polizei befreit und entlassen werden. Das demokratische Gewissen der ganzen Welt unterstützt diese gerechte Forderung.

17.11.1987

Bevor Kutlu und Sargin in die Türkei zurückkehrten, veranstalteten sie in West-Berlin eine Pressekonferenz und erklärten ihre Ziele: "Wir gehen, um eine Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei legal zu gründen."

Der Generalsekretär von TIP, Nihat Sargin, und der Generalsekretär des Zentralkomitees der TKP Haydar Kutlu, veranstalteten ein Pressekonferenz in West-Berlin, bevor sie in die Türkei zurückkehrten. Die Generalsekretäre, die auf der Pressekonferenz auf die verschiedensten Fragen der Journalisten antworteten, stellten mit Nachdruck heraus, daß es ihr Ziel ist, einen Beitrag zur Gründung einer Demokratie in der Türkei zu leisten. Sie gaben den Presseangehörigen detaillierte Informationen über den Zusammenschluß der Parteien und die zu gründende TBKP. Im folgenden geben wir eine kurze Zusammenfassung von der Pressekonferenz:

I

Kutlu: Wir haben vorhin schon erklärt wir gehen (in die Türkei) um die Vereinigte kommunistische Partei der Türkei legal zu gründen. Wie sie wissen, ist die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei aus der Arbeiterpartei der Türkei und der Kommunistischen Partei der Türkei entstanden. Wir haben wiederholt erklärt, daß diese Ent-



Nihat Sargin und Haydar Kutlu während des Pressekonferenzen in West-Berlin mit dem SEW Politbüro Mitglied Klaus Feske.

wicklung zum Schlußpunkt gekommen ist, es fehlt nur noch ein (Partei)kongreß. Weil die Entwicklung abgeschlossen ist, haben wir unseren Beschluß öffentlich erklärt. Die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei wird in der Türkei selbst legal arbeiten. Wir werden alles dafür tun. In diesem Fall ist dies das grundlegende Ziel unserer Fahrt. Ob wir nun verhaftet werden oder nicht, wir werden Anstrengungen für die Gründung dieser Partei aufwenden. Leider ist es sehr schwer, Ihnen von hier aus Konkreteres zu sagen, da wir nicht wissen, mit was für Situ-

ationen wir konfrontiert werden. Das heißt ...

III

...eine Folge der gesetzlichen Bestimmungen. Das Volk der Türkei ist nicht rückständig. Das Volk der Türkei ist unter dem Aspekt seines Demokratiebedürfnisses nicht rückständiger als irgendein anderes Volk. Unsere größte Erwartung setzen wir in die demokratische Öffentlichkeit der Türkei. Darüberhinaus ist die Unterstützung der demokratischen Weltöffentlichkeit zweifellos nützlich. Aber an dem Punkt, an dem die Türkei jetzt angekommen

ist, müssen solche Themen endlich frei erörtert und diskutiert werden. Sollten einige anachronistische gesetzliche Bestimmungen, die sowieso am vollen Wortlaut gemessen ungültig sind, dem entgegenstehen, so sind sie auch rechtlich außer Kraft zu setzen. Darauf stützt sich unsere Reise.

IV

Kommunisten sind keine Terroristen. Vor allem kann jeder klar Denkende sehen, daß gegenwärtig derartige Ereignisse einer Atmosphäre der Liberalisierung, die für die Demokratie notwendig und zwangsläufig ist, schaden. Es besteht kein Zweifel darüber, daß...

VII

Der Schritt, denn wir tun, muß unterstützt werden. Wenn wir die gegen uns bestehenden Behinderungen zurückweisen und ihre Aufhebung durchsetzen können, wird dies die Freiheit für die gesamte revolutionäre Linke bedeuten. Aus diesem Grund kämpfen und kehren wir nicht nur für unsere Freiheit zurück. Wir wollen Freiheit für die gesamte revolutionäre Linke und werden auch dafür kämpfen. Wenn wir Bedingungen geschaffen und die Bedingungen für eine legale Gründung der TBKP erreicht haben, glauben wir, daß mit der revolutionären Linken unter diesen konkreten Bedingungen konkrete Formen deutlich werden und daß verschiedene Gemeinsamkeiten hervortreten können. Die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei sieht sich daher nach Schaffung der Bedingungen für die Legalität nicht auf einen so engen Rahmen begrenzt, wie er heute besteht. Sie wird sich bemühen, alle, die kommunistische, marxistische und bestimmte andere Meinungen vertreten, zusammenzufassen, wenn sie sich auf der Grundlage eines gemeinsamen Programms befinden. Dies gilt auch für jene, die zwar gemeinsame Meinungen haben, aber ein unterschiedliches Parteiverständnis vertreten.

VIII

Ich bin der Ansicht, daß die Presse der Türkei vor eine wichtige Prüfung gestellt ist. Ich glaube daß sie das Verantwortungsbewußtsein zeigt, daß für die Rückkehr zur Demokratie notwendig ist. Ich möchte hierfür meinen Dank aussprechen. Selbstverständlich beschränkt sich dieses Interesse nicht allein auf die Presse und ihr Umfeld. Es ist auch in breiten demokratischen Kreisen Europas vorhanden. Als Ergebnis dessen wird mit uns zusammen eine Delegation von ungefähr 30 Personen fahren.

IX

Bei unserer Fahrt haben wir keinen

Aufruf an die Massen gerichtet. Wir werden ihn auch nicht machen. Wir wissen genau, daß die Türkei sich an einem Wendepunkt befindet. Aus dieser Sicht heraus vielleicht meine Antwort auf eine Frage von vorhin. Aber nicht allein die Türkei ist an einem Wendepunkt. Wie wir immer erklärt haben, darf die Entwicklung der Türkei nicht hinter der Entwicklung der Welt zurückbleiben. In Europa setzen neue Entwicklungen ein. Wenn die Türkei ihren Platz in Europa einnehmen will, darf sie nicht zu spät kommen. Kommunisten, Sozialdemokraten, Sozialisten, also die zentrale Parteien, kommen auf unterschiedlichem Niveau, zu unterschiedlichen Themen zusammen. Sie kommen zusammen, um die gemeinsamen Probleme der Menschheit zu lösen, und diese Kräfte, darauf möchte ich noch einmal ihre Aufmerksamkeit lenken, konnten sogar aus einem solchen Anlaß wie der Feier des 70. Jahrestages der Oktoberrevolution zusammenkommen. Sogar der Präsident eines westeuropäischen Landes hat an dieser Feier teilgenommen und gesprochen. Alle sozialdemokratischen Parteien Westeuropas waren dort vertreten. Aber noch einmal möchte ich um ihre Aufmerksamkeit bitten, aus der Türkei war außer der Linken, das heißt außer uns, niemand da. Wir sind deswegen besorgt. Die Türkei darf nicht zurückbleiben. Wenn man einen Vergleich zieht, kann es, genau wie die Türkei in der osmanischen Zeit sowohl auf kulturellem als auch auf technischem Gebiet mit der Entwicklung in den europäischen Ländern nicht Schritt halten konnte und zurückgeblieben ist, auch diesmal dazu kommen, daß sie eine Gelegenheit verpaßt. Dies ist das eigentliche Ziel unserer Rückkehr in die Heimat. Auf der Tagesordnung steht die Möglichkeit einer Demokratie mit allen dazugehörigen Institutionen und Regeln. Eine Diskussion hierüber muß in Gang gesetzt werden. In jedem Fall muß die legitimste Atmosphäre in Verbindung mit diesem Ziel die Zeit der Parlamentswahl sein. Deshalb habe ich die Aufmerksamkeit auf die Gleichzeitigkeit mit der parlamentarischen Demokratie, ihrem Wesen und ihrer Entwicklung gelenkt. Wir verteidigen unsere Interessen im Rahmen dieses Systems.

XI

...ich wiederhole jedoch, und ich habe es schon zuvor gesagt, daß wir die Vertreter dieser Ansicht ermutigen, wenn wir uns für die Durchsetzung unserer Freiheit nicht mutig verhalten.

Andererseits glaube ich, daß Sie die Diskussionen im Zusammenhang mit unserer Fahrt verfolgen. Ich haben eben auch gesagt, daß sich außerhalb des normalerweise relativ engen Umkreises, sei es der Kommunistischen Partei, sei es der Freiheit der Kommunisten, bezüglich der Demokratie und auch allgemeinerer Themen in viel größerem Maße als früher fortschrittliche Gedanken verbreiten. Es ist offensichtlich, daß unsere Landsleute den Reichtum der Gedankenvielfalt wollen. Anders ist das breite Interesse im Zusammenhang mit dieser Reise nicht zu erklären. Wir müssen auf das demokratische Gewissen unseres Volkes vertrauen. Wir müssen ihm auch Ausdruck verleihen. Aber konkret. Indem wir zeigen, daß wir existieren. Andernfalls...

XII

Wir sind damit beauftragt, die Anstrengungen für die Legalisierung der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei in Gang zu setzen und aus diesem Grund fahren wir. Wir glauben, daß das im Umfeld der Wahlen das Interesse der demokratischen Öffentlichkeit gerade wegen der Wahlen zugenommen hat. Wir glauben, daß der Schritt, den wir in dieser Periode tun, einen großen Fortschritt in Richtung auf die Demokratisierung der Türkei bewirken wird. Wir werden uns auf diese Weise bemühen, alles zu tun, was uns möglich ist. Wir werden mit derselben Arbeit fortfahren, wenn wir nicht festgenommen werden sollten oder wenn wir nach der Festnahme freigelassen werden. Aber bei der Einschätzung der neuen Situation, die im Moment nicht abschätzbar ist - dies ist, glaube ich, eine Seite des Problems - werden diejenigen, die uns beauftragen, die Lage überdenken und bewerten. Im Moment sind ich und mein Genosse Kutlu, ...

XV

Die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei hingegen ist eine unabhängige Partei, die die Gedanken von Marx, Engels und Lenin schöpferisch unter den Bedingungen unseres eigenen Landes anwendet. Wir haben in unserem Programm zum Ausdruck gebracht, daß der Sozialismus zweifellos unsere eigenen Farben tragen wird. Schließlich haben wir unter Berücksichtigung der Bedingungen einer sich verändernden Welt einen pluralistischen Weg gewählt. Wir haben uns zur Unterstützung des Mehrparteiensystems entschieden und dies in unserem Programm öffentlich erklärt. Die Aufgabe einer legalen Gründung der TBKP in unserer Heimat wurde uns beiden jeweils getrennt erteilt. Das heißt,

das die Leitung der Arbeiterpartei der Türkei den Genossen Sargin und die Leitung der Kommunistischen Partei der Türkei mich beauftragt hat. Unsere Parteien haben diesen Auftrag erteilt.

Kutlu und Sargin sind am 16. November 1987 getrennt von West Berlin bzw. Brüssel losgeflogen und haben sich dann auf dem Flughafen von München getroffen, um ihre Reise gemeinsam fortzusetzen.

Auf ihre Reise wurden die Generalsekretäre von Parlamentariern verschiedener europäischer Länder und von bekannten Rechtsanwälten und Journalisten begleitet.

Die Generalsekretäre, die auch im Flugzeug die Fragen der Presseangehörigen weiterhin beantworteten, betonten, daß es nicht leicht sei, Freiheit und Demokratie zu erreichen, und sie sagten, daß sie sich nicht davor fürchteten, inhaftiert und angeklagt zu werden. Kutlu und Sargin wurden auf dem Esenboğa Flughafen in Ankara in Haft genommen, Untersuchungshaft zu niemanden Kontakt haben dürfen. Die Anwälte von Sargin und Kutlu haben erklärt, daß die Inhaftierung gesetzwidrig sei und daß die pausenlos fortgesetzte Vernehmung Foltercharakter habe. Die Anwälte haben folgendes gesagt:

Bekanntlich läuft gegen den Generalsekretär der TKP Haydar Kutlu ein prozeß und gegen den Generalsekretär der TIP, Nihat Sargin, besteht ein in Abwesenheit ergangenes Verhaftungsurteil. Deshalb mußte nach den geltenden Gesetzen Sargin sofort dem Staatsanwalt vorgeführt und die Anhörung von Kutlu von dem, für seinen Prozeß zuständigen Gericht fortgesetzt werden. Unter gesundheitlichen und juristischen Gesichtspunkten betrachtet, müßte das Verhör, das unter strengster Geheimhaltung, lebensgefährlichen Umständen und ohne jegliche menschliche und juristische Rechte fortgesetzt wird, sofort abgebrochen und die Generalsekretäre freigelassen werden.

Doktor Bülent Tarakçıoğlu, der seine Ansichten über die pausenlose Vernehmung von Kutlu und Sargin, darlegte und der zur Zeit ein Buch über Folter schreibt, hat ausdrücklich klargestellt, daß nicht daran gezweifelt werden kann, daß diese Art von Vernehmungen den Charakter von psychischer Folter trägt.

Über die in einigen Zeitungen veröffentlichten Fotos von den Generalsekretären von TIP und TKP in sporttrikos und über die Behauptung, daß diese nicht gefoltert würden, sagte der Psychologe Bülent Tarakçıoğlu, daß daran ein klarer Fall von psychischer Folter zu erkennen sei.

Tarakçıoğlu hat klargestellt, daß in



Der gleich nach seiner Ankunft festgenommene Generalsekretär der Arbeiterpartei der Türkei, Nihat Sargin.

den Kutlu und Sargin betreffenden Nachrichten, die seit dem Tag ihrer Inhaftierung bis heute in den Zeitungen zu finden sind, konkrete Anhaltspunkte bezogen auf psychische Folter gegeben sind und er sagte weiterhin, daß gemäß den Auswertungen von Wissenschaftlern psychische Folter einer Verbrennung 3. Grades gleich kommt!

Im Anschluß an eine Erklärung, nach der Sargin und Kutlu, die sich im Polizeipräsidium in Schutzhaft befinden, an Bluthochdruck bzw. Herzbeschwerden leiden, veröffentlichte die türkische Ärztekammer eine Erklärung und forderte, daß die Generalsekretäre von Ärzten, die Mitglieder der Ärztekammer sind und von der Ärztekammer mit dieser Aufgabe betraut werden, untersucht werden sollen. Diese Forderung wurde abgewiesen. Im folgenden die Erklärung der türkischen Ärztekammer:

Die Rechtsanwälte von Nabi Yağcı und Nihat Sargin haben sich mit einem Schreiben an uns gewandt, in dem sie uns darum baten, daß ihre Mandanten von Ärzten untersucht werden sollen, die von unserer Kammer gewählt werden.

Man weiß heute, daß gegen die Ärzte, die früher Angeklagte untersuchten, berechnete und unberechtigte Anschuldigungen gemacht wurden. Ich bitte sie hochachtungsvoll uns mitzuteilen, ob es erlaubt sein wird, daß Herr Yağcı und Herr Sargin durch von unserer Kammer benannte Ärzte untersucht werden dürfen, um somit die Aufrichtigkeit unserer Ärzte, die die beiden zur Zeit untersuchen, zu bestätigen.

DIE BEGLEITENDE DELEGATION DER BEIDEN GENERALSEKRETÄRE

Charles LEDERMANN (Frankreich)
Senator, Jurist

Manuel G. FONSECA (Spanien)
Mitglied des Parlaments

Jens Peter BONDE (Dänemark)
Mitglied des Europaparlaments

Stratis KORAKAS (Griechenland)
Mitglied des Parlaments

Luciano CASTELLINA (Italien)
Mitglied des Europaparlaments

John BOWDEN (Großbritannien)
Jurist

Anne de BOER (Niederlande)
Mitglied des Europarats, Grün-Fortschrittliches Bündnis

Francois GERMAN-ROBIN (Frankreich)
Journalist, l'Humanité

Klaus FESKE (West Berlin)
Mitglied des Politbüros der SEW

Sophie RIEGER (B.R.Deutschland)
Mitgl. des Stadtrats Nürnberg

Herbert STIEFVATER (B.R.Deutschland),
Mitglied des Stadtrats in Nürnberg

Herman MÜLLER (B.R.Deutschland),
Verein der Verfolgten des Naziregimes BdA

Klaus LIEBE-HARKORT
(B.R.Deutschland), Professor

Horst NIETSCHKE
(B.R.Deutschland), Jurist

Michael SACK (B.R.Deutschland)
Jurist

Barbara WIEMANN
(B.R.Deutschland), Verein der Verfolgten des Naziregimes/BdA

Hans G.SCHRAMM
(B.R.Deutschland), Mitglied des bayerischen Landestages

Detlev LÜDERWALD
(B.R.Deutschland), Geschäftsführer des Initiativ Ausschusses "Ausländische Mitbürger in Hessen"

Giesela PARWEZ
(B.R.Deutschland), Historikerin/Dolmetscherin

Die Herangehensweise von Regierungspräsident Evren und Ministerpräsident Özal:

Nachdem die Entscheidung der Generalsekretäre von TIP und TKP, in die Türkei zurückzukehren, bekannt wurde, hat der Ministerpräsident der türkischen Republik Turgut Özal Erklärungen und Stellungnahmen zum Thema abgegeben.

Ministerpräsident Özal hat in diesen Erklärungen keinen konkreten Standpunkt bezogen.

Özal, der in einer seiner Stellungnahmen versucht hat, die TKP und TIP als Terror-Organisationen zu bezeichnen, sagte an anderer Stelle, daß es eine Zeitfrage sei, bis daß die Gesetze, die die Gründung einer kommunistischen Partei verhindere, aufgehoben würden. Im folgenden geben wir Beispiele von Özals Stellungnahmen:

„Mann kann an die Legalität denken. Nur wann, das weiß ich nicht. Denn bei vielen Menschen wird es auf Reaktion stoßen, wenn die Kommunistischen und fundamentalistischen Parteien in der Türkei gegründet werden. Mit der Zeit kann sich einiges ändern. Wir können die Paragraphen 141, 142 und 163 des türkischen Strafgesetzbuches nach den Wahlen berücksichtigen. Wir haben sowieso in den letzten 4 Jahren wichtige Fortschritte auf dem Weg zur Demokratie erzielt“.

Hürriyet-10.11.87

Das Kommen von Kutlu und Sargin und der Zeitpunkt ihrer Fahrt ist ein betrügerischer Trick

Özal: Sowohl vor 1980 als auch danach ist gegen ihre Anhänger worden und wurden Urteile gefällt. Schließlich werden zur Zeit vor den Staatssicherheitsgerichten einige Prozesse geführt. In den Prozessen, die schon mit einem Urteil abgeschlossen sind und die die noch fortgeführt werden, werden die Mitglieder der beiden illegalen Parteien wegen folgender Aktivitäten angeklagt: Bewaffnung, Waffentransporte in Kampfgebiete, Benutzung von Waffen gegen Mitglieder anderer Parteien, regelwidrige Sammlung von Mitgliedsbeiträgen und Organisation in Zellenform mit gefälschten Ausweisen, Orientierung auf Sturz der Regierung im revolutionären Kampf, Spaltung des Landes und Gewalt zwischen den eigenen Fraktionen, Schaffung ideologischer Organisationen nicht nur in Hochschulen, sondern auch in mittleren Schulen und Behinderung der Erziehung durch militante Aktivitäten. Wie daraus zu erkennen ist, sind die Parteien, von denen die Rede ist, wegen Teilnahme terroristischen Aktivitäten, als illegale Organisationen allen gesetzlich verboten.

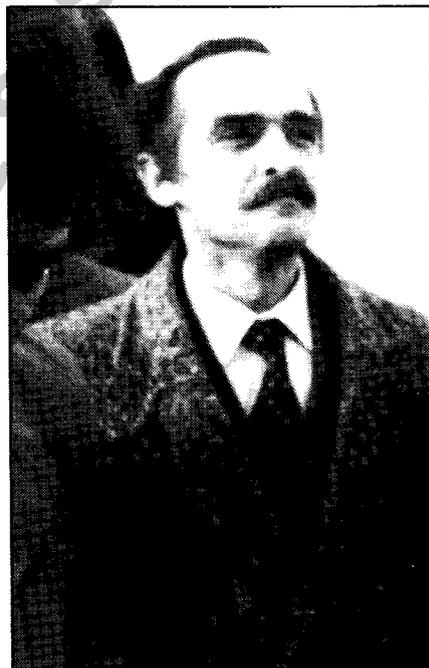
Hürriyet, 18.11.87



Der Generalsekretär der TKP Haydar Kutlu mit seiner Ehefrau Çiçek Yağcı auf dem Tegeler Flughafen in West-Berlin.

Evren harte Kritik - Eine kommunistische Partei kann nicht gegründet werden

Evren sagte: Es gibt Länder, die gegen uns sind. Sie stecken ihre Nasen überall rein. Sie sagen, daß es in der Türkei Folter und Unterdrückung gibt. Weil es in ihren Ländern legale kommunistische Parteien gibt, wollen sie, daß auch in der Türkei eine solche gegründet wird. Jede Nation hat ihre Besonderheiten. Man sollte diese Besonderheiten beachten. Die Türkei ist für die Gründung einer kommunistischen Partei nicht geeignet. Es ist nicht möglich, eine kommunistische Partei, eine faschistische Partei oder eine islamische Partei, die sich auf die islamische Gesetzgebung stützt, zu gründen, da es im Strafgesetzbuch die Paragraphen 141, 142 und 163 gibt. Um diese Paragraphen zu ändern,



muß man das Grundgesetz ändern. Hinzu kommt der Paragraph 14 des Grundgesetzes. Solange dieser Paragraph bestehen bleibt, können die anderen Paragraphen nicht aufgehoben werden. Das solltet ihr auch so wissen. Obwohl sie das wissen, versucht ein Sekretär der illegal gegründeten kommunistischen Partei zu kommen. Er wird auch kommen?! Weshalb sie kommen weiß ich nicht. Wenn sie kommen, wird das Gesetz sie belangen. Es wird ihnen geben, was ihnen zusteht. Dann bringen Sie noch europäische kommunistische Parlamentarier mit. Wenn sie festgenommen werden, (geht her, es gibt keine Demokratie in der Türkei. Es gibt Unterdrückung. Uns haben sie am Flughafen festgenommen. Die Türkei darf nicht in die EG eintreten) werden sie sagen. Sie riskieren sogar, ins Gefängnis zu gehen. Es gibt einige Leute in der Türkei, die wollen indem sie ins Gefängnis gehen, ein Held werden. Sie sollten eines gut wissen: keiner bekommt eine Ausnahmebehandlung. Es wird gemacht, was das Gesetz sagt.

In der Lage, in der die Türkei sich befindet, kann sie das nicht verkraften. Erst wenn die Zeit gekommen ist, wird so etwas erlaubt. Sobald es erlaubt wird, werden kommunistische und religiöse Parteien gegründet. Aber wenn wir einer kommunistischen Partei die Erlaubnis geben, muß man auf der anderen Seite den religiösen Parteien, die sich auf das Scheriat berufen, auch die Zulassung geben. Stellen sie sich ein mal vor, in der gegenwärtigen Lage würden die beiden Parteien gegründet. Wenn das geschieht, wird die Türkei mit einer weitaus gefährlicheren Lage als vor dem 12. Sept. 1980 konfrontiert werden. Die Gründung dieser Parteien kann gegenwärtig nicht stattfinden. Als Staatspräsident muß ich das Grundgesetz schützen. Dieses

Amt Rat weder Vogelscheuchen-nach als Symbol charakter. Ich jedenfalls stütze mich darauf. Deshalb habe ich die Notwendigkeit gefühlt, diese Rede zu halten.

Staatspräsident Evren dagegen sagte in einer Presseerklärung, die in den Zeitungen veröffentlicht wurde und die zur gleichen Zeit abgehalten wurde, als Kutlu und Sargin für die Rückkehr in die Türkei ins Flugzeug stiegen, daß er gegen die Gründung einer Kommunistischen Partei sei und daß eine solche nicht erlaubt werden könne.

Gleichzeitig begann von einem Teil der Zeitungen, an erster Stelle von Tercüman, eine große Kampagne gegen TKP und TIP. Den Kern dieser Kampagne bildet grober Antikommunismus. Die Zeitung Tercüman, die ihren Lesern die Betrachtungsweise und die Ansichten der beiden Parteien verfälscht wiedergibt, beachtet bei diesem Thema die Presse-Regel der objektiven Weitergabe nicht.

Die Überschriften, die Tercüman über die Nachrichten zu diesem Thema setzte, und die Berichte, in denen die Solidarität der Menschen im In- und Ausland zum Ausdruck bringen sollten, können, ein objektives Bild über die Position der Zeitung geben:

Die Erklärungen der Verantwortlichen von TIP und TKP

Die Verantwortlichen von TIP und TKP haben zu der Verhaftung der beiden Generalsekretäre und zu den Entwicklungen nach dieser Verhaftung Erklärungen abgegeben. Sie gingen auf alle auftauchenden Fragen ein, von denen sich manche auf unberechtigte Behauptungen stützten. Die gemeinsame Erklärung der Verantwortlichen der beiden Parteien beinhaltet auch die Erklärung zur Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei, die TIP und TKP gemeinsam und legal zu gründen beschlossen haben.

ERKLÄRUNG

Über die Gründe für die Rückkehr der Generalsekretäre von TKP und TIP in ihr Land wurden von offizieller Seite Kommentare und Auswertungen abgegeben, die die öffentliche Meinung irreführt haben.

Vor allem muß festgestellt werden, daß illegale Arbeit nie der Wunsch der Kommunisten war, die Gesetze, die durch die Herrschenden erlassen wurden, haben sie dazu gezwungen. Aus diesem Grund war es immer das Ziel der Kommunisten, legal zu arbeiten.

Heute zielen die TIP und die TKP darauf ab, sich zu einer Partei mit neuer Identität, die den heutigen Bedingungen angepasst ist, zusammen-

zuschließen und die Arbeit dieser neuen Partei legal beginnen zu lassen.

In ihrem veröffentlichten Programm-entwurf nennt die neue Partei die Sicherung des Weltfriedens als Hauptbedingung für gesellschaftlichen Fortschritt und zielt darauf ab, durch die demokratische Erneuerung der Türkei diesen Prozess zu eröffnen. Diese Partei soll in der Türkei gegründet werden und alle Beschlüsse unabhängig treffen und umsetzen. Diese Partei wird daran arbeiten, die nationale Unabhängigkeit und nationale Souveränität der Türkei zu stärken. Die neue Partei setzt sich unter den heutigen kapitalistischen Bedingungen für ein demokratisches, alternatives Ziel ein. Sie zielt darauf ab, zum Sozialismus überzugehen, der sich auf die Mehrheit des Volkes stützt, in einem revolutionären, demokratischen Prozess, in dem die Demokratie errungen und gefestigt wird. Die Demokratie wird eine eindeutige Qualität des Sozialismus sein. Diese Partei ist gegen Terrorismus jeder Art, und ihre Strategie ist darauf ausgerichtet, Gewalt für immer aus dem Leben der Gesellschaft zu verbannen. Bedingung ist, daß die innere Demokratie der Partei sich optimal entwickelt, daß nicht darauf verzichtet wird, die neue Partei zu stärken. Eine legale kommunistische Öffentlichkeit erringen. Eine Partei dieser Qualität kann einen Beitrag dazu leisten, daß in unserem Land eine demokratische Stabilität gesichert wird und daß eine neue Art des Denkens herrscht, das unser Land in die Lage versetzt, den Frieden zu sichern.

Im Gegensatz dazu geben eine Reihe Behauptungen, von offizieller Seite zur Rückkehr von Nihat Sargin und Haydar Kutlu vorgebracht wurden, die Tatsachen nicht wieder.

Der Standpunkt, daß entsprechend der besonderen Bedingungen in der Türkei die kommunistische Partei legal nicht gegründet werden könne, bedeutet eine Rückkehr zu Dogmen des kalten Krieges, die heutzutage eigentlich überlebt sind. Dieses Dogma versucht man mit der Behauptung zu stützen, die kommunistische Partei werde von außen geführt. Das ist eine Behauptung, die völlig im Widerspruch zu dem Charakter der gegenseitigen Beziehungen steht, die heutzutage zwischen kommunistischen Parteien gelten und die dazu verurteilt ist, mit der Rückkehr der zwei Parteiführer in ihr Land wie ein Ballon zusammenzufallen.

Die Behauptung, die kommunistische Partei der Türkei sei noch nicht hinlänglich reif, zugelassen zu werden, ist das Produkt einer verächtlichen Haltung unserem Volk gegenüber und ist weit von jeglicher Objektivität entfernt. Die Behauptung, daß die TIP und

die TKP eine Terrororganisation seien, wird sowohl durch die Programme und politischen Aktivitäten beider Parteien als auch durch begründete Urteile in Prozessen, die gegen diese Parteien angestrengt wurden, Lügen gestraft.

Bevor die beiden Generalsekretäre in die Türkei zurückkehrten, gab es keinen Kontakt mit der Regierungsseite. Aber sie erklärten, daß sie bereit seien, mit dieser Seite zu verhandeln. So ein Verhalten ist aus dem Blickwinkel politischer Führer, die die Absicht haben, die kommunistische Partei legal zu gründen, nur ganz natürlich.

Es wird behauptet, daß es das Ziel der Rückkehr der zwei Parteiführer in ihr Land gewesen sei, im Vorfeld der Wahlen Aufruhr anzuzetteln oder eine Provokation zu bewirken. Wie kann die Absicht, legal eine Partei zu gründen, als Chaotisieren oder Provokation gedeutet werden? Es ist klar, das so eine demokratische Absicht...

Diese Absicht gibt indessen vor den Wahlen allen Parteien die Gelegenheit, ihre Haltung zu demokratischen Mehrheiten und politischen Freiheiten vor der Öffentlichkeit zu erklären und diese Ansichten durch die dringendste Forderung ist gegenwärtig die sofortige Freilassung von Nihat Sargin und Haydar Kutlu in die Praxis zu übertragen.

Außerdem muß ihnen die freie politische Betätigung garantiert werden, damit sie am Demokratisierungsprozeß teilnehmen können.

Die wachsende Solidaritätsbewegung auf internationalen Gebiet wurde als Einmischung in die inneren Angelegenheiten der Türkei interpretiert. Heutzutage werden die demokratischen Kräfte jedes Landes aktiv, weil sie den Menschenrechten und der Demokratie in ihren eigenen Ländern nur dann mehr Sicherheit verleihen können, wenn sie die Entwicklung von Menschenrechten und Demokratie in allen Ländern verteidigen. Sie tun es auch, ihre Freiheit und die Freiheit der anderen untrennbar sind.

Aus der Sicht der Länder, die der europäischen Vertrag über Menschenrechte und die Helsinki-Schlußakte unterzeichnet haben, sind die Menschenrechte aus einem Zustand, in dem sie innere Angelegenheiten eines Landes sind, herausgetreten. Man bringt vor, daß das Ziel der ausländischen Delegationen, die in die Türkei gekommen sind, ist das Ansehen der Türkei herabzusetzen. Hingegen ist es ihr Ziel, die Türkei im Hinblick auf den Demokratisierungsprozeß zu unterstützen. Sie wird den Grad der Menschenrechte und der Freiheit feststellen und der Weltöffentlichkeit mitteilen. Alles hängt vom Verhalten der Regierung ab.

International Solidarität

Die internationale Solidarität mit den Generalsekretären der TKP und der TIP begann mit dem Tag, an dem die beiden Politiker erklärten, daß sie für die Entfaltung der Demokratie in der Türkei in ihre Heimat zurückkehren werden, um dort die legale Betätigung der Kommunistischen Partei in die Wege zu leiten. In vielen Ländern zeigten die Kreise, die die Bestrebungen der Demokraten der Türkei mit Aufmerksamkeit verfolgten, aktive Solidarität mit den beiden Politikern.

Eine Gruppe von Politikern, Wissenschaftlern, Schriftstellern und Juristen erklärte sich bereit, mit den beiden führenden Persönlichkeiten der türkischen Linken in die Türkei zureisen. Nebenstehend ist die Liste der Solidaritätsdelegation zu lesen.

Die Delegation, die sich bei der Landung mit im Flugzeug befand, protestierte heftig gegen die Festnahme von Sargin und Kutlu und berief später eine Pressekonferenz ein, wo sie die unverzügliche Freilassung der beiden politischen Führer forderte.

In ihre Länder zurückgekehrt, führten die Teilnehmer der Solidaritätsdelegation Pressekonferenzen durch, um die Öffentlichkeit über die Ereignisse zu informieren und die Solidarität zu stärken. Sie berichteten der Presse ausführlich über die Vorfälle.

DAS EUROPAPARLAMENT FORDERTE DIE SOFORTIGE FREILASSUNG VON KUTLU UND SARGIN

Das Europaparlament diskutierte auf seiner Sitzung am 19. November 1987 die Festnahme von Kutlu und Sargin und nahm einen Resolutionsentwurf der Kommunistischen Fraktion an.

Die Resolution lautet:

Betrifft: Die unrechtmäßige Festnahme am 16. November 1987 in der Türkei.

In Anbetracht der Tatsache,

a) daß die Türkei mit der EG durch

einen Vertrag verbunden ist;

b) daß die türkische Regierung für den 29. November allgemeine Wahlen ausgerufen hat;

c) daß das Europaparlament zu diesen Wahlen Beobachter entsenden wird;

d) daß der Generalsekretär der Arbeiterpartei der Türkei, Nihat Sargin, und der Generalsekretär der Kommunistischen Partei der Türkei, Haydar Kutlu, in die Türkei zurückkehren;

e) daß viele europäische Abgeordnete und Mitglieder des Europaparlaments sich entschlossen, diese Persönlichkeiten nach Ankara zu begleiten,

1- stellen wir mit Besorgnis fest, daß Nihat Sargin und Haydar Kutlu bei ihrer Rückkehr von den Parlamentariern, die sie begleiteteten, gewaltsam getrennt und im Polizeipräsidium der Stadt in Isolationshaft genommen wurden.

Das Europaparlament beschließt:

2- Die Forderung nach der Freilassung der beiden Persönlichkeiten und die Garantierung ihres Rechts auf freie politische Betätigung, um ihnen die Möglichkeit zu geben dem Demokratisierungsprozeß in der Türkei beizutragen,

3- Die Einbeziehung der Außenminister, um ihren Einfluß im Rahmen der Zusammenarbeit bei der türkischen Regierung geltend zu machen,

4- Die Einwirkung des Vorsitzenden im gleichen Rahmen auf die Verantwortlichen in der Türkei,

5- Die Weiterleitung dieser Resolution an die Kommission, an den Ministerrat, ..., an die türkische Regierung, an die Große Nationalversammlung der Türkei

KUTLU UND SARGIN ANLIEGEN WIRD VOR DEN RECHTSAUSSCHUSS DES EUROPARATS GEBRACHT

Der Vorsitzende des Rechtsaus-

schusses des Europarats, Bjorn Elmquist, und der Vorsitzende des Beratungsausschusses des Europarats, der Holländer Peter Stoffelen, erklärten, daß sie die Festnahme der Generalsekretäre der TIP und der TKP und das Vervot der Kommunistischen Partei in der Türkei vor den Rechtsausschuß des Europarats bringen werden.

Der Vorsitzende des Rechtsausschusses des Europarats und Abgeordnete der Dänischen Linkspartei, Bjorn Elmquist protestierte gegen die Festnahme der beiden politischen Führer der TKP und der TIP und erklärte, daß er die Angelegenheit in die Versammlung des Rechtsausschusses des Europarats einbringen werde.

Der Vorsitzende des Beratungsausschusses des Europarats, Peter Stoffelen, der die Festnahme von Sargin und Kutlu scharf kritisierte, teilte mit, daß auch er diese Sache vor den Rechtsausschuß bringen werde. Stoffelen, Mitglied der führenden Oppositionspartei in Holland, PVDA, sagte in diesem Zusammenhang: "Nach den Menschenrechtsnormen des Europarats besteht in der Türkei weder eine normale parlamentarische Demokratie, noch werden die Menschenrechte geachtet."

Stoffelen wies darauf hin, daß in der Türkei unzählige Menschen wegen ihren Anschauungen und ihrem Einsatz für sie, in den Gefängnissen sitzen und meinte: "Die Türkei ist das einzige Land in Europa, in dem die Kommunistische Partei verboten ist und das ist unbegreiflich."

DIE ERKLÄRUNG DES AUßENMINISTERS VON FRANKREICH

Außenminister Frankreichs, Jean Bernard Reimond gab eine Erklärung ab, in der er sagte, daß die französische Regierung die Entwicklung der Liberalisierung der Türkei mit Aufmerksamkeit verfolge und die Festnahme unter diesen Gesichtspunkten sehe. Die auf Menschenrechte bedachte französische Regierung werde darauf auf juristischer Grundlage in

entsprechender Art und Weise reagieren.

DIE ERKLÄRUNG DES GENERALSEKRETÄRS DER FRANZÖSISCHEN KOMMUNISTISCHEN PARTEI, GEORG MARCHAIS

FKP-Führer **George Marchais** machte folgende Erklärung:

“Mit großer Sorge und Abscheu habe ich erfahren, daß der Generalsekretär der Kommunistischen Partei der Türkei, Haydar Kutlu, und der Generalsekretär der Arbeiterpartei der Türkei, Nihat Sargin, die in Begleitung von europäischen Persönlichkeiten, Parlamentariern und Journalisten in die Türkei zurückkehrten, bei ihrer Ankunft in der Hauptstadt Ankara sofort festgenommen wurden.

Haydar Kutlu, den ich erst vor Kurzem in Paris mit Freude getroffen habe, und Nihat Sargin müssen unverzüglich freigelassen werden.

Die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei unter ihrer Führung muß ihre Tätigkeit zum Wohle der Werktätigen und des Volkes der Türkei offen aufnehmen können.

Die Türkei, die von den Verantwortlichen in Frankreich als Demokratie angepriesen wird, ist in Wirklichkeit die letzte Diktatur in Europa. Hunderte Demokraten sind in Gefängnissen, werden gefoltert und zum Tode verurteilt. Wir fordern ihre Freilassung. Frankreich muß in diesem Sinne ihren Einfluß geltend machen.

Wir rufen alle Werktätigen, alle Demokraten Frankreichs auf, mit uns diese Forderung zu erheben.”

DER KONGRESS “DER FREUNDE DER TÜRKEI” FAND IM FRANZÖSISCHEN PARLAMENT STATT

Der 1. Internationale Kongreß der “Freunde der Türkei” der mit dem “Apell für die Achtung der Menschenrechte in der Türkei” ins Leben gerufen wurde, trat im französischen Parlament zusammen. Der Apell trägt die Unterschrift von 200 Politikern, Wissenschaftlern, Geistlichen, Künstlern, Sportlern sowie Generälen und Admiralen a.D. - unter ihnen auch der ehemalige Staatspräsident Portugals, Costa Gomez, und der frühere Bundeskanzler Österreichs, Bruno Kreisky

Auf dem Kongreß, der vom 27. bis 29. November stattfand, erklärte der Vorsitzende des Koordinationskomitees, französischer Parlamentarier und Mitglied der Europaparlaments, Jean Pierre Fourre, daß sie gänzlich hinter der Resolution des Europaparlaments bezüglich der Festnahme der Generalsekretäre der TIP und der TKP stehen und sagte: “Solange nicht alle Parteien zugelassen sind, kann von der beteuerten Rückkehr zur Demokratie und vollständigen Existenz der Freiheiten nicht die Rede sein.”

Auf der Tagesordnung des Kongresses dessen Ehrevorsitz der frühere portugiesische Staatspräsident und Marschall a.D. Costa Gomes inne hatte, befanden sich Themen wie die Rechtsstruktur in der Türkei, Meinungs- und Koalitionsfreiheit, das Kulturleben nach dem 12. September 1987 und die Frage der Folter, sowie die Haftbedingungen in den Gefängnissen. Diese Themen wurden in 4 Arbeitsgruppen behandelt.

VOM KONGRESS DER FREUNDE DER TÜRKEI

Die Ziele des Kongresses wurden in dem auf dem 1. internationalen Kongreß beschlossenen Aufruf folgendermaßen zusammengefaßt:

- In der Zukunft wie heute, dem Volke der Türkei in seinen Bemühungen für die Erreichung einer zeitgemäßen Demokratie beizustehen;
- Solidarität mit dem Volk der Türkei zu leisten, während versucht wird, ihm die Möglichkeit zum Gebrauch von seinen Rechten im Internationalen wie im Nationalen zu verweigern;
- Der Türkei die Leistung ihres vollen Beitrages zum Frieden und zur Zusammenarbeit der Völker in Europa und in der Welt zu erleichtern;
- Den Erlaß einer Generalamnestie, die auch die Vergebung der Todesstrafen beinhaltet, zu ermöglichen und die Initiativen für die Meinungs-, Wissens- und Organisationsfreiheit zu unterstützen.

In dem vom Kongreß beschlossenen Aufruf wurde folgendes über die Festnahme der Generalsekretäre der TIP und der TKP, die für die legale Gründung und Betätigung der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei in die Türkei zurückkehrten, gesagt:

“Wir verurteilen die Festnahme der Generalsekretäre der Kommunistischen Partei der Türkei und der Arbeiterpartei der Türkei am 16. November 1987 bei der Ankunft in ihrer Heimat und unterstützen den Beschluß des Europaparlaments, das ihre sofortige

Freilassung und die Zusicherung ihrer zukünftigen freien politischen Tätigkeit in der Türkei fordert.”

Der Kongreß bemerkte, daß die Verbote der Meinungs-, Gewissens- und Organisationsfreiheiten in der Türkei durch die Verfassung von 1982 bestärkt wurden und der Kongreß sich darüber im klaren sei, daß diese Verbote, wie bei den Einschränkungen in Bezug auf die Hochschulen, insgesamt auf die Bildung, Wissenschaft, Kunst, Presse und Gewerkschaften; auf die Existenz der reichen sprachlichen und kulturellen Werte der Kurden zu sehen sind, die Rechtsstruktur der Türkei ausmachen.

HANNOVER: PROTESTTELEGRAMME VON GERHARD SCHRÖDER

Oppositionsführer im Niedersächsischen Landtag und Mitglied des Bundesvorstands der SPD, Gerhard Schröder, forderte in Telegrammen an Bonn und Ankara die sofortige Einlieferung Haydar Kutlus ins Krankenhaus, den Zugang der Anwälte zu den beiden Politikern und die Durchführung der Untersuchung durch rechtsmäßige Staatsanwälte.

SPD BESCHLOSS EINEN VERTRETER IN DIE TÜRKEI ZU ENTSENDEN

Die Bundestagsfraktion der SPD forderte die Freilassung der beiden türkischen Politiker Kutlu und Sargin.

Auf Empfehlung ihres Parteivorstandes, der auf Anregung des Abgeordneten Michael Müller die Festnahme von Kutlu und Sargin erörtert hatte, hat die Bundestagsfraktion der SPD in ihrer Sitzung am Montag, den 23.11.1987, beschlossen, den Abgeordneten Ottmar Schreiner nach Ankara zu entsenden, um die Entwicklung nach der Festnahme der beiden Oppositionspolitiker vor Ort zu verfolgen und der türkischen Regierung die Forderungen der SPD zu übermitteln.

DER PROTEST DER GEW

Der Bundesvorstand der Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft, Mitglied des DGB, hat gegen die Festnahme der Generalsekretäre der TIP und der TKP protestiert und ihre sofortige Freilassung gefordert.

DER DEUTSCHE GEWERKSCHAFTSBUND: “IN DER TÜRKEI MÜSSEN DIE MENSCHENRECHTE GESICHERT WERDEN”

In dem türkischsprachigen Mittei-

lungsblatt des DGB, wurde erklärt: "Die Grundvoraussetzung des Beitritts der Türkei in die EG ist die Wiederherstellung der Demokratie in allen Gebieten des gesellschaftlichen Lebens.

Wenn die Menschenrechte und die gewerkschaftlichen und Grundrechte in der Türkei nicht gesichert werden, wird der DGB alle seine bestehenden Beziehungen in der Bundesrepublik und in ganz Europa zur Geltung bringen und den Beitritt der Türkei in die EG verhindern."

**EINE SOLIDARITÄTSINITIATIVE,
DER UNTER ANDEREM RENATE
SCHMIDT (MdB-SPD) UND
GÜNTHER SCHRAMM (MdB
BAYERN-GRÜNE) ANGEHÖREN,
STARTETE EINE
UNTERSCHRIFTENSAMMLUNG**

Die Solidaritätsinitiative, die sich aus Politikern, Künstlern, Juristen und Geistlichen zusammensetzt, hat ein Schreiben an den türkischen Staatspräsidenten, den Parlamentsvorsitzenden und den Ministerpräsidenten vorbereitet, das dann zur Unterschriftensammlung freigegeben wurde:

An den
Staatspräsidenten
der Republik der Türkei

An den
Präsidenten des Parlaments
der Republik der Türkei

An den Ministerpräsidenten
der Republik der Türkei

In der Türkei gehören die Forderungen der verschiedenen gesellschaftlichen Gruppierungen nach demokratischen Verhältnissen kurz vor den vorgezogenen Wahlen zu den wichtigsten Punkten auf der politischen Tagesordnung.

Ungeachtet aller Meinungsunterschieden besteht bei allen, die im Ausland die Entwicklung in der Türkei verfolgen, zu der Verwirklichung demokratischer Verhältnisse eine einheitliche Meinung. Dies manifestierte sich auch in der Rede von Bundespräsident Richard von Weizsäcker anlässlich der Entgegennahme des Atatürk-Friedenspreises am 14. Oktober in Ankara.

Die Türkei gehört zu den 51 Gründungsmitgliedern der Vereinten Nationen. Die Türkei hat auch die Menschenrechtsdeklaration der Vereinten Nationen, die Europäische Menschenrechtskonvention sowie die Schlussakte von Helsinki unterzeich-

net. Zudem ist die Türkei auch ein Mitglied der NATO und ein assoziiertes Mitglied der EG. Die Türkei ist auch im Europarat vertreten und nimmt turnusgemäß den Regeln entsprechend auch den Vorsitz des Europarates wahr.

Dessen ungeachtet werden in der Türkei die Rechte und Freiheiten, die in den Vereinbarungen der internationalen Organisationen, deren Mitglied auch die Türkei ist, festgeschrieben sind, von den Regierungen besonders nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 nicht eingehalten. Dies gilt insbesondere für die Meinungs- und Organisationsfreiheit (Artikel 18., 19. und 20. der Menschenrechtsdeklaration).

Die Türkei ist das einzige Land in Europa, in dem die Legalität der Arbeiter- und kommunistischen Parteien auf legislativer und exekutiver Ebene verhindert wird. Dies muß geändert werden, damit die demokratischen und juristischen Grundsätze, die in allen europäischen Ländern gelten auch in der Türkei verwirklicht werden.

Unter diesen Bedingungen ist das Vorhaben des Generalsekretärs der Arbeiterpartei der Türkei (APdT) und des Generalsekretärs der ZK der Kommunistischen Partei der Türkei (KPdT), in die Türkei zurückzukehren, um gemeinsam eine neue Partei zu gründen und die Legalität dieser Partei zu sichern, von großer Bedeutung für den Demokratisierungsprozeß.

Wir als Demokraten fühlen uns verpflichtet diesen Demokratisierungsprozeß zu unterstützen. Deshalb fordern wir, daß die Rechte und Freiheiten der Generalsekretäre beider Parteien sowie aller politischer Emigranten, die zurückkehren wollen in der Türkei garantiert werden.

Heinrich Hannover, Rechtsanwalt, Bremen
Lothar Kupp, Professor, Frankfurt a.M.
Klaus Liebe Harkort, Professor, Bremen
Detlev Lüderwald, Pfarrer, Frankfurt
Jannis Sakellariou, SPD MdEP
Renate Schmidt, SPD-MdB
Hans Günther Schramm, Friedensliste MdL-Bayern
Ursula Schumm-Garling, Professor, Dortmund
Barbara Wiemann, Pastörin, Dortmund

**PROTEST DER GRÜNDER DER
HEINRICH BÖLL STIFTUNG**

400 Schriftsteller, Künstler, Wissenschaftler und Vertreter verschiedener

Parteien und Bürgerinitiativen, die gestern in Köln zusammengekommen waren forderten die sofortige Freilassung der Generalsekretäre der TKP und der TIP.

**BREMEN: ÄRZTLICHE
UNTERSUCHUNG GEFORDERT**

Prof. Gerhard Stubi (Uni Bremen); Fraktionsvorsitzender der Grünen im Bremer Senat, Martin Thomas; Vorsitzender der VVN/BdA-Bremen, Willi Hundertmark und RA Dr. Heinrich Hannover haben in ihren Telegrammen an das Innenministerium der Türkei und an die Staatsanwaltschaft des Staatssicherheitsgerichts in Ankara die Forderung erhoben, sofort das Verhör zu beenden und die ärztliche Untersuchung der beiden Politiker durch einen von den Rechtsanwälten bestimmten Arzt zuzulassen.

**IN DER BUNDESREPUBLIK
HABEN 1800 ÄRZTE - MITGLIEDER
DER AMNESTY INTERNATIONAL -
DIE FREILASSUNG VON SARGIN
UND KUTLU GEFORDERT**

Nach dem URGENT ACTION-Aufruf der amnesty international, mehrten sich die Proteste gegen die Festnahme und unrechtmäßige Untersuchungshaft von Haydar Kutlu und Nihat Sargin. 1800 Ärzte und Psychologen - alle Mitglieder der amnesty international - haben in einem Telegramm an den türkischen Ministerpräsidenten die unverzügliche Freilassung der beiden Politiker gefordert.

In den USA, wo sich die Zentrale der amnesty international befindet, erging ein Aufruf an alle Ärzte, in dem auch darauf hingewiesen wurde, daß Nihat Sargin als Facharzt für Lungenkrankheiten und Chirurg ein Kollege von ihnen ist.

**GÜNTHER WALLRAFF,
FERNSEHINTENDANT DR. FRANZ
ALT, PROF. EBERHARD RICHTER
UND ANDERE SCHRIFTSTELLER,
JOURNALISTEN UND
WISSENSCHAFTLER HABEN
AUFGERUFEN, DIE INITIATIVE
VON DEN GENERALSEKRETÄREN
DER TIP UND DER TKP
ZU UNTERSTÜTZEN**

Der mit seinem Buch "Ganz Unten" auch in der Türkei sehr bekannte Schriftsteller Günther Wallraff, der Fernsehintendant Dr. Franz Alt, Prof. Eberhard Richter und andere namhafte Persönlichkeiten haben in ihrem Appell, die beiden türkischen Politiker

bei ihrer Rückkehr in die Heimat zu unterstützen, darauf hingewiesen, daß diese Initiative unter Lebensgefahr erfolgt. Zu den Unterzeichnern des Appells gehören auch der Vorsitzende des Deutschen Journalistenverbandes Eckerhard Spoo, der Türkologe Prof. Klaus-Liebe Harkort, Prof. Johannes Straffler, Prof. Dorothea Solle, Rene Boll, Gerd Steidel und Rechtsanwalt Hans Schmitt-Lehrmann. In dem Aufruf hieß es:

“Die Unterzeichner dieses Aufrufes werden die Lebensgefährliche Rückkehr der exilierten Politiker mit großer Aufmerksamkeit verfolgen. Sie rufen die demokratische Öffentlichkeit dazu auf, dieses Beispiel für eine gewaltfreie Wiederherstellung der demokratischen Rechte zu unterstützen, damit auch all die anderen wieder in ihre Heimat zurückkehren können, die noch immer ferngehalten werden.”

13.11.1987

Außerdem protestierten auch die bekannten bundesdeutschen Sportler Franz-Joseph Kemper und Silvia Schenk gegen die Festnahme der beiden Politiker.

30 PARLAMENTARIER BRACHTEN EINEN RESOLUTIONSENTWURF FÜR KUTLU UND SARGIN EIN

Jeremy Corbyn, Abgeordneter der Labour Party, und 30 weitere Parlamentarier haben im britischen Parlament einen Resolutionsentwurf im Zusammenhang mit der Festnahme der Generalsekretäre der Kommunistischen Partei der Türkei (TKP), Haydar Kutlu und der Arbeiterpartei der Türkei (TIP), Nihat Sargin, vorgelegt. In dem Resolutionsentwurf heißt es:

“Unser Parlament fordert ihre sofortige und bedingungslose Freilassung und außerdem auch Freiheit für alle politischen Gefangenen.

Unser Parlament fordert zugleich, daß Nihat Sargin und Haydar Kutlu von unabhängigen Ärzten medizinisch untersucht werden und mit türkischen und ausländischen Rechtsanwälten sprechen dürfen.

Wir sind der Überzeugung, daß, solange die politischen Freiheiten eingeschränkt werden, in einigen Gebieten der Türkei weiterhin der Ausnahmezustand herrscht und das kurdische Volk immer mehr unterdrückt wird, von Demokratie nicht die Rede sein kann.

Wir fordern die Regierung auf, ge-

genüber der türkischen Regierung ihre Besorgnis über den schrecklichen Vorfall zum Ausdruck zu bringen.”

SOLIDARITÄT FÜR DIE FREILASSUNG DER BEIDEN PARTEIFÜHRER

Am gleichen Tag wurde ein Solidaritätskomitee für die Freilassung der beiden Politiker und für ihre freie politische Bestätigung gegründet. Den Vorsitz übernahm der Abgeordnete der Labour Party, Jeremy Corbyn und Tony Gilbert, Sekretär der Liberation, wurde zum Sekretär gewählt. Weitere Mitglieder des Komitees sind: Die Mitglieder des Europaparlaments Alf Lomas, Richard Balfe und Stan Newans, die Abgeordneten Tony Benn, Harry Cohen, Diana Abbott, Brian Sedgmore, Chris Smith und Bernie Grant, die Juristen Lord Tony Gifford, John Bowden und die Vorsitzende des Anwaltsverbandes Helena Kennedy.

PROTESTTELEGRAMME

Von Großbritannien werden zahllose Telegramme an den Staatspräsidenten Evren, den Ministerpräsidenten Özal, an den Parlamentspräsidenten Karaduman und an die türkische Botschaft verschickt, in denen gegen die Festnahme der Generalsekretäre der TKP und der TIP schärfstens protestiert wird. Unter den Persönlichkeiten, die ihren Protest durch Telegramme zum Ausdruck bringen, befinden sich neben dem bekannten Schriftsteller Harold Pinter auch zahlreiche Parlamentarier, Vorstandsmitglieder von Frauenorganisationen und Wissenschaftler.

MIKIS THEODORAKIS SINGT FÜR KUTLU UND SARGIN

Der weltbekannte griechische Sänger, Komponist und Vorsitzende des Türkisch-Griechischen Freundschaftsvereins, Mikis Theodorakis, wird in seinen Konzerten in verschiedenen Städten Europas für Haydar Kutlu und Nihat Sargin singen. In seinem Konzert in Düsseldorf protestierte Theodorakis gegen die Festnahme von Kutlu und Sargin und bekundete, daß er seine Bemühungen für die Brüderlichkeit der Völker der Türkei und Griechenlands weiterführen wird und widmete den Generalsekretären der TKP und TIP eines seiner Lieder. Theodorakis rief auch das Publikum auf, gegen die Festnahme zu protestieren.

BRIEF THEODORAKIS' AN ÖZAL:

“Herr Özal,

in der festen Überzeugung, daß die Zukunft unserer beiden Länder sich zum größten Teil auf das brüderliche Näherkommen unserer Völker stützt, richte ich an Sie den dringenden Appell, die zwei türkischen Politiker Haydar Kutlu und Nihat Sargin, die Anhänger und Kämpfer für Frieden und Freundschaft zwischen beiden Völkern, unverzüglich freizulassen. Ihre sofortige Freilassung wird ein Beweis dafür sein, daß diese Freundschaft sich auf nichts anderes aufbauen kann, als auf die Prinzipien der nationalen Souveränität, der Freiheit und der Demokratie.”

DER TURNUSGEMÄSS AMTIERENDE VORSITZENDE DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT, DER AUSSENMINISTER DÄNEMARKS, HAT DIE VERANTWORTLICHEN KREISE IN DER TÜRKEI ERMAHNT

Der sozialdemokratische Abgeordnete und frühere Justizminister Dänemarks Ola Esperson hat heute eine Erklärung abgegeben. Darin heißt es, daß der Außenminister Dänemarks und derzeitige amtierende Vorsitzende der EG, Uffe Ellemann-Jensen in einem Schreiben an die Verantwortlichen in der Türkei ermahnt, den Menschenrechten gegenüber größere Sorgfalt zu zeigen. Der Minister beauftragte die Botschaft, die Angelegenheit aufmerksam zu verfolgen.

SOLIDARITÄTSERKLÄRUNG DER SOZIALISTISCHEN EINHEITSPARTEI DEUTSCHLANDS

In der Solidaritätserklärung, die am 19. November 1987 in Neues Deutschland erschien, heißt es:

Das Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands erhebt entschiedenen Protest gegen die Festnahme der Führer beider Parteien und fordert ihre sofortige Freilassung sowie die Einstellung aller Repressalien. Das Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands versichert den türkischen Kommunisten, allen demokratischen und fortschrittlichen Kräften im Kampf um die Freilassung der Genossen Haydar Kutlu und Nihat Sargin seine internationalistische Solidarität.”

APPELL DER NATIONALEN BEFREIUNGSBEWEGUNGEN DES NAHEN OSTENS

In dem Appell an den Staatspräsidenten und Ministerpräsidenten der Türkei sagten die Befreiungsbewegungen des Nahen Ostens:

“Wir, Nationale Befreiungsbewegungen des Nahen Ostens, haben erfahren, daß Nihat Sargin und Haydar Kutlu auf undemokratische Weise festgenommen wurden.

Wir protestieren gegen dieses undemokratische und menschenrechtswidrige Vorgehen und die Verweigerung des Zugangs der Anwälte zu ihnen und fordern die sofortige Freilassung von Haydar Kutlu und Nihat Sargin und die Gewährleistung ihres demokratischen und natürlichsten Rechts auf politische Bestätigung.”

KP Jordaniens; KP des Irak; Gruppe der Ägyptischen Patrioten im Ausland; KP Ägyptens; Nationale Befreiungsfront Bahreins; Demokratische Gruppe des Irak; KP Palästinas; Demokratische Front zur Befreiung Palästinas; Demokratische Front-Organisation in Jordanien; Volksfront zur Befreiung Palästinas; Volksfront-Organisation in Jordanien; Sozialistische Azar Komitee Jordaniens; KP Saudi Arabiens; KP Libanons; Volksbefreiungsfront Ummans; KP Syriens; Patriotische Einheit Irak-Kurdistan; Volksfront Bahreins; Sozialistische Partei Syrischer Kurden; Generalkommandatur des Volkes zur Befreiung Palästinas; Völkskampffront Palästinas; Sozialistische Partei des Irak; Demokratische Partei Kurdistan Irak; Demokratische Volkspartei Kurdistan Irak; Befreiungsfront Palästinas.

SOLIDARITÄT AUS AUSTRALIEN

Die Rückreise der Generalsekretäre der TIP und der TKP in die Türkei, um die Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei (TBKP) legal zu konstituieren, stieß auch in Australien auf reges Interesse. Zahlreiche Einzelpersonen und Organisationen sandten Telegramme an die PRESSEZENTRALE EINHEIT (BEM).

“Wir unterstützen die Bestrebungen für den Einzug der TBKP ins offene politische Leben des Landes und für die Verwirklichung der Demokratie”, heißt es in einem Telegramm, das die Unterschriften des Zentralkomitees der Sozialistischen

Partei Australiens, des Stellv. Vorsitzenden der Demokratischen Partei, der Parlamentarier Judith Dixon, Michael Arnold, Georg Crawford, Theo Sidiripoulos und der Vereinigung für Weltweite Abrüstung trägt.

In dem Telegramm der Gewerkschaften des Lebensmittelsektors, der Bauarbeiter, des öffentlichen Dienstes, der Post, der Maler und der Dekorationsarbeiter, der ethnischen Minderheiten und Arbeitsemigranten, der Hafentarbeiter und des Verbandes im Konfektionssektor wird erklärt: **“Wir sind der Überzeugung, daß die legale Gründung der TBKP einen großen Schritt auf dem Weg für die Entfaltung der Demokratie darstellen wird. Ihre verantwortungsvolle Rückkehr begrüßen wir von ganzem Herzen und wünschen Ihnen viel Erfolg.”**

SCHWEDEN: DIE REAKTION DER KUNSTSCHAFFENDEN

In einem gemeinsamen Telegramm an den Ministerpräsidenten, an den Parlamentspräsidenten und an den Staatspräsidenten protestierten 14 Persönlichkeiten unter ihnen die bekannte Schauspielerin Bibi Anderson, Arje Suomi und der bekannte Journalist Oslof Lager - gegen die Festnahme von Sargin und Kutlu. Zu den Unterzeichnern zählen weiterhin auch Abgeordnete der Zentristischen Partei, der Vorsitzende des Pen-Clubs, der Vorsitzende des Schriftstellerverbandes und zahlreiche Schriftsteller.

Das Außenministerium Schwedens erteilte seiner Botschaft in Ankara den Auftrag über den Gesundheitszustand von Sargin und Kutlu zu berichten. LO-Region Stockholm, amnesty international Schweden, Gewerkschaftsföderation und bekannte Schriftsteller und Künstler haben Protesttelegramme gesandt.

Eine Delegation, in der sich unter anderem auch Parlamentsabgeordnete befinden, hat ein Protestschreiben an die türkische Botschaft abgegeben.

NIEDERLANDE

Die Solidarität mit dem Generalsekretär der TIP, Nihat Sargin und dem Generalsekretär der TKP, Haydar Kutlu

Unsere Postanschrift
ERMIS VERLAG
Postfach 10 10 16
4300 ESSEN

wird auch in den Niederlanden entfaltet.

Aus diesem Grund haben das humanistische Komitee für Menschenrechte, der Vorsitzende des internationalen humanistischen und moralischen Bundes, Prof. Dr. P. Fandijk, die Sozialdemokratische Partei und die Linksparteien sowie die immigrantenorganisationen in Nijmegen an den Präsidenten Evren, den Ministerpräsidenten Özal und an den Staatsanwalt Demiral Protesttelegramme und -briefe zugeschickt.

Die Parteien der Linkseinheit, SPN, CPN, PPR und PvDA, haben an Turgut Özal und an die türkische Botschaft jeweils ein Protestschreiben ausgerichtet.

GRIECHENLAND

Das internationale demokratische Solidaritätskomitee Griechenlands ist, um den Beschluß ihrer Hauptversammlung mit der Forderung “sofortige Freilassung von Kutlu und Sargin”, bekanntzugeben, am 24. November zur türkischen Botschaft gegangen. Nachdem eine Unterredung seitens der Botschaft verweigert wurde, forderte der Generalsekretär des Komitees N. Fotiadis, die Verfolgung des Falles seitens des Außenministeriums. Er erklärte, daß sie bis zur Freilassung von N.Sargin und H.Kutlu und der Rückkehr von allen politischen Emigranten frei in ihre Heimat nicht nachlassen werden.

Das Athener Büro hat in einer Pressekonzferenz des Europaparlament, die juristische Kommission des Europarates und alle demokratischen Organisationen Griechenlands aufgerufen, sich für die Freilassung von Kutlu und Sargin einzusetzen.

Gewerkschaften und ihre Föderationen haben diesbezüglich ein Plakat herausgegeben. Der Bezirk-Thessaloniki des internationalen demokratischen Solidaritätskomitees hat eine Unterschriftenkampagne angefangen.

Der Kommunistische Jugendverband Griechenlands hat am 24. November eine Protestdemonstration durchgeführt.

Im griechischen Parlament wurde ein Protestschreiben zur Unterschrift vorgelegt. Bis jetzt haben 19 Abgeordnete von 10 Parteien und von den Unabhängigen diesen Text unterschrieben.

Die Panhellenistische Kulturbewegung hat ein Protestschreiben veröffentlicht.

Demokratische Solidarität in der Türkei

Die Rückkehr der Generalsekretäre der Arbeiterpartei der Türkei und der Kommunistischen Partei der Türkei und ihre Initiative die Tätigkeit der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei legal einzuleiten, fand in der Türkei und unter den Landsleuten im Ausland breite Unterstützung. Intellektuelle aus der Türkei haben diese Initiative als einen mutigen Schritt zur Errichtung der Demokratie in der Türkei bewertet und wurden aktiv, um die Initiative der beiden führenden Politiker zu unterstützen.

In einer Erklärung im Namen der Initiative für Solidarität mit den Intellektuellen der Türkei forderte **Prof. Server Tanilli** die sofortige Freilassung von Kutlu und Sargin und eine Generalamnestie.

In seiner Erklärung an die Öffentlichkeit der Türkei wies **Prof. Tanilli** darauf hin, daß die kommunistischen Parteien fundamentale Bestandteile der Demokratie seien. Diese Tatsache zu leugnen hieße auch die Demokratie zu leugnen. **„Vor allem die Intellektuellen, die Parteien und die Politiker, die den Anspruch haben sich für die Demokratie einzusetzen, stehen vor einer wichtigen Aufgabe“** meinte er. (Türkiye Postası, 20.11.87)

In einem Interview mit der Zeitung „Türkiye Postası“ protestierte **Ahmet Kaçmaz**, der **Vorsitzende der Sozialistischen Arbeiterpartei der Türkei (TSIP)**, gegen die Festnahme von Kutlu und Sargin. **„Die gewaltsame Festnahme und gesetzwidrige Inhaftierung von Kutlu und Sargin“** sagte er, **„zeigt das wahre Gesicht des Regimes in unserem Land.“**

Kaçmaz weiter: **„Kutlu und Sargin wollen ein unveräußerliches Recht einer jeden Demokratie in Anspruch nehmen und fordern das Recht auf freie politische Betätigung. Sie müssen unverzüglich freigelassen werden. Es steht jedem offen, ihre politischen Ansichten zu teilen oder nicht. Aber diejenigen, die das Recht auf freie politische Betätigung genießen, sind -wenn sie die geringste Selbstachtung besitzen- verpflichtet, sich für die Gewährung dieses Rechtes auch für andere einzusetzen.“**

Auch die Künstler und Intellektuelle im Ausland gaben bekannt, daß sie

die Initiative von Kutlu und Sargin unterstützen.

Zahlreiche Intellektuelle aus der Türkei, u.a. bekannte Schriftsteller und Wissenschaftler, wie **Fakir Baykurt**, **Ataol Behramoğlu**, **Tektaş Ağaoğlu**, **Nihat Behram**, **Server Tanilli** und bekannte Sängerinnen wie **Melike Demirağ** und **Tülay German** gaben folgende Erklärung ab:

„Als Künstler und Schriftsteller, die im Ausland leben und nach der Errichtung einer wahren Demokratie in der Türkei sehnen, betrachten wir die Entscheidung der Generalsekretäre der Arbeiterpartei der Türkei und der Kommunistischen Partei der Türkei als einen wichtigen Schritt im Kampf um Demokratie in unserem Land. Es geht heute nicht darum, ob wir ihre politische Ansichten teilen oder nicht. Wir sehen es als unsere demokratische Pflicht an, jeglichen Repressionen gegen sie gemeinsam zu widerstehen.“

Wir denken, die dringenden Forderungen auf der Tagesordnung der demokratischen Kräfte sind, die sofortige Freilassung aller Verhafteten; die Abschaffung der antidemokratischen Paragraphen des türkischen StGB, wie 140., 141., 142., 146., und 163; die Wiederanerkennung des Rechts auf Staatsbürgerschaft der Menschen, denen dieses Recht durch Erlasse entzogen wurden; die freie Rückkehr der politischen Immigranten; die Beendigung antidemokratischer Repressalien, die auf Meinungs-, Glaubens-, und Rassenunterschiede fußen. Wir meinen, daß die demokratischen Kräfte sich um diesen Forderungen zusammenschließen sollten.

Wir glauben fest daran, die Verwirklichung der Demokratie nicht durch die Genehmigung der antidemokratischen Kräfte sondern durch den Einsatz der wahrhaft demokratischen Kräfte erreicht werden wird. Wir, die im Ausland lebenden Künstler und Schriftsteller nehmen in diesen Bemühungen wieder einmal unseren Platz ein. Wir verbreiten im Ausland die Kampagne des Menschenrechtsvereins der Türkei für eine Generalamnestie und glauben, daß die demokratischen Kräfte unseres Landes unsere Freunde Kutlu

und Sargin in Schutz nehmen werden. (Türkiye Postası, 20.11.87)

Die Rückkehr der Generalsekretäre der TIP und der TKP und ihre Initiative für die legale Gründung und Tätigkeit der TBKP (Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei) sind in die Tagesordnung der politischen Parteien in der Türkei gekommen. Die Parteien, die sich zur Zeit intensiv mit der Wahlpropaganda beschäftigen, haben auch zu diesem Thema Stellung genommen.

Die **Sozialdemokratische SHP** hat noch einmal betont, daß sie sich für die Aufhebung der §§ 141 und 142 (des türk. StGB), die die Gründung einer kommunistischen Partei in der Türkei verhindern, einsetzt und einsetzen wird. Der Generalsekretär der SHP hat den Pressemitgliedern erklärt daß sie für Kutlu und Sargin alles ihnen mögliche tun werden.

Die Zuständigen der unter der Führung des ehemaligen Ministerpräsidenten Demirel stehenden DYP haben erklärt, daß im Falle einer allgemeinen Einigung auch die DYP zugunsten einer Aufhebung dieser Paragraphen beziehen wird.

Der Vorsitzende der demokratischen Linkspartei (DSP), Bülent Ecevit erklärte, auf die Frage der Journalisten in Bezug auf die Rückkehr der Generalsekretäre und legale Betätigung der Kommunistischen Partei daß die legale Tätigkeit der Kommunistischen Partei ein Recht sei, dieses Recht zugestanden werden müsse und die in die Heimat zurückgekehrte Generalsekretäre nicht verhaftet werden dürften.

Die Erklärung der Generalsekretäre der TKP und der TIP, daß sie auf Beschluß der ZKs ihrer Parteien in die Heimat zurückkehren werden, ihre Rückkehr und ihre Festnahme sowie die rasch steigende Solidarität mit Ihnen hat sowohl in der türkischen wie auch in der internationalen Presse ein breites Echo hervorgerufen.

Mit der Bekanntgabe des Rückkehrbeschlusses wurde das Thema in zahlreichen Zeitungen in der türkischen Presse in großen Schlagzeilen gebracht und hat sich zwei Wochen lang gehalten. Obwohl die Entwicklungen in Verbindung mit den bevor-

stehenden Wahlen und die Erklärungen wie die Propaganda der politischen Parteien sich überall breit machte, gewann die legale Gründung der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei Oberhand.

Fast alle Kolumnisten und bekannte Kommentatoren der Zeitungen haben in diesen Zusammenhang ihre Ansichten und Meinungen geschrieben. Die Tageszeitung Tercüman übernahm dabei mit ihrer Kampagne gegen die legale Betätigung der Kommunistischen Partei die Rolle des Sprachrohrs der Kreise, die der legalen Gründung einer kommunistischen Partei schärfstens widersprochen und die Verhaftung der Generalsekretäre der TKP und der TIP befürworteten. Unten geben wir eine Sammlung von Auszügen der Artikel verschiedener Kommentatoren wieder:

Yalçın Doğan, Kommentator und Redaktionsmitglied der Tageszeitung **Cumhuriyet**, nahm in seinem Artikel mit der Überschrift **“Schwimmversuche einer veränderten TKP”** Stellung zur Vereinigung der TKP und der TIP. Er kommentierte die Veränderungen in den Ansichten und Programmen dieser Parteien und schrieb zum Schluß:

“Z.Z. erleben wir in der Türkei eine grundverschiedene Atmosphäre. Es vollzieht sich ein mit dem Aufnahmeantrag an die EG vor unseren Augen beschleunigter ‘demokratischer Prozeß’. Die Herstellung der völligen Funktionsfähigkeit der Demokratie in der Türkei wird als ‘erste Bedingung’ für die Aufnahme der Vollmitgliedschaft in der EG dargestellt. Mit der Erklärung, daß sie die ‘europäische Demokratie’ akzeptiert, drängt die neue Partei Özal in die Enge. Demgegenüber stellt Özal zwei Bedingungen ‘ökonomische Entwicklung und eine tolerante Atmosphäre’

An dem Punkt, an den die Türkei heute angelangt ist, sehen wir, daß ‘sogar die TKP sich ändert’. Mal sehen, wie weit sich ‘diejenigen, die diese Veränderungen einleiteten, mit den von ihnen geschaffenen Veränderungen’ Schritt halten werden.” (Cumhuriyet, 02.11.87)

Uğur Mumcu, ebenfalls Kolumnist in **Cumhuriyet**, in seinem Kommentar sich mit der Rückkehr der Generalsekretäre der TIP und der TKP sowie mit der Frage, ob die TBKP legal gegründet werden kann, oder nicht, auseinandersetzte, brachte seine Ansichten folgendermaßen zum Ausdruck:

“Die Mitglieder der TKP sollen in die Heimat zurückkehren und ihre Partei gründen. Selbst die Diskus-

sion über die Frage, ‘ob kommunistische Parteien gegründet werden oder nicht’, ist ein reichlich ‘anachronistisches’ Ereignis. Auch im Nachbarland Griechenland gibt es kommunistische Parteien. Wurde denn durch die Existenz der kommunistischen Parteien das kapitalistische System in Griechenland umgestürzt? Nein.

... Die Demokratie stellt ‘unverzichtbare’ Bedingungen. Diejenigen, die diese Bedingungen nicht erfüllen, werden nicht so leicht als ‘liberal’ oder ‘demokratisch’ bezeichnet. Weder ANAP (Özals Partei), noch eine andere.” (Cumhuriyet, 01.11.87)

Einer der bekanntesten Dichter und Schriftsteller der Türkei **Melih Cevdet Anday** hat in einem in **Cumhuriyet** veröffentlichten Artikel seine Ansichten über die Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei zusammengefaßt. In seinem noch vor der Rückkehr der beiden Generalsekretären verfaßten Artikel wies Anday darauf hin, daß den beiden Generalsekretären bei ihrer Rückkehr keine Schwierigkeiten gemacht werden dürfe, und schrieb:

“Jedoch sei hier gleich bemerkt, daß deren Rückkehr in die Türkei keine Schwierigkeiten bereiten sollte. Eben das ist das angebrachte Verhalten für ein zivilisiertes und demokratisches Land. Anderenfalls würden wir die schärfsten Kritiken der Welt hervorrufen.”

Desweiteren beinhaltet Andays Artikel folgende Ansichten:

“Sei es infolge des Pragmatismus des Ministerpräsidenten, sei es deswegen weil wir nicht anders in die EG aufgenommen werden, der Meinung, daß unsere Demokratie von der Legalität dieser Partei Nutzen ziehen wird. Es wäre falsch, bei solchen Entwicklungen von jemandem aufrichtige Absichten zu erwarten, da die Gutmütigkeit nicht von alleine gedeiht. Meines erachtens ist es am angebrachtesten, zu sagen, ‘mögen sie nur kommen, wir werden uns schon an sie gewöhnen’.

Die Öffentlichkeit, die seit Jahren unter Einfluß der gegenteiligen Meinung steht, von dieser Notwendigkeit zu überzeugen, wäre die Aufgabe der TBKP.

Die Öffentlichkeit, die seit Jahren unter Einfluß der gegenteiligen Meinung steht, von dieser Notwendigkeit zu überzeugen, wäre die Aufgabe der TBKP. (Cumhuriyet, 6.11.1987)

Einer der bekannten Schriftsteller der Türkei, Mehmet Kemal, der in der

Tageszeitung **Cumhuriyet** eine Rubrik mit dem Namen “Politik und darüber hinaus” unterhält, bemerkte in seinem Kommentar mit der Überschrift **“Die Schaffung eines demokratischen Klimas”** folgendes: **“Es gibt eine Realität - die TKP. Diese Partei - in der Türkei gegründet und infolge von Repressalien ins Ausland gezwungen - ist die älteste Partei der Türkei und möchte in die Heimat zurückkehren. Dafür ist ein demokratisches Klima erforderlich. Wenn man wirklich an Demokratie glaubt, dann darf einer sozialistischen oder kommunistischen Partei nicht versperret, sondern muß geöffnet werden...**

Wenn wir in einem demokratischen Land leben, in dem das Gesetz herrscht, dann wäre zu erwarten, daß diejenigen, die sich für die Gründung einer marxistischen Partei einsetzen, kommen, ihre Tätigkeit aufnehmen und wenn sie sich im Rahmen der Gesetze verhalten, ihnen alle Möglichkeiten der Betätigung eingeräumt werden. Nicht Anschuldigungen sollte man aussprechen, sondern abwarten. Die demokratischen Juristen sind für eine Aufhebung der Hindernisse. Auch Griechenland hat sich von einem Junta-Regime befreit. Beim Übergang in einen demokratischen Prozeß konnte sie sich infolge der Gründung von verschiedenen Parteien schneller erholen. Diese Erleichterung ebnete ihr auch den Weg in die EG.

Folgendes, was unseren Nationalstolz betrifft, müssen wir noch einmal überdenken: Menschen eines jeden Landes sind imstande, den Marxismus zu verstehen und zu akzeptieren. Sollen wir denn nun die einzigen sein, denen dieses Verständnis fehlt? Wir sollen die Demokratie nach westlichen Normen verwirklichen, es sollen Parteien aller Strömungen gegründet werden können, nur marxistische nicht... So etwas kann nicht sein! Diese Mentalität wird unseren Nationalstolz verletzen. Andere sollen fähig sein zu denken, nur wir nicht...” (Cumhuriyet, 11.11.1987) (shrt)

Altan Öymen, ein führendes Mitglied der nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 verbotenen Republikanischen Volkspartei, der zur Zeit Hauptkommentator der Tageszeitung **Milliyet** ist, schrieb in seinem Kommentar unter der Überschrift **“Woran wir uns gewöhnen müssen”**

“Aus diesen Gründen müssen vor allem wir von der Aufrichtigkeit und Ernsthaftigkeit unseres Beitrittsge-

die den Rechts- und Freiheitsnormen der EG entspricht.

Und außerdem stellen diese Normen - unabhängig davon, ob wir in die EG eintreten oder nicht - die Fundamente eines normalen demokratischen Lebens dar, auf daß das türkische Volk seit langem Anspruch hat. Die Portugiesen und Spanier am anderen Ende des Kontinents sollen ein Leben "ohne Verbote" führen können, aber die Menschen in der Türkei nicht, obwohl sie eine längere Demokratietradition besitzen. Kann es denn etwas absurderes geben?

Die Einhaltung dieser Normen ist auch notwendig um unser Volk von der unpäßlichen Lage zu retten, im Zug der Demokratie im zweiten Abteil zu sitzen." (Milliyet, 29.10.1987)

Die Erklärung des Presseamtes des Ministerpräsidenten, in der versucht wurde, die TKP und die TIP als terroristische Organisationen darzustellen, stieß in der Presse auch auf Reaktionen. Kolumnist **Uğur Mumcu**, der sich in seinen Artikeln stets von der TKP distanziert, widerlegte die Beschuldigungen des Presseamtes mit Zitaten aus gerichtlichen Dokumenten. In seinem Artikel "**Die TKP und der Ministerpräsident**" bemerkte **Mumcu**, daß die Qualifizierung der TIP und der TKP als terroristische Organisationen, nicht mit der des Staates übereinstimmt und schrieb:

"In der Erklärung des Ministerpräsidentenamtes wurden Anschuldigungen gegen die TKP und TIP ausge-

sprochen, wie Bewaffnung, Waffenlieferung in Aktionsgebiete und Gebrauch von Waffen gegen Mitglieder einer anderen Partei.

Dem Presseamt empfehlen wir in den folgenden Quellen nachzuschauen, bevor sie solche Anschuldigungen in die Welt setzen: Erste Quelle wäre die Urteilsbegründung des 2. Militärgerichts in Ankara gegen die TKP vom 7. Oktober 1954 (Gegenstand Nr. 1953/17 Urteil Nr. 1954/33.) In diesem Urteil findet sich nicht die geringste Anmerkung über bewaffnete Aktionen oder Waffenlieferungen der TKP. Die zweite Quelle disbezüglich wäre das neuste Urteil gegen die TKP. Das Urteil des 1. Militärgerichts in Ankara vom 29.3.1985 (Gegenst. Nr. 1984/147 Urteil Nr. 1985/90), das durch das 5. Militärische Schiedsgericht am 28.10.1987 bestätigt wurde, beinhaltet auf Seite 107 ihrer Begründung unter der Überschrift "TKP und Gewalt" folgende Beurteilung:

"In unserem Prozeß wird die TKP nicht beschuldigt, ihre Ziele mit Gewalt erreichen zu wollen. In der Tat konnte dies nicht nachgewiesen werden." (Cumhuriyet, (shrt) 17.11.1987)

Bekannter Journalist und Schriftsteller **Ilhan Selçuk** kritisierte in seinem Artikel "**Wie man es auch drehen und wenden mag, es ist und bleibt unhaltbar**" die Haltung des Staatspräsidenten Evren:

"Auch die Ansprache des Staats-

präsidenten Evren in Muğla widerspricht der Verfassung von 1982, dessen 'Bürgerschaft' er übernimmt.

1. Wenn hier von einem Fall die Rede ist, der in den Zuständigkeitsbereich der Rechtsprechung fällt, so fällt dem Staatspräsidenten schweigen zu. Indem Evren meint "Unsere Gesetze werden sie (Kutlu und Sargin) am "Kragen packen" erweckt er den Anschein, als ob er der Rechtsprechung Befehle erteile. Wird das nicht bei der Polizei, der Staatsanwaltschaft, beim Gericht zu Unsicherheit führen? Wird das nicht Zweifel an der Unabhängigkeit der Staatsanwälte und der Richter hervorrufen?

2. In der Rede des Herrn Evren wird zum einen der Wunsch zum Beitritt in die EG geäußert und zum anderen aber Gedanken geäußert, die der in der EG gültigen Demokratie widersprechen. Dieser Widerspruch in den Köpfen muß endlich gelöst werden. Am meisten versetzt einen folgende Worte Evrens in Erstaunen:

"-Wenn Sargin und Kutlu kommen, werden sie sagen: 'Seht ihr, in der Türkei gibt es keine Demokratie'."

Ja, gibt es in der Türkei Demokratie?

Wenn dem so ist - und das behauptet der Staatspräsident-, kann sie nicht mit den Worten zweier Kommunisten verschwinden aber wenn es keine Demokratie gibt, dann sagen die beiden Kommunisten die Wahrheit" (Cumhuriyet, 18.11.1987)

TÜRKIYE SOSYALİSTİK Halk Partisi

Herausgeber
ERMIS Verlag
Postfach 10 10 16
4300 ESSEN 1

Amerika dahil 17 ülkeden çeşitli politik görüşlere mensup politikacı, parlamenter, sendikacı, din adamları, emekli genemarl ve amiraller, bilim adamları, sanatçı ve ~~xxxx~~ sporcuların, yazarların Türkiye'nin Dostları bildirgesi adı altında bir deklarasyon imzaladılar.

Deklarasyonda şu görüşler var:

Her ülkeden birer temsilcinin eşgüdüm komitesini oluşturduğu Türkiye'nin Dostları'nun 1. kongresi 27-29 Kasım tarihleri arasında Paris'te Fransa Parlamentosunda toplanıyor. Kongrenin gündeminde 1) Türkiye'nin hukuksal yapısı. İnsan Hakları Evrensel Bildirgesi, Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi, ve Helsinki Senedi 3. bölümü açısından ele alınıyor. Bu konunun raportörlüğünü Danimarkalı Kopenhag Hukuk Fakültesi Prof. lerinden Erik Syespi yapıyor.

2) Türkiye'de Düşünce ve Örgütlenme Özgürlüğü? başlığını taşıyor , bu bölümde Türkiye'de siyasi partiler yasası , sendikalar yasası, dernekler yasası, basın yasası ve politik göçmenlerin durumu ile vatandaşlıktan atılmalar ele alınıyor. Bu konunun raportörlüğünü de İsveç Sosyal Demokrat Milletvekili Hans Franz Görän yapıyor.

3) Türkiye'de 12 eylül sonrası kültür yaşamına ilişkin. Bu bölümde 12 Eylül sonrası Kültür, Sanat, Bilim, YÖK, sinema-tiyatro yaşamı ve bunların üzerindeki baskılar ele alınıyor. Bu bölümün raportörlüğünü ise İngiliz Şair (~~xxxx~~ Bu bölümde Prof. Server Tanilli (Strasbourg Üniversitesi öğretim üyelerinden) bir tebliğ sunacak.

4) Türkiye'de işkence sorunu ve ~~xxxxxx~~ hapisane koşulları. Bu konunun raportörlüklerini ise Federal Almanya'dan Bremen Üniversitesini Prof. lerinden Prof. Stubi ile Hukukçu Odendal üstleniyorlar.

Kongre'nin onur başkanlığını ise Portekiz eski Cumhurbaşkanı Mareşal Kosta Gomez yapıyor.

Fransız parlamentosunda yapılacak kongreye, Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın eşi Bayan Mitterrandın da bir mesaj gönderdiği öğrenildi.



ÖZAL NEŞELİ- Başbakan Özal, Genel Yayın Müdürümüz Taha Akyol ile Başbakanlık Konutu'nda uzun bir görüşme yaptı. Özal son derece neşeli ve seçimlerden emin görünüyordu. Görüşmenin politikayla ilgili bölümünü bugün, ekonomiyile ilgili bölümünü yarı yayınlıyoruz.

Boran-TKP:

"Cenaze töreni bizim kararımız değil. Fazla ses çıkarmadık, bu işi hadise yapmak isteyen gruplar söndü. TKP'nin bundan cesaret aldığı görüşü doğru değil. TKP gelirse âkıbetine katlanır"

BEHİCE BORAN'IN CENAZESİ

SORU- "TKP meselesi var. Behice Boran'ın cenaze töreninden hemen sonra Türkiye'ye gelmeye karar verdi. Nasıl değerlendiriyorsunuz?"

ÖZAL- "Behice Boran hikâyesi Millet Meclisi'nin o toplantı gününe rastladı. Ondan bir hafta evvel biz çok yoğun meşguliyet içindeydik. Ondan sonra ben, 'Bu iş nasıl oldu bir öğrenelim' dedim. Yani normal takip edilseydi o hadise o şekilde olmazdı. Ama cenaze Türkiye'ye geldikten sonra Meclis'ten kaldırılması bizim kararımız değildir."

SORU- "Hükümet olarak mı?"

ÖZAL- "Evet hükümet olarak bizim kararımız değil. Gelmesi de bizim kararımız değildir. Gelince fazla ses çıkarılmamıştır. Çünkü bu işi bir hadise haline getirmek isteyen gruplar vardı, o da sönmüştür. Kendisi belli bir saplantıya girmiş, oradan ayrılmamış bir hanımdır. Ama öldükten sonra insanların hırslarının, kinlerinin bitmesi lâzım. Biraz da böyle düşündüm iş olduktan sonra.

Bayrağa sarıldı, şöyle taşındı, bayrağa sarılması aykırıymış..."

TKP: NETİCEYE KATLANIR

SORU- "Evet, Türk bayrağı tüzüğüne aykırı olarak sarıldı."

ÖZAL- "Evet aykırıymış, onları da bilmiyorum. Ama bir kere olan hadise üzerinde durmanın bir fayda getireceği kanaatinde değilim. Ama o hadise öbürlerine (TKP'lilere) cesaret verdi görüşü yanlıştır.

Đaha önce de söyledim, gelirler, çünkü vatandaşlıktan çıkarılmamış... Gelirler ama avakıbına (sonuçlarına) da razı olurlar. Geldikleri anda sorgulamaları yapılır, sorgulamaları neticesinde tevkif edilmeleri icap ederse, bağımsız mahkemeler kararını verir. Biz gerekeni bu şekilde yaparız."